

LES SYNDICATS PATRONAUX
DE
L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 26 mai 1922, à 2 heures

PAR

Pierre BEZARD-FALGAS

Lauréat de la Faculté

Président : M. GERMAIN-MARTIN, professeur.

Suffragants { MM. TRUCHY
 ROLLAND } *Professeurs.*

PARIS (VI^e)

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

1922



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES SYNDICATS PATRONAUX

DE

L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 26 mai 1922, à 2 heures

PAR

Pierre BEZARD-FALGAS

Lauréat de la Faculté



Président : M. GERMAIN-MARTIN, professeur.

Suffragants { MM. TRUCHY
ROLLAND } *Professeurs.*

PARIS (VI^e)

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

1922

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

TABLE DES MATIÈRES

Les Syndicats patronaux de l'industrie métallurgique en France

Préface	Pages 17
---------------	-------------

PREMIERE PARTIE

Les groupements patronaux de l'industrie métallurgique avant la loi de 1884 et le milieu économique.

CHAPITRE PREMIER

La Révolution et le principe de la liberté du travail ...	21
1 Le système réglementaire	21
2 La loi des 2-17 mars 1791	22
3 La loi Le Chapelier	22
4 Les causes de la loi Le Chapelier	23

CHAPITRE SECOND.

Les transformations industrielles et l'évolution économique au XIX^e siècle.	26
--	----

SECTION I. — LES FACTEURS DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE.....	26
---	----

<i>I. — Facteurs d'ordre politique et social</i>	27
1 Le Blocus continental	27
2 Le Régime censitaire	27
3 La Monarchie de Juillet	28
4 Le Second empire et les traités de commerce ..	29
<i>II. — Facteur d'ordre économique.</i>	30
Le développement des moyens de communication.	30
<i>III. — Facteurs d'ordre scientifique</i>	34
1 L'importance des inventions	34
2 Les découvertes de Bessemer, Martin et Thomas	34

SECTION II. — LES CONSÉQUENCES DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE.....	37
I. — <i>La concentration industrielle</i>	37
La concentration dans la métallurgie	38
II. — <i>La création des groupements professionnels</i>	42
1. Les groupements ouvriers	42
2. La constitution des premiers groupements patronaux	43
SECTION III. — LA MÉTALLURGIE ET LE MILIEU ÉCONOMIQUE DU SECOND EMPIRE A LA LOI DE 1884	44
I. — <i>L'évolution de la métallurgie</i>	46
1. La fonte	47
2. Le fer	49
3. L'acier	50
II. — <i>Les traités de commerce et la sidérurgie</i>	52
L'état de la production nationale	53
III. — <i>Le régime des admissions temporaires de 1862 à 1870</i>	55
IV. — <i>La métallurgie après la guerre de 1870</i>	56
1. Le développement de la sidérurgie allemande ..	57
2. La fermeture des marchés américains et russes .	58
3. La révision douanière de 1881	60
4. La situation de l'industrie métallurgique fran- çaise en 1884	62

DEUXIEME PARTIE.

La loi du 21 Mars 1884 et ses conséquences.

CHAPITRE PREMIER.

La genèse de la loi de 1884.....	65
1. L'augmentation du nombre et de l'importance des groupements patronaux dans les années qui pré- cédèrent l'année 1884	66
2. Les propositions Lockroy et Berteaux	66
3. Le projet du gouvernement	67

SECTION I. — LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU PROJET QUI DEVAIT ABOUTIR A LA LOI DU 21 MARS 1884	67
I. — <i>Régularisation d'un état de fait</i>	68
Analyse de cet état d'esprit dans les travaux pré- paratoires	68
II. — <i>Egalité complète entre tous les syndicats</i>	70
1 Analyse de cet état d'esprit dans les travaux préparatoires	70
2 Le rejet de l'amendement du Comte de Mun.	71
SECTION II. — LE SENS DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PARLEMENT	73
L'oubli des Syndicats patronaux	73
I. — <i>Le rôle des Syndicats professionnels</i>	74
L'interdiction de sortir du cadre des questions professionnelles	74
II. — <i>La Personnalité civile des Syndicats profes- sionnels</i>	78
1. La conception du projet	78
2. Les discussions du Parlement	79
III. — <i>Les Unions de Syndicats professionnels</i>	
1. Silence du projet sur cette question	83
2. L'intervention de la commission de la Cham- bre	83
3. L'opposition de M. Barthe	84
4. La discussion au Sénat et les opinions émises.	88
SECTION III. — UNE CONSÉQUENCE CURIEUSE DE L'ÉTAT D'ESPRIT PRÉCÉDEMMENT ANALYSÉ : LE MAINTIEN DE L'ART. 419 DU CODE PÉNAL....	93
Les controverses sur sa portée	93
CHAPITRE SECOND.	
Le mouvement syndical patronal de la loi de 1884 à la guerre.....	98
1. Les statistiques et la réalité	98
2. Les causes de la faiblesse du syndicalisme patronal	101
3. L'organisation de la métallurgie	101
4. La réorganisation du Comité des Forges et la cons-	

titution des principaux syndicats de la métallur- gie	101
5. La naissance de l'Union des Industries métallur- giques et minières	103

TROISIEME PARTIE.

L'essor des groupements patronaux depuis la guerre et jusqu'en 1921.....	105
---	-----

CHAPITRE PREMIER.

Les modalités des groupements patronaux.	108
--	-----

SECTION I. — LES SYNDICATS.....	108
---------------------------------	-----

<i>I. — Les deux espèces de syndicats</i>	109
1. Le rôle des syndicats nationaux	110
2. Le rôle des syndicats régionaux	110
<i>II. — L'organisation des syndicats</i>	112
1. Composition	112
2. Droits et obligations des adhérents	114
3. Les sections de certains syndicats	115
4. Les organes des syndicats	116
<i>III. — Les syndicats et « la rue de Madrid »</i>	118

SECTION II. — LES UNIONS DE SYNDICATS....	119
---	-----

<i>I. — L'organisation des Unions</i>	120
1. Objet	121
2. Composition	122
3. Droits et obligations des adhérents	123
4. Organe de l'Union	124
a) Conseil de direction	125
b) Assemblée générale	126
5. Les unions locales interprofessionnelles	126
<i>II. — Le rôle des unions</i>	126
1. Le rôle de l'Union des Industries métallur- giques et minières	127
2. Le rôle de la Fédération de l'automobile	128
3. Le rôle des Unions locales	128
4. Exemple du rôle de l'Union des Industries mé- tallurgiques et minières en cas de grève	129

SECTION III. — L'ORGANISME INTERFÉDÉRAL...	130
1. Les origines et le rôle	130
2. Les organes	131
a) Conseil central	131
b) Assemblée générale	131
 CHAPITRE DEUXIÈME.	
Le rôle des Syndicats Patronaux de la métallurgie au point de vue économique	133
SECTION I. — LA MÉTALLURGIE D'AVANT GUERRE ET LES GROUPEMENTS PATRONAUX.....	135
<i>I. — La situation de la métallurgie</i>	<i>135</i>
1. Le minerai de fer	135
2. Les combustibles.....	139
3. La main-d'œuvre	143
4. Les difficultés d'un accord économique franco- allemand	143
<i>II. — Les efforts des groupements patronaux pour assurer le développement de l'industrie métallur- gique</i>	<i>147</i>
1. Les groupements patronaux et les grands centres de production métallurgique	147
a) Le Centre	147
b) L'Est	150
c) Le Nord	153
2. Les groupements patronaux et les droits de douane	156
3. Les groupements patronaux et les cartels....	162
<i>III. — Les résultats obtenus grâce aux syndicats patronaux</i>	<i>165</i>
1. Le développement de la production	165
2. Le développement des entreprises	168
SECTION II. — LA GUERRE ET LES GROUPEMENTS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE.....	170
<i>I. — Les répercussions de la guerre sur la métal- lurgie</i>	<i>171</i>
1. La désorganisation des usines	172
2. Le manque de munitions et de matériel	174

<i>II. — Les efforts du Comité des Forges pour développer la production</i>	176
1. Les syndicats patronaux et le bassin de Briey	177
2. L'intensification de la production	179
a) La récupération de la main-d'œuvre	179
b) L'augmentation du nombre des hauts-fourneaux	180
c) La multiplication des aciéries	183
3. Les achats à l'étranger	185
a) Le bureau du Comité des Forges à Londres	186
b) La mission du Comité des Forges pour le ravitaillement en fonte	189
c) La réglementation du commerce de l'acier	195
d) La mission du Comité des Forges pour le ravitaillement en acier	197
e) La mission du Comité des Forges pour le ravitaillement en fers blancs	198
f) Le Comité des Forges et les approvisionnements en magnésie	199
<i>III. — Le Comité des Forges et la crise des transports</i>	201
1. La flotte du Comité des Forges	202
2. La caisse industrielle d'Assurance maritime	203
<i>IV. — L'Union des Industries métallurgiques et minières et le Trésor</i>	206
SECTION III. — LA MÉTALLURGIE DEPUIS	
LA FIN DES HOSTILITÉS.....	209
<i>I. — Les groupements patronaux depuis l'armistice.</i> ..	209
1. Le passage du régime de guerre au régime de paix et les groupements patronaux	209
2. Les groupements patronaux de la métallurgie et le traité de paix.	215
<i>II. — Les syndicats patronaux et la crise de 1920-21..</i>	219
1. Le rôle des groupements patronaux avant la crise	219
2. Les efforts des syndicats patronaux pour mettre fin à la crise	221
a) La protection douanière	223
b) La compression des prix de revient	224

CHAPITRE TROISIEME

L'action sociale des syndicats patronaux de la métallurgie	228
Les œuvres sociales et les syndicats patronaux.....	228

SECTION I. — LES SYNDICATS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE ET LA RÉMUNÉRATION DES TRA- VAILLEURS.	229
1. Les préoccupations patronales en matière de salaires	229
I. — <i>Les primes de cherté de vie</i>	230
1. Les conventions collectives et la hausse des salaires	231
2. Les syndicats patronaux et la baisse des sa- laire en 1921	232
II. — <i>Les allocations pour charge de famille</i>	236
1. Les origines de l'institution	237
2. La Caisse de Compensation de la Région Pari- sienne	241
3. Le Comité d'Etudes des Allocations familiales	249
SECTION II. — LES SYNDICATS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE ET LA QUESTION DU LOGEMENT OUVRIER	256
1. Le surpeuplement et les efforts des groupe- ments patronaux pour y remédier	257
I. — <i>La Caisse Foncière de crédit pour l'amélioration du logement dans l'industrie</i>	261
1. Le but de la caisse	262
2. Le fonctionnement de la caisse	262
II. — <i>Le Comptoir général du logement économique...</i>	270
SECTION III. — LES SYNDICATS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE ET LA PROTECTION DE L'OUVRIER CONTRE LES RISQUES QUI LE MENACENT.....	275
L'ouvrier et les risques sociaux	275
I. — <i>L'assurance contre la maladie</i>	277
1. L'association métallurgique et minière contre la tuberculose	277
A) Ses origines.....	279
B) Son organisation	281
a) Objet et composition	281
b) Organes de l'association	283
c) Ressources de l'association	284
C) L'action de l'association	284
a) Les dispensaires	285
b) La construction du sanatorium de Saint- Hilaire	290

c) Les problèmes de l'hygiène sociale	291
2. Les sociétés de secours mutuels	292
II. — <i>La protection contre les accidents du travail</i>	294
1. La responsabilité patronale avant la loi du 9 avril 1898	295
a) Théorie de la responsabilité délictuelle	295
b) Théorie de la responsabilité contractuelle ..	296
c) Théorie de la responsabilité légale du fait des choses	297
d) Théorie de la responsabilité du risque pro- fessionnel	298
2. Les projets de loi sur les accidents du travail et la constitution de la caisse syndicale	298
3. La constitution de la caisse syndicale et le vote de la loi du 9 avril 1898	300
4. La réorganisation de la caisse syndicale en 1907	306
5 L'organisation actuelle de la caisse syndicale ..	315
a) Objet et composition	316
b) Ressources	316
c) Contrat d'assurance	317
III. — <i>La protection contre la vieillesse, l'invalidité et la mort</i>	319
1. La Caisse des Retraites avant la loi du 5 avril 1910	321
2. L'organisation de la caisse syndicale après le vote de la loi de 1910	325
3. Le fonctionnement de la caisse par application de la loi de 1910	326
4. La caisse syndicale et la protection du person- nel des entreprises métallurgiques contre les risques d'invalidité et de mort.	334
a) Les Comptes d'Epargne à destination de retraites du personnel administratif	335
b) Les Retraites Supplémentaires de celles prévues par la loi de 1910	342
5. La prise en charge par la caisse syndicale des pensions de retraites	350
SECTION IV. — LES SYNDICATS PATRONAUX	
DE LA MÉTALLURGIE ET LES GRÈVES	351
La nécessité d'un organisme de défense patronale	351
1. — <i>Les bases de l'Organisation patronale contre les grèves</i>	353

1. Forme juridique de l'assurance	354
2. Le principe de l'assurance à double degré ...	356
3. La détermination du montant de l'indemnité	357
4. Grèves à l'occasion desquelles l'indemnité est accordée	358
5. Les conséquences de ces principes	360
<i>II. — L'organisation et le fonctionnement des sociétés métallurgiques d'assurance mutuelle contre les con- séquences du chômage forcé</i>	
1. L'organisation et le fonctionnement d'une caisse d'Assurance primaire : <i>La Forge</i>	362
a) Objet et composition de la société	362
b) Organes de la société	364
c) Régime financier	365
2. Le fonctionnement de la caisse centrale	366
3. Le rôle du comité central	367

CHAPITRE QUATRIEME

Les syndicats patronaux de la métallurgie et les pro- blèmes d'intérêt général	373
---	------------

La nécessité pour les groupements patronaux de connaître les questions d'intérêt général.....	373
--	-----

SECTION I. — LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DE LA PRODUCTION FRANÇAISE	375
--	-----

Son activité au point de vue économique, social et fiscal	375
--	-----

SECTION II : — LA SOCIÉTÉ D'ETUDES ET D'INFORMATIONS ECONOMIQUES	379
---	-----

1. Son origine	379
2. Son but	382
3. Ses moyens d'action	384

CHAPITRE CINQUIEME

Les syndicats patronaux de la métallurgie et les problèmes mondiaux	386
--	------------

1. L'intérêt des exportations avant la guerre ...	386
2. Les groupements patronaux et les emprunts étrangers	387

SECTION I. — LE PROBLÈME DES EXPORTATIONS	
A L'HEURE ACTUELLE	387
1. La nécessité des exportations	388
2. La rareté des débouchés et la concurrence mondiale	389
3. Les causes de la crise mondiale	391
a) La surproduction générale	391
b) Le déséquilibre monétaire	394
c) Le protectionnisme	395
4. La situation privilégiée de l'Allemagne en matière d'exportation	396
SECTION II. — LES GROUPEMENTS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE ET LA SOLUTION DU PROBLÈME DES EXPORTATIONS.	397
1. Les groupements patronaux et la reconstitution économique du monde	398
2. Le projet de cartel belge et luxembourgeois.	398
3. La situation qu'il ferait à la métallurgie française	400
4. La nécessité d'une autre forme d'Entente Internationale	401
Conclusion	403
Annexe :	
Liste des groupements patronaux existant au 1 ^{er} janvier 1922	408
A. Syndicats	408
I. Syndicats nationaux	408
II. Syndicats régionaux	412
B. Unions et Fédérations de Syndicats ...	420
I. Unions et Fédérations nationales	420
II. Unions locales	420
a) Unions professionnelles	420
b) Unions interprofessionnelles	420
Bibliographie	423

PRÉFACE

Pendant longtemps, les chefs d'entreprise sont demeurés réfractaires à toute forte organisation syndicale. Imbus, comme tous les hommes de leur temps, des maximes de la Révolution, ils étaient partisans d'un individualisme excessif qui, sous prétexte d'affranchir l'individu de toute contrainte, l'exposait, sans défense, aux difficultés et aux rigueurs de la lutte pour la vie. A partir de la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, les nouvelles générations, moins timides et plus averties, s'efforcèrent de combattre cet état d'esprit et de pousser les industriels dans la voie de l'union et de l'entente, où s'étaient délibérément engagés leurs concurrents d'Angleterre, d'Allemagne et des Etats-Unis. Sous cette influence, quelques syndicats se constituèrent mais aucun lien ne leur permettait d'assurer, de façon efficace, la coordination de leurs efforts.

En bouleversant, du tout au tout, les conditions de la production et des échanges, la guerre a dessillé les yeux des individualistes les plus endurcis ; à l'heu-

re actuelle, les dangers de l'isolement sont plus redoutables que ceux de l'association. Pressés par la nécessité et pour ne pas courir à la ruine, les patrons ont dû s'organiser, et maintenant, dans ce domaine, ils n'ont plus rien à envier au patronat étranger ou au prolétariat. Et, cependant, aux yeux du public, l'organisation syndicale patronale est inexistante ou, tout au moins, apparaît comme quelque chose de mystérieux et d'inaccessible¹. Cette idée — inexacte — que l'on se fait communément des syndicats patronaux tient à leur effacement volontaire : ne visant pas à renverser l'ordre social établi, mais simplement à assurer l'essor de l'industrie qu'ils représentent, les syndicats patronaux estiment inutile de se livrer à une publicité tapageuse susceptible uniquement, à leur avis, de jeter le trouble dans leur existence.

Malgré l'intérêt que présenterait une semblable étude, nous n'avons pas l'intention d'examiner, ici, l'organisation et l'action de tous les groupements professionnels patronaux de France : ils nous manquent la compétence et le talent indispensables pour mener à bien une entreprise de cette envergure. Nous voulons seulement, dans la mesure de nos moyens, contribuer à éclairer les questions relatives au syndicalisme patronal, en recherchant comment les industriels de la métallurgie — une des plus importantes branches de l'activité nationale de tout Etat moderne

1. Il n'en est pas de même de l'organisation commerciale (cartels) à laquelle ont été consacrés plusieurs ouvrages classiques ; c'est pourquoi nous ne l'étudierons pas.

— ont utilisé la législation sur les syndicats professionnels.

Comme on le verra, nous n'avons pas pu, malgré nos recherches, élucider certaines questions, notamment connaître l'attitude des groupements patronaux pendant les discussions auxquelles a donné lieu l'élaboration de la loi du 21 mars 1884. La raison de cette lacune vient de la difficulté que nous avons éprouvée à nous documenter sur ce point, comme sur quelques autres. Nous tenons, d'autant plus, à exprimer notre gratitude aux dirigeants des syndicats et à tous ceux qui ont bien voulu nous fournir des renseignements précieux; nous prions les uns et les autres de trouver, ici, l'expression de nos remerciements bien sincères.

PREMIÈRE PARTIE

Les Groupements patronaux de l'industrie métallurgique avant la loi de 1884 et le milieu économique

CHAPITRE PREMIER

La Révolution et le principe de la liberté du travail

Avant la Révolution, l'organisation industrielle et commerciale était régie par un certain nombre de dispositions édictées par les Pouvoirs Publics et qui réglaient toutes les questions intéressant la vie économique de la Nation. Ce système, le système réglementaire, comme on l'a qualifié, avait eu pour résultat la création des corporations dans la petite industrie et des manufactures dans la grande; mais, ni dans l'une, ni dans l'autre, le travail n'était libre. Le régime corporatif se traduisait, en effet, par le monopole des maîtres de chaque profession; quant aux manufactures, leur établissement était subordonné à la nécessité d'obtenir une autorisation royale.

Le système réglementaire n'allait pas sans encourir un certain nombre de reproches, même de la part des

hommes du XVIII^e siècle. Imbus des doctrines de l'école naturaliste et de l'école physiocratique, beaucoup aspiraient à un régime de liberté dans lequel le droit au travail ne serait plus un droit royal, mais un droit appartenant à tout être humain en tant que tel. Ce principe, proclamé, pour la première fois, en 1776, au moment où Turgot obtint la suppression des maîtrises et jurandes, ne survécut pas à la chute de ce ministre, et, en 1789, le système réglementaire subsistait encore, solidement organisé.

C'est à l'Assemblée Constituante qu'il appartenait d'abolir définitivement, dans la nuit du 4 août, les entraves apportées à la liberté du travail par les dispositions restrictives de l'Ancien Régime. Cette abrogation devait être consacrée à nouveau par la loi des 2-17 mars 1791, aux termes de laquelle, à dater du « 1^{er} avril, il est libre à toute personne de faire tel « négoce ou d'exercer telle profession ou industrie « qui lui convient ».

Tout en abolissant le régime corporatif à cause des obstacles apportés par lui au libre développement des initiatives individuelles, l'Assemblée Constituante interdit les associations professionnelles avec la loi des 14-17 juin 1791, dite loi Le Chapelier.

« ART. PREMIER. — L'anéantissement de toutes les « espèces de corporations des citoyens du même état « et profession, étant une des bases fondamentales « de la Constitution française, il est défendu de les « rétablir, de fait, sous quelque prétexte et quelque « forme que ce soit.

« ART. 2. — Les citoyens d'un même état ou profes-
« sion, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ou-
« verte, les ouvriers et compagnons d'un art quel-
« conque, ne pourront lorsqu'ils se trouveront en-
« semble se nommer ni présidents, ni secrétaires, ni
« syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou
« délibérations, former des règlements sur leurs pré-
« tendus intérêts communs ».

Cette mesure fut inspirée en grande partie par la nécessité de mettre fin à l'agitation ouvrière qui constituait alors un danger permanent pour la paix publique, du fait de la multiplication inquiétante des grèves, d'ouvriers charpentiers en particulier¹.

En prohibant l'association professionnelle, le législateur de 1791 restait, d'ailleurs, fidèle à l'idée de liberté, au sens où la concevaient l'école anglaise et l'école physiocratique : pour l'une comme pour l'autre, elle comportait, comme corollaire nécessaire, l'interdiction faite aux individus de se grouper. Adams Smith avait une crainte exagérée de l'association professionnelle : « Il est rare, disait-il, que des gens du
« même métier se trouvent réunis, fût-ce pour quel-
« que partie de plaisir ou pour se distraire, sans que la
« conversation finisse par quelque conspiration contre
« le public ou par quelque machination pour faire
« hausser les prix ». Quant à Turgot, il était plus
« explicite encore : « La source de tout mal concernant

1. Voir, sur ce point, l'ouvrage de M. Germain-Martin : *Les associations ouvrières au XVIII^e siècle*

« la liberté du travail est dans la faculté accordée aux
« artisans d'un même métier de s'assembler et de se
« réunir en un corps ».

Ces idées de Smith et de Turgot ont exercé une influence incontestable sur les membres de la Constituante au moment du vote de la loi des 14-17 juin 1791, comme le prouve bien le rapport de Le Chapelier : « Il n'y a plus de corporations dans l'Etat, il
« n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque indi-
« vidu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne
« d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire,
« de les séparer de la chose publique par un esprit de
« corporation ».

En présence d'une telle mentalité, il ne faut pas s'étonner de l'absence, pendant la Révolution, de toute association professionnelle patronale dans la métallurgie, comme, d'ailleurs, dans toutes les autres branches de l'activité économique. A cette époque, cependant, les industriels auraient eu plus que jamais besoin de se réunir pour se protéger contre toutes les mesures vexatoires auxquelles ils furent en proie avec les réquisitions et le maximum.

D'ailleurs, jusqu'en 1884, les associations professionnelles devaient être interdites, en droit, par la loi Le Chapelier et par celles qui suivirent¹, mais, en fait, on verra qu'il en fut autrement, au moins pour les associations patronales. Dès le Premier Empire, en effet, les circonstances nouvelles — conséquences de l'évo-

1, Ce sont l'article 291 du Code Pénal et la loi du 10 avril 1834.

lution économique du xix^e siècle — ont amené les patrons des industries du bâtiment à se grouper pour mieux défendre leurs intérêts corporatifs, et, à partir du milieu du xix^e siècle, leur exemple fut imité par les autres chefs d'entreprise.

CHAPITRE II

Les transformations industrielles et l'évolution économique au XIX^e siècle

Sous l'influence d'une série de facteurs agissant simultanément, le XIX^e siècle a été une époque de transformation pour toutes les industries et, notamment, pour la métallurgie : les conditions économiques s'en sont trouvées profondément modifiées. La nécessité de s'adapter à ce milieu nouveau, caractérisé par une concurrence toujours plus âpre, a incité les producteurs, soucieux de s'assurer la maîtrise du marché ou, simplement préoccupés de résister à leurs concurrents, à se grouper dans des associations professionnelles mieux à même de les renseigner sur les difficultés à surmonter pour n'être pas vaincus dans la bataille économique.

SECTION I. — LES FACTEURS DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE.

Les facteurs de l'évolution économique qui s'est produite au XIX^e siècle sont à la fois d'ordre politique, social, économique et scientifique.

1. *Facteurs d'ordre politique et social.*

A la fin de la longue crise industrielle et sociale que fut la Révolution, la France était aux trois-quarts ruinée ; les champs étaient incultes, les ateliers déserts, le commerce à peu près nul. Avec le Consulat, la prospérité ne tarda pas à renaître, mais l'industrie, en pleine période de réorganisation, n'était pas encore en état de lutter victorieusement contre la concurrence anglaise. Il lui fallait, de toute nécessité, pour atteindre son plein épanouissement, l'aide des Pouvoirs Publics sous forme de protection douanière. A partir de 1806, le Blocus Continental remplit cet office. Incapable d'anéantir directement la puissance britannique, Napoléon chercha, par ce moyen détourné, à réduire son ennemie à merci, et, s'il n'y réussit pas, il favorisa, en tout cas, malgré le préjudice ainsi causé au commerce, le développement de l'industrie française.

Il obligea celle-ci à s'affranchir de la tutelle anglaise pour un grand nombre de produits et, pour d'autres, il lui assura la possession incontestée du marché intérieur.

Grâce à ces circonstances, la France commença à produire une partie de l'acier nécessaire à ses besoins ; auparavant, elle le faisait venir d'Angleterre et d'Allemagne.

Le régime censitaire, inauguré par la Restauration, donna la prépondérance dans l'Etat aux grands propriétaires et aux riches manufacturiers. Les uns et les autres usèrent de leur influence pour assurer le main-

tien d'un régime de protection douanière grâce auquel ils réalisaient des profits élevés, sans craindre la concurrence étrangère¹. Ils alléguaient, d'ailleurs, à l'appui de leurs prétentions, que l'abaissement des tarifs aurait pour seul effet de réduire au chômage un grand nombre d'ouvriers en ruinant la plupart des fabriques. Ce souci de favoriser les entreprises nationales allait jusqu'à accorder de véritables subventions aux industriels dont on voulait encourager les efforts. Tel fut le système employé vis-à-vis de Jackson, qui, le premier, fabriqua en France de l'acier fondu, selon la méthode anglaise.

Le gouvernement de Louis-Philippe suivit la même ligne de conduite. Sans doute, l'abaissement du cens à 200 francs fit naître à la vie politique la moyenne propriété et l'industrie, mais les représentants de l'une et de l'autre s'entendirent vite pour maintenir le système protecteur. Quinze années de paix et de prospérité avaient, en effet, largement contribué au développement des entreprises de toute nature; et un régime qui avait pour devise « enrichissez-vous » ne pouvait pas, sous peine de n'être plus logique avec lui-même, ruiner certaines manufactures. Cependant, il faut signaler une légère réduction du droit sur les fers.

Guizot, pendant son ambassade à Londres, avait, néanmoins, fait plusieurs tentatives pour conclure un

1. En 1824, les droits de douane sur les fers étaient de 120 % de la valeur des fers anglais rendus dans nos entrepôts.

traité de commerce avec l'Angleterre, mais en réservant expressément les droits de certaines branches de l'activité nationale, entre autres ceux de la métallurgie : « En France, la classe des grands manufacturiers, maîtres de forges, négociants, s'est empressée vers le gouvernement du Roi et lui a apporté, lui apporte en toute occasion, l'appui de son activité, de son intelligence, de sa richesse, de son influence sociale. Il est impossible que le gouvernement du Roi ne porte pas aux intérêts et aux sentiments de cette classe et de la population qui se rattache à elle, un soin attentif, et ce n'est qu'après de scrupuleuses enquêtes, des discussions approfondies et par des démonstrations évidentes de l'intérêt général du pays, qu'il peut lui imposer des sacrifices et des efforts dont elle reconnaisse la nécessité¹ ».

Les événements politiques interrompirent, d'ailleurs, assez rapidement toute négociation.

Il fut à nouveau question de diminuer les droits de douane en 1846 par suite du développement des idées libre-échangistes et des réformes opérées, outre-Manche, par Cobden. Le Gouvernement déposa même un projet de loi favorable à ces mesures douanières, mais la Révolution de 1848, empêcha la Chambre de le discuter. Il est du reste peu vraisemblable qu'elle l'eût voté.

La Seconde République maintint également le système protectionniste; mais le gouvernement de

1. Guizot : *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. V. chap. XVIII, p. 32.

Napoléon III ouvrit une ère nouvelle lors du traité de commerce conclu le 23 janvier 1860, avec l'Angleterre, malgré l'opposition des industriels parmi lesquels figuraient, vraisemblablement, des Maîtres de Forges¹. D'autres, traités analogues intervinrent, par la suite, avec les principales Puissances européennes. Ces différents traités abaissaient les droits de douane sur la plupart des matières premières nécessaires à la production nationale; ils devaient ainsi favoriser le développement industriel. Ce revirement dans la politique douanière tenait à ce que l'Empereur était arrivé au pouvoir grâce au suffrage universel; aussi, désirait-il s'attacher les masses en leur donnant plus de bien-être.

II. — *Facteurs d'ordre économique*

Indépendamment des mesures de protection ou de libre échange, prises à l'égard de notre économie nationale et dictées, on vient de le voir, par des raisons politiques et sociales, la facilité croissante des communications contribua aussi, dans une grande mesure, au développement industriel.

A la fin, comme au milieu du xix^e siècle, les moyens de communication s'étaient considérablement développés.

Les routes étaient plus nombreuses et mieux entre-

1. Malgré les recherches que nous avons effectuées sur ce point, il ne nous a pas été possible de nous procurer de renseignements plus précis.

tenues que par le passé. En 1814, il existait 33.161 km. de routes royales classées, dont 12.000 à peine étaient bien entretenues. A la chute de Louis-Philippe, 35.952 kilomètres étaient classés, parmi lesquels 34.800 étaient en bon état; quant aux routes départementales, elle comprenaient 43.869 kilomètres classés, dont 40.100 ouverts à la circulation. Les transports étaient effectués par les Compagnies de Messageries; leur vitesse commerciale moyenne, était passée de 4 kilomètres 3 à l'heure à 9 kilomètres 5.

Mais c'est aux chemins de fer qu'il appartenait de provoquer une véritable révolution dans ce domaine. La première voie ferrée française datait de 1823 et reliait Andrézieux à Saint-Etienne (23 kilomètres); elle était réservée au transport des marchandises, et la traction s'y faisait au moyen de chevaux. L'ère des chemins de fer s'ouvrit réellement avec Stephenson qui appliqua aux locomotives le principe du chauffage tubulaire et qui fit aboutir le tuyau de décharge de la vapeur dans la cheminée même; cette dernière modification augmenta sensiblement le tirage. Il faut cependant attendre l'année 1842 pour assister, en France, à la création des premières lignes importantes¹; c'est, en effet, à cette époque que le législateur promulgua la loi organique des chemins de fer. Dès lors, les concessions allèrent en se multipliant et, en 1870, 17.440 kilomètres, de voies ferrées étaient en exploitation; à la même époque,

1. Sauf pour la ligne de Paris à Rouen concédée en 1840 et prolongée jusqu'au Havre en 1842.

cette longueur, pour les cinq parties du monde, atteignait le chiffre de 210.000; elle n'a cessé de croître depuis

Le réseau des canaux fut également amélioré et augmenté. En achevant les travaux entrepris par le gouvernement de la Restauration, Louis-Philippe, à la fin de son règne, avait presque doublé la longueur des canaux existant au commencement du XIX^e siècle.

Les transports maritimes se sont également développés dans d'importantes proportions. Les premiers vapeurs commencèrent à naviguer sous Louis XVIII; en 1852, ils représentaient un tonnage de 22.000 tonnes. Rien que sous le Second Empire, le tonnage total de la marine marchande (abstraction faite des bâtiments affectés à la pêche côtière) augmenta de 350 mille tonneaux au profit des navires de fort tonnage et de la marine à vapeur qui passa de 22.000 à 143.000 tonnes.

Enfin, la poste a vu les échanges de lettres se multiplier dans une énorme mesure. En 1830, elle assurait la transmission de 64 millions de lettres; en 1869, ce chiffre était passé à 691, sans parler des imprimés. Quant au service télégraphique ouvert à la correspondance privée depuis 1850, il comptait, en 1869, 41.000 kilomètres de lignes grâce auxquelles on pouvait entrer en relations, par son intermédiaire, avec toutes les Puissances civilisées. Il avait assuré, cette même année (1869), la transmission de plus de 4 millions de télégrammes.

Le développement des moyens de communications

a exercé sur la métallurgie une influence heureuse, à un double point de vue.

Il a, d'abord, rendu possible le transport, à grande distance et à peu de frais, des produits lourds, encombrants et de valeur relativement minime, comme les fontes. Il a ainsi permis aux entreprises sidérurgiques, établies dans les régions où se trouvaient le minerai et le combustible ou, tout au moins, l'un de ces éléments de leur fabrication, de prendre leur essor sans s'inquiéter de savoir si la consommation locale pourrait absorber toute leur production. Grâce à la facilité avec laquelle elles se procurent leurs matières premières, ces entreprises ont, en effet, la certitude de fabriquer leurs produits à meilleur marché que les autres situées dans des endroits moins favorisés et, par conséquent, de concurrencer celles-ci, avec succès, sur leur propre marché. Les entreprises mal placées au point de vue économique ont été, ainsi, peu à peu, éliminées ; finalement donc, seuls, ont subsisté les hauts fourneaux et les aciéries installés dans certaines régions riches en matières premières dont ils ont assuré la prospérité, en même temps qu'ils contribuaient à généraliser l'emploi du fer et de l'acier en en faisant baisser le prix.

D'autre part, en multipliant les demandes, la construction ou l'amélioration des voies de communication a poussé, d'une façon toute particulière, au développement de la métallurgie. L'aménagement et l'entretien des lignes de chemins de fer ont augmenté la consommation des produits sidérurgiques. Par la

suite, la substitution de l'acier au bois dans les constructions navales a encore accru les besoins. Plus récemment, enfin, l'automobile a ouvert de nouveaux débouchés à la sidérurgie en attendant que, demain, l'aviation utilise l'acier pour construire les appareils aériens.

III. — Facteurs d'ordre scientifique

Les découvertes scientifiques enfin, résultat de l'observation de la nature par les savants et les industriels, comme le montrent les noms de Laplace, Lavoisier, Watt, Stephenson, Bessemer, Thomas, Siemens, ont eu une part prépondérante dans le développement industriel du *xix^e* siècle.

La physique et la mécanique ont développé le rôle et l'importance des machines; la géologie et les sciences naturelles ont permis de situer scientifiquement les gisements de minerais dont le besoin se faisait de plus en plus sentir. La chimie, enfin, après avoir doté l'humanité de l'éclairage au gaz et de l'industrie des couleurs tirées de la houille, a révolutionné la métallurgie avec les découvertes de Bessemer et Thomas, grâce auxquelles il est maintenant possible de produire le fer et l'acier en grande quantité et d'employer des minerais auparavant inutilisables.

Jusqu'en 1864, l'industrie métallurgique ne savait pas fondre ces dix métaux en grandes quantités et la production des grosses pièces était longue et coûteuse. A cette époque, Bessemer, en Angleterre, et Martin,

en France, firent réaliser presque simultanément un grand progrès à la sidérurgie en permettant d'obtenir le fer, non plus par masse unitaire d'environ 40 kilogrammes le massiau, mais par tonnages de 10, 20, 50 tonnes en une seule opération.

Bessemer est arrivé à décarburer la fonte à la haute température de la fusion du fer sans recourir à l'emploi de combustible auxiliaire. Il est parvenu à ce résultat en faisant brûler dans le convertisseur qui, depuis, porte son nom, les impuretés contenues dans la fonte (silicium et carbone), grâce à un puissant courant d'air envoyé dans l'appareil.

Quand la combustion est terminée, on ajoute une fonte manganésée ou ferromanganèse qui joue un double rôle : par le carbone qu'elle contient, elle apporte le carbone nécessaire pour transformer le fer obtenu en acier; par son manganèse, elle réduit l'oxyde de fer formé qui a pu se dissoudre dans la masse. Cette opération s'effectue dans des convertisseurs dont la paroi intérieure est formée par un revêtement siliceux chargé de se combiner avec l'oxyde de fer pour donner une scorie fusible, légère, qui surnage le bain métallique. La réaction dure une vingtaine de minutes.

Martin est parvenu à effectuer la décarburation de la fonte sans solidification du fer, en opérant dans un four, auquel il a donné son nom. Il réalisa la température nécessaire en utilisant comme combustible du gaz de gazogène et de l'air réchauffé par des récupérateurs, comme cela avait déjà été pratiqué par Siemens.

Sur la sole du four, on entasse la fonte additionnée de déchets de fer plus ou moins oxydés, on élève peu à peu la température, la fonte liquide réagit sur l'oxyde de fer avec dégagement d'oxyde de carbone, en même temps que l'affinage se poursuit par suite de l'allure oxydante du milieu, le silicium brûlant d'abord, puis, le carbone. Les parois siliceuses du four interviennent ici, dans la réaction, de même que dans le procédé Bessemer. L'oxydation est lente; on peut, par suite, l'arrêter au moment convenable, et il n'est pas nécessaire de pousser à fond la décarburation. Néanmoins, on ajoute toujours, en fin d'opération, du ferro-manganèse jouant le même rôle que dans le Bessemer.

L'opération dure ici 6 à 8 heures; beaucoup moins brutale que dans le procédé Bessemer, elle permet d'obtenir des produits de meilleure qualité¹.

Le soufre et particulièrement le phosphore sont des éléments nuisibles pour le fer et surtout, pour les aciers, qu'ils rendent cassants. Les procédés Bessemer et Martin ne permettant pas, dans les conditions précédentes, l'élimination du phosphore, les fontes phosphoreuses étaient inutilisables. En 1875, deux Anglais, Thomas et Gilchrist, ont apporté au procédé Bessemer, une amélioration qui permet d'éliminer le phosphore. On y parvient en faisant passer cet élément dans des scories basiques; dans ce but, on subs-

1. Aujourd'hui, les fers et aciers communs (comme les rails) sont obtenus au Bessemer: les produits fins (canons, blindages), sont préparés au Martin.

titue aux parois siliceuses des parois basiques en chaux et en magnésie qui absorbent l'acide phosphorique en formant un phosphate calcique basique stable : ce dernier passe dans les scories ; le phosphore ne brûlant complètement qu'après le carbone, il est nécessaire de pousser plus loin l'oxydation.

Avec des revêtements basiques, le four Martin permet, dans les mêmes conditions, l'élimination du phosphore.

Bien entendu, dans l'un et l'autre procédé, on suroxyde le métal, et on le ramène au degré d'acieration voulu par une addition finale de ferro-manganèse.

SECTION II. — LES CONSÉQUENCES DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

L'évolution économique dont le XIX^e siècle a été le témoin, a abouti à la concentration des industries et à l'organisation de groupements professionnels.

I. — La concentration industrielle

La libre concurrence ; le développement incessant du machinisme joint aux progrès perpétuels des découvertes scientifiques ; l'élargissement du marché, grâce à la facilité toujours plus grande des transports ; enfin, les mesures douanières favorisant, d'abord, la création d'usines nouvelles avec le système protectionniste des soixante premières années du XIX^e siècle.

cle, et cherchant, ensuite, avec les traités de commerce du Second Empire, à approvisionner les usines en matières premières à bas prix, ont poussé, sans arrêt, à la concentration des entreprises.

Dans l'industrie métallurgique, ce phénomène s'est produit de bonne heure, comme on peut le constater par de nombreux exemples. Il en fut ainsi pour l'aciérie créée, en 1816, dans la région de Saint-Etienne par Jackson sous forme de société en nom collectif comprenant seulement deux associés. Le développement de cette affaire qui excéda, alors, les forces de ses dirigeants l'obligea à fusionner avec d'autres entreprises qui se trouvaient dans une situation analogue pour former, en 1854, la Compagnie des Foces et Aciéries de la Marine et des Chemins de fer. De même, en 1847, une société unique avait englobé les établissements Pétin et Gaudet, et Morel; cette société disparut, à son tour, absorbée par le Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et des Chemins de fer.

Cette évolution des entreprises sidérurgiques a continué jusqu'à nos jours où elles constituent de puissantes sociétés au capital de plusieurs dizaines de millions de francs¹.

1. Montant du capital de quelques sociétés métallurgiques, le 1^{er} janvier 1922.

Compagnie de Fives Lille	31 millions
Tréfileries et Laminoirs du Havre	60 —
Compagnies des Forges de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons	37 —
Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt	70 —
Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais. Hauts-fourneaux Forges et Aciéries de Denain et	30 —

En formant une seule entreprise, les établissements Jackson, Morel, Pétin et Gaudet, obéissaient à la nécessité où se trouvaient toutes les usines sidérurgiques d'augmenter sans cesse leurs moyens de production pour répondre à des demandes de plus en plus nombreuses. Malgré tous leurs efforts, il devenait impossible aux chefs d'entreprises d'y procéder avec leurs seules ressources.

Depuis 1818, les établissements Jackson avaient continuellement accru l'importance de leurs installations. En 1818, leur production d'acier fondu était de 1560 à 2.000 quintaux, celle de l'acier corroyé de 7.800. Il existait, alors, dans leurs ateliers, 4 fours à cémenter pouvant contenir 70.000 kilos; 15 fours doubles comprenant chacun 2 creusets pour fondre l'acier, 2 martinets, une aiguiserie, plusieurs forges à mains avec 4 fours pour le raffinage et l'étrirage de l'acier dans la forge; 12 forges à main pour fabriquer des limes avec des fours pour la recuite et la trempe. Enfin, ils occupaient 65 ouvriers.

En 1848, ils avaient produit 3 millions de kilogrammes d'acier, et leurs ateliers comprenaient 12 fours à cémentation, 50 à 2 creusets pour la fabrication de l'acier fondu; 47 fours à coke et les fours

Anzin	30	—
Société Normande de Métallurgie, ...	100	—
Etablissements Schneider	36	—
Société Anonyme de Commentry, Fourchambault et Decazeville	21	—
Société Anonyme des Aciéries et Forges de Firminy	44	—
Société anonyme des Forges et chantiers de la Mé- diterranée	26	—

accessoires nécessaires au réchauffage des pièces élaborées par deux laminoirs et 3 marteaux pilons. Ils occupaient 300 ouvriers.

Néanmoins, cet outillage était encore insuffisant pour satisfaire tous les besoins. Les autres entreprises étaient dans la même situation, quand la formation de la Compagnie des Foces et Aciéries de la Marine et des Chemins de Fer, qui les englobait presque toutes, leur donna la possibilité de remédier à cet état de choses qui entravait leur essor. Cette société disposa, dès qu'elle commença à fabriquer, de 10 hauts fourneaux et de 46 fours à puddler, de 13 fours à réchauffer, d'une fonderie de cuivre et de bronze, d'un atelier de construction de roues de chemins de fer. Elle avait, en outre, un atelier de grosse forge avec 12 marteaux pilons dont un de 12.000 kilogrammes, 3 usines spécialisées dans la fabrication des aciers fondus en barres, en tôles et autres et, enfin, 2 ateliers pour la fabrication des ressorts de chemins de fer et de carrosserie. Elle renfermait 34 marteaux pilons, 60 machines à vapeur et 40 martinets représentant ensemble une force de 3.200 HP.

Elle occupait 3.000 ouvriers sans compter ceux qui étaient employés à des travaux au dehors (extraction du minerai, exploitation des bois, etc). Quant à sa production annuelle, elle était de 40.000 tonnes.

Grâce à son importance, cette société eut la possibilité d'accroître sa production tout en bénéficiant des avantages de la concentration qui permet de faire des économies à la fois sur le capital fixe et

sur le capital circulant. L'emplacement, le loyer, l'outillage, les frais généraux d'une usine qui fait 10 millions d'affaires annuelles, ne sont pas dix fois plus élevés que ceux d'une usine dont le chiffre d'affaires est de un million seulement¹. De même, la concentration permet l'achat des matières premières par grandes quantités et, par suite, à meilleur marché; elle permet également la spécialisation des tâches dans l'atelier et, par conséquent, une meilleure utilisation de la main d'œuvre. Enfin, elle évite le gaspillage des sous-produits qui, en raison de leur faible importance, sont presque toujours perdus dans les petites entreprises.

D'autre part, la grande exploitation effectue des opérations commerciales plus rémunératrices. La possibilité d'avoir un prix de revient inférieur à celui des autres entreprises lui permet de supplanter ses concurrents en jetant jusque sur les marchés lointains ses produits à un prix inférieur aux autres : en pareil cas, elle fait de gros bénéfices en vendant beaucoup, tout en gagnant peu par unité. En temps de crise, enfin, le grand établissement obtient du crédit plus facilement et à des conditions moins onéreuses; il peut ainsi attendre le retour des jours meilleurs, tandis que l'entreprise de moindre importance est contrainte de fermer ses portes.

Il faut ajouter que la concentration rend seule

1. Cependant au-delà d'un certain degré de développement, par suite de la multiplication des fonctions de contrôle et de surveillance, le rendement des entreprises devient moins que proportionnel.

possible l'intégration, grâce à laquelle le chef d'entreprise s'affranchit du joug de ses fournisseurs.

II — La création des groupements professionnels.

La transformation économique du XIX^e siècle a donné naissance à d'importants centres de production situés dans le milieu le plus favorable à leur développement. Autour d'eux se sont construites de grandes agglomérations urbaines habitées seulement par une population ouvrière, à l'exception de quelques détaillants. Tel fut le cas au Creusot. Le prolétariat a ainsi pris conscience de sa force et s'est montré plus exigeant. Ses exigences ont d'ailleurs été largement accrues par certaine propagande qui s'est plu à dépeindre les dirigeants des compagnies industrielles comme des oisifs, et, leurs actionnaires, comme des naïfs, pour ne pas dire plus.

Pour discuter sur un pied d'égalité avec les employeurs, et, particulièrement, avec les sociétés par actions, qui constituent, de plus en plus, la forme moderne du patronat dans la grande industrie, les ouvriers ont réclamé le droit de s'associer. En attendant d'obtenir satisfaction, ils ont constitué des groupements occultes qu'ils se sont efforcés de faire échapper aux investigations policières en les dissimulant sous la forme de coopératives de production ou de sociétés de secours mutuels. En 1864, Napoléon III, cherchant à s'appuyer sur les masses ouvrières, fit reconnaître par la législation la légalité de la

grève. En même temps, les Pouvoirs Publics se montrèrent plus tolérants à l'égard des Chambres syndicales ouvrières, primitivement tout au moins.

C'est à peu près à la même époque que se multiplièrent les principales Chambres syndicales patronales; elles étaient d'ailleurs presque indispensables aux chefs d'entreprises obligés de s'adapter à un milieu économique nouveau issu des transformations industrielles qui venaient de s'opérer. Aussi se constituèrent-elles avec l'assentiment tacite du Gouvernement :

« Jusqu'à la loi qui en a reconnu l'existence, le fonc-
« tionnement des chambres syndicales de patrons n'a
« pas été entravé, bien qu'il se soit fait en dehors de
« la légalité; c'est qu'en effet, cette organisation ne
« créait aucun danger social et ne risquait de porter
« aucune atteinte à la liberté de l'industrie puisqu'il
« demeure toujours loisible aux chefs d'établisse-
« ment de ne pas s'affilier aux chambres syndicales;
« ceux qui en font partie conservent une complète
« indépendance relativement à la direction de leurs
« affaires. Jamais les chambres syndicales de patrons
« n'ont émis la prétention de substituer aux direc-
« tions individuelles celle du syndicat, ni d'étouffer
« par une action collective la concurrence des entre-
« prises isolées ¹. »

Ces différentes raisons expliquent pourquoi, depuis le Premier Empire, certains groupements patronaux se rattachant presque tous à l'industrie du

1. Cauwès ; *Cours d'économie politique*, t. III, p. 178.

bâtiment¹ pouvaient se réunir pour discuter des affaires de métier sans être inquiétés par la police et pourquoi onze d'entre eux avaient pu, en 1848, se fédérer sous le nom de chambre syndicale du bâtiment ou de la Sainte-Chapelle.

Mais c'est à partir du milieu du ^{xx}e siècle que, sous l'empire des circonstances économiques nouvelles, les associations professionnelles patronales se multiplièrent. En 1859, les patrons appartenant à des industries différentes de celles du bâtiment se syndiquent et forment à Paris l'Union Nationale du Commerce et de l'Industrie. La même année, différents industriels avaient formé les Chambres syndicales de Paris et de la Seine. Enfin en 1867, un Comité Central s'était constitué pour représenter les chambres syndicales fédérées dans un but de propagande et d'action. Le mouvement continua par la suite, et, en 1884, au moment de la promulgation de la loi sur les syndicats professionnels, il existait, à Paris, 185 chambres patronales comprenant 25.000 membres; en province, on comptait 103 chambres syndicales patronales dans 52 villes.

SECTION III. — LA MÉTALLURGIE ET LE MILIEU ÉCONOMIQUE DU SECOND EMPIRE A LA LOI DU 21 MARS 1884.

C'est également sous le Second Empire que les Syndicats patronaux de la métallurgie ont commencé à

1. En 1818, cependant, on avait vu se constituer la Réunion des fabricants de bronze, de l'industrie de la fonte de fer, du zinc, de l'argent, et des arts plastiques.

se former. En 1861, on assiste à la Constitution de la Chambre syndicale des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs de Paris¹, et, l'année suivante, à celle de la Chambre Syndicale des Métaux².

A la même époque, se forma aussi le Comité des Forges de France qui allait vite devenir le plus puissant groupement de la sidérurgie. Sa formation fut décidée le 15 février 1864³, au cours d'une réunion tenue à Paris et à laquelle assistaient les représentants de tous les centres métallurgiques de France. Le programme d'action élaboré au cours de cette réunion a été résumé en ces termes dans le compte rendu de la séance :

« 1^o Etude de toutes les questions concernant la
« sidérurgie tant en France qu'à l'étranger, notam-
« ment au point de vue de l'emploi du fer. Publication
« de tous les documents qui seront réunis sur ces
« questions;

« 2^o Rapports de l'industrie sidérurgique avec le
Gouvernement;

« 3^o Réunion et publication périodique des prix
« des produits sidérurgiques à l'étranger; recherche
« de nouveaux débouchés d'importation.

1. Quand ce groupement se forma, il existait déjà, depuis 1839, une Chambre syndicale des Mécaniciens: cette dernière fut absorbée, en 1868, par la Chambre syndicale des Mécaniciens. Chaudronniers et Fondeurs de Paris.

2. Ces deux associations patronales adhéraient au Comité Central des Chambres syndicales.

3. Dès avant cette date, M. Léon Talabot avait réuni plusieurs Maîtres de Forges pour examiner certaines questions d'intérêt général; malheureusement, il ne reste aucune trace de cette organisation ni de ses travaux.

4^o Constatation trimestrielle par chaque groupe et
« pour toutes les qualités des conditions de vente en
« France et, s'il est possible, à l'instar de l'Angleterre,
« détermination d'une manière uniforme des classe-
« ments et des prix. »

Ce programme correspondait bien aux problèmes du moment, puisque, dès la première année de sa constitution, le Comité des Forges reçut l'adhésion de 125 établissements sidérurgiques¹; ces établissements possédaient 156 hauts fourneaux au coke, 194 hauts fourneaux au bois, 1.000 fours à puddler et 138 feux d'affinerie, c'est-à-dire une grande partie des producteurs de fonte et de fer car, aux termes de la statistique officielle, il y avait alors, en France, 430 hauts fourneaux, 1.062 fours à puddler et 462 feux d'affinerie.

I. — L'évolution de la métallurgie.

A cette époque, la sidérurgie traversait une crise grave; cette crise était la conséquence des modifications qui se produisaient à la suite des transformations industrielles en cours; pour cette raison, les Maîtres de Forges sentirent le besoin de se grouper, espérant ainsi surmonter plus facilement les difficultés qu'il leur fallait résoudre. L'industrie du fer, de la fonte et de l'acier étaient en effet, en pleine période de transformation. D'autre part, le régime doua-

1. En 1868, le Comité admit à ses réunions, outre les délégués appartenant à une région ou à une fabrication déterminée, les représentants des usines qui produisaient annuellement plus de 20.000 tonnes de fonte ou plus de 15.000 tonnes de fer.

nier, inauguré, en 1860, par le traité de commerce avec l'Angleterre, permettait à la sidérurgie anglaise de concurrencer la sidérurgie française sur son propre marché; enfin le régime de l'admission temporaire des métaux causait un grave préjudice à certains industriels au bénéfice de leurs concurrents, créant entre les uns et les autres les antagonismes les plus fâcheux.

En 1864, *la fonte* était produite par 430 hauts fourneaux répartis entre 55 départements. Quant aux minerais destinés à l'alimentation de ces hauts fourneaux, ils étaient fournis par 797 minières et 85 mines. Cet éparpillement des industries minières et métallurgiques tenait pour une large part à l'absence de moyens de transport à bon marché; aussi l'industrie de la fonte était-elle une industrie localisée et régionale.

Mais à partir de 1864, des changements profonds commencent à se manifester dans les conditions d'exploitation de cette industrie, et y apportent des modifications sérieuses. « Les voies de transport se sont « multipliées et le coût des transports s'est abaissé. « Aussi les usines se sont-elles un peu concentrées, les « unes dans le voisinage des gîtes de minerais, les « autres sur les bassins houillers. Le bas prix des produits de ces usines mieux placées a commencé à « compromettre gravement l'existence des usines « moins favorisées et plus anciennes. Puis, sont venus « les perfectionnements introduits dans le travail des « minerais avec le coke et les fontes, avec la houille. « L'amélioration de qualité des fers puddlés a diminué

« fortement le débouché des fers au charbon de bois et par suite, restreint encore le nombre des usines à « fonte marchant au combustible végétal.¹»

La substitution du coke au bois comme combustible contribuait, pour la plus grande part, à cette évolution qui avait commencé en 1782; aussi, en 1864, les trois quarts de la production de la fonte étaient-ils obtenus au coke, comme le montrent les chiffres suivants :

Fonte produite au coke	876.000 tonnes
— au bois	224.000 —
— au mélange des	
2 combustibles. 113.000 —	
Total	1.213.000 tonnes

Cette substitution du combustible minéral au combustible végétal tenait à ce que la dépense en matières premières (combustible et minerais) pour l'ensemble des fourneaux français représentait alors 82 % de la valeur de la fonte produite pour les fourneaux au bois, alors qu'elle était seulement de 74 % pour les fourneaux au coke; cette différence suffit à expliquer la supériorité du chauffage au coke, mais cette substitution obligeait à modifier l'outillage des centres de production. Cette nécessité contraignit beaucoup de petites forges à cesser leur fabrication, car, si

1. Jordan : *L'industrie métallurgique en 1867*

elles pouvaient, à la rigueur, procéder à cette modification, il ne leur était pas possible de soutenir la lutte avec la sidérurgie anglaise favorisée par le traité de 1860 sur lequel nous reviendrons

L'industrie *du fer*, comme celle de la fonte, était, en 1864, à la fin d'une période de transformation; de même que la fonte, le fer était traité, de plus en plus, par le combustible minéral, ce qui avait fait abandonner les anciens appareils pour les fours à puddler : « Depuis
« 1845, le nombre des foyers catalans, était tombé
« de 99 à 15, et celui des foyers d'affinerie, de 716
« à 462, tandis que le nombre des fours à puddler
« était monté de 456 à 1.062. La production des fers
« au bois, qui était restée à peu près stationnaire
« depuis 1824, avait commencé à diminuer en 1860;
« dès 1869, elle devait être inférieure de 18.000 tonnes à ce qu'elle était (73.000 tonnes) en 1819.

« Pour les fers à la houille, au contraire, malgré les
« temps d'arrêt qu'avaient apportés au mouvement
« industriel les révolutions de 1830 et de 1848, et
« la crise commerciale de 1858, la production avait
« passé de 1.000 tonnes de 1819, à 701.000 tonnes
« en 1864.

« Ces progrès dans l'emploi du combustible minéral se comprenaient aisément si l'on songe qu'aux
« environs de 1865, la dépense en combustible ressortait pour le fer au bois, à 58 % de la valeur du
« produit fini, alors qu'il était seulement de 14 %
« pour le fer à la houille.

« La production totale du fer en 1864 avait été de

« 792.058 tonnes, en augmentation de 22.000 tonnes
« sur 1863 et de 58.000 sur 1862. Ces 792.000 tonnes
« se décomposaient comme suit, au point de vue du
« procédé de fabrication :

Fers au bois	58.477 tonnes
Fers au mélange ...	27.556 —
Fers à la houille	706.025 —

Total 792.058 tonnes. »¹

Au moment de la constitution du Comité des Forges, l'acier était obtenu par le procédé Bessemer : depuis qu'il avait été possible d'installer et de faire fonctionner de façon satisfaisante, quelques convertisseurs, ces appareils commençaient à fournir du métal en quantité appréciable.

Auparavant, la production, fort limitée, comprenait plusieurs catégories (aciers de forge et aciers puddlés, aciers de cémentation, aciers fondus), qui, toutes, se subdivisaient en plusieurs qualités.

Pendant que le procédé Bessemer pénétrait en France² et permettait de produire l'acier en grande quantité, un ancien élève de l'Ecole des Mines, Pierre Martin, cherchait à industrialiser la méthode de Réaumur³. Après quelques essais infructueux, il parvint à mener à bien sa tentative, et, en 1866, MM. Verdié,

1. Robert Pinot : *Evolution de la sidérurgie française de 1864 à 1914*, dans *La Sidérurgie française*, p. 130.

2. Le premier convertisseur Bessemer avait été installé, en 1858, à Saint-Seurin-sur l'Isle (Dordogne), dans l'usine de MM. Jackson et C^{ie} d'après les dessins de l'inventeur : il traitait 1.500 kilos de fonte.

3. Indiquée en 1772 dans le *Traité de l'Art de convertir le fer en acier*.

à Firminy, installaient, les premiers, dans leurs usines, des fours Martin¹. Leur exemple fut suivi, et, en 1869, il existait en France 23 fours Martin qui avaient produit, cette même année, 17.713 tonnes d'acier.

A la même époque, on comptait 16 convertisseurs Bessemer, grâce auxquels on avait pu obtenir 52.400 tonnes d'acier, ce qui portait la production totale de ce produit à 70.113 tonnes; cinq ans auparavant, 100 foyers d'affinerie, 88 fours à puddler, 222 fours de « chaufferie », 57 fours de fusion et 359 fourneaux de fusion n'avaient livré à la consommation que 41.559 tonnes se décomposant ainsi :

Acier de forge et acier puddlé ...	24.552 tonnes
Acier de cémentation	6.977 —
Acier fondu	10.030 tonnes
Total	41.559 tonnes

La construction et l'installation des convertisseurs Bessemer et des fours Martin augmentaient considérablement la capacité de production des aciéries et obligeaient les Maîtres de Forges à se grouper pour rechercher ensemble les débouchés indispensables, sous peine d'être ruinés à brève échéance, d'autant plus que les transformations en cours dans les procédés de fabrication de la fonte et du fer les mettaient presque tous dans une situation difficile.

Les nouveaux appareils ne permettaient pas l'uti-

1. Pierre Martin avait construit son premier four dans l'usine de Sireuil (Charente), qui appartenait à son père.

lisation des fontes phosphoreuses et sulfureuses; la plupart des gisements de minerais de fer connus en France se trouvaient donc inutilisables.

La question de l'utilisation des fontes de cette espèce préoccupa immédiatement les esprits; « le moyen « de réaliser ce progrès fut indiqué en 1869 par un « ingénieur français nommé Muller, professeur à « l'Ecole Centrale, qui prit un brevet pour un garnis- « sage en briques magnésiennes. Gruner l'étudia en- « suite avec une importante contribution personnelle « dans son cours de métallurgie de l'Ecole des Mines ¹». Néanmoins cette invention française ne put être industrialisée qu'en 1878, après les découvertes de Thomas et Gilchrist, qui ont révolutionné la métallurgie

II. — Les traités de commerce et la sidérurgie.

La sidérurgie était donc en pleine période de transformation à l'époque où le gouvernement impérial, répudiant la politique suivie jusque-là, conclut avec l'Angleterre le traité de commerce du 23 janvier 1860. Des accords semblables intervinrent, les années suivantes, avec les autres puissances: la Belgique (1861), le Zollverein allemand (1862), l'Italie (1863), la Suisse (1864), la Suède et la Norvège (1865), les Pays-Bas (1866), l'Autriche (1866), le Portugal (1867). La clause de la nation la plus favorisée, qu'ils contenaient tous, les faisaient bénéficier du tarif dont jouissait l'Angleterre, aux termes de la convention du 12 octobre 1860.

1. R. Pinot : *loc. cit.*, p. 151.

Jusqu'en 1864, les droits sur la fonte étaient ramenés de 4,80 à 2,50 et à 2 francs par la suite ; quant aux droits sur les gros fers, ils étaient réduits de 12 à 7 jusqu'en 1864 et, à 6 francs, à partir de cette date.

Cet abaissement de tarif favorisa les importations étrangères.

Cette situation ne fut certainement pas étrangère au rapprochement qui s'effectua, à cette époque, entre les Maîtres de Forges français.

« La diminution des droits consacrés par le traité
« de 1860 avait trouvé la métallurgie dans une période d'organisation : les fers au coke refoulaient
« peu à peu les fers au bois et les fers mixtes ; en même
« temps les tarifs différentiels des chemins de fer ouvraient à des établissements, qui, jusque-là, n'auraient pu les aborder, l'accès de régions constituant
« jusque là des marchés réservés aux produits de certaines forges.

« La réforme du tarif surprenait les usines au milieu
« de cette transformation ; un grand nombre de petites forges succombèrent immédiatement, au grand
« préjudice des populations qu'elles occupaient ; les usines moyennes fléchirent à leur tour.

« La fabrication de la fonte au bois descendit de
« 316.500 tonnes en 1860, à 193.900 en 1865 et à 112.700
« en 1869. D'après la statistique de l'Administration des Mines, le nombre des hauts fourneaux travaillant
« au bois tomba, de 282 en 1860, à 91 en 1869. Pour les fers, les résultats furent à peu près identiques.

« Sans doute, la décadence de la fabrication au bois

« tenait à d'autres causes ; mais la réduction des droits
« de douane produisit dans certaines régions indus-
« trielles des souffrances réelles et engloutit d'im-
« portants capitaux

« Les établissements les mieux placés et disposant
« de ressources financières durent, au moyen d'ins-
« tallations fort coûteuses, accroître leur production
« soit pour recueillir les débouchés des hauts four-
« neaux qui disparaissaient, soit pour diminuer leurs
« frais généraux et repousser l'importation étrangère ¹.»

La consommation cessa bientôt de pouvoir absorber toute la production : il fallut vendre à perte. Le Comité des Forges, dans sa délibération du 11 mars 1867, exposait ainsi la situation : « en raison de l'avi-
« lisement des prix actuels, la situation de la métal-
« lurgie française n'est satisfaisante, aujourd'hui, pour
« personne si, à l'égard des plus favorisés, on tient
« compte de conditions exceptionnelles et surtout de
« la masse de capitaux amortis ; tandis que, pour la
« généralité des usines, cette situation est pénible
« lorsqu'elle n'est pas fâcheuse ou critique.

« C'est à tort que, dans les documents publics ou
« privés, on a fréquemment confondu le développe-
« ment de la production et l'extension des usines avec
« la prospérité de l'industrie du fer. Ce qui est exact
« et vrai, c'est qu'au prix de rudes sacrifices la généra-
« lité des industriels a fait les plus énergiques efforts

1. R. Desportes de la Fosse ; *La Sidérurgie et le régime douanier dans la Sidérurgie française*, p. 415.

« pour se mettre en mesure de lutter dans les nouvelles
« conditions de la concurrence : l'industrie se déve-
« loppe, les industriels ne prospèrent pas. »

*III. — Le régime des admissions temporaires
de 1862 à 1870*

L'admission temporaire des matières premières destinées à la production nationale avait fait son entrée dans le régime douanier français avec la loi du 5 juillet 1836 (art 5) : cette loi avait pour base la réexportation de l'identique et non de l'équivalent, et cette disposition devait causer un grave préjudice à une partie de notre métallurgie nationale.

« C'est avec le décret du 8 septembre 1851, rela-
« tif aux fontes destinées à la fabrication des machi-
« nes que l'équivalent pénétra dans l'admission tem-
« poraire des métaux ; le décret du 15 février 1862
« généralisa pour les métaux le régime des admissions
« temporaires sans obligation de l'identique. L'importa-
« tion de métaux bruts prit en quelques années un
« développement considérable, et il en résulta une
« nouvelle cause de perturbations sur le marché na-
« tional. Les marchandises importées sans payer de
« droits venaient en concurrence des produits simi-
« laires des régions accessibles à l'importation, tandis
« que les marchandises présentées en compensation
« étaient fabriquées dans d'autres régions. Ainsi, en
« 1864 et 1865, les fers étrangers introduits dans les
« départements du Nord et de l'Est qui, en raison de

« leur situation géographique, formaient la principale
« zone d'importation des métaux, représentaient 85
« et 92 % de l'importation totale, tandis que l'exportation du Centre et du Midi atteignait 60 et 77 % de l'exportation totale. Ainsi les forges du Centre et du Midi recevaient en définitive une véritable prime, au détriment des forges du Nord de l'Est et du Trésor.

« D'un autre côté, les métaux exportés étaient presque toujours d'une qualité et d'une valeur inférieures à ceux qui avaient été introduits : des fers de Suède étaient compensés par des produits de moindre valeur, et les fontes de moulage par des produits venant de fontes d'affinage d'un prix notablement inférieur¹ ».

Cette situation, qui provoquait les protestations des Maîtres de Forges lésés, prit fin avec le décret du 9 janvier 1870; seules, les fontes de moulage et d'affinage restaient soumises au régime antérieur.

IV. — *La métallurgie après la guerre de 1870.*

Au lendemain des désastres de 1870-71, les Maîtres de Forges avaient plus que jamais besoin de se grouper pour lutter contre la concurrence de plus en plus redoutable de la métallurgie allemande.

Avec le rétablissement de la paix, la sidérurgie connut une ère de prospérité au cours de laquelle il lui

1. R. Desportes de la Fosse, *loc. cit.*, p. 418.

fut possible de réparer les pertes subies pendant le Second Empire. Cette ère de prospérité, au cours de laquelle la sidérurgie se développa dans une large mesure, fut malheureusement de courte durée; et, dès 1874, la concurrence intérieure aurait suffi à provoquer une baisse des cours. La chute fut encore accélérée par la fermeture des marchés américain et russe et par le développement de la métallurgie allemande qui se trouva en peu de temps en mesure de fournir de rails le monde entier.

Les circonstances particulièrement favorables dans lesquelles se trouvaient les producteurs allemands étaient la seule raison de leur supériorité. Ils avaient, en effet, à leur disposition des moyens de transports terrestres ou maritimes peu coûteux et une main d'œuvre se contentant de faibles salaires dont le montant avait été réduit proportionnellement aux prix des produits. De plus, ils avaient à leur disposition d'abondants gisements de houille et de minerais ¹.

La métallurgie française ne connaissait aucun de ces avantages. Le traité de Francfort la privait d'une grande partie de ses gisements de minerais; de plus, elle avait dû maintenir les augmentations de salaire consenties à sa main d'œuvre pendant les années 1872-73; quant aux charges fiscales, rançon de la défaite, elles étaient de beaucoup plus considérables qu'à l'étranger. Les frais de transport, enfin, loin d'être réduits, au len-

1. Ces derniers avaient, d'ailleurs, été accrus par l'annexion de la Lorraine.

demain des réformes douanières de 1860, comme les Pouvoirs Publics l'avaient promis alors, furent, au contraire, grevés d'impôts.

Le tableau ci-dessous¹ montre, d'ailleurs, quelle était la situation respective de la France² et de l'Allemagne³, au point de vue de la houille et du minerai de fer.

La situation était donc inquiétante, d'autant plus que l'Amérique et la Russie venaient de se fermer aux produits métallurgiques européens.

Lourdement endettés par la guerre de Sécession, les Etats-Unis demandèrent à leurs douanes de contri-

1. Tableau indiquant la Production française et allemande de houille et de minerais.

années	houille (a)		minerai de fer	
	produc. franç. Tonnes métriques	produc. all. Tonnes métriques	produc. franç. Tonnes métriques	produc. all. Tonnes métriques
1869	13.464.205	26.774.368	3.130.802	»
1870	13.330.308	26.397.769	2.614.290	»
1871	13.258.921	29.373.272	1.852.272	3.382.596
1872	15.802.515	33.306.418	2.781.790	4.724.734
1873	17.479.341	36.392.280	3.051.124	4.845.833
1874	16.907.913	35.918.615	2.516.548	3.694.802
1875	16.956.840	37.436.368	2.505.870	3.677.947
1876	17.101.448	38.454.428	2.393.340	3.515.253
1877	16.804529	37.529.548	2.426.278	3.717.223
1878	16.960.916	39.589.778	2.469.953	4.050.841
1879	17.110.979	42.025.687	2.271.173	4.245.046
1880	19.361.564	46.973.566	2.874.263	5.065.176

(a) La production française de houille comprend les chiffres très faibles afférents à la lignite: ces derniers ne figurent pas dans les statistiques allemandes: la production française de houille était donc supérieure, d'après ces indications, à ce qu'elle était effectivement.

2. D'après la *Statistique de l'Industrie Minérale* publiée par le Ministère des Travaux Publics.

3. D'après les *Vierteljahreshefte zur Statistik deutschen Reichs*.

buer pour une large part à rétablir l'équilibre budgétaire. Profitant de cette situation, les établissements américains prirent rapidement une grande extension et assurèrent vite la satisfaction de tous les besoins intérieurs ¹.

La Russie, à la même époque, cherchait à mettre en valeur ses richesses métallurgiques et minières. Aussi s'entourait-elle de barrières douanières et accordait-elle, même, des primes aux établissements sidérurgiques établis sur son territoire par des indigènes ou par des étrangers ².

1. Les statistiques de l'*American Iron and Steel Association* sont particulièrement instructives à cet égard ; nous les donnons pour une période de 15 années, mais le mouvement qu'elles indiquent s'est continué presque sans arrêt jusqu'en 1914.

années	production de la fonte T. de 1016 kilos	production de l'acier T. de 1016 kilos
1870	1.665.179	68.750
1871	1.706.793	73.214
1872	2.548.713	142.954
1873	2.560.963	198.796
1874	2.401.262	215.727
1875	2.023.733	389.799
1876	1.868.961	533.191
1887	2.066.594	569.618
1878	2.301.215	731.977
1879	2.741.853	935.273
1880	3.835.191	1.247.335
1881	4.144.254	1.588.314
1882	4.623.323	1.736.692
1883	4.595.510	1.673.535
1884	4.097.868	1.550.879
1885	4.044.526 (a)	1.711.920

(a) L'augmentation a repris à partir de 1886.

2. Le tableau suivant permet d'apprécier les résultats de cette politique.

années	charbon (a) Tonnes métriques	minerai de fer (b) Tonnes métriques	fonte (c) Ton. mé.	produits finis en fer et acier (d) Tonnes métriques
1870	694.520	754.334	359.914	237.816
1871	—	753.564	359.685	245.098
1872	—	826.494	399.750	260.809

« Les usines anglaises privées de ces deux débou-
« chés (Amérique et Russie) cherchèrent à écouler leurs
« produits en Italie, en Espagne. De là, une baisse
« excessive, qui fut suivie par les usines belges et al-
« lemandes, et ferma ces marchés aux usines françai-
« ses. Le marché français lui-même se trouva menacé,
« non seulement par l'Angleterre, mais par l'Allema-
« gne et la Belgique¹ ».

Devant l'importation croissante des produits métal-
lurgiques, le gouvernement impérial s'était demandé,
dès 1870, s'il fallait maintenir le système inauguré
dix ans auparavant. Après la guerre, l'Assemblée Na-
tionale se saisit, à nouveau, de la question, et autori-
sa le gouvernement à dénoncer les traités venus à
expiration. Faute, cependant, de prendre un parti

années	charbon (a)	minerais de fer (b)	fonte (c)	produits finis en fer et acier (d)
	Ton. mét.	Ton. mét.	Ton. mét.	Ton. mét.
1873	—	844.206	385.138	249.657
1874	—	875.055	380.693	285.557
1875	1.708.400	973.865	427.712	296.496
1876	—	942.508	441.931	291.887
1877	—	819.459	398.717	294.429
1878	—	876.662	417.741	355.339
1879	—	963.041	433.173	472.648
1880	3.289.080	987.296	448.950	578.346
1881	3.493.840	988.395	470.057	566.686
1882	3.770.700	1.051.010	463.087	523.209
1883	3.977.000	967.436	482.275	522.734
1884	3.931.190	980.851	510.138	544.496 (e)
1885	4.268.550	1.065.377	528.162	527.244

(a) D'après L. Beck, *die Geschichte des Eisens*.

(b) D'après M. Gliwitz.

(c) D'après M. Gliwitz.

(d) D'après M. Gliwitz.

(e) La progression a repris par la suite.

1. R. Desportes de La Fosse; *La Sidérurgie et le Régime Douanier*, dans la *Sidérurgie Française*, p. 421.

plus tôt, elle dut en admettre la prorogation par tacite reconduction jusqu'en 1881.

Le gouvernement proposa à cette date de remanier le tarif général dans le sens d'une majoration des droits antérieurs. Cette majoration, qui ne devait pas dépasser 24 % par rapport aux droits du tarif conventionnel, n'aurait pas mis obstacle au renouvellement des traités de commerce sur cette nouvelle base.

La Commission des Tarifs de douane, élue par la Chambre en 1878, approuva les propositions du gouvernement et même l'exception qu'il faisait à propos de l'industrie métallurgique pour laquelle il proposait de prendre le tarif conventionnel comme tarif général. M. Danelle-Bernardin expliquait ainsi cette décision dans son rapport rédigé au nom de la Commission des Tarifs : « La Commission persuadée que le droit de 6 francs sur les fers est strictement compensateur, aurait pu, étant appelée à établir un tarif général, majorer ce droit comme pour d'autres produits. Elle ne l'a point fait. Elle reste convaincue que les négociations en vue de conclure des traités ne doivent pas nécessairement aboutir à des réductions sur tous les articles du tarif.

« Elle a décidé que, pour la fixation des droits afférents aux autres produits métallurgiques, la même réserve serait toujours sous-entendue ».

Mais, en réalité, le tarif général devint un tarif maximum car tous les Etats avec lesquels des négociations furent engagées demandèrent à bénéficier de réductions. Les traités conclus avec la Belgique, l'Es-

pagne, la Suède et la Norvège ramenaient les droits portant sur la fonte à 1,50 et, respectivement à 5 et 6 francs, ceux qui avaient trait aux fers en barre et aux rails. L'Angleterre, aux termes de la loi du 27 février 1882, bénéficiait du traitement de la nation la plus favorisée, et le même régime était applicable à l'Allemagne d'après l'article 11 du traité de Francfort.

Ce régime, essentiellement préjudiciable à la métallurgie nationale, était encore aggravé par le système de l'admission temporaire dont bénéficiait la fonte¹ : les prix s'effondrèrent, et, « dans certaines régions, ils
« se trouvèrent inférieurs, de 5 à 6 francs par tonne,
« au prix de revient : les véritables bénéficiaires étaient
« les importateurs allemands qui, organisés et soutenus par leur gouvernement, faisaient entrer leur
« fonte en France pour écraser les nôtres, alors que le
« marché allemand était défendu par un droit de 1,25
« et l'obligation du transport à l'usine pour les admissions en franchises.

« En 1884, la production de fonte baissa de 36.000 tonnes... sur 47 fourneaux, 20 étaient éteints en Meurthe-et-Moselle : la crise était la même dans le Nord, en Champagne et dans le Berry² ».

Telle était la situation de la sidérurgie française au moment de la promulgation de la loi du 21 mars 1884. Celle-ci, en donnant aux syndicats professionnels une existence juridique, allait singulièrement faciliter leur tâche ; elle leur permit de faire parvenir cette impor-

1. V. *suprà*, p. 56.

2. R. Desportes de la Fosse, *loc. cit.*, p. 425.

lante branche de l'activité nationale qu'est la métallurgie à un degré de développement auquel elle ne serait probablement pas arrivée si elle n'avait eu la possibilité d'utiliser, dans ce but, « toutes les ressources que « l'association offre aujourd'hui à l'activité humaine »¹.

On peut d'ailleurs se rendre compte par les tableaux suivants de l'importance prise par les importations de produits métallurgiques entre 1870 et 1884.

Importations de Fontes en France de 1870 à 1884

Années	Angleterre T. M.	Allemagne T. M.	Belgique T. M.	Espagne T. M.	Pays divers T. M.	Total T. M.
1870	17.150	34	2.297	5	674	20.160
1871	36.857	125	8.159	»	25	45.166
1872	40.363	1.670	15.760	1	209	58.007
1873	42.527	223	5.305	7	782	48.844
1874	27.500	206	4.049	11	323	32.089
1875	53.554	746	8.037	»	1.000	63.337
1876	69.273	2.523	8.380	123	447	80.746
1877	78.688	10.884	11.415	»	414	101.401
1878	75.187	3.630	10.374	19	506	89.716
1879	67.352	3.271	7.955	11	778	79.368
1880	56.446	2.021	13.144	9	446	72.066
1881	123.640	32.956	31.052	2.140	1.303	191.091
1882	146.534	29.424	41.345	1.243	4.585	223.131
1883	140.795	39.952	43.622	12.006	1.775	238.150
1884	87.224	15.378	28.899	4.037	696	136.234

Importations en France de rails

Années	Tonnes métriques	Années	Tonnes métriques
1870	207	1873	8.545
1871	325	1874	20.549
1872	11.208	1875	1.367

1. Robert Pinot, *loc. cit.*, p. 439.

Années	Tonnes métriques	Années	Tonnes métriques
1876	89	1881	10.264
1877	401	1882	30.077
1878	143	1883	24.745
1879	555	1884	3.110
1880	743		

*Importations en France de 1870 à 1884 du fer, de l'acier brut
et des fers et aciers marchands et spéciaux*

Années	Tonnes métriques	Années	Tonnes métriques
1870	9.164	1878	34.767
1871	9.111	1879	36.357
1872	9.526	1880	34.922
1873	9.184	1881	42.513
1874	12.159	1882	46.097
1875	22.741	1883	39.910
1876	23.517	1884	32.407
1877	30.303		

DEUXIÈME PARTIE

La loi du 21 mars 1884 et ses conséquences

CHAPITRE PREMIER

La genèse de la loi de 1884

Dans les années qui précédèrent le vote de la loi du 21 mars 1884, le nombre des groupements patronaux s'était accru.

Les juridictions consulaires avaient pris de plus en plus l'habitude de leur renvoyer, aux fins d'expertise ou d'arbitrage, la plupart des contestations qui présentaient un caractère technique. D'autre part, le Gouvernement n'hésitait pas à les consulter dans nombre de circonstances, et, notamment, à propos de la confection de lois susceptibles d'entraîner certaines répercussions économiques graves : tel avait été le cas pour les lois de 1864 sur la contrainte par corps et les coalitions, pour celle de 1867 sur les sociétés et celle de 1874 sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures. Ce fut également aux Chambres Syndicales qu'il s'adressa pour organiser la Section Française de l'Exposition internationale de Melbour-

ne, et, en un mois, elles réalisaient un programme qui avait dépassé les forces des Chambres de Commerce. D'ailleurs, l'existence extra-légale de ces groupements professionnels était presque officielle du fait de l'existence au Ministère de l'Intérieur, d'un « Bureau des Associations professionnelles » chargé de mettre les pouvoirs publics en rapport avec ces organismes illégaux¹.

Il importait donc de régulariser cette situation anormale et de faire disparaître de la législation certaines dispositions presque séculaires qui n'étaient plus en harmonie avec les institutions contemporaines. Aussi dès 1876, M. Lockroy, député des Bouches-du-Rhône, avait-il déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi en ce sens. Il réclamait l'abrogation de la loi des 14-17 juin 1791 et le droit pour les associations patronales et ouvrières de se former sans autorisation. Il voulait leur permettre de défendre les intérêts industriels et commerciaux communs à leurs membres, de former des caisses de secours mutuels contre le chômage ou la maladie, d'établir des ateliers de refuge et, enfin, d'organiser des sociétés coopératives et des magasins de vente et de réparation d'outils.

1. A cette époque, néanmoins, le Comité des Forges, souvent consulté par les Pouvoirs Publics à propos de questions intéressant l'industrie métallurgique, ne se montrait pas à eux comme le représentant des entreprises dont il défendait les intérêts. Son rôle consistait simplement à préparer des pétitions qu'il faisait signer par ses adhérents et que ceux-ci présentaient ensuite individuellement aux autorités compétentes.

Le 14 décembre 1878, M. Berteaux, député de Seine-et-Oise, proposait, à son tour, d'établir la liberté d'association pour tous les groupements quel que fût leur but, à condition qu'ils déclarassent leur existence. Toutefois, il considérait certaines associations comme illicites, entre autres celles qui avaient pour but de provoquer, d'organiser et de subventionner des grèves.

C'est dans ces circonstances que, le 22 novembre 1880, le Gouvernement présentait à la Chambre des Députés, par l'intermédiaire de MM. Cazot, ministre de la Justice et Tirard, ministre du Commerce, un projet de loi destiné à devenir, après de longues discussions au Parlement, le texte organique des Syndicats professionnels ¹.

L'examen complet des travaux préparatoires de ce projet, pas plus que son commentaire, ne rentre dans les cadres de cette étude. Nous voulons simplement, après avoir rappelé les caractères dominants de cette législation, montrer dans quel esprit la Chambre et le Sénat ont élaboré certaines dispositions qui intéressent particulièrement le patronat, et comment, en pensant presque toujours aux syndicats ouvriers, ils ont omis de régler une question essentielle.

Section I. — Les caractères généraux du projet qui devait aboutir à la loi du 21 mars 1884.

Les traits les plus saillants du projet destiné à devenir la loi du 21 mars 1884 peuvent se ramener à

1. Pour mener ce projet à bien, il ne fallut pas moins de huit lectures et de vingt-huit séances réparties sur plus de trois années.

deux : régularisation d'un état de fait; égalité complète entre tous les syndicats, qu'ils soient formés de patrons ou d'ouvriers.

I. — Régularisation d'un état de fait.

Le projet primitivement présenté au Parlement tendait simplement à faire reconnaître par la législation un état de fait dont l'expérience avait montré les avantages. « Il existe, en effet, lit-on dans l'exposé des motifs ¹, depuis bien des années, à Paris et dans les départements, des associations connues sous le nom de « syndicats composés soit d'ouvriers, soit de patrons, « dans lesquelles sont traitées toutes les questions d'intérêt général relatives à une même profession et qui « n'ont occasionné ni troubles ni désordres. La liberté « de travail a toujours été respectée, et, jamais que « nous sachions, les décisions des chambres syndicales n'ont été imposées à ceux qui ont voulu s'y soustraire. Du reste, le Gouvernement n'est-il pas suffisamment armé par les articles 414, 415 et 416 du « Code Pénal pour protéger les dissidents contre les « menaces, les manœuvres frauduleuses et les violences?

« L'expérience ayant ainsi démontré que, sans aucun danger, les membres d'une même profession « peuvent se constituer en société libre et permanente « pour l'étude et la défense d'intérêts communs, nous

1. *Journ. Off.* du 29 novembre 1880, p. 11.677

« estimons qu'il y aurait tout avantage à régulariser
« une situation irrégulière et à faire disparaître une
« interdiction légale qui n'a plus aujourd'hui sa rai-
« son d'être. »

Cette conception fut également celle des commis-
sions du Parlement. M. Allain-Targé commençait
ainsi son rapport ¹ à la Chambre des Députés : « Le pro-
« jet de loi qui vous est soumis a pour but de recon-
« naître des associations qui existent de fait par la
« tolérance du Gouvernement »; et, au Sénat, M. Mar-
cel Barthe ne s'exprimait pas différemment : « Cette
« institution (des associations professionnelles) a d'ail-
« leurs un grand avantage ², c'est celui de s'appuyer
« sur des faits acquis, elle a une longue existence;
« elle fonctionne sous nos yeux dans toutes les bran-
« ches de l'industrie et du commerce; enfin elle est pas-
« sée à la fois dans les mœurs des patrons et des ou-
« vriers ».

Au Parlement, la même idée a été reprise plusieurs
fois au cours des débats et, notamment, par Waldeck-
Rousseau qui disait à la Chambre, le 15 juin 1883 ³ :
« l'un des avantages précieux du projet actuellement
« soumis à la Chambre... c'est de faire passer dans le
« domaine de la régularité et de la légalité des asso-
« ciations qui n'existent encore aujourd'hui qu'à l'é-
« tat précaire et qui attendent encore la consécration
« législative ».

1. *Journ. Off.* du 20 mars 1881, annexe 3420, p. 361.

2. *Journ. Off.* du 29 juin, 1881, annexe 296, p. 332.

3. *Journ. Off.* du 17 juin 1883, p. 1318.

II. — *Egalité complète entre tous les syndicats.*

Enfin le projet cherche à ne favoriser ni les associations patronales ni les associations ouvrières : c'est pourquoi il les soumettait à la même réglementation. D'ailleurs, cette idée d'établir un régime d'égalité parfaite entre les patrons et les ouvriers se trouvait déjà dans l'exposé des motifs du projet : ses auteurs voyaient, en effet, dans la reconnaissance par la législation de l'état de fait alors en vigueur, le moyen de mettre un terme à la situation privilégiée du patronat.

« S'il est facile, y lisait-on, aux chefs des grandes usines, de s'entendre et de se concerter, il n'en est pas toujours de même pour leurs ouvriers non plus que pour les petits patrons dont l'action isolée ne peut exercer aucune influence dans les questions d'intérêt général ».

La même préoccupation s'est manifestée, également à plusieurs reprises au cours des débats et particulièrement au moment où le Sénat discutait la question de savoir si les unions de syndicats seraient ou non reconnues par la loi en préparation. M. Béranger craignait que la première de ces solutions ne fasse prendre une puissance excessive aux patrons et aux ouvriers, il la combattait donc : « l'égalité sera rompue, disait-il¹, et, au lieu de la loi d'équilibre que nous voulons faire, nous aurons fait une loi de tyrannie ». A la même séance, M. Marcel Barthe, soucieux aus-

1. *Journ. Off.* du 13 juillet 1882 p 792

si d'assurer le triomphe du même principe, bien que ne partageant pas la même opinion répondait (car personne n'admettait la possibilité d'organiser un système de privilèges et de faveurs sans en accorder le bénéfice à tous) : « Mais enfin, si comme vous en re-
« connaissez la nécessité, vous maintenez l'Union Na-
« tionale des patrons, à titre de tolérance, comment
« ferez-vous à l'égard des fédérations socialistes ré-
« volutionnaires ? »

Ce souci d'empêcher les syndicats de devenir un instrument de domination au profit de quelques-uns, patrons ou ouvriers, s'est fait jour plus clairement encore par le rejet de l'amendement déposé par le comte de Mun et tendant à accorder aux syndicats mixtes le droit de recevoir des dons et legs même immobiliers. Pour l'honorable député, la révolution avait détruit, sans y rien substituer, l'organisation du travail « qui avait suffi pendant des siècles à assurer la
« paix du monde ¹.....

« Et comme, en même temps le principe de la libre
« concurrence a tout de suite porté ses fruits en ou-
« vrant pleine carrière à la lutte, toujours ardente,
« toujours égoïste, des intérêts, il en résulte une situa-
« tion violente et injustement pénible qui a donné
« naissance, du même coup, à toute la question ou-
« vrière ». Les syndicats professionnels ne pourront pas
résoudre tous les problèmes auxquels cette question
ouvrière a donné naissance. « Ce qui manque aux Syn-

1. *Journ. Off.* du 13 juin 1882. p. 1278

« dicats, tels que vous les concevez, syndicats de pa-
« trons ou d'ouvriers, mais séparés les uns des autres,
« c'est précisément ce qui est le grand besoin, la grande
« nécessité sociale de notre temps et qu'il y avait au
« fond des vieilles institutions corporatives : le rap-
« prochement des personnes, la conciliation des in-
« térêts, l'apaisement qui ne peut se rencontrer que
« dans la reconstitution de la famille professionnelle¹ ».
C'est pour cette raison qu'il voulait faire bénéficier
d'un régime plus favorable les institutions suscepti-
bles d'en faciliter la résurrection.

M. Lockroy s'éleva énergiquement contre cette con-
ception « car la direction des associations serait con-
fiée à ce qu'on appelle les classes dirigeantes » à l'ex-
clusion des ouvriers. Dans une séance ultérieure, il
précisait, en ces termes, les raisons pour lesquelles il
combattait l'amendement du comte de Mun : « Alors
« que l'honorable comte de Mun voit la solution de
« la question sociale dans le monopole et le privilège,
« nous la voyons dans la liberté et dans l'égalité² ».

C'est, d'ailleurs, au nom des mêmes principes que,
le 16 juin, Waldeck-Rousseau refusait de se rallier à
cet amendement. « En même temps qu'on encoura-
« gerait certains ouvriers, certains industriels et qu'on
« leur permettrait l'accession des syndicats mixtes, on
« prononcerait l'ostracisme et l'exclusion d'une autre
« catégorie d'industriels et d'ouvriers... Qu'on fasse
« cela dans les limites d'une polémique ordinaire, nous

1. *Journ. Off.* du 13 juin 1882, p. 1382..

2. *Journ. Off.* du 16 juin 1882, p. 1312

« n'y pouvons rien, mais qu'on demande à la Chambre
« de mettre un instrument nouveau au service de ces
« pratiques, de cette politique de faveurs d'un côté et
« de persécutions de l'autre, c'est assurément ce que
« nous ne pouvons pas admettre et que la Chambre
« n'admettra pas ¹ ».

*Section II. — Le sens des décisions prises
par le Parlement.*

On vient de voir combien le Gouvernement et le Parlement ont eu le désir d'établir un régime identique pour les Chambres syndicales, patronales et les Chambres syndicales ouvrières. Cependant, au cours des débats, pour des raisons que l'on verra clairement, toutes les décisions prises furent dictées par la crainte des syndicats ouvriers auxquels le législateur a exclusivement songé; parfois même on pourrait se demander si la législation en préparation était destinée aux syndicats patronaux ².

L'examen des discussions relatives au rôle des syndicats, à la question de la personnalité civile et aux unions illustre, d'une façon toute particulière cette affirmation.

1. *Journ. Off.* du 17 juin 1882, p. 1319.

2. Malgré les recherches que nous avons effectuées dans les archives de la Chambre, il ne nous a pas été possible de savoir de façon précise quelle a été l'attitude des groupements patronaux au cours des discussions engagées au Parlement à propos du projet de loi sur les syndicats.

I. — *Le rôle des Syndicats professionnels.*

Dans le but d'empêcher la constitution d'associations politiques ou religieuses sous la forme de syndicats professionnels, le projet présenté à la Chambre, le 22 novembre 1880, restreignait déjà l'objet des syndicats « exclusivement à l'étude et à la défense des intérêts professionnels, économiques et commerciaux communs à tous leurs membres ». L'exposé des motifs était formel sur ce point : « Ils sortent (les membres des syndicats) du régime discrétionnaire pour entrer dans le régime légal, mais c'est à la condition de se renfermer strictement dans les limites que leurs statuts auront tracées ; toute incursion dans un domaine étranger aux intérêts spéciaux qui sont la raison d'être des syndicats les exposerait à la dissolution¹ ».

La Chambre adopta le texte du Gouvernement, tel qu'il avait été modifié par la Commission, c'est-à-dire sans l'adverbe *exclusivement* ; cette modification changeait, d'ailleurs, la forme de la définition qui cessait d'être limitative pour devenir énonciative.

La Commission avait, en outre, ajouté un paragraphe énumérant quelques-unes des occupations rentrant dans le champ d'activité des syndicats : création de sociétés de secours mutuels, caisses d'assurance contre le chômage, la maladie, la vieillesse ; établissement d'ateliers de refuge ; création de magasins de vente et de réparation d'outils ; organisation de so-

2. *Journal Officiel* du 29 novembre 1880, p. 11.677.

ciétés coopératives; organisation de l'enseignement professionnel; arbitrages et expertises; organisation d'offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail. Malgré sa longueur, cette énumération manquait de précision. Les syndicats, comme le fit observer M. Ribot au cours de la discussion, pouvaient-ils former librement des sociétés de secours mutuels ou devaient-ils se conformer au droit commun, c'est-à-dire solliciter une autorisation? C'est une question à laquelle personne ne put donner de réponse satisfaisante. L'Assemblée renvoya donc le texte à la Commission qui, au lieu de chercher à résoudre la difficulté, supprima, purement et simplement, le paragraphe en question.

Ainsi, dès la première séance, où l'on avait agité la question de savoir quel serait le rôle des syndicats professionnels, les membres du Parlement avaient immédiatement pensé aux ouvriers, et c'était à cause d'eux qu'ils s'étaient décidés.

Au sein de la Commission Sénatoriale chargée d'examiner le projet voté par la Chambre, la même préoccupation se fit jour. Pour empêcher les associations politiques et révolutionnaires de se dissimuler sous les apparences de syndicats professionnels, un membre proposa, sans obtenir satisfaction il est vrai, de réintroduire dans le texte de la loi l'adverbe *exclusivement* retiré par la Chambre du projet gouvernemental. Mais, à la séance du 8 juillet 1882, M. Bérenger soutint avec succès un amendement en ce sens. « Il « faut s'abstenir par des dispositions peut-être im-

« prudemment introduites dans la loi, disait-il, de
 « faire jouir de cette liberté, à côté des syndicats pro-
 « fessionnels dont le rôle utile m'est démontré, les so-
 « ciétés ouvrières se donnant ouvertement un but po-
 « litique et s'insurgeant contre l'ordre social¹ ».

Pour une raison analogue, il demandait, en outre, la suppression de l'expression : *les intérêts généraux de leurs professions ou métiers*. « Que signifie donc, ex-
 « pliquait-il, cette addition quand on a d'abord énu-
 « méré d'une façon spéciale les intérêts industriels,
 « commerciaux et économiques... c'est une définition
 « plus vaste qui donne une extension nouvelle à l'ob-
 « jet licite des associations. Les intérêts généraux !
 « mais on peut dire que cela comporte tout, que cela
 « embrasse le cercle des intérêts de toute nature dont
 « peuvent s'émouvoir les membres associés ; et l'on
 « a beau ajouter *les intérêts généraux de leur profes-
 « sion ou métier*, cette apparente restriction peut pa-
 « raître vaine car les professions ont des intérêts au-
 « tres que les intérêts professionnels. Supposez, par
 « exemple, qu'une population ouvrière nombreuse es-
 « time que, suivant les dangereuses doctrines que
 « j'ai citées, pour obtenir les améliorations profes-
 « sionnelles, pour faire triompher les intérêts qu'elle
 « a à défendre, un changement politique est néces-
 « saire elle pourra arguer de bonne foi et dire qu'elle
 « n'a prétendu soutenir que les intérêts généraux de
 « sa profession² ».

1. *Journ. Off.* du 9 juillet 1882, p. 751.

2. *Journ. Off.* du 9 juillet 1882, p. 752.

Entre la première et la seconde lecture, la Commission s'était réunie à nouveau et avait proclamé, à l'unanimité, que les syndicats ne devaient pas s'occuper de politique; elle avait même pensé à compléter cet article par une disposition additionnelle ainsi conçue : il leur est interdit de traiter aucune question politique. « Cette addition, disait, à ce propos, M. Marcel Barthe, dans le rapport supplémentaire qu'il rédigeait au nom de la Commission¹, a été jugée superflue après l'insertion de l'adverbe *exclusivement* : « toutefois, pour que les mots *intérêts généraux* ne puissent pas servir de prétexte à des discussions étrangères aux questions professionnelles, on a pensé qu'il fallait les supprimer. Cette suppression en amène naturellement une autre, c'est celle des expressions restrictives *communes à tous les membres*. « Comme cela a été dit à la Tribune de la Chambre, indépendamment des questions d'un intérêt spécial à un groupe corporatif, certaines questions telles que celles des patentes, des livrets, de l'apprentissage, des heures de travail et beaucoup d'autres sont générales, en ce qu'elles intéressent à la fois tous les syndicats et chacun d'eux en particulier. « Aussi proposons-nous d'adopter la rédaction suivante : les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques industriels et commerciaux ». Cette rédaction est devenue la rédaction définitive après l'adjonction du qualificatif *agricole*, par la suite.

1. *Journ. Off.* du 6 août 1882, p. 476 an. 413.

En somme, la rédaction du Parlement aboutissait au même résultat que celle du Gouvernement : comme la première, elle interdisait aux chambres syndicales de sortir du domaine des préoccupations professionnelles. Seule, la crainte de voir les agitateurs révolutionnaires se mettre à la tête du mouvement syndical ouvrier, pour hâter l'heure de la révolution sociale, avait motivé tant de discussions sur une question qui ne faisait naître aucune opinion divergente : la vérité est qu'on avait complètement perdu de vue qu'on légiférerait aussi pour les patrons.

II.—La personnalité civile des Syndicats Professionnels

Le projet primitif n'accordait pas, de plein droit, la personnalité civile aux syndicats professionnels; ceux qui voulaient en bénéficier devaient solliciter du Gouvernement leur reconnaissance comme établissement d'utilité publique.

La Commission de la Chambre voulut les dispenser de cette formalité en leur conférant à tous, dès leur constitution, les avantages de la personnalité civile. A son avis, les syndicats de patrons à la rigueur pouvaient s'en passer. « Ils sont administrés par des
« hommes très entendus, leurs ressources de cotisa-
« tions sont considérables; les revenus sont dépensés
« chaque année. Ils placent leurs revenus, ils possè-
« dent des immeubles et leurs fonds avec des précau-
« tions et des fraudes innocentes comme certains cou-
« vents placent et possèdent avec des fraudes pieuses ¹»

1. Rapport de la Commission *Journ. Off.* du 30 mars 1881: annexe 3420, p. 361.

Mais la situation était différente pour les associations ouvrières qui ne sauraient utilement s'organiser sans personnalité civile. La Commission proposa donc un article en ce sens : les syndicats professionnels, outre le droit d'estimer en justice, pourraient posséder, à l'exclusion de tous les autres, les immeubles nécessaires à leurs réunions, à l'établissement de bibliothèques, de cours d'apprentissage et d'instruction professionnelle; quant à leur capital, il ne pourrait provenir que des cotisations de leurs membres.

Cette conception souleva à la Chambre une longue discussion. MM. Ribot, Trarieux et Goblet demandèrent, par voie d'amendement, à ce que la législation n'accordât la personnalité civile qu'aux seuls syndicats désireux de l'obtenir; dans ce but, ces syndicats auraient dû déposer leurs statuts à la préfecture, aux fins d'examen et de contrôle; et, si le préfet n'y trouvait pas de clauses illégales ou attentatoires à la liberté du travail, il leur aurait conféré la personnalité civile, sous réserve, pour les intéressés, du droit de recourir contre sa décision devant le Conseil d'Etat. En un mot, cet amendement visait à empêcher les associations professionnelles de bénéficier des avantages de la personnalité civile sans donner de garantie. « Il est absolument sans précédent, disait M. Trarieux, le 21 mai 1880¹, que des êtres moraux soient « sortis tout à coup d'un pacte d'association sans que « la société se soit réservée le droit de voir si ce pacte

1. *Journ. Off.* du 22 mai, p. 959

« ne renfermait rien de contraire aux prescriptions essentielles de la loi générale ».

Et le même orateur montrait comment malgré les apparences contraires son système était, au moins, aussi libéral que celui de la Commission. « Pourquoi voulez-vous être plus généreux qu'il n'est nécessaire et imposer la personnalité civile à des sociétés, à des syndicats professionnels qui peuvent n'en pas avoir besoin et ne pas la réclamer?... En y réfléchissant mûrement, nous trouvons qu'il n'y aurait aucun inconvénient sérieux à laisser les syndicats professionnels qui pourraient ne pas tenir à la personnalité civile s'organiser sans aucune condition de publicité; pourquoi, dès lors, les exposer à des répressions qui peuvent leur être épargnées?...

« On a fait, avec raison, observer qu'il existe, en ce moment, à Paris, dans nos grandes villes manufacturières, un grand nombre de syndicats de patrons ou d'ouvriers constitués en dehors de la légalité, il faut bien le reconnaître, mais en bénéficiant d'une tolérance qui a été l'acte préparatoire de la réforme que nous allons accomplir.

« Ces syndicats fonctionnent; ils n'ont pas déposé leurs statuts et peuvent ne pas vouloir de la vie civile. Allons-nous troubler la paix dont ils jouissent et les astreindre à être ce qu'ils ne demandent pas, sous l'obligation de faire ce qui semble, à leur égard, inutile ».

Au début de la séance suivante, le rapporteur indiqua comment, pour tenir compte des observations

faites la veille, la Commission avait modifié les dispositions de son projet relatives à la personnalité civile : elle admettait de ne pas accorder les avantages qui en découlent à tous les syndicats professionnels, mais elle se refusait énergiquement à les astreindre pour cela à la nécessité de demander une autorisation à qui que ce fût et sous quelque forme que ce fût. Finalement l'amendement fut rejeté; mais, en deuxième lecture, la Commission fit adopter un texte considérablement modifié¹. Ces modifications tenaient au désir manifesté par la Commission de donner satisfaction dans une certaine mesure à l'amendement proposé par MM. Trarieux, Ribot et Goblet. La Chambre avait, en effet, finalement admis le principe de l'existence de deux espèces de syndicats professionnels : ceux qui jouiraient de la personnalité civile et ceux qui n'en bénéficieraient pas.

La Commission du Sénat se divisa sur cette question de la personnalité civile accordée à toutes les associations professionnelles ou seulement à celles qui déposeraient leurs statuts à la mairie et, à Paris, à la préfecture de la Seine; elle laissa donc subsister le texte tel qu'il avait été voté au Palais Bourbon. Mais à la séance du 11 juillet 1882, le rapporteur fit accepter, sans discussion, le retour au système primitivement

1. En première lecture la Chambre avait adopté l'article ainsi rédigé : « Les syndicats professionnels auront le droit d'ester en justice. Ils pourront posséder et employer les sommes produites par des cotisations. Ils pourront posséder également les immeubles nécessaires à leurs réunions et à l'établissement de bibliothèques, de cours d'apprentissage et d'instruction professionnelle. »

élaboré par la Commission de la Chambre, c'est-à-dire à la reconnaissance de la personnalité civile accordée à tous les syndicats astreints, aux termes d'un autre article également modifié sans débat, au dépôt obligatoire de leurs statuts.

Le 18 juin 1883, la Chambre se conformant aux conclusions du rapport rédigé au nom de Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat, se refusa à revenir sur le vote précédent et à donner la personnalité civile aux associations professionnelles qui ne la demanderaient pas. Donc, nouvelle délibération au Sénat, au cours de laquelle on rétablit le texte primitif; le projet aurait probablement longtemps encore fait la navette entre les deux assemblées si la Chambre, pour en finir, n'avait pas rejeté le 13 mars 1884 un amendement de M. Goblet tendant à prolonger le désaccord entre les deux assemblées. Tous les syndicats peuvent donc ester en justice, contracter, acquérir librement des biens à titre gratuit ou à titre onéreux, à l'exception des acquisitions d'immeubles subordonnées à l'observation de certaines conditions ¹; ils peuvent également organiser des caisses de sociétés de secours mutuels et de retraites, administrer des offices de renseignement pour les offres et les demandes de travail, enfin, donner leur avis sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur qualité.

1. Cette restriction a disparu avec la loi du 12 mars 1920 qui a considérablement élargi le rôle des syndicats.

Ainsi, une fois de plus, s'était clairement manifesté un état d'esprit analogue à celui que nous avons déjà relevé à propos du rôle dévolu aux syndicats. Il allait, du reste, en être de même au sujet d'une autre question, celle des Unions.

III. — Les unions de syndicats professionnels.

Le projet primitif ne parlait pas des unions de syndicats ; mais la Commission de la Chambre comprit qu'il serait nécessaire aux syndicats de s'unir. « Nous
« avons dû prévoir, disait-elle dans son rapport¹, que
« les syndicats pourraient avoir besoin de communi-
« quer, de s'entendre et même de se lier les uns aux
« autres pour l'étude et la défense de leurs intérêts
« communs ». En leur donnant cette faculté, la Commission se bornait à consacrer un état de fait ; à Paris, il existait plusieurs unions composées de syndicats patronaux², et il en était de même en province : « la
« loi actuelle, disait à ce propos le rapporteur, ne peut
« pas interdire ce que tous les gouvernements ont toléré ». On proposait donc d'insérer dans le texte du
« projet un article additionnel ainsi conçu : « des unions
« entre les syndicats professionnels régulièrement
« constitués pourront se former en vue de la protection de communs intérêts industriels et commerciaux ».

Accepté, sans difficulté, en première lecture, cet

1. *Journ. Off.* du 20 mars 1881, an. 3420, p. 364.

2. Il existait également des unions de syndicats ouvriers.

article a donné lieu, à la seconde délibération, à une critique très vive de M. Marcel Barthe. Il trouvait cette disposition beaucoup trop large, et il s'est efforcé de mettre en évidence les dangers auxquels on exposait le pays, les institutions et la société, en ne fixant aucune limite à l'étendue de ces unions. « Ces unions ou fédérations, disait-il, le 9 juin 1881¹, ne seront restreintes ni aux syndicats de la même ville, ni à ceux du même département; il n'y aura pas de limite. Ces unions ou fédérations pourront s'étendre aux syndicats de toutes les professions, de toutes les communes, de tous les départements et embrasser la France entière ». Dans le projet du gouvernement, les syndicats ne pouvaient être composés que de Français jouissant de leurs droits civils; « la Commission a fait disparaître cette restriction, les unions pourront donc dépasser les frontières; c'est ainsi que la Commission, non seulement permettrait la reconstitution de l'association internationale, mais lui donnerait une existence légale ». Et, à propos de l'organisation révolutionnaire, le même orateur ajoutait : « nous nous trouvons en présence d'une organisation puissante, habilement organisée, qui fonctionne sous nos yeux, qui, chaque jour, s'étend davantage et enlance déjà, dans un vaste réseau, une partie considérable de la population ouvrière ».

Le congrès socialiste de Marseille de 1879, où s'étaient réunis les représentants de tous les grands cen-

1. *Journal Officiel* du 10, p. 1162.

tres industriels, avait créé une fédération composée de tous les syndicats ouvriers de France, comme en témoignent les dispositions suivantes :

« Fédération du parti des travailleurs socialistes
« de France : Article premier : Il est formé entre tous
« les groupes qui entrent dans l'organisation ouvrière
« une fédération de travailleurs socialistes des deux
« sexes dont le but est de rechercher l'application
« de la justice en propageant autant que possible les
« idées émises au sein des congrès ouvriers ».

Le congrès avait divisé la France en six régions industrielles (Nord, Centre, Ouest, Midi, Est, Algérie) et avait nommé un comité exécutif chargé de veiller à l'exécution des décisions du Congrès.

En outre, tous les ans, un congrès national devait se tenir dans chaque région : les congrès régionaux étaient chargés d'établir et de discuter, en premier ressort, les questions à soumettre au Congrès National et de nommer à leur tour une commission exécutive qui fonctionnerait sous la direction du Comité directeur national ; les décisions prises dans les congrès nationaux devenaient la loi de tous les congrès suivants. Enfin des congrès internationaux et universels complétaient le système. A titre documentaire, M. Barthe a rappelé l'appel adressé à tous les socialistes révolutionnaires à propos du congrès international de Londres.

« *Congrès de Londres. Aux travailleurs du monde*
« *entier.*

« Citoyens la réaction s'accroît.....

« L'union fait la force, eh bien, unissons-nous !

« Laissons de côté, pour le moment, les petites différences qui nous divisent et tâchons de nous réunir sur un terrain commun : la Révolution. C'est pour arriver à cette union si désirable que la Commission administrative de Londres convie les socialistes révolutionnaires du monde entier à un congrès qui doit se réunir à Londres le 14 juillet.

« Le congrès aura pour seule mission de trouver le moyen de grouper les forces de la Révolution, de fonder l'union sur des bases plus larges et plus en rapport avec les besoins du moment que les autres organisations révolutionnaires ».

Les socialistes révolutionnaires cherchaient tous à abolir l'état social existant et à le remplacer par un régime nouveau dans lequel la propriété collective remplacerait la propriété individuelle ; pour parvenir à ce résultat, ils comptaient sur l'appui, des syndicats ouvriers, comme le montrent bien les paroles prononcées par l'un des orateurs du congrès de Marseille : « Pour nous, disait-il, les syndicats réunissant toutes les professions et fédérés ensuite entre eux sont les plus puissants leviers dont doit faire usage le parti ouvrier pour renverser les classes privilégiées et atteindre par là à l'émancipation ». Cette idée qu'il fallait former une armée révolutionnaire recrutée à l'aide des Chambres syndicales de chaque région et à l'aide d'une fédération générale de toutes les Chambres de France était admise par un grand nombre de Chambres syndicales. Aussi M. Barthe demandait-il le re-

trait d'une disposition dont le premier résultat tangible serait de permettre à l'armée de la Révolution de s'organiser légalement.

La Chambre persista, cependant, dans son premier vote et admit la possibilité des unions. Il importe, d'ailleurs de remarquer que si l'Assemblée avait sanctionné la proposition de M. Barthe, elle eût interdit, désormais, les unions de syndicats sans que personne ait pensé, un seul moment, aux unions patronales.

Dans le rapport rédigé au nom de la Commission du Sénat, chargée d'examiner le texte voté par la Chambre, on signala la nécessité de ne pas tenir compte exclusivement des unions ouvrières pour prendre une décision et de soumettre à un régime identique, patrons et ouvriers. « Or, ces derniers ont « établi à Paris une union qui dépasse les limites du « département de la Seine, car non seulement elle « prend le titre d'Union Nationale, mais encore elle « a appelé à en faire partie tous les patrons de mai- « sons de commerce et d'établissements industriels « de la France qui adhèrent à ses statuts. Donc, si « l'on restreignait à un seul département la circons- « cription d'une réunion de syndicats professionnels, « on changerait par cette restriction, le caractère de « l'Union Nationale des patrons et on la détruirait, « ce que personne assurément, n'a l'intention de « faire. Par conséquent, si on veut respecter le princi- « pe de l'égalité devant la loi, il faut reconnaître aux « Chambres syndicales d'ouvriers, la faculté dont

« usent les syndicats de patrons de former une union
« nationale ¹ »

Pour remédier, dans une certaine mesure, aux dangers que pourraient faire naître les unions de syndicats ouvriers, la Commission proposait de les soumettre aux dispositions restrictives suivantes : dépôt des statuts à la mairie ou à la préfecture ; obligation d'avoir des directeurs et administrateurs de nationalité française ; exclusion de toute association qui ne serait pas un syndicat professionnel ayant son siège social en France ; jouissance de mêmes droits que les syndicats professionnels.

Cette conception rencontra, au moment de la discussion, de nombreux adversaires. Dès la première délibération, M. Béranger demandait, sous forme d'amendement, la suppression pure et simple de l'article. A son avis, les dangers présentés par les unions ouvrières ne disparaissaient pas, même quand il s'agissait d'unions exclusivement composées de syndicats français. « Il ne faut point, disait-il ², ris-
« quer de créer un Etat dans l'Etat, de laisser s'éta-
« blir légalement à côté de l'Etat, qui seul, doit réu-
« nir toutes les forces sociales pour les diriger en vue
« du bien de tous, une agglomération de forces so-
« ciales, susceptibles de devenir rivales, et qui, dis-
« posant d'une puissance propre, d'un personnel
« énorme, et de moyens proportionnés, pourrait,
« un jour, faire échec à l'Etat lui-même. C'est le

1. *Journal Officiel* du 29 juin 1882, an. 296, p. 334.

2. *Journ. Off.* du 13 juillet 1882 p., 791.

« danger qu'amènerait, à mon sens, inévitablement,
« une organisation d'unions, alors même qu'elles
« conserveraient le caractère uniquement, sincère-
« ment professionnel. »

Le même orateur soutenait, en outre, que le système de l'union, avec son apparence libérale, renfermait le germe de l'oppression et de la tyrannie. « Supposez-vous, ajoutait-il¹, une association de patrons, c'est l'écrasement des ouvriers. Supposez-vous une association d'ouvriers, ce n'est plus l'égalité des droits, c'est leur domination assurée sur les patrons. » D'ailleurs, le caractère professionnel des syndicats n'est pas un obstacle à ce qu'ils deviennent des instruments d'anarchie, par suite de l'invasion de la politique dans tous les domaines. A l'appui de son assertion, il citait l'exemple de l'Internationale tolérée dans les premières années de son existence, par le second Empire, la prenant pour une association de travailleurs, ne s'occupant uniquement et réellement que des intérêts légitimes des ouvriers. C'est pourquoi, il affirmait que le gouvernement ne devait pas reconnaître l'existence légale aux unions, mais simplement les tolérer pour pouvoir les mieux frapper si elles venaient à troubler la paix publique.

M. Tollain vint ensuite critiquer les arguments apportés par son prédécesseur et demander que l'on revienne au texte adopté par la Chambre. Selon lui, la Fédération de plusieurs syndicats offrait l'avan-

1. *Journ. Off.* du 13 juillet 1882, p. 792.

tage d'empêcher les grèves ou tout au moins de les frapper d'impuissance du fait du chômage forcé qu'elles entraînent dans les corporations voisines.

A la suite d'un long discours de M. Marcel Barthe, qui montra le caractère politique d'une union existante, la Fédération Socialiste Révolutionnaire, et après les observations du ministre du Commerce, M. Tollain retira son amendement; quant à celui de M. Bérenger, il fut repoussé.

L'article relatif aux unions, tel qu'il avait été rédigé par la Commission du Sénat, a donc été adopté en première délibération par cette Assemblée, mais, à la deuxième lecture, M. Bérenger réclama, à nouveau, la suppression de cet article. « A la liberté des syndi-
« cats professionnels, vous allez substituer la tyrann-
« nie du syndicat supérieur, qui n'aura d'autre attri-
« bution que d'exercer une influence générale et
« despotique sur les associations soumises à son au-
« torité¹. » Il ajoutait enfin, que voter le texte de la Commission, c'était favoriser le développement de l'internationale; après une nouvelle discussion, il finit par rallier à son avis la majorité.

A la Chambre, cette conception ne fut pas admise. La Commission, au dire de M. Lagrange, avait écarté de l'examen de la loi toutes les considérations qui lui étaient étrangères « C'est pourquoi elle a persisté
« à proposer pour la République ce que l'Empire
« a toléré, c'est-à-dire, de permettre aux syndicats

1. *Journ. Off.* du 1^{er} août 1882

« de s'unir librement entre eux ¹. » Les différents groupes de Chambres syndicales existant (Union Nationale du Commerce et de l'Industrie; Union des Chambres Syndicales ouvrières; Fédération typographique française) avaient déjà rendu de réels services; aussi la Commission désirait les voir subsister malgré les dangers et les perspectives de grèves révolutionnaires. Pour diminuer ces inconvénients, la Commission proposait de les soumettre à certaines conditions de publicité, solution que la Chambre accepta sans discussion.

Saisi à nouveau de la question, le Sénat chargea une Commission d'examiner le texte de la Chambre; cette Commission se montra favorable à l'existence des unions, et elle demanda l'adoption du texte voté au Palais-Bourbon. Son rapporteur justifiait ainsi cette décision : « Quand on va au fond de l'argumentation des adversaires de la faculté d'union, on « y trouve la crainte de voir la population industrielle « s'organiser pour une révolution violente qui causerait à l'industrie les plus graves dommages et « ferait courir à la société les plus graves dangers, « c'est là une hypothèse chimérique que rien ne justifie et que les faits démentent ². » On ne pourrait l'admettre que s'il s'agissait de sociétés agissant dans l'ombre; mais tel n'est pas le cas des unions de syndicats dans lesquelles tout se discute et dans

1. *Journ. Off.* du 21 mars 1883, annexe 1760, p. 399.

2. *Journ. Off.* du 11 janvier 1884, an. 112, p. 1118.

lesquelles la publicité est indispensable, ne serait-ce que pour avertir tous les associés.

Néanmoins, au moment de la discussion, adversaires et partisans des unions engagèrent de longs débats sans apporter d'arguments nouveaux en faveur de l'une ou l'autre thèse. Seul, Waldeck-Rousseau indiqua que les unions n'étaient pas dangereuses puisqu'elles étaient tolérées, mais qu'après le vote de la loi sur les syndicats professionnels, cette tolérance disparaîtrait, sauf si elles étaient légalement reconnues. Quand le Parlement a discuté une question d'une façon aussi approfondie, expliquait-il, le devoir du gouvernement consiste à faire respecter les décisions des représentants de la nation; l'existence des unions sera donc sévèrement proscrite bien que leur existence de fait n'ait révélé aucun inconvénient. Et à l'appui de sa thèse, le ministre citait les nombreux cas dans lesquels les unions patronales ou ouvrières avaient refusé de participer aux manifestations politiques.

Le Sénat resta insensible à ces arguments, et en première lecture, il rejeta l'article relatif aux unions.

A la suite de ce vote, une vive émotion se répandit dans tous les milieux intéressés, et de nombreuses lettres de protestations parvinrent aux sénateurs influents et aux membres de la Commission.

En prohibant les unions, le Sénat avait été uniquement poussé par la crainte d'assister, par la suite, à la constitution d'unions ouvrières, devenant une véritable internationale des travailleurs et, d'autant

plus dangereuses qu'elles auraient joui de la personnalité civile et possédé une caisse commune. Finalement, une nouvelle rédaction, proposée par la Commission, privant les unions de la personnalité civile et les astreignant à une large publicité permit de satisfaire à la fois le Sénat, les patrons et les ouvriers. Cette solution transactionnelle, admise au Luxembourg à une faible majorité, fut ratifiée, sans débat, par la Chambre, le 13 mars 1884.

SECTION III. — UNE CONSÉQUENCE CURIEUSE DE
L'ÉTAT D'ESPRIT PRÉCÉDEMMENT ANALYSÉ : LE
MAINTIEN DE L'ARTICLE 419 DU CODE PÉNAL.

Après avoir proclamé son intention de prendre toutes ses décisions sans favoriser davantage les patrons ou les ouvriers, le Parlement a, presque toujours en réalité, discuté et adopté, les différentes dispositions du projet relatif aux syndicats, en se préoccupant uniquement des associations ouvrières. Cette partialité, voulue ou non, a gravement nui au patronat, car elle a fait maintenir dans notre législation l'article 419 du Code Pénal, qui aurait dû disparaître, mais dont personne ne demanda la suppression. On n'y pensa même pas : il n'en a jamais été question au cours des travaux préparatoires.

« Cet article 419 est ainsi conçu : « Tous ceux qui,
« par des faits faux ou calomnieux semés à dessein
« dans le public, par des suroffres faites au prix que

« demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion
« ou coalition entre les principaux détenteurs d'une
« même marchandise ou denrée, tendant à ne pas la
« vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou
» qui, par des voies ou moyens frauduleux quelcon-
« ques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix
« des denrées ou marchandises ou des papiers et
« effets publics au-dessus ou au-dessous des prix
« qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et
« libre du commerce, seront punis d'un emprisonne-
« ment d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une
« amende de 500 francs à dix mille francs. Les cou-
« pables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le
« jugement, sous la surveillance de la haute police¹,
« deux ans au moins et cinq ans au plus. »

Ce texte prévoit donc deux séries d'infractions bien différentes : l'accaparement et la réunion, le groupement de plusieurs individus en vue d'agir sur les cours des denrées ou marchandises. Dans le premier cas, il est nécessaire de faire la preuve d'un fait répréhensible; dans le second, au contraire, le fait seul de la coalition, dans les circonstances prévues par le texte, suffit pour légitimer les poursuites; c'est lui seulement qui nous intéresse, car l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 qui donne pour objet aux syndicats professionnels l'étude et *la défense des intérêts économiques* de leurs membres est en contradiction manifeste avec l'article 419.

1. L'interdiction de séjour a remplacé, en 1885, la peine de la surveillance de la haute police (loi du 27 mai 1885).

La loi de 1884 autorise, en effet, les industriels ou les commerçants à se grouper en syndicats pour défendre leurs intérêts communs, mais l'article 419 du Code Pénal, qu'elle a laissé subsister dans son état primitif, leur interdit de se protéger contre une concurrence ruineuse en fixant d'accord un prix minimum pour la vente de leurs produits.

En présence de cette situation étrange, on s'est demandé si ce texte de 1810, vestige des mesures prises, depuis 1793, contre l'accaparement, n'était pas incompatible avec les lois postérieures. Les lois susceptibles d'être invoquées à l'appui de cette conception sont la loi de 1864 sur les coalitions et justement celle de 1884 sur les syndicats.

Dire que la loi de 1864 est incompatible avec l'article 419, c'est méconnaître la portée de cette mesure, destinée seulement à rendre licite les coalitions entre patrons et ouvriers, mais nullement à faire échapper aux dispositions du Code Pénal les coalitions d'industriels et de commerçants toutes les fois qu'elles auront opéré la baisse ou la hausse des prix des marchandises ou denrées, même sans emploi de moyens frauduleux.

Quant à la loi de 1884, la jurisprudence prétend qu'elle n'est pas inconciliable avec l'article 419 depuis un arrêt de la Cour de Paris du 28 février 1888¹ : « En vain, lit-on, dans cette décision, les appelants « prétendent que les faits à eux reprochés ne sont que

1. S. 89, 2, 49.

« les conséquences de leur réunion en syndicat auto-
« risé par la loi de 1884; l'exercice du droit conféré
« par cette loi ne saurait avoir pour effet de rendre
« légitime la violation des principes édictés par l'ar-
« ticle 419 du Code Pénal, qui n'a pas cessé d'être
« en vigueur. »

Néanmoins, les tribunaux n'appliquent cet article qu'avec une extrême réserve. Ils ont compris que les circonstances économiques ne sont plus les mêmes qu'en 1810; à cette époque, l'intérêt général exigeait le développement de la production; maintenant, il exige, au contraire, sa limitation. C'est pourquoi il distinguent entre les ententes destinées à lutter contre l'avisement des prix et à assurer la régularité des cours et celles qui sont organisées dans un but purement spéculatif pour affoler le marché et profiter de cette brusque variation de cours : les unes sont sous-traites aux rigueurs d'un texte qui n'était pas fait pour elles, les autres sont le plus souvent frappées¹.

Ce système, fondé tout entier sur l'arbitraire des tribunaux qui décident souverainement du but poursuivi par les ententes, ne peut pas donner une complète tranquillité aux intéressés; d'autant plus que les juridictions civiles se refusent à admettre la validité des accords intervenus entre eux; elles annulent, en effet, ces conventions en considérant leur cause comme illicite et contraire à l'ordre public.

1. Cette distinction est entrée dans la législation, pour un temps limité, avec la loi du 20 avril 1916 sur la spéculation illicite. Cette loi a, du reste, été une source d'injustices sans nombre.

Tel est le régime, en définitive, assez précaire, que notre législation fait aux ententes intervenues entre industriels et commerçants. Est-ce à dire que ces ententes sont rares? Nullement. Elles correspondent tellement aux nécessités des temps présents qu'elles échappent à la loi ou qu'elles survivent aux condamnations. Aussi faut-il déplorer qu'à l'instar de la Belgique¹, le législateur n'ait pas profité de l'occasion qui s'offrait à lui, en 1884, d'adapter aux exigences du milieu économique nouveau un article réduit au rôle de simple épouvantail jusqu'au moment où se produira un revirement jurisprudentiel toujours à craindre.

1. En 1864, au moment de la révision du Code Pénal, le législateur belge décida de ne plus considérer la coalition de l'article 419 comme un délit, sauf dans le cas où elle serait accompagnée de manœuvres frauduleuses.

CHAPITRE II

Le Mouvement Syndical patronal de la loi de 1884 à la guerre

Après sa promulgation, la loi du 21 mars 1884 fut suivie d'une circulaire adressée par le Ministre de l'Intérieur, Waldeck Rousseau, aux préfets. En commentant les dispositions du statut officiel des syndicats, il leur disait : « le vœu du Gouvernement et des Chambres est de voir se propager dans la plus large mesure possible les associations professionnelles et les œuvres qu'elles sont appelées à engendrer ».

Dans quelle mesure le patronat a-t-il répondu aux désirs des Pouvoirs publics ?

Telle est la question qu'il faut rapidement examiner.

Voici à cet égard, groupés dans les tableaux ci-dessous, les renseignements fournis par les statistiques :

Années	Nombre de Syndicats	Différences en plus	Années	Nombre de Syndicats	Différences en plus
1884	101	»	1900	2157	756
1885	205	374	1901	2382	952
1886	359	191	1902	2609	783
1887	598	618	1903	2757	462
1888	859	765	1904	2947	639
1889	877	201	1905	3112	1068

Années	Nombre de Syndicats	Différences en plus	Années	Nombre de Syndicats	Différences en plus
1890	1004	431	1906	3291	854
1891	1127	498	1907	3612	1130
1892	1312	558	1908	3965	1111
1893	1397	637	1090	4199	392
1894	1518	517	1910	4450	368
1895	1622	181	1911	4742	826
1896	1731	273	1912	4888	541
1898 ¹	1894	482	1913	5063	301
1899	1965	424	1914	4967	203

I. Différence en moins.

Le nombre des syndicats s'est donc régulièrement accru jusqu'en 1913¹. De même, le nombre des patrons syndiqués a, sauf quelques rares exceptions, constamment augmenté jusqu'à cette date, ainsi que le montrent les indications ci-dessous :

Années	Nombre d'adhérents	Différences en plus ¹	Années	Différences en plus ¹	Nombre d'adhérents
au 1 ^{er} juillet	1890	93.411	au 1 ^{er} janvier	1903	205.463
	1891	106.157		1904	236.830
	1892	102.549		1905	252.036
	1893	114.176		1906	268.036
	1894	121.914		1907	315.271
	1895	131.031		1908	331.475
	1896	141.877		1909	340.141
au 1 ^{er} janvier	1898	189.514	au 1 ^{er} janvier	1910	368.547
	1899	151.624		1911	403.759
	1900	158.300		1912	410.160
	1901	170.030		1913	421.566
	1902	185.099		1914	403.143
					18.423 ²

1. Différence d'une année à l'autre.
2. Différence en moins par rapport à l'année précédente

1. Il s'agissait surtout des syndicats de commerçants.

Si l'on s'en tenait à ces indications statistiques, on serait tenté de croire qu'une forte organisation patronale avait été constituée en France, avant 1914, et que nous ne le céditions en rien à l'Allemagne ou à l'Angleterre sur ce terrain.

La réalité était cependant tout autre.

La portée des chiffres susceptibles d'être invoqués à l'appui de cette conception est beaucoup moindre qu'on ne le pense au premier abord. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'existence de la plupart de ces groupements était purement nominale; quant à leur activité, elle se réduisait à un banquet annuel où il était d'usage de convier un personnage politique, généralement un ministre, qui, au dessert, remettait des décorations aux membres importants du groupement.

Bien que les statistiques accusent également une augmentation constante des unions de syndicats, leur importance n'était, en fait, guère plus considérable. Le tableau suivant prouve néanmoins que leur nombre avait régulièrement progressé depuis 1884, sauf à partir de 1913.

Années	Nombre	Années	Nombre	Années	Nombre			
1884	10	Au 1 ^{er} juillet	1894	29	Au 1 ^{er} janvier	1905	97	
1885	12		1895	38		1906	107	
1886	13		1896	43		1907	110	
1887	16		1898	46		1908	122	
1888	17	Au 1 ^{er} janvier	1899	49		1909	135	
Au 1 ^{er} juillet	1889		18	1900		54	1910	142
	1890		22	1901		60	1911	161
	1891		22	1902		71	1912	167
	1892		24	1903		78	1913	180
	1893		29	1904		95	1914	177

Le faible empressement apporté par les Chefs d'entreprises à s'organiser sérieusement tenait vraisemblablement à leur caractère essentiellement individualiste : en qualité de Français, ils étaient peu enclins à se plier à la discipline syndicale.

D'autre part, la prospérité de leurs affaires, conséquence du régime douanier, les incitait peu à accroître l'importance de leurs groupements — d'autant plus que tout groupement porte nécessairement atteinte à la liberté de ses membres et qu'ils étaient particulièrement jaloux de leur liberté.

En réalité donc, l'organisation du patronat français n'existait guère qu'en façade ; telle était la conclusion à laquelle on aboutissait quand on examinait la question dans son ensemble.

Par contre, le résultat était tout différent si on limitait ses observations à la seule industrie métallurgique. Les maîtres de forges avaient compris tous les avantages qu'il y avait pour eux à se grouper et à étudier de concert les difficultés à surmonter pour assurer la prospérité de la sidérurgie française gravement menacée par la concurrence étrangère de plus en plus redoutable. Leur petit nombre facilitait d'ailleurs singulièrement leurs efforts et leur action.

C'est ainsi que le Comité des Forges, dont l'existence remontait à 1864, se réorganisa, en 1887, pour se placer sous le régime de la loi de 1884. L'organisation alors adoptée est encore la sienne, à quelques détails près ; grâce à elle, le Comité des Forges a pu prendre, immédiatement, une place prépondérante

parmi les autres syndicats professionnels, au plus grand profit de la métallurgie française qui, sans lui, n'aurait pas atteint le degré de développement auquel elle était parvenue à la veille de la guerre.

Par la suite, d'autres organismes, issus du Comité des Forges, se formèrent à leur tour pour mieux suivre les questions qui les intéressaient particulièrement. Les Chambres syndicales des Constructeurs de matériel pour chemins de fer et tramways, des Constructeurs de navires et de machines marines et des Fabricants et Constructeurs de matériel de guerre se sont créées de cette manière en 1899¹ et en 1903.

A peu près en même temps que le Comité des Forges, la Chambre syndicale des Métaux et le Syndicat des Mécaniciens Chaudronniers et Fondeurs modifièrent aussi leurs statuts pour bénéficier des dispositions de la loi de 1884.

A leur tour, les Fondeurs se constituèrent en syndicat en 1897, et en 1913, les Constructeurs d'automobiles suivirent le même exemple².

Simultanément, des organisations analogues se formèrent dans les principaux centres sidérurgiques, si bien qu'en 1914 on comptait 69 syndicats patronaux

1. Les deux premières se sont constituées la même année.

2. D'autres groupements moins importants, mais touchant à l'automobile, existaient déjà à cette époque, notamment, la Chambre Syndicale de l'Automobile et des industries qui s'y rattachent et la Chambre Syndicale patronale des Fabricants d'accessoires et pièces détachées d'automobiles, de cycles et d'appareils aériens fondées respectivement en 1898 et en 1910. On peut également mentionner dans cet ordre d'idées la Chambre Syndicale du Cycle et de l'Automobile, qui remonte à 1890.

dans cette importante branche de l'activité nationale ; la plupart avaient une existence réelle et jouaient un rôle utile. Néanmoins, composés presque tous de petits et moyens industriels, ils étaient encore loin d'avoir une activité comparable à celle du Comité des Forges, d'autant plus qu'ils réunissaient seulement une faible partie des industriels de la profession ou de la région.

Enfin, depuis 1900, l'organisation syndicale du patronat de la sidérurgie était complétée par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. Cette union, créée à l'instigation de la Chambre Syndicale des Constructeurs de matériel de chemins de fer, groupait la plus grande partie des syndicats des mines et de la métallurgie ; elle était chargée de l'étude des questions d'ordre social et fiscal générales, c'est-à-dire de celles qui se posaient de la même manière pour toutes les Chambres syndicales qu'elle groupait.

Ces différents organismes, rendirent, dès avant 1914, les plus grands services à leurs adhérents ; cependant il fallut la guerre et ses bouleversements pour permettre aux syndicats patronaux de prendre leur essor définitif.

TROISIÈME PARTIE

L'essor des groupements patronaux depuis la guerre et jusqu'en 1921

Pendant la guerre, l'Etat avait besoin, pour assurer la défense nationale, d'une quantité de produits toujours plus considérables et plus variés, qu'il payait n'importe quel prix. Les industriels étaient donc poussés à accroître leur production au maximum; ils y étaient également incités par leur clientèle ordinaire dont les pouvoirs d'achat avaient augmenté avec la multiplication des signes monétaires et la disparition de certaines dépenses (par exemple, celles qui étaient afférentes au logement).

La satisfaction de ces demandes était rendue singulièrement plus compliquée par la guerre qui avait profondément bouleversé les conditions de la production et des échanges. La raréfaction de la main d'œuvre et des matières premières, la crise des transports, la pénurie de combustibles mettaient dans une situation difficile les chefs d'entreprise, dont la fabrication était réduite. Ils s'ingénierent, néanmoins, à vaincre ces multiples obstacles; dans ce but, ils se groupèrent pour étudier en commun les pro-

blèmes qui se posaient à eux et de la solution desquels dépendait la prospérité de leurs entreprises. Ils prirent ainsi l'habitude de réunions périodiques dont les effets bienfaisants ne tardèrent pas à se faire sentir.

La nécessité de s'adapter au milieu troublé, dans lequel il leur fallait produire ne fut pas la seule cause qui les poussa à s'organiser ainsi. Les dernières années de la guerre ont été marquées par un développement inouï de l'esprit syndicaliste qui s'est répandu dans toutes les classes de la société. Eclairé par les réalités sur les dangers d'un individualisme excessif, le patronat n'a pas échappé à ce phénomène; et, dans toutes les branches de l'activité nationale, on a assisté à l'éclosion de groupements nouveaux ou à une meilleure utilisation de ceux qui existaient.

La fin des hostilités n'amena pas la dissolution de ces groupements. Au lendemain de l'armistice, le monde était en plein chaos. Les besoins à satisfaire étaient immenses, la production très insuffisante et les échanges quasi-impossibles par suite de la pénurie des moyens de transport. Cette situation inquiétante était encore aggravée par la nervosité et les revendications des masses ouvrières qui, sous prétexte d'assurer à l'humanité une existence meilleure, risquaient de la conduire aux pires catastrophes.

Pour remédier à cet état de choses, le patronat devait, plus que jamais, se concerter en vue d'une action commune sur le terrain économique et social. C'est pour réaliser cette unité de front patronale que

fut constituée, en 1919, la Confédération Générale de la Production française pour faire pendant et servir de contre-poids à la Confédération Générale du Travail. A la même époque, les groupements formés pendant la guerre, dans les différentes régions de la France, prirent leur forme définitive. Quant à ceux qui fonctionnaient antérieurement, ils se réorganisèrent sur des bases plus larges et plus solides. Tel fut le cas pour le groupe des Industries Métallurgiques Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne, qui était né pendant la guerre. De même en 1918, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières a modifié ses statuts pour étendre le champ de son activité.

CHAPITRE PREMIER

Les modalités des groupements patronaux

Dans la métallurgie, comme dans les autres industries, les syndicats patronaux se sont constitués sous deux formes différentes qui se complètent, d'ailleurs mutuellement : la forme nationale et la forme régionale. La première espèce englobe toutes les entreprises qui sont réparties sur l'ensemble du territoire où elles représentent une branche déterminée de telle ou telle industrie. L'autre réunit, au contraire, tous les établissements de cette même industrie situés dans la même région, quelle que soit leur spécialité.

Ces syndicats, nationaux et régionaux, ont senti aussi le besoin de se grouper, et ils ont formé des Unions ou Fédérations de syndicats appartenant à la même industrie, Unions et Fédérations qui, à leur tour, ont donné naissance à un organisme interfédéral dont elles sont les membres.

SECTION I. — LES SYNDICATS.

Les Syndicats sont la cellule fondamentale de l'organisation du travail, par conséquent de l'organisation patronale comme de l'organisation ouvrière. Aujourd'hui, leur rôle est immense, et la législation l'augmente sans cesse ; aussi, pour le mieux remplir, ont-ils

dû se diviser en deux espèces différentes dont chacune, dans sa sphère, assure la représentation et la défense de ses adhérents.

I. — *Les deux espèces de Syndicats*

L'idée maîtresse sur laquelle repose toute l'organisation des syndicats tient à la différence existant entre les questions dont l'étude et la solution se présentent de la même façon pour tout le pays et celles dont l'examen et la solution varient selon la région où elles se posent par suite des conditions particulières de l'industrie locale.

Le double principe de la division et de la spécialisation des tâches exigeait que les unes et les autres relèvent d'organismes différents¹. C'est pourquoi les premières, celles qui intéressent l'ensemble de la profession pour tout le pays, sont du ressort des Chambres syndicales nationales; quant aux autres, elles sont du domaine de Chambres syndicales régionales dont la compétence est déterminée par les limites naturelles des centres industriels. Comme exemple de syndicats nationaux, il faut mentionner le Comité des Forges de France, le Syndicat Général des Fondeurs de France, le Syndicat des Constructeurs Mécaniciens Chaudronniers et Fondeurs de France; et, parmi les groupements locaux, on peut citer, entre beaucoup d'autres, le Comité des Forges de l'Est, la Chambre Syndicale Métallurgique de Lille et ses environs, le Syndicat

1. Chaque industriel doit donc adhérer à deux syndicats, à un syndicat national et à un syndicat régional.

des Constructeurs Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs de l'Isère, etc.

Les problèmes qui rentrent dans le champ d'activité des organismes nationaux sont à la fois d'ordre économique et social. Ils étudient donc toutes les questions qui se posent à propos de la fixation du prix des matières premières et des modifications apportées aux tarifs douaniers, pour défendre, le cas échéant, les intérêts de leurs adhérents en connaissance de cause. Ils participent, de même, à la composition et au fonctionnement des organismes officiels ou privés de recherches techniques. En même temps, ils prennent leur part de toutes les préoccupations sociales et ouvrières générales, notamment de celles qui ont trait à la législation ouvrière : durée de la journée de travail, repos hebdomadaire, apprentissage, travail des femmes et des enfants. « Tout ce qui touche au patri-
« moine moral de la profession, à sa protection doua-
« nière, à la formation technique du personnel, à l'ap-
« plication des lois sociales, à la création des institu-
« tions capables d'améliorer les rapports entre les di-
« vers facteurs de la production, doit être étudié et
« délibéré au sein du syndicat, car tous les membres
« d'une même profession sont solidaires dans ces ques-
« tions diverses ¹ ».

Quant aux Chambres syndicales régionales, elles ont pour objet exclusif l'étude des problèmes locaux et la défense des intérêts communs à leurs membres

1. Rapport de M. Fougère sur les *Formes diverses de l'Organisation du Patronat* au Congrès des Associations et Sociétés industrielles de Lyon des 7 et 8 mars 1921, dans la *Journée Industrielle* du 16;

sur le terrain ouvrier et social. Bien entendu, ces Chambres ne doivent pas s'immiscer dans les questions d'ordre économique qui sont du ressort exclusif des Chambres professionnelles nationales; d'autre part, elles peuvent être amenées à examiner les questions intéressant les établissements qui les composent, telles que les règlements d'atelier ou de chantier, les mesures touchant à l'ordre et à la discipline; mais elles doivent toujours s'abstenir, en pareille matière, de passer des accords avec les Syndicats ouvriers.

Par contre, dans le domaine qui leur est propre, ces groupements locaux jouissent d'une très grande initiative, limitée seulement par la subordination aux directives générales émanant de la Fédération nationale d'industries similaires à laquelle elles adhèrent.

En particulier, les Chambres syndicales régionales peuvent examiner et instruire les affaires litigieuses qui leur sont soumises par diverses juridictions, agir en justice pour la sauvegarde des intérêts collectifs de leurs membres, les représenter auprès du Gouvernement et des Administrations publiques, participer à l'organisation d'œuvres collectives ayant pour objet l'amélioration de la condition matérielle des travailleurs (habitations à bon marché, coopératives, assistance médicale, services de transport, etc.)

Enfin, et surtout, elles ont pour objet spécial l'étude des questions relatives aux salaires applicables dans les industries qu'elles représentent. Dans cet ordre d'idées, elles peuvent même être chargées par leurs adhérents de conclure avec les organisations ouvrière-

res des accords collectifs fixant les taux minima correspondant aux différentes catégories de main d'œuvre. Par contre, elles prennent soin d'exiger de leurs membres l'engagement de ne passer aucun accord particulier avec un syndicat ouvrier, se réservant de trancher toute difficulté à laquelle pourrait donner lieu l'interprétation d'engagements conclus entre elles et les organisations ouvrières.

II. — L'organisation des Syndicats.

Les Syndicats nationaux ou régionaux¹, sont organisés de manière à agir promptement et sûrement. D'après les renseignements que nous avons pu recueillir à ce sujet, cette organisation est à peu près la même pour tous². Il suffit donc de l'indiquer en signalant, au passage, les particularités de certains d'entre eux.

Presque tous les syndicats comprennent des membres de plusieurs catégories. A côté des membres actifs qui constituent leur élément essentiel, certains comprennent, en outre, des membres honoraires, des

1. On trouvera plus loin, en annexe, la liste des uns et des autres.

2. Seul, le Syndicat catholique de la Métallurgie et de la Construction Mécanique de la Région Lyonnaise présente une organisation un peu particulière. Il comprend deux catégories de membres : des membres titulaires, en nombre limité, et des membres adhérents. Seuls, les membres titulaires peuvent faire partie de la Chambre Syndicale (le Conseil d'Administration), prendre part aux Assemblées générales avec voix délibérative (les membres adhérents n'y ont accès qu'avec voix consultative) et présenter de nouveaux membres adhérents.

Les membres titulaires sont choisis par la Chambre Syndicale parmi les membres adhérents dans la limite des places disponibles.

membres d'honneur et parfois même des membres correspondants.

Les membres actifs, individus ou sociétés, sont ceux qui exercent effectivement une profession se rattachant au groupement dont ils font partie ; ils sont naturellement les plus nombreux.

Les membres honoraires sont choisis parmi les anciens chefs d'entreprise et les administrateurs de Sociétés adhérentes, ou d'une façon plus générale, parmi les personnes qui, par la nature de leurs études ou de leurs fonctions, s'intéressent aux questions traitées par le syndicat.

Quant au titre de membre d'honneur, il est conféré à des personnalités françaises ou étrangères qui ont rendu à l'industrie représentée par le syndicat des services éminents dans l'ordre scientifique, technique ou économique.

Enfin, dans quelques syndicats, on trouve des membres correspondants ; en général, ceux qui font partie du groupement en cette qualité ont leur entreprise en dehors d'une région déterminée.

L'admission des membres actifs et des membres correspondants est prononcée par le Conseil d'Administration après examen de leur demande ; cet examen a pour but de vérifier si les postulants remplissent exactement les conditions prévues par les statuts. Dans certains Syndicats, ils doivent être présentés par un ou plusieurs membres déjà inscrits lorsqu'ils n'ont pas donné leur adhésion au moment de la constitution du groupement.

Quant aux membres honoraires et d'honneur, ils sont également nommés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Syndicat peuvent le quitter par démission volontaire, mais, dans certaines hypothèses (manquement grave à la discipline syndicale, mise en faillite), ils peuvent être rayés par le Conseil d'Administration. Cette mesure est, d'ailleurs, entourée de garanties destinées à permettre à l'adhérent de fournir toute justification utile sur sa conduite.

En entrant dans le syndicat, l'adhérent s'engage à se conformer aux dispositions statutaires, notamment pour le paiement de sa cõtisation. A côté de la radiation, édictée par tous les syndicats dans l'hypothèse de la méconnaissance de cet engagement, le Syndicat des Constructeurs Mécaniciens Chaudronniers et Fondateurs de l'Isère a prévu le paiement d'une amende en cas d'infraction à une décision prise dans une Assemblée générale ayant motivé un blâme rendu par une Assemblée Générale extraordinaire réunie à cet effet. En outre, chaque adhérent doit remettre au trésorier, dès son admission, un chèque barré, en blanc pour la date et pour la somme, revêtu de sa signature, à l'ordre du président et payable dans une Banque connue de Grenoble ou de la région. En cas de démission, celle-ci n'est effective qu'après un mois de préavis, et le chèque n'est rendu qu'après l'écoulement de ce mois.

Les cotisations de ses membres constituent la par la plus importante des ressources du groupement.

Celle des membres honoraires, quand ils en paient, sont représentées par une somme fixe; quant à celles des membres actifs et des membres correspondants, leur mode de fixation varie : il peut être déterminé par avance ou être proportionné à l'importance du personnel ou des quantités de métal produit; enfin, le montant de la cotisation peut être fixé en additionnant deux éléments, l'un fixe, l'autre proportionnel au nombre d'ouvriers employés.

En échange, les membres du syndicat reçoivent les publications de la Chambre Syndicale, bénéficient de sa documentation ou de ses recherches et s'y font donner, quand ils le désirent, les conseils ou les suggestions qui leur permettront de vaincre les obstacles entravant la bonne marche de leur entreprise : bref, ils y trouvent, en toute circonstance, un guide et un appui. De plus, ils participent à la nomination du Conseil d'Administration et assistent aux Assemblées générales dans les conditions prévues par le pacte social.

Dans les syndicats qui groupent des chefs d'entreprise appartenant à plusieurs spécialités (les syndicats régionaux et quelques syndicats nationaux), les adhérents sont répartis en sections correspondant aux différentes branches d'industries réunies par le Syndicat (sur décision du Conseil d'Administration, ces sections peuvent se subdiviser en sous-sections); ceux qui exercent plusieurs professions se rattachant à la même industrie dans la région ont le droit de s'inscrire dans plusieurs sections ¹.

1. Au groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne, ils y sont tenus obligatoirement.

Les membres de chaque section nomment leur Bureau et délibèrent sur leurs intérêts propres. Ces délibérations sont transmises au Conseil d'Administration dans lequel chaque section est représentée, et elles ne deviennent généralement définitives qu'après avoir été ratifiées par lui. Cette mesure est indispensable pour assurer l'unité de vue et de direction dont la nécessité s'impose.

Les organes des syndicats chargés de son administration sont le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale

Le Conseil d'Administration est élu pour une durée déterminée par tous les adhérents réunis en Assemblée Générale; son renouvellement se fait par roulement, et les membres sortants sont rééligibles. En cas de décès ou de démission d'un administrateur, ses collègues lui assurent un remplaçant qui reste en fonctions jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur sous réserve de ratification de ce choix par la prochaine assemblée générale.

Les Administrateurs élisent parmi eux un Bureau qui comprend : un Président, des Vice-Présidents, un Trésorier et un Secrétaire général; dans certains syndicats, ces deux dernières fonctions sont assurées par le même administrateur. Les attributions des uns et des autres ne présentent aucune particularité.

Le Conseil d'Administration représente le groupement dans tous les actes de la vie sociale, ordonne les dépenses, examine toutes les questions intéressant le syndicat, et convoque l'assemblée générale

dont il exécute les décisions ; en un mot, il est chargé de l'administration de la Chambre syndicale et il dispose, dans ce but, des pouvoirs les plus larges ; il peut notamment déléguer tout ou partie de ses pouvoirs aux membres du Bureau ou à des Commissions désignées par lui. Il se réunit à date fixe et sur convocation de son président ou d'un certain nombre de ses membres.

L'Assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an, au moins. Au cours de cette Assemblée générale, on procède à l'élection du Conseil d'Administration et, s'il y a lieu, du Bureau ; d'autre part, le Conseil d'Administration rend compte de sa gestion et expose la situation financière du groupement. Les membres du Syndicat peuvent aussi se réunir en Assemblée Générale extraordinaire sur la convocation du président ou quand un certain nombre d'entre eux le demandent. La tenue de ces deux espèces d'Assemblées est subordonnée à l'observation d'un certain nombre de prescriptions énumérées très minutieusement dans les statuts, mais qui ne présentent pas un grand intérêt.

Enfin, le nombre de voix accordé à un même adhérent est fixé d'après le montant de sa cotisation ou le nombre de ses ouvriers, quand il n'est pas le même pour tous les adhérents. Dans le premier cas, on fixe presque toujours un maximum.

Quant aux moyens d'action dont disposent les syndicats, ils sont les mêmes pour tous : Services d'études et de documentation, Circulaires, Bulletin, Annuaire, etc. Selon son importance et ses ressources, chacun

d'eux les organise et les développe de façon différente et en vue du but particulier à atteindre.

III. — Les Syndicats et la « Rue de Madrid »

Il est indispensable, pour compléter les indications précédentes relatives aux syndicats, d'indiquer la situation dans laquelle ils se trouvent vis-à-vis des groupements établis rue de Madrid.

Certains esprits, peu au courant de l'organisation syndicale patronale dans la métallurgie, considèrent le groupe de la Rue de Madrid comme un puissant organisme ayant des moyens d'action illimités et, partout, des créatures à lui.

La réalité est cependant bien différente.

Il existe, 7, rue de Madrid, un immeuble, appartenant à la Caisse Syndicale contre les accidents du travail, où se trouve le siège social de onze syndicats, de deux unions¹ et de plusieurs sociétés dont les services sont réservés aux adhérents de certaines chambres syndicales. Mais, jamais, aucun de ces groupements qui n'ont rien de commun, sauf l'édifice dans lequel ils sont établis, n'est sorti du rôle dévolu à son activité personnelle par la législation.

Quant à la situation dans laquelle se trouvent, à l'égard de la rue de Madrid, les syndicats dont on vient de voir le rôle et l'organisation, elle est des plus simples. Vis-à-vis des syndicats installés rue de Madrid,

1. L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et l'Union des Syndicats de l'électricité.

ils sont aussi indépendants que vis-à-vis de ceux qui sont répartis sur le reste du territoire.

Mais vis à vis de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, il n'en est pas toujours ainsi. L'Union a pour mission de grouper, dans un but de coordination et de liaison, tous les syndicats de la métallurgie, de la construction mécanique, de la construction métallique, électrique et des industries qui s'y rattachent; elle est ouverte à tous les groupements qui veulent en faire partie; toutefois la discipline syndicale oblige les syndicats qui y adhèrent à se soumettre à ses directives.

Bien entendu, s'ils n'y adhèrent pas, ils gardent leur entière liberté.

SECTION II. — LES UNIONS DE SYNDICATS.

Beaucoup de questions examinées par les Chambres Syndicales débordent les cadres des intérêts locaux ou professionnels. Il est donc indispensable à ces chambres syndicales d'être en liaison avec un organisme central d'où elles puissent recevoir des directives et des renseignements sur les événements qui se produisent dans les autres régions ou dans les autres professions.

Tel est, dans l'organisation syndicale patronale actuelle, le rôle dévolu aux Unions et Fédérations de Syndicats. Dans l'industrie métallurgique, on comptait deux groupements de ce genre, le 1^{er} janvier 1922 : l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, de

la Construction Mécanique, Electrique et Métallique et des Industries qui s'y rattachent, et la Fédération de l'Automobile¹. De plus, à la même époque, une autre Fédération était en voie de formation : celle de la Mécanique.

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières est la plus ancienne et la plus importante. Fondée en 1901 et réorganisée en 1918 dans un cadre beaucoup plus vaste, elle possède, aujourd'hui, des moyens d'information et d'action puissants qui lui permettent, non-seulement d'imposer ses vues, mais encore de les faire respecter. Elle consacre intentionnellement toute son activité aux problèmes sociaux, ouvriers et fiscaux ; aussi, est-ce pour étudier les questions d'ordre économique que les industriels intéressés ont été amenés à constituer la Fédération de l'Automobile et celle de la Mécanique, tout en continuant à faire partie de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

I. — L'organisation des unions.

L'union des Industries Métallurgiques et Minières étant, à la fois, la doyenne et la plus importante, il nous semble indispensable de faire connaître son organisation².

1. La Fédération de l'Automobile ne comprend pas seulement des constructeurs, mais aussi des commerçants, des agents et des fabricants de pneumatiques.

2. L'organisation de la Fédération de l'Automobile est analogue à celle d'un syndicat comprenant plusieurs sections : cette Fédération est administrée par un Conseil de Direction et des Assemblées Générales. La fonction du Conseil de Direction ne présente aucune particularité : quant à la représentation des Chambres syndicales aux As-

L'article 2 de ses statuts indique, en ces termes, l'objet de l'Union : « a) étudier toutes les questions
« sociales, ouvrières et fiscales d'intérêt général pour
« les industries représentées par les chambres syndi-
« cales adhérentes, et suivre l'application des mesures
« qui s'y réfèrent ;

« b) déterminer, au sujet de ces questions, la ligne
« de conduite que doivent suivre toutes les chambres
« syndicales adhérentes ;

« c) participer à l'administration et à la gestion des
« organisations sociales, à la création desquelles elle
« aura contribué, leur accorder son patronage, leur
« autonomie une fois constituée ;

« d) représenter les Chambres syndicales adhérentes
« toutes les fois qu'une action collective doit être
« exercée en ces matières ».

Elle peut également examiner les questions à l'occasion desquelles des divergences d'intérêts sont susceptibles de se produire entre ses adhérents et chercher à établir un accord entre eux.

Fondée primitivement pour une durée de 12 années, il était convenu qu'elle pourrait être renouvelée par tacite reconduction, pour des périodes d'égale durée, à l'expiration de chacune¹ ; chaque Chambre syndicale peut, naturellement, comme l'exige la loi, se re-

semblées générales de la Fédération, elle repose sur les principes en usage à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

La Fédération de la Mécanique est organisée sur les mêmes bases, que celles de l'Automobile, avec, cependant, une légère différence ; il n'y a pas de sections groupant toutes les chambres syndicales de la même spécialité.

1. De fait, il en a été ainsi en 1912.

tirer à tout instant de l'Union; mais, d'après l'article 4 des statuts, elle doit en avertir le Bureau trois mois avant de rendre sa décision effective.

Au moment de la dissolution de l'Union, l'actif social sera réparti entre les Chambres syndicales faisant encore partie de l'Union, proportionnellement à l'importance moyenne des cotisations versées à celle-ci par leurs adhérents pendant les trois dernières années.

L'Union comprend des Chambres syndicales qui ont adhéré à ses statuts dès sa fondation et d'autres qui ont été admises dans le groupement qu'elle constitue, par le Conseil de Direction, après ratification de sa décision par l'Assemblée Générale. Les unes comme les autres forment, du reste, les cinq groupes de l'Union entre lesquels elles sont réparties, d'après la nature de l'industrie qu'elles représentent. Ces groupes sont les suivants :

Industrie des Mines (2 chambres syndicales en 1921);
Grosse Métallurgie (5 chambres syndicales en 1921);
Petite Métallurgie (16 chambres syndicales en 1921);
Construction Mécanique, Electrique et Métallique,
(23 Chambres syndicales en 1921);

Industries diverses (35 Chambres syndicales en 1921.

Chaque Chambre syndicale est représentée dans les groupes ainsi constitués comme aux Assemblées générales, c'est-à-dire par son Président, son Délégué spécial et les Membres du Conseil de Direction en faisant partie.

En 1921, l'Union comptait 81 Chambres syndicales et groupait des syndicats représentant des entreprises

n'occupant pas tout-à-fait un million d'ouvriers. Chaque Chambre syndicale a le droit d'être représentée au sein de l'Union par son Président et par un délégué spécial choisi par elle, et de disposer d'une voix dans les Assemblées générales; celles dont le nombre total d'ouvriers leur ressortissant dépasse 10.000 ont, en outre, une voix supplémentaire par 10.000 ouvriers au-delà des premiers. Les adhérents des Chambres syndicales faisant partie de l'Union ont droit, enfin, aux services des documents imprimés par l'Union.

Par contre, tous les ans, dans le courant de janvier, chaque Chambre syndicale est tenue de communiquer à l'Union la composition de son Bureau et :

1^o la liste à jour de ses adhérents avec le nombre total des employés et ouvriers occupés au 1^{er} janvier dans l'ensemble de leurs établissements, sans distinction de corporation;

2^o le nombre des employés et ouvriers appartenant, dans l'ensemble de leurs établissements, à la ou aux corporations au titre de laquelle ou desquelles ses adhérents se rattachent à cette Chambre syndicale.

Chaque Chambre syndicale s'engage, également, à faire verser par chacun de ses adhérents une cotisation annuelle établie par l'Union sur les bases suivantes ¹ :

0.25	par ouvrier et employé pour les	50 premiers ouvriers
0.50	—	au-delà de 50 jusqu'à 200
0.75	—	au-delà de 200 jusqu'à 1.000
1. »	—	au-delà de 1000 jusqu'à 3.000
1.50	—	au-delà de 3.000 ouvriers.

1. L'Assemblée générale du 17 février 1920 a autorisé le Conseil de

Enfin, le Conseil de Direction a, tous les ans, la faculté de proposer à l'Assemblée générale l'établissement et le taux d'une cotisation exceptionnelle, et de fixer le montant du droit d'entrée qui sera exigé des nouvelles chambres¹.

En cas de manquement grave à la discipline syndicale ou d'inobservation des statuts, l'exclusion d'une Chambre syndicale adhérente peut être prononcée par l'Assemblée générale ordinaire, sur la proposition du Conseil de Direction et à la majorité des deux tiers. Au préalable, les statuts exigent que le Conseil de Direction provoque les explications de la Chambre syndicale intéressée en convoquant ses représentants à cet effet.

L'union, dont le siège social est à Paris, est représentée et administrée par un Conseil de Direction. Le Conseil est élu par l'Assemblée Générale de la façon suivante : le Président et les Vice-Présidents (au nombre de trois), sont élus directement par l'Assemblée Générale; en outre, elle nomme, sur la présentation des groupes, quatorze autres personnes pour constituer, avec le Président et les Vice-Présidents qu'elle a choisis, le Conseil de Direction.

Les Membres du Conseil proposés par les groupes de l'Union à la nomination de l'Assemblée doivent

Direction à doubler le montant des cotisations ordinaires dues à l'Union d'après le barème ci-dessus.

1. A la demande des Chambres syndicales, le Conseil pourra leur faire remise provisoire ou définitive de tout ou partie de cette cotisation extraordinaire.

faire partie des Chambres syndicales, mais il n'est pas nécessaire qu'ils appartiennent à l'Assemblée.

Les sièges du Conseil sont répartis entre les cinq groupes dont font partie les Chambres syndicales adhérentes d'après le nombre d'ouvriers ressortissant aux industries représentées par chacun d'entre eux. En attendant que ce dénombrement ait été effectué par l'Union, la répartition des sièges est faite par l'Assemblée générale, en tenant compte de l'importance relative et approximative des industries adhérentes. Par suite de ces dispositions, indiquées dans les statuts, l'Assemblée Générale du 18 avril 1918 a attribué deux sièges au groupe de l'industrie des Mines, trois au groupe de la grosse Métallurgie, deux au groupe de la petite Métallurgie, cinq au groupe de la Construction mécanique, électrique et métallique, deux au groupe des Industries diverses.

Le Conseil, ainsi formé et qui représente toutes les Chambres syndicales adhérentes à l'Union, est renouvelable par tiers tous les deux ans, et rééligible à l'expiration de ses pouvoirs. Dans sa première réunion, il doit déléguer un de ses membres pour remplir les fonctions de Trésorier et un autre pour exercer les fonctions de Secrétaire. Ces deux Membres, avec le Président et les Vice-Présidents, constituent le Bureau. Le Conseil se réunit une fois par an et toutes les fois que le Bureau l'estime utile. Il a les pouvoirs les plus larges pour examiner et résoudre tous les problèmes dont l'Union doit connaître à raison de son objet. Il peut même, quand il le juge nécessaire, nom-

mer des Commissions composées des personnalités appartenant aux Chambres syndicales adhérentes et même de personnalités étrangères à l'Union, mais réputées pour leurs connaissances spéciales, en vue d'étudier ces questions et lui présenter des rapports.

L'Assemblée Générale se réunit trois fois par an sur la convocation du Président. Elle est constituée par la réunion des Présidents et des Délégués spéciaux de toutes les Chambres syndicales adhérentes à l'Union et des Membres du Conseil de Direction. Enfin, en dehors des époques prévues par les statuts, l'Assemblée est convoquée exceptionnellement, toutes les fois que le Conseil le juge utile, par exemple, pour procéder à une modification des statuts. Ces modifications ne peuvent, d'ailleurs, être proposées que par le Bureau ou par un tiers des Chambres syndicales adhérentes; quant à leur adoption, elle n'est possible que si elle est décidée par une Assemblée générale spécialement convoquée à cet effet, quinze jours à l'avance et à la majorité des deux tiers des Chambres syndicales adhérentes.

Enfin, à côté des Unions et Fédérations nationales, il faut mentionner les unions locales interprofessionnelles qui groupent toutes les industries d'une même région (métallurgie, bâtiment, textile, etc...) et dont l'organisation est, à peu de chose près, semblable à celle des unions nationales.

II. — Le rôle des unions.

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières a un double rôle à remplir.

Elle doit, d'abord, en sa qualité d'union des Chambres syndicales nationales, étudier les questions ouvrières, sociales et fiscales d'intérêt général, c'est-à-dire celles dont la solution intéresse, au même titre, les industries similaires de la France tout entière (application des lois; réglementation et durée du travail; organisation de l'apprentissage, organisation de la main-d'œuvre étrangère; travail des femmes et des enfants; représentation des industries métallurgiques et minières aux conférences internationales et relations avec les nations étrangères). L'Union a eu ainsi l'occasion d'exercer son action au moment du vote de la loi du 23 avril 1919, réduisant à huit heures la durée de la journée de travail. A cette époque, elle a provoqué une entente avec les organisations ouvrières et conclu des accords avec la Fédération des Métaux les 17 avril et 24 mai 1919 pour faciliter la mise en application de cette importante réforme et s'assurer les dérogations indispensables.

D'autre part, comme union de syndicats régionaux qu'elle associe aux travaux d'ordre général précédemment indiqués, l'Union agit principalement comme organe de liaison entre les différentes régions en vue d'assurer, autant que possible, une politique ouvrière adaptée aux situations locales et d'éviter toute rupture d'équilibre dans les situations de la main d'œuvre.

C'est à ce titre qu'elle intervient dans tous les conflits régionaux où sont engagées ses industries pour veiller au maintien des principes généraux et faire bénéficier chacun de ses adhérents de l'expérience ac-

quise dans l'ensemble du pays. Elle a eu plusieurs fois l'occasion d'exercer une action décisive sur les grèves en aidant de ses conseils les chefs d'entreprise à soutenir le conflit et en leur procurant l'assistance matérielle indispensable grâce à ses caisses d'Assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé.

Quant à la Fédération de l'Automobile, elle se préoccupe de toutes les questions d'ordre économique qui intéressent les industries du cycle et de l'automobile, recherches des débouchés, expositions, questions douanières, exportations, etc...

Enfin, les unions locales ont exclusivement pour objet l'étude de problèmes d'intérêt purement régional communs aux diverses industries qu'elles réunissent : fixation des salaires de base applicables aux manœuvres, ouvriers communs à toutes les industries et organisation des Caisses de compensation destinées à répartir proportionnellement entre leurs adhérents les charges résultant pour eux de l'attribution d'allocations familiales aux pères de famille.

Elles ont surtout pour but d'assurer un point de contact entre les industriels d'un même centre ; mais elles ne doivent jamais conclure d'accords avec les organisations ouvrières. Tout au contraire, leur rôle essentiel est de faire respecter l'autonomie des différentes industries dans lesquelles règnent des coutumes et des mœurs différentes, de conjurer l'influence réciproque qu'elles exercent les unes sur les autres et, en particulier, de résister à leur tendance continue

vers une égalisation des salaires sur le taux le plus élevé¹.

Pour terminer, il semble intéressant de montrer comment fonctionne, en cas de grève, cette organisation un peu compliquée au premier abord.

Un conflit se produit dans un établissement métallurgique sur une question de salaires affectant certains spécialistes. La section de la Métallurgie du Syndicat des Industries Métallurgiques, Mécaniques et connexes de la région se réunit et délibère avec le concours du Président du Syndicat qui assure l'unité de vue avec les autres Sections du groupement.

Si le conflit déborde l'industrie considérée, le Syndicat régional se saisit de la question et en avertit aussitôt la Fédération nationale (Union des Industries Métallurgiques et Minières), qui, tout en lui laissant la plus large initiative pour la conduite des pourparlers, lui donne néanmoins ses directives générales en prévision des répercussions que les décisions à prendre peuvent entraîner dans toutes les industries similaires de France.

Puis, le Syndicat soutient la grève, en accord, s'il y a lieu, avec l'Union régionale interprofessionnelle en raison des contre-coups que les mesures à intervenir peuvent exercer sur les autres industries du centre intéressé.

La grève se généralise et s'étend à toutes les indus-

1. Les Unions disposent, pour remplir leurs fonctions, d'une organisation analogue à celle des syndicats ; services, circulaires, bulletin etc.

tries de la région : l'Union locale interprofessionnelle suit le conflit en accord pour toutes les questions spéciales à chaque branche avec ses adhérents des Syndicats régionaux.

Tel est le système d'organisation patronale qui a permis de mettre fin à plusieurs grèves survenues au printemps de 1919 dans les diverses branches de la métallurgie, sans que les chefs d'entreprise aient été obligés de signer aucun accord avec les organisations ouvrières.

SECTION III. — L'ORGANISME INTERFÉDÉRAL.

Au sommet de la hiérarchie syndicale, on trouve un organisme interfédéral au sein duquel sont représentés les unions et les syndicats de toute l'industrie et de tout le commerce français.

Cet organisme, créé¹ en 1919, à la demande du Ministre du Commerce d'alors, M. Clémentel, sous le nom de Confédération Générale de la Production Française, groupe aujourd'hui 1.400 syndicats patronaux. La Confédération a pour mission d'assurer une complète unité de vues et d'action sur le terrain exclusif des questions d'intérêt national.

Les syndicats réunis par la Confédération sont répartis entre les vingt-deux groupements qu'elle

1. Au lendemain de la guerre, la France se trouvait dans une situation particulièrement critique, et il apparaissait clairement qu'il fallait faire tendre à son relèvement toutes les énergies créatrices. Telle est la pensée à laquelle a obéi M. Clémentel en patronant l'organisation de la Confédération Générale de la Production Française.

compte, selon la nature de l'industrie ou commerce représenté par eux. Chaque groupement possède son Conseil d'Administration et son Assemblée générale et jouit de la plus large autonomie pour traiter tous les problèmes relevant des industries groupées.

Les organes de la Confédération sont le Conseil central et l'Assemblée générale.

Le Conseil central est formé par la réunion des vingt-deux Présidents de groupements. Chargé d'assurer le fonctionnement de la Confédération, il s'occupe de tout ce qui a trait aux intérêts spéciaux du Commerce et de l'Industrie et prend toutes les mesures nécessaires pour lui permettre de parvenir à mener à bien la tâche entreprise.

Quant à l'Assemblée Générale, elle est constituée par les membres du Conseil Central et par les délégations de chaque groupement. Elle se réunit une fois par an au moins, avec la mission d'examiner la situation financière de la Confédération et de voter toutes les résolutions et toutes les décisions dont elle a été saisie par le Conseil Central ou par une motion adoptée par six Comités de groupements au moins et communiqués au Conseil central, un certain temps avant l'Assemblée.

CHAPITRE II.

Le rôle des syndicats patronaux de la métallurgie au point de vue économique

Pendant la guerre, qui a singulièrement contribué à leur essor, les groupements patronaux de la métallurgie ont consacré toute leur activité à la défense nationale. Ils ont résolu presque tous les problèmes qui se posaient alors, à propos du matériel de guerre vite devenu insuffisant pour permettre de soutenir cette lutte gigantesque de plus de quatre années ; dans leur domaine propre, ils ont ainsi contribué, pour une large part, à assurer la victoire aux Etats qui défendaient le droit, la liberté et la civilisation contre les puissances de force et de barbarie.

Ils n'auraient, d'ailleurs, pas rempli leur rôle avec autant de succès s'ils n'avaient déjà possédé, au moment où éclata la plus terrible des guerres, tous les instruments nécessaires. Depuis bien des années, la situation particulière dans laquelle se trouvait la sidérurgie les avaient habitués à surmonter des difficultés considérables. Parmi ces groupements, le Comité des Forges de France avait certainement le

mieux¹ compris tout le parti qu'il pouvait tirer de la loi de 1884 pour la sauvegarde des intérêts économiques de ses adhérents. A cette époque « les procès-
« verbaux des séances de sa Commission de Direction
« présentent une table des matières singulièrement
« intéressante de toutes les questions qui retiennent
« son attention et forment l'objet de ses délibérations :
« projets de lois sur les retraites ouvrières, sur le repos
« hebdomadaire, sur le travail des enfants dans les
« usines à feu continu, etc., enquête préparatoire à la
« révision douanière, négociations avec les Compagnies
« de Chemins de fer pour l'établissement d'une clas-
« sification des produits sidérurgiques consécutive
« à la modification de l'article 103 du Code de com-
« merce; création d'une conférence des Transports au
« sein du Comité pour l'examen et l'étude des propo-
« sitions de tarifs soumis à l'homologation ministérielle,
« refonte, d'accord avec le ministère des Travaux
« Publics, des cadres de la statistique de l'industrie
« minérale, établissement d'une classification des fers
« et aciers marchands; participation de la métallurgie
« aux expositions de Liège, Marseille, Londres,
« Bruxelles, etc., aux congrès des méthodes d'essais;
« réception avec les Chambres Syndicales du Maté-
« riel de guerre et de la Construction Navale de-

1. Les autres syndicats moins bien organisés n'ont pas autant profité de leur existence légale : seule, la Chambre Syndicale des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs a manifesté une importante vitalité; et, on peut dire que toutes les questions intéressant ses adhérents ont été étudiées par elle; souvent, d'ailleurs, elle a obtenu des Pouvoirs Publics la modification de mesures préjudiciables à ses membres.

« missions envoyées en France par les gouvernements
« étrangers pour l'étude des armements etc....¹ »

On a, il est vrai, reproché au Comité des Forges d'avoir alors pratiqué une politique de malthusianisme économique et d'avoir ainsi entravé le développement de la métallurgie française qui avait été largement distancée par celle des autres pays. Avant de voir comment il s'est mis au « Service de la Nation », il nous semble à la fois indispensable et équitable d'examiner, objectivement et sans parti pris, si ce grave reproche est fondé ou non.

SECTION I. — LA MÉTALLURGIE D'AVANT-GUERRE ET LES GROUPEMENTS PATRONAUX

Pour se livrer à cet examen, il est nécessaire de connaître le milieu dans lequel la métallurgie française s'approvisionnait en matières premières, et comment elle se procurait la main d'œuvre indispensable au fonctionnement de ses hauts-fourneaux.

I. La situation de la métallurgie.

Les matières premières de la sidérurgie sont le minerai de fer, le charbon et le coke. Par quels moyens les maîtres de forges français pouvaient ils obtenir ces produits? Telles sont les questions auxquelles il faut tout d'abord répondre.

Le minerai de fer. — Au point de vue chimique,

1. Robert Pinot: *L'organisation Syndicale de la Sidérurgie française*, dans *La sidérurgie française*, p. 456.

géologique, et minéralogique, comme au point de vue quantité, la France est un pays des plus riches en fer.

Il existe, en effet, sur notre territoire des minerais à gangue siliceuse ou calcaire, à haute et basse teneur en fer et à proportions diverses de phosphore; si on se place sur le terrain géologique, on voit des minerais se présentant en filons, en amas, en couches ou en poches superficielles de remaniement, selon les terrains dans lesquels ils se trouvent. Dans le domaine minéralogique les variétés sont également considérables : il existe, en effet, des minerais hydroxydés oolithiques, des hématites brunes, des minerais hydroxydés, des hématites rouges, des minerais carbonatés, cristallins ou non, du fer oxydulé et de l'oligiste.

Quant aux quantités utilisables, dans les seuls gisements du territoire continental, elles figurent parmi les plus considérables du monde, comme le montre le tableau ci-dessous, dressé à la suite de la vaste enquête décidée par le congrès géologique international de Mexico ¹ :

Pays	Ressources connues	Équivalents métallique en fer
	Millions de tonnes	Millions de tonnes
Allemagne	3.600	1.270
France	3.300	1.140
Angleterre	1.300	455
Suède	1.158	740
Russie	865	387
Espagne	711	349
Norvège	367	124
Autriche-Hongrie	284	103

1. Les résultats de cette enquête ont été publiés à Stockholm, en 1910, en un volume intitulé ; *The Iron Ore Resources of the World*,

Pays	Ressources connues	Équivalents métalliques en fer
	Millions de tonnes	Millions de tonnes
Luxembourg ..	270	90
Grèce	100	45
Autres pays...	77	30
Europe	12.032	4.733

Depuis cette époque, de nouvelles recherches ont été faites en France, et « certains bassins, encore in-
« complètement explorés, pourraient, dans un avenir
« prochain, venir augmenter notablement ce tonnage
« déjà formidable. Les colonies et protectorat de
« l'Algérie et de la Tunisie apportent, en outre, un
« sérieux appoint à cette richesse, avec leurs 150 à
« 200 millions de tonnes certaines, et, plus tard, quand
« la sidérurgie devra faire appel à des gîtes éloignés
« ou qu'elle aura résolu le problème de l'emploi sur
« une large échelle des minerais de fer tamifères ou
« chromifères, nos autres possessions en Afrique et en
« Asie mettront à la disposition de l'industrie les
« ressources de gisements encore mal connus, mais
« dont certains paraissent très importants¹. » Aussi
la production française a-t-elle notablement augmenté,
comme le prouve le tableau suivant.

Production moyenne annuelle du minerai de fer en France

Périodes	Tonnes	Périodes	Tonnes
1873-1877	2.578.000	1893-1897	3.923.000
1878-1882	2.823.000	1898-1902	4.992.000
1883-1887	2.692.000	1903-1907	7.825.000
1888-1892	3.334.000	1908-1912	14.406.000

1. Nicou : *Le minerais de fer*, dans *La Sidérurgie française*, p. 61.

Si on compare cette augmentation de la production française à celle des autres pays producteurs de minerais, on constate que la France est passée du cinquième rang au troisième¹. L'augmentation de la production française n'avait, en réalité, commencé à prendre de l'importance qu'avec la mise en valeur du bassin de Briey, comme les indications statistiques ci-dessous² en sont la preuve. Le bassin lorrain a pris ainsi définitivement le premier rang parmi les

1. Voici, à ce propos, les pourcentages des différents Etats dans la production mondiale, de 1877 à 1912.

Pays	1877	1892	1902	1907	1912
	%	%	%	%	%
France Continent	7,2	6,4	5,2	7,4	12,1
Etats-Unis	12,1	28,6	38,0	38,8	35,4
Allemagne et Luxembourg .	14,8	20,1	18,8	20,4	21,3
Angleterre	50,6	20,0	14,3	11,8	8,9
Suède	2,2	2,3	3,0	3,3	4,2
Espagne	4,7	9,5	8,3	7,3	6,4
Russie	2,4	3,4	4,1	4,0	5,2

2. Tableau indiquant l'importance de la production de Meurthe et Moselle.

Années	Production totale française 1.000 tonnes	Production de Meurthe et Moselle		Production de Briey	
		1.000 tonnes	Pourcentage(a) %	1.000 tonnes	Pourcentage(b) %
1900	5.448	4.446	81,6	318	7,1
1901	4.791	3.842	80,2	466	12,0
1902	5.004	4.129	80,2	800	19,4
1903	6.220	5.282	84,9	1.205	22,8
1904	7.023	5.954	84,7	1.647	27,6
1905	7.395	6.399	86,5	2.333	36,8
1906	8.481	7.399	87,2	3.115	42,1
1907	10.008	8.822	88,1	4.167	47,2
1908	10.057	8.850	88,0	4.607	52,1
1909	11.890	10.673	89,7	6.311	59,1
1910	14.606	13.210	91,1	8.505	64,3
1911	16.639	15.054	90,4	10.406	69,1
1912	19.160	17.371	90,7	12.699	73,1
1913	21.917	19.813		15.107	75,8

a) De la production de Meurthe-et-Moselle dans la production française.

b) De cette production dans la production de Meurthe-et-Moselle.

centres de production français : sa prépondérance avait, d'ailleurs, commencé à s'affirmer, en 1878, à la suite des découvertes de Thomas et Gilchrist qui réussirent à déphosphorer les fontes.

En résumé, donc, la France était, semblait-il, à même de prendre le premier rang des puissances métallurgiques. L'exactitude de cette affirmation était toutefois subordonnée à l'existence d'une production houillère abondante et bon marché; cette production existait-elle? Telle est la question à élucider pour pouvoir se prononcer, en connaissance de cause, sur les critiques sévères adressées aux maîtres de Forges français.

Les combustibles. — La sidérurgie emploie deux catégories différentes de combustibles : le coke et le charbon. Le coke sert à obtenir la fonte dans les hauts fourneaux, et le charbon est indispensable au chauffage des fours d'affinage, au réchauffage et à l'alimentation des chaudières et au fonctionnement des machines, c'est-à-dire à la fabrication de l'acier et à l'usinage des lingots.

Sans combustibles, il n'est pas possible à un pays d'espérer occuper une place importante parmi les Etats producteurs de fonte et d'acier. A cet égard, la France se trouve malheureusement dans une position lamentable par rapport à ses concurrents. Voici, en effet, quelles étaient ses réserves houillères, d'après les évaluations contenues dans le rapport général du Congrès de Toronto ¹ :

1. Ces indications représentent les réserves probables et possibles jusqu'à une profondeur de 1.800 mètres environ à la date de 1913.

Pays	Ressources en houille et anthracite (en milliards de tonnes métriques)
Etat--Unis	1.976
Allemagne	419
Angleterre	190
Autriche-Hongrie ...	41
France	16
Belgique	11

« Ce tableau fait apparaître immédiatement la
« situation déplorable où se trouve la France. On
« voit que la Belgique, malgré son tout petit terri-
« toire, contient presque autant de réserves de houil-
« les que notre pays. L'Autriche-Hongrie et l'Alle-
« magne d'une étendue égale à celle de la France ren-
« ferment l'une, près de trois fois autant de houille que
« la France, l'autre, près de trente fois autant ¹ ».

Dès lors, il n'est pas étonnant que la France n'ait
pas vu sa production houillère croître dans d'import-
tantes proportions ².

Cet état de choses, imputable au petit nombre de nos
centres houillers, au coût élevé de l'extraction et aux
difficultés de trouver la main d'œuvre indispensable,
avait abouti à un déficit charbonnier de plus en plus
important : de 1870 à 1913, les importations françaises

1. Robert Pinot ; *Le Comité des Forges de France au service de la Nation*, p. 34.

2. Part de chaque pays dans la production houillère mondiale.

	1870	1880	1890	1900	1905	1910	1911	1912	1913
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Etats-Unis ..	14,1	19,6	27,8	31,8	37,5	38,9	37,9	39,1	38,3
Angleterre ...	52,5	45,2	35,8	29,7	25,3	23,0	23,2	21,3	21,6
Allemagne ...	16,0	17,9	17,3	19,5	18,3	19,0	19,7	20,9	20,8
Autriche	3,9	4,5	5,3	5,1	4,5	4,1	4,1	4,2	
France	6,3	5,9	5,1	4,3	3,8	3,3	3,3	3,3	3,0
Belgique	6,4	5,1	4,0	3,0	2,4	2,0	1,9	1,9	1,7

de coke étaient passées de 490.837 tonnes en 1870 à 3.070.036; quant aux importations de houille, dans la même période, elles étaient passées de 4.997.476 tonnes à 18.710.935. De ce double chef, la France avait dû verser à l'étranger, en 1913, une somme de plus de 513 millions de francs.

« Telles sont les conditions exceptionnellement
« défavorables dans lesquelles se trouvait la France,
« avant la guerre, par rapport aux autres pays. La
« conséquence immédiate en était une élévation considérable du prix du charbon. D'après la statistique
« de l'industrie minérale publiée par le Ministère des
« Travaux Publics, le prix moyen de la tonne de
« houille, en France, a été, en 1913, de 16 fr. 55
« (16.36 dans le Nord, et 19.25 dans la Loire).

« Il serait déjà intéressant de comparer ces prix aux
« prix pratiqués dans les autres pays. Mais cette comparaison ne serait pas exacte, car, du fait de nos
« importations, le prix moyen de notre combustible
« était relevé considérablement. Ce prix moyen résultait à la fois des prix intérieurs français et des
« prix du charbon importé. La valeur moyenne de
« la tonne de charbon importé avait été en 1913 de
« 24 fr. 50, prix auquel il faut ajouter 1 fr. 20, représentant les droits de douane, soit au total 25 fr. 70.
« Le prix moyen intérieur ayant été, d'autre part,
« avions-nous dit, de 16 fr. 55, un calcul très simple
« montre que le prix moyen de la tonne de charbon en
« France avait été très voisin de 20 fr. en 1913. Or,
« ce prix moyen de la tonne avait été de 18 fr. en Bel-

« gique, de 14 fr. en Allemagne, et de 12 fr. en An-
« gleterre, d'où des majorations respectives de 26, et
« 8 fr. par rapport à la Belgique, l'Allemagne et l'An-
« gleterre.

« En ce qui concerne spécialement le coke, matière
« première de la fonte, notre situation était encore
« plus défavorable. Alors que la consommation fran-
« çaise a été de près de 7 millions de tonnes en 1913, la
« production n'a été que de 4 millions de tonnes, d'où
« la nécessité d'importer 3 millions de tonnes.

« Le prix du coke, en 1913, avait été en France
« d'environ 27 fr. D'autre part, les trois millions de
« tonnes importées valaient 31 fr. la tonne, prix au-
« quel il convient d'ajouter les droits de douane de
« 1 fr. 20 soit au total 32 fr. 20. Le prix moyen du
« coke en 1913 ressort ainsi pour la France à 29 fr., or,
« ce prix moyen avait été, la même année, en Bel-
« gique (d'après les adjudications) de 24 fr., en
« Allemagne (prix de base) de 20 fr., et en Angleterre
« (d'après le Comité des Houillères) de 17 fr.

« Comme il faut 1 fr. 25 de coke pour produire une
« tonne de fonte, on voit que la dépense moyenne de
« coke par tonne de fonte ressortait en 1913 à plus
« de 36 fr. pour la France, contre 29 à 30 en Belgique,
« 24 à 25 en Allemagne, 20 à 21 en Angleterre, d'où
« une majoration par tonne de fonte d'environ 7 fr.
« par rapport à l'Angleterre¹ ».

Bref, la production sidérurgique française était

1. Robert Pinot : *loc. cit.*, p. 36.

entravée par le manque de combustible et, pour cette raison, ses prix de revient étaient plus élevés que dans les autres pays. Mais ce n'était pas le seul obstacle à son développement : le recrutement de sa main d'œuvre ne se faisait pas non plus facilement.

La main d'œuvre. — L'état de stagnation inquiétante de la population française ajoutait une difficulté de plus aux problèmes que les Maîtres de Forges avaient à résoudre. « Une industrie quelconque ne
« pouvait accroître, dans notre pays, ses effectifs
« qu'aux dépens des industries voisines, ou en vidant
« les campagnes déjà appauvries, ou en faisant appel
« à la main d'œuvre étrangère¹. »

Cette situation n'est pas étonnante si on songe qu'avant 1915, sur 87 départements, 20 seulement enregistraient un excédent de naissances sur les décès.

Les indications ci-dessous permettent de comparer le développement de la population des principaux états européens et montrent la situation menaçante dans laquelle se trouvait la France,

Progression de 1858 à 1883 - de 1883 à 1908

France	9 %	4 %
Allemagne	26 %	37 %
Angleterre	25 %	26 %
Autriche-Hongrie	17 %	30 %
Italie	13 %	17 %
Russie	29 %	51 %

Les difficultés d'un accord économique franco-allemand.

— En somme si la France était riche en minerai, elle manquait de combustible et de main d'œuvre; on ne

1. Robert Pinot : *loc. cit.*, p. 42.

voit donc pas comment elle aurait pu produire la fonte et l'acier moins cher que ses concurrents.

Aussi certains se sont demandés pourquoi aucun accord économique n'était intervenu entre la France, exportatrice de minerai et importatrice de charbon, et l'Allemagne, qui, au contraire, importait du minerai et exportait le charbon; chacun échangeant ce qu'il avait en excédent contre ce qui lui manquait, les deux pays auraient ainsi pu travailler à peu près dans les mêmes conditions ¹.

1. Tableau indiquant les importations françaises (a) et les exportations allemandes (b) de combustible.

	France, importations (t. métr.)		Allemagne, exportations (t. métr.)	
	houille	coke	houille (c)	coke (d)
1900	13.029.525	1.572.456	15.275.805	2.229.188
1905	10.507.066	1.632.843	16.446.517	2.761.080
1910	14.907.263	2.264.094	24.257.420	4.127.933
1911	16.231.787	2.319.513	27.406.193	4.559.974
1912	15.974.712	2.788.980	31.145.056	5.850.349
1913	18.710.935	3.070.036	34.573.514	6.411.418

a. D'après le *Tableau Général du Commerce et de la Navigation*.

b. D'après la *Statistik des deutschen Reichs* et les *Monätliche Nachweise über den auswärtigen Handel des deutschen Zollgebiets*.

c. *Allemagne et Luxembourg*.

d. *Allemagne seule ; le Luxembourg ne produit pas de coke*.

Tableau indiquant les importations allemandes (a) et les exportations françaises (b) de minerai.

	Importations allemandes (c)	Exportations franç. (d)
	ton. métr.	ton. métr.
1900	4.107.840	371.798
1905	6.085.196	1.355.591
1906	7.629.730	1.758.953
1907	8.476.076	2.147.265
1908	7.732.949	2.383.877
1909	8.336.599	3.907.338
1910	9.816.822	4.894.194
1911	10.820.485	6.176.093
1912	12.120.090	8.323.712
1913	14.019.045	10.066.627

a. D'après l'*Auswärtiger Handel des deutschen Reichs*.

Néanmoins cette solution, séduisante, au premier abord, malgré les critiques qu'elle n'aurait pas manqué de soulever, procédait d'une connaissance inexacte des réalités.

Tout d'abord, si la production allemande du minerai de fer était insuffisante pour satisfaire intégralement aux besoins de la consommation, bien qu'elle ait été supérieure à celle des gisements français¹, cette situation tenait à ce que tous les gisements allemands n'étaient pas exploités. Tel était le cas du gisement bavarois dont les ressources ont été évaluées à un milliard de tonnes. Ce minerai contient fréquemment 50 % de fer, et on peut augmenter cette proportion par le grillage.

D'autre part, les importations espagnoles et suédoises, qui atteignaient ordinairement 4 et 5 millions de tonnes, fournissaient à l'Allemagne d'importantes quantités qui eussent pu être augmentées en cas de nécessité..

On voit donc que la métallurgie allemande ne dé-

b. D'après le *Tableau Général du Commerce et de la Navigation*.

c. *Allemagne et Luxembourg*.

d. On remarquera l'augmentation des exportations à partir de la mise en valeur du Bassin de Briey commencée entre 1900 et 1905.

1.	Production allemande (a) ton. mètr.	Production française ton. mètr.
	1871 4.368.075	1.852.272
	1890 11.406.132	3.471.718
	1900 18.964.294	5.447.694
	1910 28.709.654	14.605.542
	1913 35.941.285	21.917.870

a. Y compris la production Luxembourgeoise.

pendait nullement des producteurs de minerais français. « Par conséquent, il ne faut pas croire du tout que
« les industriels allemands aient été, au point de vue
« du minerai de fer, dans une situation difficile. Ils
« le payaient certainement plus cher que les industriels
« français, en moyenne, mais ils se procuraient aisé-
« ment tous les tonnages dont ils avaient besoin. Nous
« n'avions donc pas de ce côté un moyen de pression
« efficace vis-à-vis des Maîtres de Forges allemands
« qui le savaient bien et qui ne se faisaient pas faute
« de nous le faire comprendre. Par contre, nos usines
« de l'Est ne pouvaient trouver le charbon qui leur
« était nécessaire ailleurs qu'en Allemagne, et elles
« ne pouvaient traiter pour obtenir le coke dont elles
« avaient besoin qu'avec le Syndicat Allemand du
« charbon, dans lequel, par suite de l'existence des
« mines-usines, les métallurgistes allemands avaient
« la majorité. Ceux-ci étaient donc maîtres de fixer
« à leur guise le prix auquel ils nous vendaient leur
« coke, et ils avaient soin, bien entendu, de fixer ce
« prix de façon que tout espoir de concurrence sur
« les marchés extérieurs nous soit interdit. Ils avaient
« même refusé de nous vendre les fines à coke, ce qui
« nous aurait permis de faire notre coke nous-mêmes;
« ils voulaient ainsi conserver pour eux tous les pro-
« duits et empêcher le développement de nos indus-
« tries chimiques¹ ».

1. R. Pinot, *loc. cit.*, p. 41;

II. Les efforts des groupements patronaux pour assurer le développement de l'industrie métallurgique.

En somme la métallurgie française disposait de l'un seulement des éléments de toute production sidérurgique : le minerai, et encore n'en était-il ainsi que depuis la mise en valeur du Bassin de Briey.

Tous les efforts des groupements ont tendu à remédier à cette situation par différents moyens, notamment en permettant aux régions métallurgiques françaises de se spécialiser dans les fabrications qui leur convenaient le mieux.

Les groupements patronaux et les grands centres de production métallurgique. — Nous allons voir maintenant comment par leurs initiatives et leurs recherches les groupements patronaux ont permis à nos grands centres sidérurgiques (Centre, Est, Nord), de prendre leur essor malgré les obstacles de toutes sortes qui s'y opposaient.

La région du *Centre*¹ a été le berceau de la métallurgie française. « A l'époque de la métallurgie au bois, « jusqu'au commencement du dix neuvième siècle, « lorsque les bas foyers étaient disséminés sur toute « l'étendue du territoire, la région du Centre repré- « sentait déjà pour son compte une part importante « de la production totale, car elle renfermait de « nombreux gisements de minerais faciles à exploiter « sur place comme ceux du Berri par exemple, et elle

1. Cette région, au point de vue de la métallurgie, comprend les départements de l'Allier, du Cher, de l'Indre, de la Nièvre, de Saône-et-Loire, du Rhône et de la Loire.

« trouvait, d'autre part, dans ses forêts le combustible
« nécessaire; toutefois, la situation prépondérante
« qu'elle a prise date seulement de la révolution
« technique qui a substitué le coke au bois dans la
« production de la fonte. Elle possédait en effet de
« nombreuses mines de houille, comme celles de Saint-
« Etienne, Rive-de-Gier, de Commentry, Bénézet;
« Blanzv, Epinac, dans lesquelles ses maîtres de
« forges trouvèrent aussitôt le nouveau combustible
« dont ils avaient besoin ¹ ».

C'est ainsi que modernisant sans cesse leur outillage et disposant d'une main-d'œuvre particulièrement bien entraînée, les métallurgistes du Centre ne tardèrent pas à connaître une ère de grande prospérité. Cette situation se prolongea jusqu'en 1876, c'est-à-dire aussi longtemps qu'ils purent se procurer, sur place, les minerais nécessaires à leur fabrication. A cette époque, la sidérurgie du Centre comptait 42 hauts fournaux produisant 402.000 tonnes de fonte, soit plus du quart de la production française. Elle produisait également plus de 26 % des fers et aciers marchands spéciaux français (158.000 tonnes); mais pour les produits de qualité un peu spéciale, la proportion était beaucoup plus considérable; pour les tôles (53.000 tonnes) et pour les rails 62 % (160.000 tonnes).

D'autre part, cette région, utilisait à elle seule près de la moitié des HP. employés en France au travail du fer (27.000 sur 62.000).

1. Baclé : le Centre, dans la *Sidérurgie Française*, p. 224.

En 1876, cette situation se modifia sous l'empire de circonstances économiques nouvelles ; les gisements de minerais locaux commencèrent à s'épuiser et, deux ans plus tard, la mise en application du procédé de déphosphorisation imaginé par Thomas et Gilchrist porta un dernier coup à la sidérurgie du Centre. Cette découverte en permettant à l'Est de prendre son essor, devait vite réduire à peu de chose la production de fonte et d'acier du Centre : dans les dernières années qui ont précédé la guerre, la production de fonte de cette région n'était plus que de 4 % de la production française, et de 13 % pour l'acier.

La métallurgie du Centre eût donc été vouée à la ruine à brève échéance, si les groupements patronaux de la métallurgie n'avaient veillé à ce qu'aucun élément de la richesse nationale ne restât inutilisée. L'industrie sidérurgique de cette partie de la France disposait d'une main-d'œuvre extrêmement habile, ils en profitèrent pour spécialiser cette région dans la fabrication des produits fins et des aciers spéciaux dans lesquels la dextérité du personnel a beaucoup plus d'importance que le prix des matières premières. Dans ce but, ils ont incité les entreprises locales à développer leurs recherches de laboratoires et à étudier les propriétés du métal pour en mieux adapter la fabrication aux besoins particuliers de chaque industrie consommatrice.

Grâce à cette spécialisation, les établissements du Centre avaient réussi à augmenter leur production annuelle à la fois au point de vue de la valeur et du

tonnage, malgré la disparition progressive des produits purement commerciaux; en même temps, ils avaient ainsi acquis une réputation méritée en matière de matériel de guerre, d'aciers fins et d'aciers spéciaux.

L'établissement d'entreprises métallurgiques dans l'*Est* et particulièrement en Lorraine est très ancien¹. Toutefois, c'est seulement à partir de la découverte de Thomas et de la mise en exploitation des gisements de minerais de Meurthe-et-Moselle que cette région est devenue la principale productrice de produits courants (rails, poutrelles, produits Thomas etc...). La possibilité d'y trouver le minerai à 3 francs la tonne procurait un tel avantage au point de vue du prix de revient que toutes les usines de produits bon marché quittèrent le Centre où elles étaient installées sur le charbon pour se transporter sur le minerai.

Ce transport eût d'ailleurs été rendu singulièrement plus difficile si les syndicats de la sidérurgie n'avaient mis leurs adhérents en mesure d'y procéder dans les meilleures conditions possibles.

C'est ainsi que devant la difficulté éprouvée par les industriels à se procurer la main-d'œuvre nécessaire parmi la population locale, le Comité des Forges de l'*Est* s'occupa d'assurer le recrutement d'ouvriers étrangers. Dans ce but, il fonda un service qui, d'accord avec l'Administration et les Comités italiens, amena en Meurthe-et-Moselle le supplément de main-

1. La première Charte qui mentionne des forges en Lorraine remonte à 1320; il est, d'ailleurs, vraisemblable qu'il en existait auparavant.

d'œuvre qui faisait défaut aux exploitations des bassins de Briey et de Longwy. A côté de ces ouvriers italiens, on rencontrait également des Belges et des Polonais. Dans certaines régions de Meurthe-et-Moselle, cette main-d'œuvre étrangère constituait les quatre cinquièmes de la population¹.

Mais au point de vue du charbon, la métallurgie lorraine se trouvait dans une situation plus défavorable encore. Les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais ne parvenaient pas à satisfaire les besoins des Maîtres de Forges lorrains qui devaient recourir aux importations étrangères.

Les transbordements nécessités par les transports maritimes étaient nuisibles à la qualité et interdisaient l'achat de combustibles anglais. Quant à la Belgique, elle ne pouvait pas exporter les qualités utiles ; seuls, les fours hollandais de Maestricht étaient susceptibles de fournir un peu de coke, en quantité d'ailleurs insignifiante. C'était donc à l'Allemagne, dont on a vu les mauvaises dispositions à cet égard, qu'il fallait avoir recours.

Cette raison explique les nombreuses tentatives faites par des métallurgistes lorrains, à l'instigation de leurs syndicats, pour s'affranchir de cette tutelle nuisible à la prospérité de leurs entreprises. Non contents d'économiser le combustible, grâce à un ou-

1. Naturellement, pour loger ce personnel, il a fallu créer des villes entières dans des endroits jusque là inhabités ; les seules usines productrices de métal occupaient, en 1912, 27.184 ouvriers contre 3.990 en 1880, soit une augmentation de 581 %.

tillage sans cesse tenu en harmonie avec les derniers progrès de la technique, ils se sont intéressés pécuniairement aux recherches de houille, et ils ont pris d'importantes participations dans les charbonnages allemands.

Le bassin houiller de Pont-à-Mousson et certaines couches nouvelles dans le sud du Pas-de-Calais et de la Campine (Belgique) ont été ainsi découvertes grâce à eux. De même, la mine Frédéric-Henri, l'une des plus belles installations allemandes, avait été aménagée par des industriels français auxquels elle appartenait.

Enfin, dans les toutes dernières années qui ont précédé la guerre, plusieurs usines avaient construit des batteries de fours à coke dans des endroits propices; la guerre a malheureusement vite arrêté ces tentatives dont certaines n'étaient pas encore entrées dans la voie des réalisations.

Quoi qu'il en soit, grâce aux efforts combinés des chefs d'entreprise et de leurs syndicats, l'Est venait au premier rang des régions productrices de fonte et d'acier. Voici à cet égard, les chiffres de 1912 qui indiquent les quantités produites en milliers de tonnes et la proportion par rapport à l'ensemble de la production française.

		Tonnage	Pourcentage
			%
Détail de la Production	Fonte Thomas	2.536	77.1
	Fonte Bessemer		
	Fonte d'affinage	185	34
	Fontes spéciales	5	6
	Fonte de moulage et moulée en première fusion.....	654	74

On voit par là que l'Est avait pris une énorme supériorité au point de vue de la fonte Thomas et de la fonte de moulage. L'Est fournissait également d'importantes quantités d'acier en lingots.

	Tonnages	Pourcentage
Aciers de toutes catégories.....	2.196	49.6
Aciers Thomas	2.090	74.3
Aciers Martin	106	7.3

Enfin voici, pour compléter, les chiffres relatifs aux produits finis :

	Tonnages	Bourcentage %
Produits finis en fer.....	12	2.2
— en acier.....	<u>1.135</u>	<u>34.9</u>
Ensemble des produits finis en fer et en acier	1.147	30.4

Entre les deux régions du Centre et de l'Est, dont les tendances sont exactement opposées¹, il faut intercaler celle du *Nord*.

Dès documents certains prouvent qu'il existait déjà au x^{ve} siècle des entreprises produisant le métal dans cette partie de la France; il ne serait pas étonnant, d'ailleurs, que l'on puisse faire remonter cette industrie à l'époque romaine.

En tout cas, la métallurgie du Nord s'est trouvée pendant longtemps dans une situation privilégiée. Elle était, en effet, installée à la fois sur le minerai et sur le combustible. Fondée très anciennement auprès des forêts qui lui donnaient le bois en abondance,

1. L'une s'est spécialisée dans la fabrication des produits de qualité supérieure et l'autre dans celles des produits bon marché.

elle eut ensuite à sa disposition la houille et, pendant longtemps, des minerais locaux. Mais cette situation changea, à partir de 1867, par suite de l'épuisement graduel de ces gisements de fer. Il fallut faire venir d'Espagne les minerais purs; toutefois, avec l'année 1880, de profondes modifications se produisent. La complète mise au point des procédés Bessemer et Martin et l'apparition du procédé Thomas permirent au Nord de s'approvisionner en minerai dans de bonnes conditions.

La position géographique de la sidérurgie du Nord lui donne un caractère hybride, tenant à ce qu'elle se trouve à la fois sur le combustible et près du minerai de Meurthe-et-Moselle et du littoral par où arrivent les minerais purs. Les qualités qu'elle peut recevoir sont les plus variées : minettes lorraines, hématites et carbonates de Normandie et d'Espagne, cendres de pyrite et scories de puddlage; elle a donc la possibilité de fabriquer tous les produits et, par suite, il est assez difficile d'indiquer nettement sa caractéristique. A cet égard, « elle n'a ni l'avance en « masse de la sidérurgie lorraine, ni la retraite sa- « vante en ordre dispersé du Centre¹ ».

Néanmoins, si au point de vue de la fonte, sa production est inférieure à celle de l'Est, il n'en est plus de même quand il s'agit des aciers Martin; et pour les produits fins, elle vient sur le même rang que l'Est.

1. H. de Nanteuil : *Les principaux centres de la Sidérurgie : le Nord*, dans la *Sidérurgie Française*, page 211.

Voici, d'ailleurs à ce sujet, quelques indications statistiques qui se rapportent à l'année 1912:

		Tonnage ¹	% du Nord	% de l'Est
Fonte	Thomas	591	17.9	77.1
—	Bessemer	29	24.1	
—	d'affinage	106	19.6	34
—	spéciales	26	33.7	6
—	de moulage et moulées en première fusion	48	6.3	74

Pour l'acier Martin, au contraire, le Nord avait produit la même année 30,5 % de l'ensemble de la production française contre 7,3 % fabriqués par l'Est. Naturellement la situation change du tout au tout quand il s'agit des aciers Thomas (18,6 % au Nord et 74,3 % à l'Est en 1912).

Quant à la production des produits finis obtenus par ces deux régions, elle a été sensiblement la même ².

En somme, le Nord n'a délaissé ni les spécialités délicates ni les produits bruts. « Mais il a plutôt tourné
« son activité vers les produits demi-fins ou assez
« ouvrés qui nécessitent des minerais purs, beaucoup
« de combustibles ou beaucoup de main-d'œuvre,
« et il s'est aussi orienté vers tous les emplois du
« métal Martin, tels que les tôles et les pièces de forge,
« vers la fabrication du fer, des petits laminés, des
« moulages d'acier, des tubes, de ressorts, des bou-
« lons, tirefonds, clous, vis, fers à cheval, enfin vers
« les travaux de parachèvement et de construction ³ ».

1. En milliers de tonnes.

2. Nord 30 %, Est, 30,4 % en 1912.

3. H. de Nanteuil : *loc. cit.*, page 222.

Tous les efforts accomplis en ce sens par les Maîtres de Forges, secondés, du reste, par leurs syndicats, ont tendu au même but : se procurer le minerai qui leur faisait défaut. Ils ont donc acquis des gisements de fer en France et à l'étranger, notamment dans les bassins de Longwy, de Nancy, de Briey et en Espagne. Enfin, avant la guerre, certains d'entre eux faisaient des recherches en Normandie et en Anjou.

Les groupements patronaux et les droits de douane. — Il ne suffisait pas aux maîtres de Forges de ces différentes régions d'obtenir les matières premières et la main-d'œuvre qui leur faisaient défaut pour pouvoir augmenter la puissance de la métallurgie française, il leur fallait aussi lutter avec succès contre la concurrence étrangère. En raison du déficit charbonnier, on l'a vu, les prix de revient de la sidérurgie française étaient plus élevés que ceux de la sidérurgie allemande, anglaise ou belge. Le bon sens commandait donc de faire disparaître par un droit de douane compensateur cette différence tenant aux conditions économiques dans lesquelles se trouvaient les différents Etats producteurs.

D'ailleurs, cette mesure n'était pas seulement destinée à sauvegarder quelques situations particulières, elle était aussi indispensable à la prospérité et à la sécurité nationales.

De nos jours, en effet, plus que jamais, la puissance économique d'une nation est, pour une large part, en fonction de l'importance de sa métallurgie ; ruiner cette

industrie, c'était donc porter un coup mortel à la prospérité de la France.

C'est pourquoi en 1892, malgré certaines résistances émanant de quelques fondeurs de seconde fusion mal renseignés, le Parlement, qui avait compris toute l'importance du problème, maintint le droit sur la fonte comme base de toute la tarification des produits métallurgiques.

« Abaisser le droit qui avait subi en 1882 une réduction de 25 % aurait été ouvrir nos portes non seulement à l'Angleterre mais à l'Allemagne qui pouvait écraser notre marché sans avoir à redouter de représailles, puisqu'elle avait pris soin de protéger ses hauts-fourneaux par un droit de 1 fr. 25¹ ».

Cette éventualité était d'autant plus redoutable que la production allemande et anglaise s'était développée dans des proportions considérables : celle de l'Allemagne était passée de 2.896.000 tonnes de 1880 à 4.388.000 tonnes en 1889, soit une augmentation de 89 %.

« A partir de 1902, les changements survenus dans la politique commerciale de la plupart des États de l'Europe avaient amené une diminution sensible de protection résultant, pour les produits français, du régime douanier de 1892. La France, en effet, continuait à appliquer aux autres pays son tarif minimum. Elle avait droit, en retour, au traitement

1. R. Desportes de la Fosse: *La Sidérurgie et le Régime Douanier*, dans *La Sidérurgie française*, p. 431.

« de la nation la plus favorisée ; mais, en fait, les droits
« les plus réduits résultant des traités de commerce
« ne pouvaient être revendiquées par elle, à raison de
« leur caractère de « spécialisation ». De telle sorte
« qu'en retour de son tarif minimum, elle voyait ap-
« pliquer à ses produits les taxes récemment suréle-
« vées des tarifs généraux des autres États ; la réforme
« du régime de 1892 était donc devenue nécessaire.
« Elle a été réalisée par la loi du 29 mars 1910¹ ».

Dès 1905, la Commission des Douanes de la Chambre s'était préoccupée de ce grave problème ; elle ne tarda pas à recevoir une abondante documentation constituée par des travaux, des études, des vœux émanant de tous les groupements professionnels de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Le Comité des Forges lui fit également parvenir un rapport d'ensemble sur la métallurgie. Dans ce rapport, il demandait simplement le maintien des droits établis en 1892, avec cependant l'addition de droits nouveaux destinés à protéger certains aciers spéciaux dus aux récentes découvertes des ingénieurs français, ainsi que la suppression de quelques anomalies ; mais il ne demanda rien de plus, même pas de répondre par des mesures analogues, aux procédés vexatoires employés à notre égard par certains pays.

Par contre, il soutint de toutes ses forces les réclamations de la Construction Mécanique qui n'était pas suffisamment à l'abri de la concurrence étrangère.

1. Perreau ; *Economie politique* 11 n° 605.

C'est ainsi que les importations de machines et mécaniques avaient passé d'une valeur de 46.725.000 fr. en 1892 à 224.239.000 fr. en 1907. Dans ces chiffres, les importations allemandes étaient comprises pour 12.852.000 fr. en 1892 et pour 76.732.000 fr. en 1907, soit une augmentation de 540 %. Cette situation était d'ailleurs préjudiciable à la fois aux constructeurs et aux maîtres de forges car la prospérité de ces deux industries est étroitement liée.

A ce moment, d'ailleurs, le Comité des Forges a rendu de grands services aux pouvoirs publics comme le rapporteur de la Commission des Douanes, M. Jean Plichon l'a formellement attesté. « La complexité
« de la révision eût été grande pour la Commission
« des Douanes si elle n'avait eu la bonne fortune de
« recevoir une étude très remarquable faite par le
« Comité des Forges qui groupe non seulement les
« représentants de la métallurgie française, mais
« encore de nombreux et importants constructeurs
« de machines diverses.

« Et ce Comité des Forges a joué, en la circonstance,
« le rôle difficile de conciliateur des intérêts en présence, qui finirent par se mettre d'accord, par voie
« de transactions réciproques, sur un commun cahier
« de revendications, où, chose remarquable, producteurs et consommateurs mirent en commun leurs
« signatures; ce qui n'a pas empêché la Commission
« des Douanes d'arbitrer à son tour ».

Néanmoins, on n'a pas hésité à imputer à la pro-

tection douanière dont bénéficiait la métallurgie la stagnation dans laquelle se trouvait la construction mécanique : en vendant aux constructeurs leurs produits à des prix élevés, grâce au régime douanier, les maîtres de forges auraient voué à la ruine l'industrie de la construction qui était exposée, sans défense, aux attaques de la concurrence étrangère.

Dans quelle mesure cette affirmation était-elle fondée? Telle est la question que nous voudrions élucider impartialement et à la seule lumière des réalités.

D'abord, un point est certain; l'industrie de la construction mécanique était insuffisamment protégée par la législation douanière. Mais à qui la faute? Pourquoi les industriels intéressés n'obtenaient-ils pas, avec l'aide de leurs groupements, que les Pouvoirs Publics prissent les dispositions nécessaires pour mettre fin à cette situation nuisible également aux maîtres de Forges privés ainsi d'importants débouchés.

Sans doute, également, les métallurgistes français payant leurs matières premières à des prix plus élevés, vendaient la fonte et l'acier plus chers que les métallurgistes étrangers. Cependant cette différence n'a pas empêché la construction automobile française de devenir l'une des premières du monde.

Ce n'est donc pas dans cet ordre d'idées qu'il faut chercher la raison du marasme dans lequel était plongée la construction mécanique; et il serait beaucoup plus exact d'imputer cet état de choses à l'affaiblissement de l'esprit d'entreprise.

Voici d'ailleurs ce que disait à ce propos M. Rateau, dont personne ne peut contester les conclusions, dans son rapport sur la mécanique présenté au Comité consultatif des Arts et Manufactures en 1918.

« Cependant on se rend compte aisément que cette
« raison (l'insuffisance de la protection douanière)
« quoique sérieuse, n'est pas encore suffisante pour
« expliquer l'envahissement de notre marché par les
« constructeurs étrangers.

« Une majoration de 25 % sur les matières brutes
« n'augmente le prix de revient des machines que de
« 5 à 7,5 %. Tel est l'ordre de grandeur du tribut que
« le constructeur paie au métallurgiste, du fait du
« tarif douanier. C'est assurément loin d'être négligeable.

« Si nos constructeurs se laissent évincer largement
« sur leur propre terrain, c'est qu'il y avait d'autres
« motifs plus graves.

« N'hésitons pas à reconnaître que la raison profonde
« de l'état stationnaire de l'esprit d'initiative chez
« beaucoup de chefs de cette industrie. Par prudence
« excessive, mal informés peut-être des progrès réalisés à l'étranger, retenus par des craintes sur l'avenir, cantonnés dans un particularisme par trop étroit, ils hésitaient à se grouper dans un but commun, à s'engager dans des voies nouvelles, et même à faire quelque sérieux effort pour rénover leur outillage et leurs procédés, et pour étendre leurs affaires.
« Par exception, le voulaient-ils, toute aide financière des banques leur faisait généralement défaut ».

On constate donc que si la construction mécanique française est restée stationnaire au cours des trente années qui ont précédé la guerre, il faut en accuser un ensemble de circonstances contre lequel les Maîtres de Forges ne pouvaient rien et qui, même, leur était nuisible.

Les syndicats patronaux et les cartels. — Enfin, les syndicats patronaux de la métallurgie ont toujours porté un vif intérêt aux questions de débouchés grâce auxquels leurs adhérents sont en mesure d'écouler avantageusement la production obtenue au moyen de leurs efforts secondés par ceux de leurs syndicats.

C'est ainsi que, dès la réunion qui suivit la reconnaissance de son existence, le Comité des Forges s'inquiétait de la situation du marché : le 7 avril 1887, en effet, sa Commission de Direction chercha à améliorer les conditions de ventes des produits sidérurgiques en limitant la production des fers et des aciers, limitation dont le principe fut admis à l'unanimité, car elle correspondait à un besoin pressant. L'expiration des traités de commerce conclus quelques années auparavant était proche et il était à craindre qu'en les renouvelant le gouvernement ne fit disparaître les droits qui protégeaient la métallurgie. Ces droits étaient indispensables à son existence liée elle-même à la prospérité nationale, mais la métallurgie ne pouvait pas espérer les défendre avec quelque chance de succès si elle demeurait en proie aux difficultés de toutes sortes avec lesquelles elle était alors aux prises¹. Les

1. Cette situation remontait à plusieurs années. Vers 1880, des

pourparlers destinés à fixer le mode d'évaluation du quantum attribué à chacun des adhérents n'aboutirent pas et l'entente ainsi préconisée resta à l'état de projet; elle avait cependant « exercé une impulsion favorable sur la situation générale du marché des fers, et abouti au désir manifesté par un certain nombre d'établissement des régions intéressées et spécialement représentées à la réunion, d'arriver à rétablir l'accord en question ¹ ».

D'ailleurs, l'existence de l'article 419 du Code Pénal, dont on a vu la portée ², entravait la réalisation de semblables accords conclus illégalement, privés de toute valeur juridique et échappant aux rigueurs de la loi pénale par suite seulement de l'entorse donnée à ce texte par les tribunaux.

En 1889, le Comité envisagea également l'institution d'un comptoir et d'une prime d'exportation, mais cette proposition due à l'initiative de M. Ulmo n'aboutit pas.

usines avaient été créées ou agrandies pour assurer la fabrication des rails destinés aux lignes de chemins de fer prévues par la loi de classement de 1879 (700.000 tonnes, en 1880 et 872.000 tonnes en 1881). Ces commandes furent très réduites par suite des conventions de 1883 entre l'Etat et les Compagnies. En même temps, les besoins courants des chemins de fer diminuaient. Jusqu'en 1885, ils étaient de 200.000 tonnes au moins, mais à partir de cette date ils diminuèrent sans arrêt, dans une proportion qui atteignit en 1889, 785 %.

L'outillage employé à la fabrication des rails fut transformé et utilisé dans un autre but, mais malgré les précautions prises dans son emploi, la production se trouva hors de proportion avec la consommation ce qui provoqua une concurrence ruineuse sur le marché intérieur.

1. Procès-verbal de la séance de la Commission de Direction du 7 février 1889.

2. Voir p. 93 et s.

« Le Comité des Forges, en étudiant ainsi à diffé-
« rentes reprises ces questions d'organisation des
« usines en vue de la vente des produits de leur fabri-
« cation, avait renseigné ses adhérents sur ce qui com-
« mençait à se faire à l'étranger; il les avait ainsi ame-
« nés à concevoir quelle était l'organisation qui ré-
« pondrait le mieux aux nécessités auxquelles il fal-
lait pourvoir ¹ ». L'exemple du Comptoir de Longwy,
créé, en 1876, par des Maîtres de Forges lorrains
appartenant au Comité, et parvenu à réaliser un mode
de vente en commun satisfaisant pour tous les inté-
ressés, fut imité par la suite; en 1892, l'on assiste à la
constitution du Comptoir des Essieux et, en 1896,
à celle du Comptoir des Ressorts et du Comptoir des
Poutrelles; plus tard, en 1904 et en 1905, sont nés
les Comptoirs d'exportations des Produits métallur-
giques et le Comptoir d'exportation des fontes de
Meurthe-et-Moselle. Ces organismes se sont constitués
sous le régime de la loi de 1867; ce ne sont donc pas
des syndicats professionnels et, pour cette raison,
nous ne nous en occuperons pas ². Il ne faut cependant
pas oublier qu'en libérant définitivement le Comité
des Forges et les autres syndicats du souci des ques-
tions commerciales dont la loi ne leur permettait d'ail-
leurs pas de se préoccuper directement, ils leur ont
permis de se consacrer exclusivement à leur rôle de

1. Robert Pinot : *L'organisation syndicale de la Sidérurgie française*, dans *la Sidérurgie française*, p. 448.

2. Leur fonctionnement a, d'ailleurs, été remarquablement décrit par M. de Rousiers, dans son ouvrage classique : *Les syndicats industriels des producteurs en France et à l'Étranger*.

« gardien des intérêts généraux de la collectivité ».

Tels sont, indiqués sommairement, les efforts faits par les syndicats patronaux de la métallurgie pour permettre à cette industrie de subsister malgré les circonstances particulièrement défavorables dans lesquelles elle se trouvait.

Voyons, maintenant, sans idées préconçues, si ces efforts ont été couronnés de succès.

III. Les résultats obtenus grâce aux syndicats patronaux.

L'examen des statistiques montre que la production sidérurgique française s'est constamment accrue avec une régularité qu'il convient de mentionner; il faut d'ailleurs signaler à ce propos la progression rapide de la production de fonte dans les années qui ont précédé la guerre : de 1910 à 1913, la statistique accuse une augmentation de un million de tonnes; auparavant, il avait fallu près de 10 ans (1901 à 1909) pour parvenir à ce résultat.

On voit donc le peu de fondement des graves accusations portées contre les groupements patronaux, accusations qu'il était indispensable de vérifier dans une étude portant sur le rôle joué par ces groupements au point de vue économique.

Les tableaux suivants, qui ont trait, l'un à la production de la fonte, l'autre à celle de l'acier, corroborent, du reste, cette affirmation, d'une façon éclatante.

Production française de la fonte de 1886 à 1913

Années	Production 1.000 tonnes	Années	Production 1.000 tonnes
1886	1.516	1900	2.714
1887	1.568	1901	2.389
1888	1.683	1902	2.405
1889	1.734	1903	2.840
1890	1.962	1904	2.974
1891	1.897	1905	3.077
1892	2.057	1906	3.314
1893	2.003	1907	3.590
1894	2.070	1908	3.401
1895	2.004	1909	3.574
1896	2.340	1910	4.038
1897	2.484	1911	4.470
1898	2.525	1912	4.939
1899	2.578	1913	5.207

Production de l'acier de 1886 à 1913

Années	Tonnes	Années	Tonnes
1886	427.000	1900	1.565.000
1887	493.000	1901	1.425.000
1888 ^a	592.000 ^a	1902	1.568.000
1889	626.000	1903	1.840.000
1890	683.000	1904	2.096.000
1891	744.000	1905	2.255.000
1892	825.000	1906	2.451.000
1893	790.000	1907	2.767.000
1894	818.000	1908	2.723.000
1895	876.000	1909	3.039.000
1896	1.181.000	1910	3.413.000
1897	1.325.000	1911	3.837.000
1898	1.434.000	1912	4.428.000
1899	1.499.000	1913	4.635.000

a) A partir de 1888, ce tableau donne la production des lingots; antérieurement à cette époque il donne la production des produits finis.

Néanmoins, les détracteurs de la métallurgie ont imputé à la politique économique suivie par les Maîtres de Forges et leurs groupements le rang occupé par

la France au point de vue de la production mondiale de la fonte — le quatrième.

Cette objection ne résiste pas à un examen sérieux.

On ne peut comparer que des résultats obtenus dans les mêmes conditions. Il n'est donc pas possible de demander à la France, qui manquait de combustible et qui ne se procurait du minerai dans de bonnes conditions que depuis une dizaine d'années¹, de réaliser une production analogue à celle des puissances qui avaient facilement à leurs dispositions les deux matières premières utilisées dans la fabrication de la fonte.

Mais, si comme on doit le faire de toute évidence, on compare le développement de la production de fonte et d'acier des différents Etats de 1903 à 1913, c'est-à-dire à partir du moment où la France, sans se trouver dans une situation privilégiée, disposait du minerai nécessaire à ses besoins, la conclusion à laquelle on parvient est profondément différente et toute à l'honneur des maîtres de forges français; au prix d'efforts sans pareils, ils sont arrivés, malgré le manque de combustibles, à accroître leur production dans une proportion plus considérable que celle des autres Etats, à l'exception de la Belgique.

Période de 1903 - 1913	Accroissement de production	
	Fonte	Acier
Belgique	104 %	154 %
France	87 —	152 —
Allemagne	92 —	118 —
Etats-Unis	72 —	115 —

1. Depuis la mise en valeur du bassin de Briey.

Période de 1903 - 1913	Accroissement de production	
	Fonte	Acier
Autriche-Hongrie	71 —	97 —
Russie	80 —	100 —
Angleterre	14 —	52 —

Au surplus, le développement des entreprises françaises, dont les tableaux suivants donnent une idée précise, prouveraient, si cette affirmation avait encore besoin d'être démontée, que la métallurgie française d'avant guerre, n'avait négligé aucun moyen d'accroître sa capacité de production.

**Com. ag. le des forges et aciéries de la Marine
et d'Homécourt**

	1900	1913	Augment. %
Nomb. d'usines	4	6	
	St.-Chamond Assailly Rive de Gier Boucau	St -Chamond Assailly Lorette, Boucau Homécourt Haumont	50
Nombre d'ouvriers ..	5871	13.207	125
Extract. de mi- nerai de fer.	néant	1.851.230 t.	
Production:			
de fonte ...	65.919 t.	463.859	604
d'alliages ...	5.860 t.	»	
de rails, pou- trelles et au- tres laminés .	66.278 t.	452.102	582
Export. des laminés et autres produits sidéurgiques. .	570 t.	205.506	»
Salaires	8.387.849 fr.40	21.806.000 fr.	159
Chiffre d'affaire	34.953.913 fr.	105.997.000 fr.	203
Force motrice .	Boucau 4.500 HP.	64.000 HP.	
Participations houillères :			
en France ...	oui	oui	
à l'étranger .	non	non	

Hauts fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson

	1899	1913	Augment. en %
Nombre d'usines ...	1	3	
Extraction de mine- rai de fer	240.000 t.	2.213.000 t.	822
Production de fonte.	81.000 t.	285.000 t.	251
Production de tuyaux et autres fontes moulées....	82.000 t.	179.000 t.	118
Exportation de fon- tes moulées (tuyaux et autres objets fi- nis)	26.000 t.	68.000 t.	161
Salaires	3.423.753 f.	11.377.700 f.	237
Chiffres d'affaires ...	11.600.000 f.	41.800.000 f.	260
Participation { en France ..	non	oui	
houillères } à l'étranger.	oui	oui	

Aciéries de Denain et Anzin

	1899	1913	Augment. en %
	Tonnes	Tonnes	
Production de fonte.....	175.000	335.000	90
Production d'aciers (lingots).	200.000	396.000	80
Production rails, poutrelles et autres laminés	160.000	286.000	114
Vente de produits finis et in- termédiaires	168.213	304.481	28
Houillères et participations houillères	non	oui	

Acéries de Longwy

	1899	1913	Augment. en %
Superf. des usines ..	81 h.	198 h.	144
Force motrice	15.000HP.	60.000HP.	300
Extract. de minerai de fer.....	523.000 t.	1.826.000 t.	249
Prod. de fonte....	190.000 t.	388.000 t.	96
Prod. d'aciers (lin- gots).....	160.000 t.	314.000 t.	96
Prod. de blooms et billettes.....	150.000 t.	335.000 t.	121
Prod. rails, poutrel- les et autres lami- nés.....	87.000 t.	231.000 t.	165
Chif. d'aff. (vente)...	27.500.000 fr.	62.250.000 fr.	126
Personnel.....	4.188	6.744	60
Participations (en France ..	non	non	
houillères } à l'étranger.	non	oui	

SECTION II. — LA GUERRE ET LES GROUPE-
MENTS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE.

Au moment où commença la guerre, la métallurgie française était en pleine activité, et, sa production, dont l'importance n'avait pas cessé d'augmenter, allait encore s'accroître; dans le Nord et dans l'Est, de nouvelles usines se construisaient et les anciennes s'agrandissaient.

D'autre part, les groupements patronaux fonctionnaient de façon satisfaisante; parmi eux, cependant, le Comité des Forges se distinguait par son activité, par l'organisation de ses services et par la largeur de ses vues. C'est ce qui explique pourquoi le Gouver-

nement fit appel à son concours, le 23 août 1914, pour résoudre les difficultés éprouvées par l'Administration de la guerre à assurer les fournitures dont elle avait besoin.

A cet appel, le Comité des Forges répondit immédiatement; à partir de ce moment, il se livra exclusivement à l'étude de tous les problèmes qui se posaient à propos des munitions et du matériel de guerre. Pendant plus de quatre ans, il a ainsi consacré tous ses efforts à donner à nos soldats et à ceux de nos alliés l'instrument de la victoire.

Quelles difficultés a-t-il dû surmonter?

Quels ont été les moyens employés et les résultats obtenus?

Telles sont les questions auxquelles il est impossible de ne pas répondre sous peine de laisser dans l'ombre la tâche immense accomplie par le Comité des Forges sans autre souci que celui de la Défense Nationale et de l'intérêt général du Pays¹.

I. Les répercussions de la guerre sur la métallurgie.

En 1914, nul ne prévoyait une guerre de longue durée; chefs militaires, hommes politiques et économistes considéraient comme un axiome qu'une guerre moderne ne pouvait pas se prolonger au-delà de quelques

1. Pendant la guerre, la plupart des petits syndicats de la métallurgie avaient été désorganisés; leur activité était donc nulle; quant à ceux qui ont continué à fonctionner, ils se sont bornés à venir en aide à leurs adhérents dans la mesure de leurs moyens; ils ont donc accompli, dans leur domaine, une tâche analogue à celle dont le Comité des Forges était chargé sur une plus vaste échelle.

mois. La puissance des engins de destruction, l'importance des dépenses, la paralysie économique qui en serait la conséquence inévitable, expliquaient cet état d'esprit.

Aussi au commencement des hostilités, rien ou presque rien n'était prévu pour adapter la métallurgie aux productions de guerre; seuls, quelques marchés, dits de mobilisation, avaient été passés avec plusieurs usines du Centre dont le personnel s'était vu accorder des sursis d'appel. Mais, dans la plupart des entreprises, directeurs, ingénieurs et ouvriers avaient rejoint leurs régiments, dès les premiers jours d'août, et leur mobilisation avait jeté le désarroi dans l'organisation du travail à un tel point qu'il fallut éteindre presque tous les hauts-fourneaux. Dans les ateliers sidérurgiques, en effet, le travail se fait par équipes de spécialités différentes, mais qui sont tellement solidaires les unes des autres qu'aucune ne peut faire œuvre utile si l'une d'elles n'est pas au complet.

« Le mal n'était, ne fut que passager, et toutes les
« usines auraient pu être remises en marche si le sort
« malheureux des premières batailles n'était venu priver la métallurgie et, par elle, la France, des plus
« importantes et des plus puissantes de ses usines,
« et des plus riches et des plus productifs de ses charbonnages.

« Si l'on veut bien considérer la ligne du front,
« telle que les batailles de la Marne, de l'Aisne et la
« course à la mer l'établirent dès la fin de 1914 et
« telle qu'elle resta jusqu'à l'offensive libératrice du

« Maréchal Foch en juillet 1918, on verra que les
 « régions occupées par l'ennemi privèrent la Défense
 « nationale de 64 pour 100 de la production française
 « en fonte, et de 62 pour 100 de la production en
 « acier¹. En fait, sur 170 hauts-fourneaux fonction-
 « nant lors de la déclaration de guerre, 85 tombèrent
 « entre les mains de l'ennemi; le même sort frappa
 « 48 fours Martin sur 164, 53 convertisseurs sur 100².

« Au point de vue de l'élaboration du métal, nous
 « conservions les deux tiers de nos moyens de produc-
 « tion d'aciers Martin et le quart seulement de nos
 « moyens de production aux convertisseurs.

« Et pour préciser complètement le rendement
 « que l'on pouvait espérer des moyens de transfor-
 « mation, de l'outillage des aciéries qui nous restaient,
 « voici les chiffres en pourcentage sur la production
 « totale française d'avant-guerre qui indiquent leur
 « production :

Rails	43,7 %
Aciers marchands ...	48,5 »
Poutrelles	28,3 »

1.	Fonte		Acier	
	Total	%	Total	%
Production totale de 1913	5.207.000	100	4.686.000	100
Production des Usines si- tuées en territoire envahi	3.336.000	64	2.827.000	60
Production des Usines si- tuées sur le reste du ter- ritoire	1.871.000	36	1.859.000	40

2. La production officielle provisoire de fonte et d'acier en France
 a été pour 1914 (chiffres de la Direction des Mines) :

	1 ^e sem. 1914	2 ^e sem. 1914	Total
Fonte	2.449.000	240.100	2.689.100
Acier fondu	2.229.000	357.000	2.586.000

Profilés autres	27,2	%
Tôles	35	»
Pièces de forge	68,7	»
Moulages d'acier	51,3	»
Fers-blancs	100 ¹	»

Telle était la situation quand le Gouvernement demanda aux maîtres de forges français de forcer autant qu'ils le pourraient leur production d'obus de 75. Cette demande était adressée, dès la fin de la première quinzaine d'août 1914, aux représentants du Creusot et de Saint-Chamond.

Après la bataille de la Marne, on comprit plus que jamais la nécessité d'intensifier la fabrication des munitions et du matériel de guerre. C'est dans ce but que le Ministre de la Guerre, alors M. Millerand, provoqua, le 20 septembre 1914, la réunion d'où devait sortir toute l'organisation des fabrications de guerre. Bien entendu, le Comité des Forges avait été appelé l'un des premiers.

Malgré la désorganisation complète de ses usines, conséquence de la mobilisation et de l'invasion, on demandait à la métallurgie de livrer dans le plus bref délai 100.000 obus de 75 par jour à l'armée que le manque de projectiles mettait dans une situation particulièrement critique.

« Or l'obus de 75, qu'il s'agisse de l'explosif ou du « shrapnell, avait été conçu par l'artillerie pour être

1. Robert Pinot : *Le Comité des Forges de France au service de la Nation*, p. 76.

« fabriqué à la presse à forger¹, et cet obus, ayant été
« jusqu'alors fabriqué exclusivement par les Etablis-
« sements de l'Artillerie, ceux-ci possédaient seuls
« les presses hydrauliques nécessaires pour cette
« fabrication, et ces presses étaient en très petit
« nombre. Seuls quelques grands établissements de
« l'industrie privée, comme le Creusot et Saint-Cha-
« mond, aidés par quelques établissements dont ils
« s'étaient assurés le concours en temps normal, pos-
« sédaient des presses pour la fabrication des obus
« qu'ils fournissaient aux Puissances étrangères. Tout
« cet outillage, aussi bien celui des Etablissements de
« l'Artillerie que celui de l'industrie privée, ne pouvait
« débiter, en travaillant à plein, que quelques mil-
« liers d'obus par jour.

« L'effort que le Ministre demandait à l'industrie
« pouvait donc paraître irréalisable² ».

Il n'en a pas moins été fourni grâce à la ténacité des
métallurgistes guidés par le Comité des Forges. Par

1. On sait en quoi consiste cette fabrication : la métallurgie fournit un lopin d'acier, répondant aux qualités requises, qui représente un cylindre d'une hauteur de 185 millimètres sur un diamètre de 75. Ce lopin est porté à une haute température, puis mis sous une presse hydraulique qui en fait un récipient, une espèce de bouteille : la bouteille à explosifs ou la bouteille qui doit recevoir les balles pour les shrapnells.

Il y a donc dans cette fabrication une action particulière exercée sur le métal à chaud, action, qui, en écrasant à l'aide du poinçon le centre du cylindre, fait monter la matière le long des parois de la pièce et forme les côtés de l'obus. On fabrique ainsi un obus par emboutissage avec des parois relativement minces et présentant cependant toutes les garanties de sécurité au point de vue de l'explosif qui doit y être contenu, tout en assurant le maximum de logement pour cet explosif ou pour les balles de shrapnells.

2. Robert Pinot : *loc. cit.*, p. 179.

la suite, les Pouvoirs publics ont eu plusieurs fois l'occasion de lui demander son concours dans des circonstances aussi difficiles et, chaque fois, le Comité des Forges leur a fourni l'aide qu'ils étaient en droit d'en attendre.

II. Les efforts du Comité des forges pour développer la production.

En somme, on demandait au Comité des Forges de réaliser une production métallurgique considérable, dans des circonstances particulièrement difficiles. De toute évidence, deux moyens seulement permettaient d'atteindre ce but : intensifier la fabrication ou acheter à l'étranger la quantité de métal destiné à combler le déficit des usines françaises.

Ce sont d'ailleurs les deux moyens auxquels on eut recours, comme nous allons le voir ; auparavant cependant il est indispensable de procéder à une mise au point.

On a dit que les Maîtres des Forges français avaient usé de l'autorité de leurs groupements pour empêcher la reprise par les armes de la région de Briey dont le minerai, sans les faire disparaître, eût atténué les difficultés de l'industrie sidérurgique. Sans vouloir ressusciter les controverses que cette prétendue intrusion des métallurgistes dans le domaine de la stratégie a soulevées, nous croyons, néanmoins, faire œuvre de justice en indiquant, en quelques mots, pourquoi, sans avoir aucun intérêt à prendre un parti plutôt

qu'un autre, il nous semble que ces accusations ne reposent sur aucun fondement sérieux.

Est-il exact tout d'abord **que** la reprise de la région de Briey eût restitué à l'industrie française les centres métallurgiques qui lui manquaient? On peut en douter. La bataille aurait détruit toutes les installations, à supposer que l'ennemi ne les ait pas mises hors d'usage avant de se replier à l'abri des canons de Metz et de Thionville.

A cette action militaire les maîtres de forges lorrains n'ont jamais mis obstacle, comme le prouve la lettre adressée au Président du Conseil des Ministres par le Comité des Forges de l'Est, le 30 avril 1917. De cette lettre nous extrayons les passages les plus importants : «... Nous n'en finirions pas si nous voulions rectifier toutes les erreurs qui ont été produites
« — de bonne foi, nous n'en doutons pas — sur la
« question de Briey.

« Erreur géologique : prenant la partie pour le tout,
« on a donné le nom de bassin de Briey, fragment de
« la partie française du gisement lorrain-luxembourgeois, au gisement tout entier. On a laissé ignorer au
« public que la partie de ce gisement située en Luxembourg et en Lorraine annexée, défendue par les canons des camps retranchés de Metz et de Thionville,
« produit à elle seule plus de 28 millions de tonnes de
« minerais de fer par an (exactement 28.469.000 tonnes en 1913), alors que la partie française occupée
« par l'ennemi ne produit en temps normal que 18
« millions de tonnes. Ainsi inexactement documenté,

« le public ne s'est pas rendu compte que cette partie
« lorraine-luxembourgeoise qui alimentait en temps
« de paix la sidérurgie allemande, et non point, com-
« me on l'a tant de fois prétendu, le bassin de Briey qui
« ne fournissait que 4 pour 100 du minerai consommé
« par les usines d'Outre-Rhin (1.500.000 tonnes sur
« une consommation de 38 millions de tonnes).
« C'est encore cette partie lorraine-luxembourgeoise
« qui assure, à l'heure actuelle, pour la plus grande
« part, le plein rendement des usines métallurgiques
« allemandes.....

« Nous ne rappellerons pas que, dès le début des
« hostilités, nous avons fourni aux états-majors de
« nos armées tous les renseignements que nous possé-
« dions sur nos usines; il nous suffira de dire que les
« seules cartes qui existent aujourd'hui donnant au
« point de vue métallurgique et minier les détails les
« plus précis sur ces régions, ont été dressées depuis le
« début de la guerre par les soins du Comité des Forges
« de France sur les indications et les documents que
« nous lui avons fournis.

« Les premiers exemplaires de ces cartes ont été
« immédiatement envoyés au Général en chef et au
« Commandant des armées de l'Est et nous ont valu
« de leur part, des remerciements pour l'envoi de
« documents « du plus grand intérêt et qui seront, le
« moment venu, d'une haute utilité ».

« *Aussi nous contenterons-nous de vous déclarer une
« fois de plus, Monsieur le Président, que nos canons
« et nos avions peuvent détruire nos usines, nous serons*

« les premiers à nous incliner devant celle nécessité si
« le sacrifice de nos biens peut amener une heure plus
« tôt la victoire et l'écrasement de l'ennemi héréditaire qui
« depuis près d'un demi-siècle tient captive la moitié
« de notre patrie lorraine. Nos confrères et les popu-
« lations restées entre les mains de l'ennemi ont l'âme
« assez française pour envisager pareilles éventualités,
« quelles qu'en soient les conséquences..... ».

L'intensification de la production. — L'intensification de la production était subordonnée, avant tout, à la question de la main d'œuvre. On commença donc par renvoyer dans leurs usines tous ceux qui y seraient toujours restés si on avait prévu, à l'avance, le caractère d'une guerre qui devait être en grande partie une guerre de matériel.

Cette tâche, simple en apparence, était, en réalité, des plus compliquées. L'opinion publique, qui n'avait pas encore compris la gravité du facteur canons et munitions dans la lutte engagée, se montrait hostile à ces mesures.

D'autre part, la guerre de positions n'avait pas pris sa forme définitive et les déplacements de troupe étaient fréquents. Ces déplacements commandés par les nécessités de la situation militaire mettaient obstacle à la prompte arrivée des ordres individuels de rappel.

Certaines classes se trouvaient encore dans les dépôts, et, pour gagner du temps, les industriels s'efforcèrent d'aller eux-mêmes y récupérer leur personnel,

mais ils se heurtèrent, bien souvent, à l'opposition des commandants de dépôts qui ne comprenaient pas l'opportunité de ces procédés de fortune.

Peu à peu cependant, grâce aux efforts et aux démarches innombrables du Comité des Forges, il fut possible de remettre en train quelques entreprises situées en territoire non envahi. Le Comité eut notamment une lourde tâche à assumer pour répartir entre celles-ci les ouvriers réfugiés du Nord et de l'Est.

Ces équipes de fortune furent également employées dans des ateliers susceptibles de se transformer en usines travaillant pour la Défense Nationale. Cette formation ne se fit pas sans soulever certaines difficultés d'ordre technique à la solution desquelles les groupements patronaux prirent une part active.

Par la suite encore, quand il a fallu recruter de la main-d'œuvre supplémentaire, ce sont eux qui cherchèrent à utiliser les bonnes volontés qui s'offraient et qui firent venir des travailleurs coloniaux ou étrangers.

Finalement, en 1915, il devint possible de fabriquer du métal en quantité appréciable, mais les obstacles à surmonter ne présentaient pas le même caractère selon qu'il s'agissait de la fonte ou de l'acier.

Pour produire la fonte qui, on le sait, est à la base de toute la métallurgie, on ralluma les hauts-fourneaux éteints en août 1914. C'est ainsi que dès juillet 1915 le quart de ceux qui nous restaient, vingt exactement, fonctionnaient à nouveau ; six mois plus tard, vingt autres étaient allumés et une dizaine d'autres prêts à l'être.

En outre, on utilisa, à nouveau, certaines installations dont le prix de revient élevé avait provoqué l'extinction.

D'autre part, on reprit activement la construction des usines arrêtées par la guerre. « La Société des Hauts-Fourneaux de Rouen, qui avait été prévue pour la fabrication des fontes spéciales, reprit activement ses travaux, et, après avoir construit, en 1916, 120 fours à coke, commença en janvier 1917 l'édition de 2 hauts-fourneaux de 250 tonnes et les alluma en avril 1918.

« Une semblable impulsion était donnée, grâce à l'action de MM. Schneider et C^{ie}, aux travaux de l'usine de Caen; sa première batterie de 42 fours à coke commença à produire en janvier 1917 et ses 2 hauts-fourneaux capables de produire 400 tonnes par 24 heures furent prêts et mis à feu en 1917 et 1918¹ ».

Pour comprendre l'ordre de grandeur des efforts que ces constructions représentaient, il est indispensable de savoir quelles sont les quantités de matériaux nécessaires à la construction d'un haut-fourneau produisant 400 tonnes par jour.

Matières premières

Briques rouges	1.800 tonnes
Fonte	1.950 —
Acier	4.600 —
Bronze	50 —

1. Robert Pinot : *loc. cit.*, p. 87

Matières premières

Briques réfractaires	5.200	—
Béton	12.500	—
Divers	120	—

Total 26.220 tonnes

Enfin quand ces matériaux sont à pied d'œuvre, il faut consacrer 600.000 heures à leur mise en œuvre, à leur montage et à leur assemblage.

Dans de pareilles conditions, il ne fallait pas espérer construire un grand nombre de hauts fourneaux. Néanmoins, la fabrication de la fonte fut toujours poussée activement¹.

Voici, à cet égard, le rapport de la production possible à la production réalisée :

100 % en 1916

72 % en 1917

56 % en 1918

Ce déplorable état de choses² tenait uniquement à l'insuffisance de la main-d'œuvre, à la crise des transports, sur laquelle nous reviendrons, et au manque de

1. A ce propos il faut indiquer que la production de la fonte synthétique, tout en permettant l'utilisation de quantités importantes de déchets et de tournures d'acier, procura, à partir de 1916, (époque à laquelle elle fonctionna de façon pratique) un appoint de 7.500 tonnes par mois.

2. Au cours de la guerre, la production de la fonte qui était en 1913 de 5.207.000 tonnes est tombée aux chiffres que voici ;

1914	2.736.000	tonnes
1915	584.000	—
1916	1.311.000	—
1917	1.408.000	—
1918	1.293.000	—

combustible¹. On avait bien multiplié la construction des fours à coke, mais leur alimentation était devenue très difficile par suite de l'occupation du Nord et du Pas-de-Calais, et de la guerre sous-marine. C'est ainsi qu'en 1917, faute de coke, 18 hauts-fournaux étaient inutilisés; pendant ce temps, le minerai s'accumulait sur le carreau des mines.

Si la production de la fonte se heurtait à de grosses difficultés malgré tous les efforts faits par le Comité des Forges pour les atténuer, il n'en était pas de même de celle de l'acier; la construction² d'une aciérie exige, en effet, beaucoup moins de matériaux et de temps que celle d'un haut-fourneau. C'est pourquoi les résultats obtenus furent plus importants. « En décembre « 1915, les 9/10^e des appareils disponibles étaient en « service. L'accroissement relatif du nombre des ap-

1. Pendant les hostilités, l'invasion réduisit considérablement la production houillère, à l'insuffisance de laquelle on chercha à suppléer par l'importation;

	Importations	
1914	15.430.258	tonnes
1915	19.067.738	—
1916	18.774.723	—
1917	15.870.482	—
1918	15.486.380	—

2. *Matières premières nécessaires à la construction d'un four Martin de 25 à 30 tonnes.*

Fonte	200	tonnes
Acier	960	—
Bronze	20	—
Briques rouges	1.320	—
Briques de silice	1.170	—
Divers	30	—
Total	3.720	tonnes

Temps nécessaire au montage; 158.000 heures.

« pareils de production dans la période 1914 à 1919
doit donc être évalué à :

Fours Martin	100 %
Convertisseurs	102 %
Fours électriques	90 %
Fours à creuset	105 %

« Ces chiffres comprennent les appareils en cons-
« truction dont l'entrée en service était prévue pour
« fin 1919. La mise en œuvre des moyens nouveaux,
« construction de fours, adaptation de fours de verre-
« rie, figurant aux programmes de constructions de
« guerre venant s'ajouter aux moyens existant en 1915
« devait nous assurer un accroissement de capacité
« de production de 100 pour 100 par rapport à 1914¹ ».

Ces résultats n'auraient pas été atteints dans la même proportion si le Comité des Forges n'avait apporté sa plus entière collaboration aux efforts de tous ceux qui travaillaient pour la Défense Nationale. C'est naturellement à lui que s'adressa le Ministère de l'Armement quand, la recrudescence de la guerre sous-marine entravant les relations commerciales avec les États-Unis, il fut question, en avril 1917, de créer une puissante aciérie Martin aux environs de Paris³.

Par suite des circonstances, tout l'acier disponible

1. Robert Pinot : *loc. cit.*, p. 93.

2. Pendant toute la durée de la guerre les services du Comité furent ouverts à tous, aux non-adhérents comme aux autres.

3. Finalement on préféra agrandir les aciéries existantes.

ne fut pas utilisé, les quantités employées ont été de :

94 % en 1916

74 % en 1917

59 % en 1918

Pendant la guerre, malgré les difficultés précédemment signalées, la production de l'acier, qui était en 1913 de 4.686.000 tonnes, a atteint les chiffres suivants :

1914 3.073.000 tonnes

1915 1.265.000 —

1916 2.001.000 —

1917 2.187.000 —

1918 1.994.000 —

Ces indications montrent, d'une façon évidente, combien les Maîtres de Forges français ont développé leur production malgré la perte d'entreprises qui en 1913, fournissaient 60 % de l'acier.

Mais, comme pour la fonte, il fallut également recourir aux importations étrangères pour assurer la complète satisfaction des besoins de l'armée.

Dans ce domaine encore, le Comité des Forges a joué un rôle essentiel que nous allons maintenant examiner.

Les achats à l'Etranger. — Même si l'invasion n'avait pas privé la métallurgie de ses plus importants centres de production, les perturbations économiques provoquées par la guerre ne lui auraient probablement pas permis de se passer de l'appoint des importations étrangères. A plus forte raison, par conséquent, l'issue

malheureuse des premières batailles obligea le Ministère de l'Armement à s'adresser aux Puissances alliées et neutres.

Dès la fin de 1914, le Gouvernement français envoya une mission en Angleterre pour y étudier l'achat de l'acier destiné aux obus de 75.

A cette époque, l'acier existait en abondance chez nos Alliés; la seule difficulté consistait à trouver la qualité convenable. D'autre part, le commerce était libre et les frets encore faciles à trouver; rien n'était donc plus simple pour qui le voulait de s'y procurer du métal pour constituer des stocks en France.

Il en fut ainsi jusqu'aux premiers jours de 1916. A cette date, la Grande-Bretagne désireuse de surveiller le commerce du métal, instaura le régime des licences d'exportations. De son côté, le Gouvernement français, soucieux de ne point favoriser les importations dont le besoin ne se fait pas immédiatement sentir, organisa un système de licences d'importations dont tout le monde pouvait bénéficier : il suffisait d'établir le bien-fondé de sa demande.

Ce régime prit fin en 1916 pour les fontes dans les circonstances que nous indiquerons, le moment venu; pour les aciers, il subsista jusqu'au 31 août 1917.

« La question de l'approvisionnement des usines
« sidérurgiques travaillant pour la guerre, en métal
« importé, s'était posée au Comité des Forges et, à la
« demande du Ministre de la Guerre, il avait recherché
« s'il ne lui serait pas possible de faciliter à ses adhé-
« rents les opérations d'achat à l'étranger des pro-

« duits qu'il semblait préférable de ne pas demander à
« nos usines.

« C'est pour répondre à cet objet que le Comité
« créait à Londres, vers la fin de 1915, un bureau
« dont M. H. de Wendel voulut bien assurer la direc-
« tion avec le concours d'un personnel compétent.
« M.H. de Wendel avait pour mission de faciliter aux
« usines françaises, adhérant au Comité des Forges,
« leurs achats en Angleterre, dans la mesure où elles
« jugeraient intéressant de recourir à son office.
« C'était, il convient d'insister sur ce point, une or-
« ganisation purement bénévole, sans aucun caractère
« officiel, ouverte tout d'abord aux seuls membres du
« Comité des Forges et à laquelle ceux-ci restaient
« parfaitement libres de s'adresser ou de ne pas
« s'adresser. Son concours était gratuit; elle ne pré-
« levait pas de bénéfices, se contentant du simple
« remboursement de ses frais; encore faut-il noter que
« le Directeur du bureau de Londres, aussi bien que le
« Secrétaire Général du Comité des Forges à Paris,
« qui assumèrent la responsabilité de ces Services, tin-
« rent à ce qu'il fût entendu que leur concours était
« donné à titre absolument gracieux. Un des premiers
« résultats acquis par le Bureau de Londres fut
« d'obtenir en quelques semaines des Maîtres de
« Forges anglais la mise en marche de 5 hauts-four-
« neaux dont la production fut réservée aux usines
« sidérurgiques qui venaient de recevoir la commande
« d'importants tonnages en fonte aciérée; cette
« combinaison eut entre autres avantages celui de

« ne provoquer aucune hausse de la fonte sur le
« marché anglais.

« Ce service d'achats s'était assuré pour son fonc-
« tionnement le concours des services du Comptoir de
« Longwy et du comptoir d'exportation des produits
« métallurgiques, qui servaient à Paris de correspon-
« dants au Bureau de Londres. Ces deux Comptoirs
« se trouvaient privés malheureusement de tout élé-
« ment d'activité; il parut donc tout naturel à leurs
« Conseils d'Administration de mettre à la disposi-
« tion du Comité des Forges, pour ces tâches nettement
« définies, et pour leur seul accomplissement, leurs
« compétences et leur organisation.

« Quelque temps après, à la demande même de
« M. le Ministre de l'Armement, le Comité des Forges
« accueillit au bénéfice de cette organisation tous les
« industriels travaillant pour la Défense Nationale,
« qui estimèrent de leur intérêt d'avoir recours à lui
« plutôt qu'à d'autres intermédiaires, et ses services
« d'achat s'efforcèrent toujours de leur donner satis-
« faction, dans les mêmes conditions qu'aux adhé-
« rents du Comité. Pas plus vis-à-vis des premiers
« que des seconds, le Comité des Forges n'a entendu
« retirer et n'a retiré un bénéfice quelconque de son
« intervention.

« Chaque acheteur, quel qu'il fût, recevait, avec
« pièces à l'appui, le détail des prix d'achat, du coût
« des transports des assurances, des droits de douane,
« des taxes diverses ainsi que la quote-part des frais
« généraux qui lui incombait.

« Les services du Comité ne s'occupaient pas seulement, en effet, de rechercher des offres ou de placer des ordres ; ils suivaient l'exécution et la livraison de ceux-ci, s'occupaient des transports aux points d'embarquement, recherchaient des frets et assumaient les manutentions à l'embarquement et au débarquement. Agissant comme de simples particuliers, ils se heurtaient aux mêmes difficultés et aux mêmes obstacles. Ceux qui n'ont pas assumé pareille tâche ne peuvent se douter de sa complexité et des difficultés presque insurmontables qu'il fallait résoudre chaque jour.¹ »

Tel sont les services que le Comité des Forges a rendus aux industriels français jusqu'au moment où il fut chargé par le Gouvernement français de centraliser tous les achats de fonte hématite² à effectuer en Angleterre. Cette mission lui fut confiée, en mars 1916, sur la demande du Gouvernement britannique qui voulait mettre fin aux agissements d'intermédiaires occasionnels³. Il ne faudrait pas cependant en con-

1. Robert Pinot : *loc. cit.*, p. 103.

2. La fonte hématite est la matière première des obus en fonte aciérée.

3. A la suite d'achats effectués par ces intermédiaires hors de proportion avec les besoins de la Défense nationale, certains producteurs anglais avaient engagé leur production pour plus d'un trimestre d'avance ; le Gouvernement britannique se trouvait ainsi gêné dans ses approvisionnements. Pour le seul mois de janvier 1916, les demandes d'autorisation de sortie dont il était saisi pour la fonte hématite portait sur un tonnage de 115.000 tonnes ; Ces chiffres dépassaient, à la fois, les possibilités de livraison des usines anglaises et les besoins réels des consommateurs français évalués par le service de l'Artillerie et des Munitions à 45.000 pour le premier trimestre. Pour mettre fin à cette situation, le Gouvernement anglais réclama la création de l'acheteur unique.

clure que le Comité des Forges était le maître souverain des opérations à réaliser outre-Manche et qu'il a pu ainsi régler à son gré le montant des tonnages d'origine anglaise. Cette question essentielle était tranchée par les Gouvernements français et anglais et confirmée par des accords auxquels il ne lui était pas possible d'apporter la moindre modification. D'ailleurs toutes les déclarations de besoin devaient être visées par le Service des Forges (Ministère de l'Armement) et toutes les demandes de licences à adresser au Gouvernement britannique devaient être approuvées ou ratifiées par le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Artillerie et des Munitions.

D'autre part, la répartition des tonnages effectués par le Comité se faisait sous le contrôle du Sous-Secrétariat d'Etat de l'Artillerie et des Munitions, en tenant compte de la quantité dont l'importation était autorisée par le Gouvernement anglais et de l'urgence des besoins.

Quant aux achats, le Bureau du Comité à Londres n'y procédait pas librement, mais sous le double contrôle de la Mission française des Munitions à Londres et du Ministère britannique des Munitions.

Le fonctionnement de cette organisation était le suivant :

« Chaque semestre, les consommateurs faisaient
« connaître leurs besoins probables au Comité des
« Forges, suivant déclaration contrôlée par le service
« local des Forges (Ministère de l'Armement) dont
« dépendait chaque usine.

« En outre, les consommateurs avisaient mensuelle-
« ment le Comité des Forges de leur consommation
« probable pour le mois suivant, ainsi que de la si-
« tuation de leurs stocks, — cette déclaration était
« également visée par le Service local des Forges.

« C'est en se basant sur ces renseignements que les
« Services du Ministère de l'armement contrôlaient
« la répartition des tonnages livrés par le Comité des
« Forges¹ ».

Une fois en possession des déclarations de besoins, le Comité des Forges procédait aux achats. Il passait les marchés en son nom; le producteur avait ainsi affaire à un acheteur ordinaire; ce qui n'aurait pu se produire entre Gouvernements. Enfin le transport de la fonte incombait au Comité des Forges, c'était là une source d'ennuis multiples sur lesquels nous reviendrons dans un paragraphe spécial.

Organisé pour les seules fontes hématites, ce système fut étendu, par la suite, aux fontes phosphoreuses, au ferro-manganèse, au spiegel, et en général à toutes les fontes. Par la suite, le Comité des Forges fut également chargé d'appliquer le même régime aux fontes américaines achetées et transportées par l'Etat, et à celles produites par les hauts-fourneaux de Rouen, par les hauts-fourneaux de Caen et par le four électrique du Boucau. Ce système se prolongea jusqu'au 30 juin 1918, époque à laquelle on organisa la péréquation générale des fontes françaises et étran-

1. R. Pinot : *loc. cit.*, p. 118.

gères. Cette péréquation avait pour but de permettre au Ministère de l'Armement d'exercer un contrôle sur la fabrication française et d'établir l'unité de prix à égalité de qualité.

La presque totalité de la production française n'était assujettie à aucune centralisation ; les commandes devaient seulement être soumises au visa des services de fabrication intéressées ; aussi, souvent, les tonnages n'étaient-ils pas répartis au prorata de leur importance.

Quant aux prix, ils variaient, dans d'importantes proportions, selon les charges particulières des entreprises. Cette différence constituait une inégalité assez choquante au moment où tous les consommateurs de fonte travaillaient pour la défense nationale.

Le système de la péréquation, qui dura jusqu'au 31 décembre 1918, porta remède à cette situation. Il fonctionnait ainsi : « D'après les propositions de la « Commission Interministérielle des métaux et des « fabrications et de guerre, le Ministre de l'armement « fixait chaque trimestre les tonnages de fontes « que les divers départements ou Services publics pou- « vaient recevoir.

« Chacun des départements ou Services déléguait « un officier centralisateur chargé de gérer le contin- « gent des fontes. Le Service des produits métallur- « giques fixait, d'accord avec les officiers centrali- « sateurs des Services, les tonnages de fonte, de mou- « lage et d'affinage à accorder à chaque consomma- « teur.

« Les ressources totales des fontes, tant de produc-
« tion nationale que d'importation, étaient réparties
« par le Ministère de l'Armement (Service des produits
« métallurgiques) avec le concours du Comité des
« Forges.

« Les fontes étaient facturées aux consommateurs
« sur wagon ou bateau départ à des prix dits de péré-
« quation, fixés pour chaque trimestre par le Ministre
« de l'Armement et des fabrications de Guerre.

« Ces prix étaient identiques pour les mêmes qua-
« lités de fontes quelles que fussent les usines produc-
« trices, de sorte qu'à partir de cette époque tous les
« consommateurs français payèrent la fonte le même
« prix à qualité égale, quelle qu'en fût la provenance.
« Ces prix de péréquation s'appliquaient non seule-
« ment aux livraisons faites aux consommateurs,
« mais aussi aux fontes consommables ou transfor-
« mées par les producteurs eux-mêmes.

« D'autre part, le Service des produits métallurgi-
« ques fixait, pour les diverses qualités de fonte et
« pour chaque usine productrice, des prix dits « Prix
« particuliers de vente » établis d'après les conditions
« spéciales des fabrications de l'usine. C'est à ce prix
« que chaque usine était payée du tonnage livré à la
« consommation ou transformé par elle.

« On sait que les prix de revient des fontes produites
« dans les hauts-fourneaux français, variaient, suivant
« les usines, dans des proportions souvent très im-
« portantes.

« Alors qu'une même qualité de fonte était vendue

« au même prix à tous les consommateurs, elle devait
« être payée aux producteurs des prix différents sans
« cependant qu'il y eût achat par l'Etat ou par un or-
« ganisme déterminé. En effet, le Comité se bornait
« à transmettre les ordres d'expédition aux usines
« françaises qui facturaient directement aux consom-
« mateurs.

« Il convenait donc de créer un organisme chargé
« d'établir les compensations à effectuer entre les
« producteurs suivant que leur « prix particulier de
« vente » était supérieur ou inférieur au prix de péré-
« quation facturé par eux aux consommateurs ou
« appliqués à la consommation particulière des pro-
« ducteurs.

« A cet effet, il fut institué une « Chambre de Com-
« pensation des Fontes ». Placée sous le contrôle du
« Ministère de l'armement, cette Chambre de Compens-
« sation fut gérée par les producteurs eux-mêmes.
« Elle fut constituée sous la forme d'une Société Ano-
« nyme composée de tous les producteurs français.

« A la fin de chaque mois, il était effectué un règle-
« ment de comptes entre la Chambre de Compensation
« et les usines productrices. Celles-ci recevaient
« de la Chambre de Compensation ou lui versaient la
« différence entre les valeurs de fontes livrées ou
« consommées par elles, dans le mois, calculée d'après
« les prix particuliers de vente, suivant que cette
« différence était dans un sens ou dans l'autre.

« La Chambre de Compensation n'avait pas à con-
« naître les conditions d'établissement des prix parti-

« culiers de vente qui lui étaient indiquées par le
« Service des produits métallurgiques.

« Comme ces prix particuliers de vente ne pouvaient
« être établis définitivement qu'après plusieurs mois,
« les règlements de comptes intervenus à la fin de
« chaque mois entre les usines et la Chambre de Com-
« pensation étaient provisoires, les règlements défi-
« nitifs intervenant au fur et à mesure de l'établis-
« sement des prix particuliers définitifs de vente¹ ».

Telles sont les différentes formes à l'aide desquelles
le Comité des Forges a assuré le ravitaillement en
fontes d'origine étrangère². On trouvera dans le
tableau ci-dessous l'importance de ces importations :

Importations de fonte en France de 1914 à 1919³

(Commerce spécial)

Années	Angleterre Tonnes	Espagne Tonnes	Suède Tonnes	Etats-Unis Tonnes	Divers Tonnes	Total Tonnes
1914	5.450	»	6. ^s 08	»	3.627 ^a	15.885
1915	134.734	21.636	3.723	6.213	89	166.397
1916	534.881	45.324	12.986	18.196	224	612.012
1917	520.092	23.535	11.573	1.017.928	100	657.022
1918	348.259	2.077	25.498	1.907	227	375.940

(a) dont l'Allemagne pour 2.544.

En même temps qu'il demandait à ne se trouver
qu'en présence d'un seul acheteur pour les opérations

1. Robert Pinot : *loc. cit.*, p. 124

2. Le Comité n'a eu à ce propos aucune action sur les prix ; ils étaient en effet fixés soit par le Gouvernement britannique soit par le Gouvernement français. C'est seulement au cours du premier semestre de 1916 que le Comité des Forges a fait ses achats sous un régime de liberté et il a obtenu des conditions plus avantageuses que les intermédiaires.

3. D'après le *Tableau Général du Commerce et de la Navigation*.

relatives aux fontes, le Gouvernement anglais réglementait¹ le commerce des aciers par le jeu des licences d'exportation ; ces licences ne pouvaient être obtenues que sur la production d'attestations² délivrées par un département ministériel français. En France, cette transformation apportée au commerce des aciers amena, le 11 mai 1916, la création de la Commission Interministérielle des Métaux chargée de contrôler les attestations des départements ministériels et de délivrer les permis d'importations.

D'autre part, c'est elle qui répartissait « entre les « départements ministériels, et par eux entre les « consommateurs, les disponibilités de métal que le « Ministère de l'Armement pouvait abandonner sur « la production française et les tonnages qu'il obtenait « du Gouvernement anglais³.

Pendant toute la durée de ce système, le Comité des Forges, comme les autres groupements ou les acheteurs ordinaires, étaient obligés de passer par l'intermédiaire de la Commission Interministérielle et de demander des permis d'importations quand des consommateurs s'adressaient librement à lui pour obtenir des aciers anglais. Dans ce domaine restreint, il n'en a pas moins rendu de grands services à ceux qui se sont adressés à lui.

1. Cette réglementation, comme celle du commerce des fontes a fait disparaître des intermédiaires d'occasion qui se livraient à toutes sortes de spéculations préjudiciables à la bonne tenue du marché ; elle visait aussi et surtout à assurer aux fabrications de guerre les quantités de métal indispensables.

2. Attestations A ou B pour des fournitures intéressant la Défense nationale ; attestations C pour toutes les autres.

3. Robert Pinot *loc. cit.*, p. 135.

Les licences d'exportation ne donnèrent pas une pleine satisfaction au Gouvernement britannique : la spéculation était rendue plus difficile, elle n'en subsistait pas moins. Pour y mettre définitivement fin, il exigea que la France n'eût plus qu'un seul acheteur pour les aciers, et, d'autre part, il fixa à 40.000 tonnes le contingent mensuel alloué à la France pour ses besoins militaires et autres¹. La répartition de ce tonnage soulevait de grosses difficultés². C'est pour quoi la Commission Interministérielle préféra confier au Comité des Forges et au Comptoir d'Exportation le soin d'effectuer en Angleterre les commandes qu'elle autorisait à valoir sur les différents tonnages partiels constituant le contingent mensuel.

Comprenant toutes les difficultés résultant de la tâche qu'il allait remplir à la suite de la décision interministérielle du 31 août 1917, instituant le régime de l'acheteur unique pour les aciers anglais, le Comité des Forges demanda l'établissement d'un contrôle permanent sur les opérations du Comptoir d'Exportation ; ce contrôle fut exercé par un officier supérieur désigné par le Ministre de l'Armement. En outre, un Contrôleur Général de l'Armée fut chargé d'exercer le contrôle financier.

On trouvera dans le tableau ci-dessous l'impor-

1. Ce contingent était divisé par catégorie de produits et un tonnage était fixé pour chaque catégorie.

2. Il fallait répartir entre les ayants droit un tonnage global, et, pour chacun d'eux, répartir les différents produits selon leur importance dans le tonnage total accordé.

tance des importations d'acier en lingots, en France, pendant la guerre¹ :

	Angleterre	Espagne	Etats-Unis	Divers	Total
1915	165	25		8	199
1916	13641		505	211	14357
1917	2072	608	2134	322	4848
1918	0,2	91,2			

1914 : 1,6 en tout dont 1,3 d'Allemagne et 0,3 d'Italie.

En Mars 1917, le Comptoir d'Exportation reçut du Gouvernement français la mission de centraliser les achats de fers-blancs de provenance française et anglaise et par la suite de provenance américaine. La raison de la création d'un organisme d'achat unique, réalisée à la prière du gouvernement anglais, était analogue à celle qui avait fait organiser le même système pour la fonte et l'acier : on voulait mettre un frein aux commandes individuelles qui absorbaient toute la production britannique au détriment des besoins de l'armée nationale.

Comme en matière de fonte et d'acier, un contingent mensuel fut alloué à la France. Les commandes étaient faites dans les limites de ce contingent par le Comptoir et réparties entre les usines anglaises par les soins du Bureau du Comité des Forges à Londres. Celui-ci, d'accord avec la Commission Française des Munitions et le Ministère Britannique des Munitions surveillait la fabrication, prenait livraison et expédiait en France; là, les fers-blancs étaient répartis entre les consommateurs par ses soins, mais d'après les indications de la Commission des Métaux et des fabrications de guerre, le service de l'Armement ayant

1. En tonnes.

toujours la priorité. Quant aux prix, ils étaient établis par la Commission des Métaux et Fabrications de Guerre sur les indications fournies par le Comptoir et soumis à l'approbation du Ministère de l'Armement.

Grâce à cette organisation, la production française qui avait été seulement de 1.600 tonnes par mois, pendant le premier semestre de 1917, en atteignait 8.500 à la fin de la même période de l'année suivante; quant aux importations, elles se faisaient aussi régulièrement que les circonstances le permettaient.

La consommation eût ainsi été satisfaite si l'armée n'avait réclamé du fer blanc en quantité toujours croissante.

Enfin, pour achever l'examen sommaire du rôle joué par le Comité des Forges en matière d'importations, il est indispensable de signaler les missions qui lui furent confiées par les Pouvoirs Publics dans le but d'assurer l'approvisionnement des usines françaises en magnésie.

Ce produit réfractaire figure au premier rang des matières premières nécessaires à la construction et à l'entretien des aciéries. Il n'existe aucun gisement de ce genre en France et, avant la guerre, l'industrie de la fabrication des produits magnésiens y était à peu près totalement inconnue, aussi les Maîtres de Forges s'approvisionnaient-ils en Angleterre et surtout en Styrie. Au début des hostilités, ils vécurent sur leurs stocks et pratiquèrent quelques achats en Angleterre. Mais, à la fin de l'année 1915, à la suite du développement de la consommation nationale, cette

Puissance déclara qu'il ne lui serait plus possible de fournir cette matière première aux aciéries françaises¹.

Après avoir consulté les intéressés, le sous-secrétariat des Munitions chargea le Comité des Forges de satisfaire les besoins des usines françaises².

Dans ce but, il importa du carbonate de magnésie dont il assura la calcination et ensuite il assura le briquetage de la magnésie calcinée.

La première partie de sa tâche fut réalisée au moyen de marchés conclus dans la seconde partie de l'année 1915, avec les producteurs de l'île d'Eubée³; à la fin de 1918, il passa un contrat avec les exploitants d'un gisement de carbonate de magnésie de la région de Livourne dont on commençait la mise en valeur.

Enfin il envoya à ses frais une mission en Nouvelle-Calédonie pour étudier l'utilisation éventuelle des gisements qui s'y trouvaient.

D'autre part, « pour la calcination de la magnésie, « un contrat fut passé avec une Société propriétaire « d'une importante usine, dont une partie de l'outilillage était inemployée; cette usine mit à la disposition du Comité plusieurs de ses fours, ainsi que « ses services techniques et permit de résoudre les

1. Les produits livrés par l'Angleterre étaient fabriqués avec des matières premières introduites sur son territoire et réexportées après transformation.

2. Par la suite, il fut chargé de l'achat en Angleterre de divers produits réfractaires, de l'achat en Grèce du minerai de chrome à usage réfractaire, puis de l'achat des minerais de manganèse.

3. C'était, avec la Chalcidique, la seule région d'Europe, qui, en dehors des pays ennemis, renfermât des gisements de magnésite alors exploités

« difficultés inhérentes à toute fabrication nouvelle
« et d'obtenir la qualité de magnésie convenant aux
« besoins des aciéries.

« Enfin le Comité des Forges de France s'entendit
« avec plusieurs Sociétés qui s'équipèrent pour entre-
« prendre le briquetage de cette magnésie; elles par-
« vinrent assez rapidement à fournir des produits
« acceptables ¹ ».

Malgré les difficultés de toutes sortes, le Comité parvint à assurer la production des tonnages suivants vendus à prix coûtant :

Années	Tonnes
1916	7.800
1917	11.880
1918	8.900

Tel est l'ensemble des efforts faits par le Comité des Forges pour donner aux armées françaises et alliées le matériel et les fournitures nécessaires à la victoire. Un obstacle a cependant vivement contrarié son action : la crise des transports. Nous allons voir comment, par des initiatives opportunes, il est parvenu à en atténuer les conséquences. Tous les autres Syndicats ont, d'ailleurs, cherché à atteindre le même résultat; mais comme c'est lui qui a eu recours au plus grand nombre de moyens, c'est son rôle qui est le plus intéressant et le plus instructif.

III. Le Comité des Forges et la crise des transports.

A partir du moment où il fut chargé de centraliser

1. Robert Pinot : *loc. cit.* p. 162.

les importations anglaises de métal et les importations grecques de produits réfractaires, le Comité des Forges a connu toutes les difficultés avec lesquelles devaient lutter tous ceux qui avaient à effectuer des transports maritimes ou terrestres.

La tâche à accomplir, pour amener régulièrement en France les tonnages de fonte, d'acier et de fer-blanc alloués au Gouvernement français par les autorités britanniques, se heurtait à une quasi-impossibilité.

La guerre sous-marine raréfiait les frets : les bateaux devenaient introuvables¹ ; il ne fallait donc pas espérer se les procurer au fur et à mesure des besoins sous peine de s'exposer à de longs retards.

La nécessité s'imposait donc de mettre les fabrications françaises à l'abri de surprises dont les répercussions pouvaient compromettre la Défense Nationale en privant l'armée de matériel et de munitions. Aussi le Comité des Forges se constitua-t-il une flotte dont il put disposer librement au moyen de navires loués pour des périodes d'une durée fixée à l'avance ou même pour la durée de la guerre. Au cas d'affluence, quelques navires affrétés au voyage fournissaient l'appoint indispensable.

Pour obtenir de cette flotte le rendement maximum, il était indispensable de lui éviter les stationnements prolongés dans les ports au moment des chargements

1. Le transport des carbonates de magnésie d'Eubée en France put être assuré par les navires faisant le ravitaillement du Corps expéditionnaire de l'Armée d'Orient, qui chargeaient cette matière comme lest de retour, étant donnée la rareté des frets libres de Grèce en France.

et des déchargements, faute de disposer des wagons nécessaires au transport des marchandises à embarquer. Le Comité s'efforça de remédier à ces conséquences désastreuses de l'encombrement des ports français en aménageant des parcs de stockage permettant de réduire au minimum la durée d'attente des vapeurs.

C'est ainsi que, dès leur achèvement, les lots de fer-blanc étaient acheminés vers le port anglais de Swansea qui devint un véritable magasin du Comptoir d'Exportation. De cette manière, dès son arrivée chaque bâtiment appelé à transporter du fer-blanc y trouvait immédiatement le chargement complet qui lui évitait une immobilisation longue et coûteuse.

Une fois parvenus à Rouen, les fers-blancs étaient transportés sur des chalands et réexpédiés immédiatement sur les magasins que le Comptoir possédait à Paris d'où ils étaient envoyés aux consommateurs entre lesquels ils avaient été répartis.

Tous les produits métallurgiques importés en France ne pouvaient malheureusement pas être acheminés par voie d'eau sur notre territoire ; il fallait alors recourir aux chemins de fer ; et, bien entendu, la pénurie du matériel roulant n'a jamais permis le transbordement direct des marchandises du bateau sur les wagons ; il en résultait une mise en stock et une double manutention qui accroissaient la main d'œuvre nécessaire et les pertes de temps, sans parler des frais supplémentaires¹.

1. En cas de transport par péniche, il ne fut qu'exceptionnellement

Naturellement le Comité des Forges fit toutes les démarches possibles pour obtenir des wagons dont la plupart servaient au transport des troupes. D'autre part, « il y avait à peu près constamment un réseau « fermé. Si, par bonheur, une fois des wagons obtenus, « le réseau au départ était ouvert, celui de l'arrivée se « trouvait fermé ou inversement. Néanmoins pendant certaines périodes très difficiles le Comité des « Forges parvint à assurer les transports au moyen de « trains complets dirigés directement jusqu'au point « le plus rapproché des centres de consommation ».¹

La question des assurances maritimes et terrestres méritait tout particulièrement de retenir l'attention du Comité.

Les établissements sidérurgiques avaient été amenés à effectuer eux-mêmes les transports nécessités par leurs approvisionnements en matières premières ; ils étaient donc obligés de s'assurer contre les risques maritimes et en particulier contre les risques de guerre. Se trouvant en face de risques indéterminés et impossibles à évaluer, les Compagnies d'Assurances se voyaient contraintes d'appliquer une tarification empirique dont les taux étaient prohibitifs.

Les industriels devenus armateurs cherchèrent naturellement à s'affranchir de ce lourd tribut et s'apercevant, à l'expérience, que les charges des sinistres étaient inférieures aux évaluations pour la grande

possible de transborder directement du navire importateur sur la péniche.

1. Robert Pinot : *loc. cit.*, p. 168.

prospérité des Sociétés d'Assurances, ils décidèrent de se faire eux-mêmes leurs propres assureurs. Dans ce but, ils fondèrent, à l'instigation de leurs syndicats, le 18 mars 1917, la Caisse Industrielle d'Assurance Maritime et de Transports. Cet organisme constitué sous la forme d'une mutuelle à responsabilité limitée rendit les plus grands services aux associés, à tel point que depuis la fin des hostilités, il continue à fonctionner pour le plus grand profit de ceux qui y ont recours.

Tout caractère aléatoire est écarté pour les assurés par les dispositions des statuts qui, conformément aux prescriptions du décret du 22 janvier 1868, limitent, par avance, la solidarité des sociétaires en stipulant qu'ils ne sauraient être contraints à subir un appel complémentaire supérieur à 10 % du montant des cotisations au fonds de prévoyance payées par eux en cours d'exercice.

Depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1920, la Caisse Industrielle d'Assurance Maritime et de Transport a souscrit un ensemble de risques dépassant en capitaux 2 milliards 835 millions, et les cotisations afférentes à ces risques ont atteint 52 millions 465 mille francs, alors que les sinistres payés ou évalués n'ont été que de 26.580 francs. Quant aux frais généraux, ils ne dépassent pas 3 % des cotisations.

Ces excédents bénéficiaires ont donc permis de ristourner aux adhérents des sommes très importantes, malgré la constitution de réserves de plus de 12 millions.

La Caisse Industrielle a ainsi pris une place importante dans le milieu de l'assurance maritime : et elle compte maintenant un grand nombre d'adhérents appartenant aux industries les plus diverses. Son succès est d'ailleurs dû à ses méthodes. Elle a éliminé de ses polices toute stipulation onéreuse pour l'assuré et procède, sans délai et sans formalité oiseuse, au règlement des indemnités qui lui incombent en cherchant par tous les moyens compatibles avec les intérêts des sociétaires à donner satisfaction à leurs désirs.

Elle a également amélioré la police usuelle sur corps de vapeur en supprimant la franchise en cas d'abordage, d'échouement ou d'incendie, ne la laissant subsister que pour les cas de tempête, gros temps, etc., et en supprimant la différence du vieux et du neuf pour les travaux de réfection dont le montant ne dépasse pas 20.000 francs.

A l'heure actuelle, elle prépare de nouvelles formes d'assurances afin d'apporter un concours plus effectif encore aux industriels, aux armateurs et aux commerçants qui, séduits par les avantages qu'elle offre, lui apportent plus nombreux, de jour en jour, la couverture de leurs affaires d'assurance contre les risques de transport de toute nature.

IV. L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et le Trésor.

Il faut, enfin, pour achever, examiner le rôle joué par les syndicats patronaux de la métallurgie à propos

de certaines opérations financières destinées à faciliter au Trésor ses paiements aux États-Unis et en Suisse.

L'État avait dû faire dans ces pays d'importantes acquisitions en vue d'assurer le ravitaillement de l'armée et de la population civile : pour faire face aux obligations ainsi contractées, il se heurtait à certaines difficultés auxquelles le concours de l'Union des Industries métallurgiques et minières et du Comité des Forges lui donnèrent le moyen de remédier.

Pour éviter l'envoi d'or aux États-Unis, les Pouvoirs Publics pensèrent à se faire ouvrir des crédits dans les principaux établissements américains par l'intermédiaire de grands industriels français derrière lesquels ils disparaîtraient. Les ressources ainsi mises à la disposition de ces industriels devaient être utilisées par le Gouvernement français pour solder ses acquisitions.

Celui-ci étudia, avec les représentants du Comité des Forges et de l'Union des industries métallurgiques et minières, le moyen de mener cette question à bonne fin ; et ces groupements, sur la demande qui leur en fut adressée, s'assurèrent le concours des principales firmes appartenant aux diverses branches de l'activité nationale.

« En même temps, et d'accord avec le Gouverne-
« ment, des négociations étaient poursuivies par l'U-
« nion auprès des banquiers américains et aboutis-
« saient à la conclusion d'un contrat officiellement
« désigné sous le nom de « French Industrial Credit
« of november 11th 1916 », et dont les principales
« clauses étaient les suivantes :

« Un syndicat de banques américaines, à la tête du-
« quel se trouvaient la « Guaranty Trust Company »,
« la « Bankers Trust Company » et la « Banque Bon-
« bright de New-York », ouvrait aux industriels fran-
« çais participant à l'opération un crédit de cent mil-
« lions de dollars, divisé en deux tranches de cin-
« quante millions de dollars, la première souscrite
« ferme, la seconde faisant l'objet d'une option pour
« laquelle un délai de trois mois était laissé aux ban-
« ques américaines.

« La durée du crédit était fixée à dix-huit mois. Il
« devait en être fait usage par l'acceptation de trai-
« tes tirées par les industriels français individuelle-
« ment sur les banques américaines faisant partie du
« Syndicat.

« Ces traites étaient à 90 jours et devaient être re-
« nouvelées cinq fois, les dernières venant à échéance
« le 16 juillet 1918. Chacun des industriels français
« devait s'engager pour une somme déterminée et si-
« gner ensuite des traites pour le montant de cet en-
« gagement.

« Le paiement des traites, après le cinquième re-
« nouvellement, était garanti par le dépôt dans les
« Caisses du Syndicat américain d'obligations du Tré-
« sor français, émises spécialement dans ce but pour
« une somme de cinquante millions de dollars. A titre
« de garantie supplémentaire, des titres de pays neu-
« tres d'une valeur totale de dix millions de dollars, de-
« vaient être, en outre, déposés à la Banque de Fran-
« ce, à Paris, aux ordres des banquiers américains » ¹

1. Robert Pinot : *loc. cit.* p. 200.

L'Etat français assumait toutes les charges et tous les risques de cette opération dont les industriels ne retiraient aucun bénéfice.

Soixante-quatorze établissements répondirent à l'appel de l'Union; ils contractèrent des engagements variant de 200.000 à 3.500.000 dollars; le total de ces engagements atteignit facilement les cent millions demandés.

Par la suite, le Gouvernement fit encore appel au concours de l'Union et du Comité des Forges pour procéder en Suisse à la réalisation d'opérations analogues.

SECTION III

LES GROUPEMENTS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE DEPUIS LA FIN DES HOSTILITÉS.

Pour achever l'étude de l'activité déployée par les syndicats patronaux de la métallurgie au point de vue économique, il reste à examiner ce qu'ils font à l'heure actuelle pour permettre à la France de gagner la paix comme ils l'ont aidée à gagner la guerre.

I. Les groupements patronaux depuis l'armistice.

Tous les marchés passés, pendant les hostilités, par le Ministère de l'Armement avec les entreprises travaillant pour la Défense Nationale étaient résiliables au jour de l'armistice. Cette mesure, facile à compren-

dre, soulevait un grave problème social. Que deviendraient les 1.300.000 ouvriers des usines de guerre si, à ce moment, faute de commandes à exécuter, on fermait les ateliers?

Dès 1917, la Chambre Syndicale des Fabricants et des Constructeurs de Matériel pour chemin de fer et tramways, et la Chambre Syndicale des Constructeurs de Navires et de Machines Marines, comme, d'ailleurs, la plupart des groupements patronaux, se préoccupèrent de cette question intimement liée au maintien de l'ordre et à la prospérité générale.

La Chambre Syndicale des Constructeurs de Matériel pour chemins de fer et tramways demandait que l'Etat agisse sur les Compagnies de chemins de fer pour les pousser à commander, sans plus tarder, le matériel nécessaire, après la guerre, à la réfection de leurs réseaux, réfection indispensable après les années d'exploitation intensive qu'ils auraient connues. Ces commandes auraient permis à la construction de passer des ordres à la métallurgie; et ainsi l'activité industrielle se serait poursuivie régulièrement et sans arrêt ¹.

Quant au désir manifesté par la Chambre Syndicale des Constructeurs de Navires de pouvoir continuer leur fabrication à partir de la fin des hostilités en travaillant pour la clientèle privée, il semblait d'autant plus facile à réaliser que l'Etat avait pris l'engagement,

1. Le 17 décembre 1917, la Chambre syndicale des Fabricants et Constructeurs de matériel pour chemins de fer et tramways avait remis au ministre des travaux publics une note indiquant quelles seraient, au jour de l'armistice, les disponibilités des ateliers de construction situés en territoire libre.

en réquisitionnant la flotte de la marine marchande, de remplacer, en nature, dans un délai de trois ans, les navires perdus. En 1917 le tonnage des bâtiments de commerce français, déjà insuffisant, avant la guerre, était réduit de 40 %. Cette proportion aurait été plus considérable encore si l'on y avait ajouté les bateaux détériorés par une navigation intense. Les Pouvoirs Publics comprirent toute l'importance du problème et, au milieu de l'année 1918, le Commissariat de la Marine marchande arrêtait un vaste programme de constructions navales comportant une dépense de 2 milliards et dont l'exécution devait se faire dans un délai de cinq années.

Bref, les groupements patronaux avaient fait tout ce qui leur était possible pour permettre à l'industrie de passer, sans heurt, du régime de guerre au régime de paix; néanmoins, cette adaptation ne se fit qu'au prix de grandes difficultés dont la responsabilité semble incomber à notre organisation politique et administrative.

Les premières commandes de matériel de chemins de fer ne furent, en effet, passées aux constructeurs qu'en avril 1919. Quant au programme de constructions navales arrêté en 1918, il ne fut même pas présenté au Parlement. Seul, un modeste crédit de 100 millions, fut inscrit au budget pour permettre à l'administration de la marine marchande de remplacer les navires torpillés qu'elle avait réquisitionnés; mais, à la date du 1^{er} mai 1919, c'est-à-dire près de six mois après l'armistice, aucun chantier n'avait reçu de commandes.

Dès avant la fin de la guerre, le Comité des Forges de France s'inquiéta de la situation dans laquelle se trouverait l'industrie métallurgique française au jour de l'armistice; seules, les usines dont les prix de revient élevés en temps normal, se trouveraient l'être bien davantage par suite des multiples interventions de l'Etat dans l'économie nationale, seraient à même de satisfaire les besoins de la clientèle privée. N'était-il pas à craindre que cette dernière ne fasse venir de l'étranger, où ils étaient meilleur marché, les produits métallurgiques nécessaires à la reconstruction du pays et qu'ainsi le relèvement des usines du Nord et de l'Est ne soit gravement compromis?

Cette question avait été signalée aux Pouvoirs Publics qui cherchèrent, dès la fin de 1918, à provoquer une baisse des produits métallurgiques pour favoriser une reprise rapide des affaires. Le 18 décembre, le Ministre de la Reconstitution Industrielle publiait au *Journal Officiel* une note dans laquelle il annonçait la suppression des formalités à remplir pour commander l'acier aux usines françaises; en même temps, il fixait de nouveaux prix de base pour l'acier et la fonte :

« Les prix de base pour les aciers des marchands seront de 60 francs les 100 kilogs sur wagons usines, ce qui constitue une baisse d'environ 35 % par rapport aux prix pratiqués antérieurement.

« Le coût de la fonte sera diminué dans les mêmes proportions. Pour la fonte hématite, par exemple, le prix qui était de 455 francs sera ramené à 320 francs environ ».

Il était impossible, en effet, de continuer à pratiquer des prix démesurément enflés par la hausse factice des matières premières. « Aussi M. le Ministre de la Reconstitution Industrielle se déclara-t-il prêt à aider l'industrie métallurgique, en réduisant immédiatement le prix du coke et du charbon avec effet rétroactif pour les produits fabriqués avant le 11 novembre, et en attribuant des allocations spéciales aux usines, qui établiraient que leurs prix de vente ne pouvaient être ramenés à ceux indiqués par suite des circonstances indépendantes de leur volonté. Enfin, pour assurer immédiatement la pratique des nouveaux prix, le Ministre décida de prendre à sa charge les 8/10^e des pertes sur stocks pour les approvisionnements, et pour les produits fabriqués ou en cours d'élaboration avant le 11 novembre 1918¹ ».

Convaincu de la nécessité qu'il y avait pour le pays à voir les cours du métal baisserrapidement, la Commission de Direction du Comité des Forges, donna, le 21 décembre 1918, sa pleine adhésion aux projets du gouvernement.

Les allocations et indemnités promises devaient être fournies au Ministre de la Reconstitution Industrielle par les ressources provenant de la vente aux prix fixé par lui de la fabrication des usines allemandes de la Lorraine et de la Sarre. Ces usines, se procurant le combustible à très bon marché, avaient des prix de revient exceptionnellement bas.

1. R. Pinot : *loc. cit.*, page 222.

D'autre part, pour faciliter les mesures de contrôle, M. Loucheur invitait les entreprises appelées à bénéficier de ce régime d'allocations à adhérer aux comptoirs existants ou en formation.

Enfin, le Comité des Forges devait songer à la situation faite à la France au point de vue métallurgique par le retour à la Mère-Patrie de l'Alsace-Lorraine. Il s'en préoccupa dès la déclaration de guerre et, en 1915, sa Commission de Direction chargea une Commission de lui présenter un rapport sur ce sujet; cette Commission arriva aux conclusions suivantes: la production de houille resterait sensiblement la même qu'en 1914, mais, par contre, celle des minerais de la fonte et de l'acier seraient presque doublée et permettrait de développer ces exportations dans de grandes proportions.

Au point de vue de la consommation du charbon la question était plus grave. En 1913, la France produisait 40 millions de tonnes de combustibles et en consommait plus de 62, elle devait donc en importer 22 millions de tonnes. Avec le retour de l'Alsace-Lorraine, ce déficit allait être accru de 12 millions de tonnes; les provinces retrouvées ne produisant que 4 des 12 millions de tonnes dont elles avaient besoin.

La France allait donc se trouver obligée d'importer, désormais, 30 millions de tonnes de houille, au lieu de 22 et 7 tonnes de coke, au lieu de 3 (l'Alsace-Lorraine en consommant cette quantité sans en produire).

Quant au minerai, il devenait possible d'en exporter 6 millions de plus¹.

Si l'on envisageait le retour à la France de la rive gauche du Rhin (Sarre), le déficit charbonnier était ramené aux proportions de 1913. Voici du reste comment la situation se présentait, selon que l'on se trouvait en présence de l'une ou de l'autre hypothèse.

	Production (2) de				Déficit en (2)
	Houille	Minerai	Fonte	Acier	houille
France 1913	40	22	5,2	4,7	22
1) France et Alsace-Lorraine.	44	43	9,1	7	30
2) France Alsace-Lorraine et Sarre	57	43	10,5	9	22

« La Sarre avait un excédent de combustibles de
« 8 millions de tonnes, mais elle produisait à très peu
« près le coke qui lui était nécessaire. Pour le minerai,
« notre situation restait bonne et nous conservions de
« très larges disponibilités »³.

Avec la réunion de la Sarre, la production française de fonte et d'acier était doublée, mais la production houillère restait déficitaire; il était donc vraisemblable que les prix de revient français seraient plus élevés que ceux des autres puissances disposant à la fois du minerai et du charbon.

La nouvelle France allait, d'ailleurs, être la seule puissance métallurgique à se trouver dans cette situation susceptible de lui faire perdre la paix si les

1. Avant la guerre, la France produisait 22 millions de tonnes de minerais et en exportait 10.

2. En millions de tonnes.

3. R. Pinot : *loc. cit.*, p. 229

rédacteurs du Traité ne prenaient pas les mesures nécessaires pour y porter remède.

La Comité des Forges n'a pas été consulté par le Gouvernement au cours de l'élaboration du Traité; mais au moment de la rédaction des clauses économiques il a estimé qu'il encourrait une lourde responsabilité s'il ne signalait pas aux négociateurs, à titre officieux, les conséquences des différentes solutions possibles sur la situation de l'industrie métallurgique.

Il appelait tout particulièrement leur attention sur la nécessité de pourvoir définitivement au déficit charbonnier français et sur l'urgence de prendre des mesures spéciales et temporaires pour permettre à la Sarre de continuer à écouler sa production en Allemagne, sinon « on risquait de voir la production se
« mettre rapidement au niveau de la consommation
« par la disparition des usines mal situées au point
« de vue de leur prix de revient, c'est-à-dire, des usines
« du Centre qui précisément venaient de nous per-
« mettre de remporter la victoire¹ ».

Dès 1915, le Secrétaire Général du Comité des Forges exposait, dans les termes suivants, à la Commission Sénatoriale chargée d'étudier l'organisation économique de l'après-guerre pourquoi il faudrait, après les hostilités et pendant quelque temps au moins, conserver à l'industrie métallurgique lorraine et sarroise ses débouchés de Westphalie : « Si pour une raison quelconque, on empêchait ces produits d'aller là où ils

1. R. Pinot : *loc. cit.*, page 232.

« allaient autrefois, on aboutirait à ces deux consé-
« quences excessivement graves. La première serait
« d'amener les usines allemandes qui possèdent en
« Lorraine des hauts-fourneaux à créer, à côté de
« ceux-ci, c'est-à-dire en France, des aciéries pour
« transformer leur fonte en acier à l'abri de la barrière
« douanière ; ce serait augmenter ainsi d'une façon dan-
« gereuse la crise de surproduction qui sévira en France
« sur les produits finis en acier. La seconde conséquence
« serait d'engager les aciéries et les usines de dénatu-
« ration (de la fonte) en Westphalie, à y construire des
« hauts-fourneaux, de façon à s'assurer leurs ma-
« tières premières qu'elles ne recevraient plus de
« Lorraine. On provoquerait doublement ainsi la
« construction d'usines nouvelles qui viendraient aug-
« menter d'une façon très importante la production
« mondiale de l'acier et contribueraient encore à la
« crise générale de surproduction ». C'est pourquoi il
demandait que le traité de paix, quand il intervien-
drait, spécifiât que les produits métallurgiques lorrains
et sarrois pénétreraient en Allemagne en franchise.

Sur ce point le Traité de Versailles a tenu compte de
ces suggestions et pris les mesures nécessaires pour
ne pas détourner brutalement les courants économi-
ques¹ existants.

1. *Article 31 de l'annexe relative à la Sarre.* Aucune taxe d'exporta-
tion ne sera mise sur les produits métallurgiques ou le charbon sortant
dudit territoire à destination de l'Allemagne ni sur les exportations
allemandes à destination des industries du bassin de la Sarre... Pen-
dant cinq années, à dater de la mise en vigueur du présent Traité,
les produits originaires et en provenance du Bassin jouiront de la fran-

Par contre, il n'a pas, comme il l'aurait fallu, fermé le marché français aux produits sidérurgiques de la Sarre et les pouvoirs publics n'ont pas pris davantage, à l'égard de ces derniers, les mesures fiscales indispensables pour empêcher les entreprises de cette région de bénéficier, outre mesure, des avantages qu'elles tiraient de la proximité du charbon et du minerai.

Les conséquences de cette méconnaissance complète des réalités n'ont pas tardé à se faire sentir : favorisées par leur prix de revient exceptionnellement bas, les usines lorraines et sarroises ont fait une concurrence redoutable aux entreprises du reste de la France, à un moment où la crise que nous traversons commençait à exercer ses ravages. D'autre part, le système organisé par le Traité, malgré les avertissements des groupements patronaux, a encore accru l'acuité de la crise en ne mettant aucun obstacle à la venue sur le marché français de la production de la Sarre et de la Lorraine, à une époque où la consommation française était déjà incapable d'absorber toute la production française proprement dite.

chise d'importation en Allemagne et, pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du Bassin, des articles destinés à la consommation locale sera également libre de droits de douane.

Article 268 du Traité de Versailles. — Pendant une période de cinq années, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, les produits naturels ou fabriqués, originaires ou en provenance des territoires alsaciens et lorrains réunis à la France, seront reçus à leur entrée sur le territoire douanier allemand en franchise de tous droits de douane.

Le gouvernement français fixera, chaque année, par décret notifié au gouvernement allemand la nature et la quotité de produits qui bénéficieront de cette franchise.

Les quantités de chaque produit qui pourront être ainsi envoyées annuellement en Allemagne ne pourront dépasser la moyenne annuelle des quantités envoyées au cours des années 1911 à 1913.

Quant à la question charbonnière, si importante au point de vue de l'avenir économique de la France, elle n'a pas non plus été réglée comme, dans l'intérêt général, l'auraient souhaitée les syndicats patronaux ; malgré la cession des mines de la Sarre, notre pays manquera encore des quantités de combustibles nécessaires à ses besoins ; et l'obligation de recourir aux importations étrangères le met, au point de vue industriel, dans un état d'infériorité manifeste par rapport à ses concurrents étrangers.

II. Les syndicats patronaux et la crise de 1920-21

Une fois la paix rétablie, la reconstitution des régions dévastées, la réfection et l'accroissement de l'outillage national et la possibilité de satisfaire tous les besoins réfrénés pendant la guerre auraient dû procurer à la métallurgie une ère de prospérité sans égale. Malheureusement, des difficultés de toutes sortes venaient empêcher les usines de satisfaire les multiples demandes de métal.

La crise des transports, tout d'abord, mettait obstacle à l'arrivée régulière des matières premières et, d'autre part, elle empêchait de faire parvenir jusqu'aux consommateurs, qui en avaient un si pressant besoin, les produits métallurgiques difficilement fabriqués.

En même temps, la pénurie de la main-d'œuvre et l'introduction précipitée de la journée de huit heures dans notre législation du travail mirent les Maîtres de Forges, comme les transformateurs, dans une situation particulièrement difficile. Dans les hauts fourneaux et

les aciéries, la réduction de la journée de travail obligea les chefs d'entreprises à accroître l'effectif de leurs ouvriers d'environ 50 %; sollicitée également par d'autres branches de l'activité nationale, contraintes, elles aussi, d'augmenter le nombre de leur personnel, la main d'œuvre française ne put satisfaire toutes les demandes. Il fallut faire venir des travailleurs étrangers au prix de formalités longues et souvent coûteuses.

Peu à peu, cependant, ces difficultés s'atténuèrent. La crise des transports cessa progressivement, et le recrutement des ouvriers étrangers devint plus facile grâce au service¹ organisé par le Comité des Forges de France pour assurer l'acheminement vers les régions de l'Est d'une partie des immigrants italiens.

Mais, le traité de Versailles n'ayant pas assuré à la France son autonomie au point de vue houiller, la crise du charbon se prolongeait, entravant le développement de la métallurgie et risquant finalement de compromettre la reconstitution du pays. Faute de recevoir régulièrement les quantités de combustibles allouées par la Commission des Réparations, les usines françaises ne pouvaient travailler qu'à 25% de leur capacité de production.

Malgré tous leurs efforts, abandonnés à eux-mêmes, les groupements patronaux ne pouvaient pas obtenir de l'Allemagne les livraisons qu'elle se refusait à effectuer.

L'accord de Spa mit fin à cette situation menaçante,

1. Ce service a fonctionné à côté de celui qui avait été organisé dès avant la guerre, par le Comité des Forges de l'Est.

et l'on put, un instant, espérer que la production sidérurgique française allait enfin prendre son essor pour le plus grand profit de la prospérité nationale; et, en effet, plusieurs hauts fourneaux furent alors allumés. Sans doute, cet arrangement nous assurait seulement les tonnages correspondant à 50 ou 60% de nos besoins, mais on pouvait légitimement espérer un accroissement des importations étrangères.

Ces espoirs ne durèrent pas longtemps; presque au même moment, apparurent les premiers symptômes de la crise qui était loin d'être terminée en janvier 1922. En dépit de leurs sacrifices incessants, les producteurs ne parvinrent pas à décider les acheteurs qui s'abstenaient de plus en plus en attendant toujours une baisse nouvelle. Cet état de choses s'est traduit par une diminution constante du prix des produits métallurgiques. De septembre 1920 à septembre 1921, la tonne de fonte de moulage peau lisse n° 3 qui valait, avant le 10 octobre 1920, 650 francs, wagon départ, dans les usines lorraines, est tombé à 180 francs, et même, pour certaines maisons, à 175 francs, en passant par les étapes intermédiaires suivantes : 400, 350, 310, 250, 200. L'examen des cours des autres produits aboutirait à des constatations analogues. Malgré cet effondrement des prix et l'arrêt d'un grand nombre d'entreprises¹, les offres restaient supérieures aux demandes.

De toute évidence, il fallait faire cesser cette situa-

1. A la fin de septembre 1921, on comptait seulement 41 hauts-fourneaux à feu en activité sur 220 appareils existant en France.

tion inquiétante; c'est la tâche à laquelle se sont consacrés les syndicats patronaux.

Il était d'abord indispensable de limiter ¹ les importations allemandes favorisées par la dépréciation du mark grâce à laquelle les éléments du prix de revient (coke, main d'œuvre, tarifs de transports etc.) sont inférieurs, outre-Rhin, à ce qu'ils sont chez nous.

Les salaires français sont supérieurs de 2 1/2 fois à 3 1/2 aux salaires allemands. En septembre 1921, le salaire quotidien de base d'un ouvrier marié et ayant un enfant était le suivant, en France et en Allemagne, (compte tenu de l'indemnité de cherté de vie et de l'allocation pour charge de famille) :

Professionnel 1^{re} catégorie.

France	22 fr. 62
Allemagne (riv. gauche).	7 fr. 65 (69 marks 6)
Allemagne (riv. droite).	6 fr. 44 (58 marks 56)

Pour le coke, on peut constater le même phénomène. La métallurgie française payait, en juillet dernier, son coke 75 francs sur wagon frontière dédouané; à la même époque, la métallurgie allemande payait le sien 330 marks à 10 centimes, soit 33 francs et un avantage de 42 francs sur le prix français, ce qui correspond à 58 francs par tonne de fonte et 84 par tonne de produit fini comportant une utilisation de 2.000 kilos de coke.

Quant aux prix des transports, ils étaient beau-

1. C'est pour la même raison que les groupements patronaux étudiaient très attentivement la question des accords de Wiesbaden.

coup moins élevés dans le Reich par suite de l'existence de tarifs spéciaux habilement conçus et réalisés.

Le meilleur moyen d'opposer aux fabrications allemandes un obstacle difficilement franchissable consistait à élever le montant des coefficients de majoration des droits de douane : telle est la voie dans laquelle on s'est engagé avec le décret du 4 juillet 1921 intervenu à la suite des efforts entrepris par les groupements patronaux. Ce décret vise à rétablir « la » protection d'avant-guerre, considérablement réduite « du fait de la hausse des prix ». Autrefois les droits spécifiques étaient égaux à 10 ou 15 % de la valeur des produits protégés ; les prix de revient et de vente ayant généralement triplé, on a également triplé les droits de douane. Le décret du 4 juillet 1921 se superpose à celui du 5 avril de la même année qui avait déjà pris les dispositions nécessaires pour défendre l'industrie française contre la concurrence des pays à change déprécié. Le jeu de ces textes est loin d'avoir favorisé, outre mesure, les produits métallurgiques, comme on peut le constater ; il leur a simplement permis de ne pas disparaître devant les produits allemands.

	Tarif général	Tarif minimum	Coefficient de majoration
Fonte brute de moulage et d'affinage (aux 100 kilogs)	6	1,50	2
Fers et aciers bruts en lingots	25-18	4,50	1,7
Fers ou aciers machine pour la clouterie et la tréfilerie	26	6,5	1,8

Par contre, la construction mécanique a été plus avantagée, elle s'est vue souvent appliquer un coefficient 5; c'était d'ailleurs, une mesure de justice à prendre à son égard puisqu'avant la guerre elle était moins protégée que la métallurgie. Grâce à ces mesures douanières, la concurrence allemande a diminué d'intensité, bien qu'elle profite largement encore des dispositions du Traité de Versailles relatives à la Sarre.

D'autre part, la crise provenant d'une baisse des prix qui n'avait pas été suivie d'une baisse corrélative des matières premières, les syndicats patronaux de la métallurgie ont cherché à donner à leurs adhérents la possibilité de comprimer leur prix de revient pour pouvoir abaisser leur prix de vente et tenter ainsi les consommateurs.

A la suite de leurs efforts, le prix du coke était fixé en octobre 1921 sur les bases suivantes correspondant à une diminution sensible par rapport aux prix antérieurs : coke allemand, 75 francs sur wagon frontière; coke français, 100 francs par tonne sur wagon usine destinataire. Ces prix étaient réservés aux hauts-fourneaux et aux fours électriques; malgré leur protestation, les industries de transformation, les aciéries Martin, et les fonderies de 2^e fusion ne profitaient pas de cet avantage et continuaient à payer leur coke 140 et 175 francs selon la provenance

Quant aux salaires, on verra¹ comment ils ont été réduits proportionnellement au coût de l'existence. Mais il n'a pas été possible aux syndicats patronaux

1. Voir p. 234 et suivantes.

de pallier les funestes conséquences de la loi de huit heures¹; pour se conformer à ses exigences, les chefs d'entreprise ont dû accroître leur personnel de 50%, on le sait déjà, sans que la production ait été augmentée; c'est là une source de dépenses qui pèse lourdement sur le prix de revient².

Enfin, les tarifs de transports grèvent les prix de revient dans une proportion considérable. Dans un esprit de simplification et d'uniformité excessif, les relèvements de tarifs mis en vigueur les 15 avril 1918 et 28 février 1920 ont supprimé certains tarifs spéciaux et élevé le montant du tonnage à partir duquel commence la dégressivité. La conséquence de ces modifications a été de faire arriver à l'usine de trans-

1. Jusqu'en 1919, la durée de la journée de travail dans les hauts-fourneaux était de douze heures de présence, **mais**, en fait, elle ne dépassait **pas** huit heures de travail effectif; la **coulée** seule exigeait un effort pénible, et le reste du temps il suffisait d'un simple contrôle qui n'absorbait pas toute l'attention de l'équipe.

On avait même établi un chronométrage très précis des temps de travail et des temps de repos dans une usine à feu continu pour un premier fondeur de haut fourneau, pour un premier chargeur d'aciérie Thomas et pour un premier lamineur de blooming.

On avait constaté que le fondeur se reposait environ quatre heures par jour (moyenne prise sur trois jours de travail); le chargeur de l'aciérie Thomas obtenait une moyenne de repos supérieure au temps précité; quant au lamineur de blooming, sa moyenne de temps de repos, pour les trois jours considérés, ressortait à 4 heures 45 environ.

2. Il faut également indiquer les efforts accomplis par les Syndicats patronaux en vue d'assurer la formation d'une main d'œuvre habile. Ils ont créé des cours d'apprentissage. C'est ainsi que le Syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs a organisé des cours complémentaires de demi-temps qui comprennent l'enseignement du dessin industriel, de la technologie et des éléments de mathématiques. Ces cours ont lieu deux fois par semaine et sont ouverts à tous les élèves, quel que soit l'établissement d'où ils proviennent; on exige seulement qu'ils présentent un minimum de connaissances et de capacité permettant d'espérer qu'ils profiteront de l'enseignement.

formation les matières premières alourdis de frais de circulation énormes. Les Aciéries de Longwy qui, jadis, payaient 1 fr. 15 par tonne le transport de leur minerai extrait à Tucquegnieux (Briey) doivent déboursier 7 fr. 30 par tonne ce qui correspond à une augmentation de 640 %. Pont-à-Mousson a vu ses minerais de Marbach taxés à 3 fr. 95 au lieu de 0 fr. 55 pour un trajet de 14 kilomètres seulement, soit une augmentation de 720 %. Enfin, de Droitaumont¹ au Creusot, les prix d'acheminement de la tonne ont été relevés de 5 fr. 70 à 22 fr. 90 (augmentation de 400 %). Ces exemples ne sont malheureusement pas les seuls.

Emus, à justes titre, des dangers que cet état de choses faisait courir à la métallurgie, les syndicats patronaux sont aussi intervenus dans ce domaine; les négociations engagées, à ce propos, avec les Compagnies de chemins de fer ne sont pas encore terminées (1^{er} mars 1922), mais tout permet d'espérer que l'on arrivera, sur ce point, à un accord qui, tout en sauvegardant les intérêts légitimes des réseaux, permettra à la sidérurgie d'effectuer ses transports dans de meilleures conditions.

L'intervention des groupements patronaux dans les deux ordres d'idées signalés semble avoir été couronnée de succès. Depuis quelque temps, on constate une légère reprise de l'activité dans la métallurgie; cette industrie, sans être encore dans une situation brillante, paraît, néanmoins, s'orienter vers un avenir meilleur. Telle est, du moins, l'opinion qui se dégage de l'examen des rapports lus aux assemblées généra-

1. Droitaumont est une localité voisine de Mars-la-Tour.

les de nos grandes sociétés sidérurgiques. Le rapport des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt consacre un long passage à l'examen de la situation actuelle; il signale expressément que « depuis quelques « semaines des indices de reprises se sont manifestés; « les stocks semblent épuisés, les besoins apparaissent, « les prix se sont raffermis et il est vraisemblable que « la marche normale des affaires reprendrait progres- « sivement si l'équilibre économique n'était pas pro- « fondément troublé par la dépréciation continue du « mark en Allemagne. Au cours actuel du change, « les usines allemandes paient le coke et la main- « d'œuvre moins de moitié prix payé par les usines « françaises de Lorraine et de l'Est. Cette situation « rend très difficile, pour le moment d'aborder le « marché d'exportation. »

Aux Aciéries de Firminy, les déclarations pour être plus concises n'en sont pas moins nettes; voici le passage essentiel du rapport du Conseil : « La crise indus- « trielle paraît avoir atteint le maximum de son « ampleur aux mois de juillet et août 1921, et nous « sommes fondés à espérer, sinon sa fin prochaine, du « moins son atténuation, des indices de reprise paraîs- « sant se manifester un peu de tous les côtés ».

En résumé, la note donnée par les dirigeants des grandes sociétés métallurgiques est unanimement plus optimiste, et il est permis de penser qu'après avoir touché le plus bas de la crise, au mois d'août 1921, la sidérurgie, grâce aux efforts de ses syndicats, verra bientôt se lever l'aurore d'une ère de prospérité.

CHAPITRE III

L'action sociale des syndicats patronaux de la métallurgie

Le patronat de la métallurgie a toujours consacré toute son attention à l'étude et à la solution des problèmes sociaux.

L'examen de toutes les institutions organisées par les grandes sociétés métallurgiques pour assurer à leur personnel de bonnes conditions d'existence déborderait de beaucoup les limites de cette étude : coopératives, maisons ouvrières, hôpitaux ont été édifiés à grands frais au Creusot, à Denain, aux Aciéries de Longwy, à Micheville, à Jœuf, dans le bassin de Briey etc... et, à côté de ces institutions patronales, il faut rappeler toutes les œuvres d'enseignement, d'éducation et de récréation, écoles et cours d'apprentis, enseignement ménager, bibliothèques, sociétés de musique, sociétés de gymnastique, salles de fêtes etc... créées de toutes pièces par la plupart des entreprises sidérurgiques.

Dans la réalisation de ces institutions, les syndicats patronaux ne sont guère intervenus que pour fournir la documentation indispensable; c'est pourquoi nous n'insistons pas davantage sur cette partie de leur rôle.

Mais, par contre, ils ont constitué toute une série d'organismes destinés à assurer aux ouvriers un certain *standard of life* et à les protéger contre les risques auxquels ils sont exposés.

Ces organismes montrent, d'une façon éclatante, tout le soin apporté par les chefs d'entreprises de la métallurgie à augmenter constamment le bien-être de leur personnel; il est donc indispensable d'en connaître le fonctionnement si on veut savoir quel est le rôle joué par les syndicats patronaux de cette industrie dans le domaine social.

SECTION I. — LES SYNDICATS PATRONAUX
DE LA MÉTALLURGIE ET LA RÉMUNÉRATION
DES TRAVAILLEURS.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire au premier abord, l'intervention des groupements patronaux dans la fixation des salaires n'a nullement favorisé des mouvements arbitraires de hausse ou de baisse. Le patronat a une trop haute conception du devoir social qui lui incombe pour profiter de la puissance de son organisation dans le seul but de dicter ses conditions aux masses ouvrières, sans tenir compte de leurs besoins.

A côté du salaire proprement dit déterminé par la loi de l'offre et de la demande, et dont le montant est arrêté, d'un commun accord, entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers, sous forme de convention collective, les chambres syndicales patronales

ont organisé tout un système d'indemnités diverses qui viennent s'ajouter au salaire. Ces indemnités assurent à l'ouvrier métallurgiste, autant que les circonstances le permettent, un certain *standard of life*, quels que soient le prix des denrées et les charges de famille qui pèsent sur lui.

Ces indemnités, qu'il est impossible de ne pas signaler sans laisser dans l'ombre une des préoccupations continuelles du patronat français, sont les « indemnités de cherté de vie » et les « allocations pour charges de famille ». Elles correspondent, les unes et les autres, à ce souci constant : donner un salaire qui, sans doute, soit l'équivalent du travail fourni, mais qui permette au travailleur de mener une existence conforme à la dignité humaine. Grâce à ces innovations dont il faut indiquer le mécanisme, les chefs d'entreprise de la métallurgie ont corrigé ce que la loi de l'offre et de la demande a de trop rigoureux quand on tient compte d'elle seule pour fixer le taux des salaires.

I. Les primes de cherté de vie.

A la fin de la guerre, le taux des salaires était déterminé par les barèmes du Ministère de l'Armement. L'application de ces barèmes prit fin avec les hostilités, époque à laquelle ils furent remplacés par des conventions collectives conclues entre groupements patronaux et groupements ouvriers.

Naturellement, ces derniers s'efforcèrent d'obtenir l'augmentation, ou tout au moins la consolidation des tarifs existant en alléguant, à l'appui de leurs préten-

tions, la hausse des prix. Les syndicats patronaux, reconnaissant le bien-fondé de leurs réclamations, n'ont pas hésité à leur donner satisfaction, en se réservant même la faculté d'augmenter ces tarifs, si le prix de la vie augmentait, mais, par contre, de les diminuer, si le phénomène inverse se produisait¹. Cette offre fut acceptée. Les Chambres syndicales patronales conclurent donc, avec les organisations ouvrières, des conventions collectives destinées à permettre l'application de ces principes. Les salaires ainsi convenus comprenaient donc deux éléments distincts : un salaire horaire minimum, variable selon la catégorie professionnelle de chaque ouvrier (professionnel, manœuvre, femme, enfant) et une prime de cherté de vie.

La plupart de ces accords dataient de 1919, c'est-à-dire d'une époque où la hausse des prix n'avait pas encore atteint son maximum ; au cours de cette année et, même, pendant le premier trimestre de 1920, les chambres syndicales patronales augmentèrent, spontanément, le montant des indemnités de vie chère prévues dans les conventions collectives respectivement signées par elles. Bien entendu, les organisations ouvrières acceptèrent ces augmentations sans difficulté.

C'est ainsi qu'au mois d'avril 1920, au point culminant de la hausse des prix, le groupe des Industries Métallurgiques Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne a, de lui-même, sans menace de grève, re-

1. En pareil cas, un salaire moins élevé procure une même somme de jouissances tout en donnant au chef d'entreprise la possibilité de réduire son prix de revient.

levé de 2 francs la prime journalière de vie chère, portant à 17 francs le salaire quotidien minimum garanti du manœuvre. En 1914, le minimum pratiqué était de 4,50 soit une augmentation de 377 %. Or la Commission d'évaluation du coût de la vie du département de la Seine évaluait à 370 l'indice du quatrième trimestre de 1920, qui marque le point le plus élevé de la vie chère. Le patronat avait donc légèrement précédé les événements pour satisfaire à cette préoccupation de concordance entre les salaires pratiqués et le coût de la vie.

A partir du mois de février 1920, les Commissions départementales d'évaluation du coût de la vie instituées par le décret du 19 février 1920 ont singulièrement facilité la tâche des syndicats patronaux¹. Elles ont donné à ces derniers une grande autorité, quand, selon l'alternance inéluctable de la dynamique économique, la vague de baisse a commencé à déferler sur le marché, nécessitant une compression des prix de revient à laquelle aucun chef d'entreprise ne pouvait se soustraire sans courir à la ruine. Les renseignements publiés par ces commissions ont, alors, montré d'une façon tangible comment le cours des denrées ayant considérablement fléchi, il était possible de diminuer les indemnités de cherté de vie sans contraindre les ouvriers à se restreindre.

D'ailleurs, avant de prendre une décision de ce

1. Ces Commissions, après avoir défini un budget-type, ont indiqué trimestriellement les indices correspondant au prix de la vie en les rapportant à la base de 100 pour l'avant guerre.

genre, les organisations patronales ont d'abord recherché *la marge que laissait apparaître la diminution des prix* pour en faire la *limite inférieure* de l'importance des baisses de salaires. Encore cette limite n'a-t-elle pas été atteinte dans les cas où la crise industrielle obligeait à un *short time* réduisant sensiblement le nombre des heures de travail.

Néanmoins, lorsque les organisations patronales soumi rent aux groupements ouvriers leurs projets de réduction des indemnités de vie chère, ces derniers refusèrent d'entendre parler de toute proposition de ce genre; pendant la période de hausse cependant, ils avaient toujours ratifié avec empressement les mesures prises par le patronat pour mettre les salaires en rapport avec le prix de toute chose. Devant cette mauvaise volonté évidente, les chefs d'entreprise se virent contraints de dénoncer les conventions collectives; après quoi, ils proposèrent, individuellement, à chacun de leurs ouvriers de réduire leurs indemnités de vie chère dans la mesure où la variation des nombres indices des commissions départementales d'évaluation du coût de la vie le permettrait, sans toutefois aller jusqu'à la limite ainsi indiquée. Facilement convaincus du bien-fondé de cette mesure imposée par la nécessité de comprimer de plus en plus les prix de revient, les ouvriers acceptèrent, sans aucune difficulté, les diminutions repoussées par leurs syndicats.

C'est ainsi que, depuis le printemps de 1920, on a pu procéder à des réductions semblables sans soulever

la moindre protestation parmi les intéressés. Dans la région parisienne, le premier trimestre de 1921 fut marqué par un pas vers la baisse : la Commission d'évaluation du coût de la vie de la Seine indiquait l'indice 338 correspondant à une diminution de 11 %, aussi, en avril, le groupe des Industries Métallurgiques Mécaniques et Connexe de la Région Parisienne diminuait de 1 franc la prime journalière de vie chère, introduisant ainsi dans les salaires une diminution de quelque 6 %. Le deuxième trimestre fut marqué par une nouvelle baisse constatée officiellement : l'indice passait à 307, marquant une diminution de 17,5 % par rapport au quatrième trimestre de 1920; et le 3 juin, le patronat opérait une nouvelle réduction de 2 francs sur la prime de vie chère, réalisant dans les salaires à la base la même diminution de 17,5 % par rapport au quatrième trimestre de 1920. Les choses n'ont pas été modifiées depuis : le troisième trimestre de 1921 a encore été marqué par une très légère baisse du coût de la vie; l'indice est passé à 295, mais il faut prévoir que la période hivernale ramènera une nouvelle hausse légère qui stabilisera pendant quel que temps la situation aux environs de l'indice 300.

Devant la facilité avec laquelle ces mesures indispensables à réaliser, au cours d'une crise aussi sévère que celle que nous traversons, ont été acceptées par les ouvriers métallurgistes français, il faut signaler à quelle difficulté se heurte cette question vitale pour les entreprises dans certains pays étrangers, notamment aux États-Unis; l'on y procède à ces diminutions, bru-

talement, et sans se préoccuper beaucoup de leur répercussion sur le *standard of life* de l'ouvrier. Cette observation montre bien la différence des méthodes employées en France et aux États-Unis, ainsi que la supériorité des méthodes françaises plus souples et plus conformes à l'équité et à la justice.

Le tableau suivant résume le mouvement parallèle du coût de la vie et des salaires dans la région Parisienne au cours des années 1920 et 1921 et met en relief la constante préoccupation du patronat de la métallurgie de faire concorder l'un avec l'autre.

Hausse maxima par rapport à 1914

dates	coût de la vie	salaires
2 ^e trimestre 1920	341 %	377 %
3 ^e trimestre 1920	363 %	377 %
4 ^e trimestre 1920	370 %	377 %

Baisse par rapport à l'indice le plus élevé (a)

dates	coût de la vie	salaires
1 ^{er} trimestre 1921	11 %	néant
2 ^e —	17,5 %	6 %
3 ^e —	20,3 %	17,5 %

a) atteint le quatrième trimestre de 1920 pour le coût de la vie et le deuxième pour les salaires.

Le même système a été suivi dans toutes les autres régions comme le prouve cet autre tableau qui indique dans quelles proportions les salaires ont été réduits à la suite de diminutions du coût de la vie; ces diminutions ont été signalées par les organismes chargés de

suivre les fluctuations des prix : Commissions Régionales, ou Commissions mixtes prévues par certaines conventions collectives.

Villes	Départements	Baisse des salaires					Femmes
		Baisse du	Manœuv.	Manœuv.	Profes-	Prof. 1 ^{re}	
		coût de la vie %	%	spécialisé %	sionnels %	catégorie %	
Troyes (Aube)		18,6	13,3	11,4	10,9	»	
Bordeaux (Gironde)		21,9		17,1	14,3	13,8	12,6
Grenoble (Isère) . . .		20	14,1			8,6	16,7
Nantes (Loire Inf.) .		26,1	20,7	19,6	18,8	11,	19,4
Nancy (M.-et-M.) . . .		25,5	16,9	16,9	16,1		21,8
Dunkerque (Nord) . .		19,2	8,6	8,1	7,6 à 6,6		19,2
Lille (Nord)		19	11,4	10,6	9,4		
Roubaix (Nord) . . .		19	11,4	10,4	9,1		
Calais (P.-de-C.) . . .		19,2	19,1	16,3	15		16,1

Ces exemples, choisis au hasard, prouvent, d'une façon incontestable, tout le soin apporté par le patronat à assurer aux ouvriers un salaire en rapport avec les conditions de l'existence.

II. Les allocations pour charges de famille.

Les barèmes établis par les Commissions d'Evaluation du coût de la vie reposent sur le calcul des dépenses effectuées par une famille ouvrière de quatre personnes (les parents et deux enfants); les familles nombreuses sont donc désavantagées, semble-t-il?

Cette remarque, qui vient immédiatement à l'esprit, serait exacte si, depuis déjà un certain temps, les chefs d'entreprise ne distribuaient pas aux ouvriers, chargés d'enfants, des primes spéciales; ces primes sont destinées à leur permettre de faire face aux

dépenses qui leur incombent à ce titre; elles ne s'incorporent d'ailleurs pas au salaire dont elles diffèrent quant à leur mode de calcul et à leur rôle.

Les premières tentatives faites, en ce sens, par les établissements industriels datent vraisemblablement de novembre 1916; à cette époque, le Syndicat des Mécaniciens, Constructeurs, Chaudronniers et Fondateurs de la région de Grenoble s'émut, à juste titre, du péril que la dépopulation faisait courir à l'activité nationale; ses adhérents étaient, en effet, aux prises avec les difficultés de plus en plus considérables quand il leur fallait recruter de la main d'œuvre, aussi virent-ils la nécessité d'encourager les familles nombreuses « Sans doute, la question de la natalité est surtout « d'ordre moral : « C'est, disait M. Paul Deschanel au « Congrès de la Natalité, l'hygiène des esprits qu'il « faut améliorer, c'est la stérilité des âmes qu'il faut « atteindre ». Mais peut-on négliger l'aspect pécuniaire? « Comment vanter la dignité et le charme des nombreuses familles, avec, sous les yeux, le spectacle « immoral et démoralisant de celles qui vivent dans la « la gêne et dans la misère, uniquement parce qu'elles « sont nombreuses? Mais, par contre, quelle réponse « au reproche malthusien d'imprévoyance, si l'enfant à « la charge qu'il entraîne apporte une compensation »¹. C'est pourquoi les industriels de Grenoble décidèrent d'accorder aux ouvriers, pères de famille, des primes de vie chère supplémentaires, sous la forme suivante :

1. Pierre Saint-Girons : *Les allocations familiales et l'assurance*, dans *la Revue hebdomadaire* du 26 mars 1921.

1^o Prime mensuelle de 12 fr. 50 à la famille pour l'ouvrier dont la femme ne travaille pas, prime portée à 25 francs si l'inactivité de la femme provient d'une infirmité, de la grossesse, ou des soins de l'éducation de plusieurs enfants en bas-âge;

2^o Prime mensuelle de : 7 fr. 50 pour 1 enfant; 18 francs pour 2 enfants; 31 fr. 50 pour 3 enfants; 84 francs pour 4 enfants; 12 francs par enfant au-delà du quatrième.

« Au bout de quelques mois, l'institution fut complétée par une réforme essentielle.

« Les promoteurs de l'expérience n'avaient pas tardé, en effet, à s'apercevoir du danger que présentait l'organisation telle quelle des indemnités familiales. La plupart des chefs d'industrie avaient été obligés d'appliquer chez eux le régime nouveau, étant donné la faveur dont il jouissait auprès du personnel ouvrier. Mais des indices permettaient de craindre que certains d'entre eux ne s'efforçassent de recruter leur main-d'œuvre parmi les célibataires ou les ouvriers chargés de peu de famille, et d'écarter les pères de famille nombreuse. Ainsi la réforme risquait de se retourner contre ceux-là mêmes qu'elle se proposait de protéger.

« On eut alors l'idée heureuse de supprimer l'intérêt d'un tel calcul en créant, entre les employeurs, une sorte de mutuelle contre le risque d'inégalité dans les charges de famille de leur personnel. Ce résultat fut obtenu par la constitution d'une caisse centrale, appelée par ses fondateurs « caisse de com-

« pension », à laquelle s'affilièrent les industriels
« désireux d'organiser chez eux le régime des alloca-
« tions : les charges afférentes à ce régime sont sup-
« portées, non plus par chaque établissement, mais
« par la Caisse elle-même. Pratiquement, les choses
« se présentent de la manière suivante :

« Les industriels versent directement aux ouvriers
« les indemnités prévues; la caisse de compensation
« totalise mensuellement ou trimestriellement les
« sommes ainsi payées au titre des allocations par les
« divers établissements adhérents; elle totalise, d'au-
« tre part, les sommes payées au titre du salaire. Ces
« calculs sont faits sur les renseignements transmis
« par les adhérents. Le rapport de l'un à l'autre des
« totaux donne, en pourcentage des salaires, la charge
« afférente au service des allocations¹. Ce pourcen-
« tage, très légèrement majoré pour faire face aux
« frais d'administration, constitue la cotisation des
« adhérents.

« Il ne reste plus qu'à établir le compte de chacun
« d'eux. La caisse connaît le montant total des sa-
« laires payés dans chaque établissement; elle calcule
« donc la cotisation correspondante. Elle connaît,
« d'autre part, le total des sommes versées dans cha-
« que établissement au titre des allocations. Si ce
« dernier chiffre est supérieur au montant de la coti-
« sation, la caisse verse la différence à son adhérent;

1. Dans un certain nombre de caisses, la charge est calculée par tête d'ouvrier ou employé, au lieu d'être calculée en pourcentage des salaires. La procédure est, d'ailleurs, exactement la même.

« s'il est, au contraire, inférieur au montant de la
« cotisation, c'est l'adhérent qui est débiteur vis-à-
« vis de la Caisse.

« Cet organe central, est donc organe de compensa-
« tion à deux points de vue : d'abord, parce qu'il
« égalise la charge des adhérents, quelle que soit la
« situation de famille du personnel de chacun d'eux ;
« ensuite, en un sens plus précisément juridique du
« mot, parce qu'il se borne à balancer les créances et
« les dettes nées entre les adhérents du fait des diffé-
« rences qui se manifestent dans la situation de famille
« de leurs personnels¹. »

Grâce à la propagande organisée par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, cette institution des Allocations familiales n'a pas tardé à se répandre sur l'ensemble du territoire ; le 25 mars 1919, elle adressait, dans ce but, une circulaire aux Syndicats régionaux, en insistant pour qu'ils unissent leurs efforts en vue d'imiter l'exemple de Grenoble. Cet appel fut entendu et, le 1^{er} décembre 1921, on comptait 75 caisses de compensation en fonctionnement ; 23 étaient en préparation. Quant aux primes distribuées, elles atteignaient à la même époque, soixante quinze millions alloués sous forme d'allocations mensuelles, de primes de naissance et de primes d'allaitement.

Partout où elles ont fonctionné, les Caisses ont été accueillies avec satisfaction par les ouvriers qui en

1. Richemond : *Allocations pour charges de familles et caisses de compensation*, dans la *Revue d'Economie politique* de 1920, p. 592.

ont compris le sens et la portée, et ce, malgré les sarcasmes habituels de quelques énergumènes.

La Caisse de Compensation de la région Parisienne.

— En raison du succès de ces organismes, il nous semble intéressant d'examiner l'organisation¹ et le fonctionnement de la Caisse de Compensation de la Région Parisienne, créée, en 1919, sur l'initiative du Groupe des Industries Métallurgiques Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne. Ce Syndicat se livra à ce propos à une enquête sur le nombre d'enfants de 99.650 ouvriers appartenant presque tous à la Métallurgie et à la construction mécanique et habitant Paris ou la banlieue; le résultat de ces recherches, comme on le voit par les chiffres suivants, commandait impérieusement d'instituer un régime d'allocations familiales :

Sur 100 ouvriers, on comptait :

36,9 % de célibataires, veufs ou divorcés sans enfant.

63,1 % en ménage ou chefs de famille.

Sur 100 ménages, on en comptait :

38,4 % sans enfant.

33,4 % avec un enfant.

17,5 % avec 2 enfants.

6,4 % avec 3 enfants.

1. Ces Caisses sont administrées par un Conseil d'administration et une Assemblée générale.

2,5 % avec 4 enfants.

1,6 % avec plus de 4 enfants.

Moyenne du nombre d'enfants par ouvrier : 0,67.

Le premier problème dont la solution s'imposait aux organisateurs de la Caisse de Compensation consistait à fixer le cadre ; serait-ce la profession ou la région ?

La caisse organisée à Grenoble était une caisse professionnelle, et d'autres l'avaient suivie dans cette voie ; néanmoins, dans la majorité des cas, la forme de l'avenir est la caisse régionale ; la forme interprofessionnelle correspond mieux, en effet, au caractère des allocations et au but poursuivi par le patronat.

« La question des allocations n'est pas une question
« individuelle ni professionnelle, c'est une question
« d'ordre général intéressant toute l'industrie française ;
« il n'y a donc pas de raison pour que la compensation s'arrête à la corporation et pour que les
« industries situées dans la région et, par conséquent,
« dans le même milieu social au point de vue du coût
« de la vie et des habitudes contribuent dans des proportions
« différentes aux charges des allocations ¹ ».

C'est pour ces raisons que la Caisse de compensation instituée par le Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne fut organisée sous la forme régionale.

Cette première difficulté résolue, plusieurs autres surgissaient. Quelle serait la base de la compensation ?

1. Molliard : *Les Allocations Familiales et les Caisses de Compensation*, p. 37.

A qui attribuer les allocations? A quelles conditions? Quel serait leur sort quand le chef de famille viendrait à cesser tout travail? Autant de questions délicates qui étaient liées à la vitalité de la Caisse.

Trois systèmes pouvaient servir de base à la compensation : l'effectif du personnel, la journée de travail, le salaire. Les deux premiers imposaient des règlements trop fréquents et contraignaient les entreprises à procéder à des calculs minutieux; par contre, prendre le salaire comme base de compensation dispensait les établissements de toute recherche, cet élément servant de base aux primes payées aux assurances contre les accidents du travail. Comme la plupart des autres caisses, la caisse de compensation de la région parisienne fit donc reposer la compensation sur le salaire¹.

Plus délicat était le point de savoir à qu'iseraient versées les allocations. Sous peine de ne pas réaliser le but poursuivi, les organisateurs de la caisse ont compris la nécessité d'entendre la notion de « chef de famille » au sens large; y rentrent donc à, défaut des parents, les descendants ou les collatéraux qui assument la charge d'un enfant orphelin ou abandonné². « On sent, dans toute cette partie de la réglementation, la préoccupation d'assurer, aussi complètement.

1. Au 1^{er} octobre 1921, sur 75 caisses, 12 seulement avaient choisi l'effectif du personnel, comme base de compensation; quant à la journée de travail, elle n'était prise en considération dans ce but que dans 5 caisses. Enfin 2 caisses agricoles tenaient compte du nombre d'hectares.

2. C'est d'ailleurs le système suivi dans la plupart des caisses.

« que possible, à l'ouvrier qui accepte les charges de
« famille le sentiment que ses enfants seront protégés
« et assistés¹ ». Aussi, en cas de décès du chef de fa-
mille, elle maintient les allocations avec trois autres
caisses (Alger, Charleville et Montluçon); elles sont
seules à avoir adopté cette solution; en pareille cir-
constance, la plupart cessent de les servir, quelques-
unes cependant continuent temporairement et sous
certaines conditions.

Pour des raisons faciles à comprendre et bien que le
système ne soit pas encore généralisé, la caisse remet
les allocations à la mère.

« La question a été longuement controversée de sa-
« voir s'il fallait admettre tous les enfants dès le pre-
« mier-né, au bénéfice des indemnités. Les spécialis-
« tes des questions de natalité et de population déclai-
« rent très nettement que l'encouragement ne doit
« commencer qu'à partir du troisième, voire même du
« quatrième enfant, les premiers n'étant pas un élé-
« ment d'accroissement de la population. Ce point de
« vue est rigoureusement logique, mais il ne tient
« malheureusement pas compte des faits; et la statisti-
« que rapportée plus haut prouve qu'avant de songer
« à la quatrième ou à la troisième naissance, il fau-
« drait pouvoir compter sur la deuxième et même sur
« la première qui sont loin de se présenter avec une
« fréquence normale.

« Il est d'ailleurs difficile de méconnaître cet état

¹ Fichet-Lionet : *loc. cit.*, p. 598.

« d'esprit — pourquoi ne dirions-nous pas franche-
« ment ce travers — bien français qui consiste à re-
« chercher partout et toujours, mais surtout entre les
« membres d'une même famille, l'égalité la plus
« complète possible.

« Pour ces raisons, l'allocation a été établie presque
« partout au profit du premier-né, et nous croyons que
« pratiquement, il était bien difficile qu'il en fût au-
« trement.

« Du moins fallait-il tenir compte du nombre des
« enfants dans l'établissement du taux des alloca-
« tions? Fallait-il prévoir un taux égal ou un taux pro-
« gressif? Fallait-il, au contraire, envisager un ba-
« rème dégressif?

« En général, les indemnités ont été organisées sui-
« vant un barème progressif simple. Il y a, semble-t-il,
« une trace de l'idée d'encouragement à la natalité
« de l'efficacité de laquelle nous sommes loin d'être
« convaincus.

« Dans l'organisation parisienne, le problème a été,
« résolu de la façon suivante : on a cherché à évaluer
« la somme globale qu'il était juste d'attribuer à titre
« d'allocation mensuelle pour une famille normale de
« trois enfants, et on a réparti cette somme inégale-
« ment et suivant un barème progressif entre les trois
« premiers enfants. Pour les suivants, on a appliqué
« uniformément le taux accordé au troisième¹ ».

La Caisse accorde donc une prime de 250 francs à

1. Richemond : *loc. cit.*, p. 600.

la naissance du premier enfant et de 150 francs à celle des suivants; en outre, des primes d'allaitement de 30 francs par mois sont versées à la mère qui nourrit son enfant¹. Quant aux allocations mensuelles, elles sont versées au chef de famille qui ont à leur charge un ou plusieurs enfants de moins de 14 ans, âge de l'apprentissage². En cas de décès de l'enfant, la prime cesse d'être versée dans presque toutes les caisses, quelques-unes cependant, celle de la Région Parisienne notamment, en continuent la versement pendant un certain temps.

« Beaucoup plus délicate est la question de savoir
« dans quelle mesure le versement des allocations
« doit être subordonné à la condition de présence, de
« puis un certain temps, de l'ouvrier attributaire dans
« l'établissement. Cette condition est inégalement en-
« tant qu'elle concourt à augmenter la stabilisation
« du personnel dans les usines, élément primordial
« de paix sociale et de moralisation de l'ouvrier. Mais
« elle ne va pas sans inconvénients. Elle aboutit dans
« un certain nombre de cas particuliers à des injus-
« tices certaines. Elle risque, d'autre part, de créer la
« suspicion dans l'esprit des ouvriers toutes les fois
« qu'un congédiement sera fait avant l'échéance de
« la condition.

« Le problème semble devoir être résolu d'après la
« situation de la main d'œuvre et l'état d'esprit du
« personnel dans chaque région. A Paris, où la main

1. Ces primes ne sont allouées que par 13 caisses.

2. C'est d'ailleurs le système suivi presque partout.

« d'œuvre est extrêmement instable, la condition de
« présence dans l'établissement a été réduite à un
« mois.

« Toutefois, en ce qui concerne les primes de nais-
« sance, le règlement parisien prévoit une condition
« de présence d'un an dans la région; on a voulu par
« là éviter les abus qui auraient pu se produire du fait
« du passage temporaire, au moment de la naissance
« d'un enfant, d'ouvriers et ouvrières des régions
« voisines. Il était peu désirable de favoriser le calcul
« de cette catégorie d'attributaires ¹ ».

La plupart des caisses ont suivi un système semblable : 8 seulement n'exigent aucune condition de ce genre, et 15 n'ont pas prévu la question.

Au moment de l'élaboration du règlement parisien, on a longuement discuté la question de savoir s'il fallait accorder le bénéfice des allocations familiales à tous les salariés ou seulement à ceux dont le traitement ne dépasserait pas un certain chiffre. Finalement la première solution l'a emporté; elle caractérise bien la nature des allocations familiales qui ne sont pas une charité, mais la constatation d'un état social ².

Un point restait encore à élucider : les étrangers bénéficieraient-ils ou non des allocations? Après un mûr examen, les fondateurs de la caisse ont imposé aux salariés étrangers certaines conditions particu-

1. Richemond : *loc. cit.*, p. 599.

2. Ce système n'est pas celui de la majorité des caisses qui ont fixé un maximum de salaires au-delà duquel cesse le bénéfice des indemnités familiales; certaines, même, n'ont pas prévu cet aspect du problème.

lières en accord avec le but poursuivi par cette institution.

« Enfin il était impossible de ne pas prévoir un
« lien entre le versement des allocations à l'ouvrier et
« l'exécution par lui de son travail. On ne peut pas
« demander au patron de se déclarer débiteur de l'ou-
« vrier qui chôme volontairement et d'assumer une
« partie de la charge de l'entretien de ses enfants,
« s'il ne se donne pas même la peine de gagner sa vie.

« D'autre part, il serait contraire au principe de
« l'institution de proportionner le versement des al-
« locations au travail fourni, puisque les allocations
« sont exclusivement basées sur la situation de famille
« de l'attributaire ¹.

« Le juste milieu consiste à faire de l'exécution
« normale et loyale du contrat de travail la condition
« du versement des allocations en maintenant inté-
« gralement le versement toutes les fois que l'arrêt
« du travail est dû à une cause légitime et indépen-
« dante de la volonté de l'ouvrier (raison de famille,
« maladie, force majeure). C'est la solution à laquelle
« s'est arrêté le Règlement Parisien ¹ ».

Ce règlement maintient donc les allocations en cas de décès ou de maladie et d'accident du travail entraînant une incapacité temporaire, mais en cas d'incapacité permanente ou totale, leur versement prend

1. A ce point de vue, le système de l'attribution de l'allocation par journée de travail, qui fonctionne notamment à Nantes, ne nous paraît pas réaliser pleinement le but cherché,

2. Richemond : *loc. cit.*, p. 599.

fin. Tel est également, à quelques exceptions près, le système suivi par les autres Caisses, sauf en cas de décès.

Le Comité d'études des Allocations Familiales. — Le développement rapide pris par l'institution des allocations familiales et la création de nombreuses caisses de compensation devaient faire apparaître la nécessité de grouper ces dernières au sein d'une organisation centrale. Elles sont entrées en relations, en décembre 1920, au cours d'une « journée » que leur fut réservée, à l'issue du Congrès des Associations familiales, tenu à Lille, sous la présidence du général de Castelnau; elles y décidèrent la création d'un organisme permanent de liaison, chargé d'assurer la coordination de leurs efforts et d'étudier les problèmes auxquels elles sont toutes intéressées. De plus, cet organisme a pour mission de centraliser la documentation relative à cette question, d'organiser la propagande indispensable pour faire connaître les Caisses de Compensation et enfin, de représenter vis-à-vis des tiers les Caisses qu'il groupe. En même temps, celles-ci prirent la résolution de se réunir en un congrès annuel pour donner ses directives à cet organisme central.

C'est pour exécuter la décision prise à Lille que l'on forma, sous les auspices de l'Union des Industries métallurgiques et Minières, le Comité d'Etudes des Allocations familiales. Ce comité fut organisé sous

la forme d'une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Le Comité d'Etudes comprend deux catégories de membres : des membres titulaires et des membres d'honneur. Les membres titulaires sont les représentants d'un certain nombre de Caisses désignées, chaque année, par le Congrès National. Chacune des Caisses ainsi désignées est représentée au sein du Comité par son Président ou par un membre de son Conseil d'administration et par un délégué spécial choisi par ce conseil. Les caisses appelées à nommer les membres titulaires du Comité sont actuellement au nombre de douze, mais leur nombre pourra être ultérieurement porté à 18 à la suite d'une décision en ce sens votée par le Congrès, sur la proposition du Comité en fonctions. Quant aux membres d'honneur, ils sont désignés par les membres titulaires, sous réserve de ratification par le plus prochain congrès.

La dissolution de l'Association ne peut être prononcée que par le Congrès spécialement convoqué à cet effet et dans les conditions fixées par les statuts.

Le Congrès National indique au Comité les questions qui méritent d'attirer son attention, mais dans la limite des pouvoirs qui lui sont ainsi conférés, le Comité a toute initiative pour procéder aux travaux, recherches, démarches, enquêtes nécessaires pour mener à bien l'étude des questions intéressant le régime des allocations familiales et le fonctionnement des Caisses de compensation ; il en est de même pour tout

ce qui a trait à la propagande. Mais aucune décision nécessitant de la part des caisses un supplément de participation financière ne peut être exécutée avant d'avoir été ratifiée par le Congrès.

Le fonctionnement du Comité est assuré par un bureau élu dans son sein et comprenant un président, trois vice-présidents, et un secrétaire-trésorier. Indépendamment de ses attributions administratives, ce dernier effectue, en outre, au nom du Comité, toutes les démarches utiles auprès des personnalités ou des institutions avec lesquelles le Comité décide de prendre contact. Il est, d'ailleurs secondé dans ses fonctions par un directeur auquel il peut déléguer tout ou partie de ses fonctions.

Quant aux ressources du Comité, elles proviennent de subventions et de cotisations payées par les Caisses adhérentes; l'assiette et le taux de ces cotisations sont fixés, tous les ans, par le Congrès dont il faut examiner maintenant la composition et le fonctionnement.

Le Congrès des Caisses de compensation se réunit, sur la convocation du Comité, une fois par an au moins et toutes les fois que celui-ci le juge utile; il se tient dans la ville choisie par le précédent congrès parmi celles où l'institution des allocations familiales a reçu une extension importante.

Il se compose de membres à voix délibérative qui sont les membres du Comité d'études et les délégués des caisses ¹, et de membres à voix consultative choisis,

1. Une caisse peut avoir plusieurs délégués, mais elle n'a pas pour cela un nombre de voix plus considérable.

en général, parmi les personnalités représentant les institutions fondées en faveur des familles nombreuses.

Le rôle du Congrès consiste à se faire rendre compte de l'activité du Comité, à tracer le programme d'action de l'année suivante et à prendre une décision sur les propositions qui lui sont soumises par ce dernier.

Les Caisses de compensation qui ont adhéré aux statuts du Comité et acquitté leur cotisation assistent au Congrès. Chacune d'elle a le droit à une voix ; en outre, chacune dispose d'un nombre de voix supplémentaire, fixé de la manière suivante, selon l'importance du chiffre des allocations compensées par elle, au cours de l'année précédente :

de 250.000 fr. à 1.000.000	1 voix.
de 1.000.000 fr. à 10.000.000	2 voix.
Au-dessus de 10.000.000.....	3 voix.

Parmi les problèmes qui ont retenu l'attention du Comité au cours de l'année 1921, il faut citer, sans parler des questions d'ordre technique, celles qui ont trait à l'organisation corporative ou régionale des caisses, à l'incorporation des allocations dans les salaires de base servant à établir le montant des rentes servies aux victimes d'accidents de travail, et à l'intervention de l'Etat dans ce domaine.

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer comment la forme interprofessionnelle était plus en rapport avec la nature des allocations familiales que la forme corporative ; néanmoins, après un mûr examen de la question, le Comité n'a pas pris un parti nettement

tranché; dans les centres industriels où l'organisation patronale est fortement constituée, il peut y avoir intérêt à ce que la Caisse soit à base corporative.

Quant au point de savoir si les allocations doivent être prises en considération pour en fixer le salaire de base prévu par la loi de 1898 sur les accidents du travail, c'est une difficulté à propos de laquelle l'accord ne s'est pas encore fait entre les ouvriers et les patrons. Les tribunaux appelés plusieurs fois à les départager n'ont pas encore adopté une jurisprudence certaine.

À l'appui de sa thèse, le Comité, qui se prononce pour la négative, invoque le caractère particulier des allocations familiales dont l'objet n'est pas le même que celui du salaire. Il invoque aussi et surtout la loi du 25 juin 1920 qui a exempté les allocations de l'impôt sur les salaires. Actuellement, d'ailleurs, il étudie une combinaison qui mettrait fin à l'incertitude des caisses. On créerait un fonds commun géré par lui et alimenté par les cotisations des Caisses. C'est le comité d'études qui, en cas de litige, suivrait l'affaire et, le cas échéant, verserait, grâce aux produits du fonds commun, la portion de rente allouée par suite d'une détermination inexacte du salaire de base.

L'opposition ainsi faite à l'incorporation des allocations dans les salaires n'a pas pour but de soustraire les adhérents des Caisses à un surcroît de charges, relativement modiques, mais de permettre une meilleure utilisation des sommes qui devraient y être affectées sous forme de primes payées aux Compa-

gnies d'Assurance contre les accidents du travail. C'est pourquoi la plupart des caisses maintiennent les allocations en cas d'incapacité temporaire; néanmoins celles qui agissent de même dans l'hypothèse d'incapacité permanente ou de mort sont encore l'exception.

L'intervention du législateur dans le domaine des allocations familiales a été préconisée par M. Bokanowsky qui a déposé une proposition de loi en ce sens le 24 février 1920¹ : cette proposition est basée sur les principes suivants :

1^o Obligation pour quiconque emploie pendant au moins 150 jours par an et 5 heures par jour une ou plusieurs personnes à un travail salarié :

- a) De verser des allocations pour charges de famille;
- b) De faire partie d'une caisse de compensation.

2^o Ces allocations comprennent des :

a) allocations la grossesse : maintien du salaire pendant le mois qui précède et le mois qui suit l'accouchement;

b) primes fixes de naissance : $\frac{2}{3}$ au moins du salaire mensuel pour l'aîné, $\frac{1}{3}$ au moins pour chacun des puînés;

c) primes d'allaitement : minimum 10 % du salaire mensuel pendant 10 mois;

d) allocations mensuelles pour tous les enfants au-dessous de 14 ans; minimum 5 % à $7\frac{1}{2}$ % du salaire mensuel par enfant.

1. *Journ. Off.* annexe, n° 386, p. 561.

3^o L'adhésion obligatoire à une caisse comporte le versement à cette dernière d'une cotisation fixe évaluée à un minimum de 5 % du total des salaires et appointements payés par chaque employeur.

Dès le moment où elle a été déposée sur le Bureau de la Chambre, cette proposition a rencontré l'opposition des Caisses de Compensation existantes, et, en outre, elle a été vivement critiquée non sans raison par le Comité.

Ce dernier lui reproche, notamment, d'imposer aux patrons une lourde charge (au minimum 5 % des salaires) très supérieure à celle qui résulte pour eux de l'adhésion à l'une des caisses actuellement en fonctionnement. La moyenne des cotisations versées, en 1921, aux caisses a été, en effet, de 1,60 % des salaires.

D'autre part, il n'est pas douteux que le principe de la contribution obligatoire une fois admis, la tentation sera forte, pour le Parlement, de satisfaire certaines aspirations qui se font de plus en plus pressantes dans le domaine de la politique sociale en augmentant progressivement le taux de cette contribution.

Or, à ne considérer que le taux originellement fixé, il semble qu'en raison de la situation économique actuelle, la proposition comporte une charge qui serait d'autant plus difficilement supportée par les employeurs qu'elle ne correspond qu'à l'une des obligations d'ordre social auxquelles ceux-ci sont obligés de faire face,

D'autre part, les Caisses de Compensation organisées par l'initiative privée ont fait leurs preuves; rien ne justifie donc leur remplacement par des organismes d'une gestion plus onéreuse et de laquelle les patrons sont écartés : la surveillance, et dans certains cas, la gestion même passeraient aux mains de l'Etat qui s'arrogerait ainsi le bénéfice d'une libéralité dont les employeurs feraient les frais.

Enfin, tandis que, dans sa forme actuelle, l'institution de l'aide patronale aux ouvriers chefs de famille est susceptible de recevoir des applications variables, appropriées aux conditions régionales ou locales du travail et de l'existence en général, la proposition Bokanowsky impose un système rigide et uniforme pour l'ensemble du pays.

SECTION II. — LES SYNDICATS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE ET LA QUESTION DU LOGEMENT OUVRIER.

Personne n'ignore l'importance sociale du logement; un logement confortable et sain est, en effet, le meilleur préservatif contre l'alcoolisme et les maladies.

Toute famille devrait donc, dans une société civilisée ou qui se prétend telle, disposer d'un logement décent, c'est-à-dire composé de quatre pièces au moins : une pour les parents, deux pour les enfants, (afin de séparer les sexes) et la quatrième pour la cuisine, les repas, la vie de famille.

Combien de ménages de quatre personnes et au-

delà peuvent disposer d'une installation semblable que certains n'hésitent pas à qualifier de luxueuse, bien qu'elle constitue seulement un minimum impérieusement réclamé par l'hygiène sociale?

A Paris, avant la guerre, il existait 228.000 ménages, bourgeois ou ouvriers, de quatre personnes au moins, et, parmi eux, 88.000 seulement, soit 39 % occupaient des appartements de quatre pièces et plus. Les autres s'entassaient, pêle-mêle, dans des habitations surpeuplées, quand ce n'était pas dans la promiscuité d'un taudis¹. Dans toute ville, il y a « des
« milliers de familles qui n'ont pour tout logement
« qu'une seule chambre. Et parfois, ce ne sont pas
« les membres d'une même famille, mais des sous-
« locataires ou pensionnaires. Ainsi uneseu le chambre
« pour dormir, pour manger, pour se reposer, pour
« travailler peut-être, s'il s'agit d'ouvriers travail-
« lant à domicile, une chambre commune avec l'hom-
« me ivre, avec les enfants malades qui pleurent,
« avec les soins intimes de la toilette si ce mot peut-
« être employé sans ironie, avec la femme qui accou-
« che, avec le cadavre qui gît sur le lit jusqu'à ce
« qu'on vienne l'emporter; il est difficile d'imaginer
« quel degré de dégoût ces conditions d'existence peu-
« vent représenter pour une créature qui n'a pas per-
« du toute honte et pis encore, quel degré de dégradat-
« ion elles supposent pour celles, beaucoup plus

1. La guerre a augmenté, dans des proportions considérables, le nombre des familles condamnées à vivre dans des locaux surpeuplés.

« nombreuses, qui en sont arrivées à s'en accommoder et à n'en plus souffrir ¹ ».

A quelle raison faut-il attribuer cette situation déplorable à tous égards ? A la hausse vertigineuse des loyers. Avant la guerre, en un siècle, le prix du logement avait quintuplé, et qu'en faudrait-il dire maintenant ?

Cet état de choses, imputable aux progrès de la civilisation moderne qui tend à entasser dans les grandes agglomérations urbaines des foules toujours plus nombreuses, a été singulièrement aggravé par la guerre. En même temps que les *réfugiés* y venaient chercher un abri, les populations rurales attirées par l'appât des hauts salaires, désertaient, en masse, les campagnes pour aller vivre à la ville plus confortablement et plus agréablement, croyaient-elles.

Dès avant 1914, les pouvoirs publics s'étaient inquiétés de cette tendance de notre organisation sociale et ils avaient cherché à y remédier en favorisant la construction des maisons ouvrières. L'examen des moyens employés par eux pour réaliser ce but, dépasserait de beaucoup les cadres de cette étude. Il suffit d'indiquer qu'ils ne sont pas encore parvenus aux résultats espérés : malgré leurs efforts, trop de familles ouvrières habitent encore des locaux peu hygiéniques.

Les circonstances actuelles ont donné une acuité

1. Gide : *Les Institutions de progrès social*, p. 272.

toute particulière à cette question du logement ouvrier qui, maintenant, touche non seulement à la moralité et à l'hygiène, mais aussi à la conservation et à la stabilisation de la main-d'œuvre.

Les chefs d'entreprise se sont préoccupés de résoudre cet angoissant problème (du reste, ils se sont inquiétés depuis longtemps de cette question). Ils ont construit les premières « cités ouvrières », et leur initiative est encore, de nos jours, de beaucoup, la plus importante. « Il n'y a que des patrons ou des « Compagnies qui puissent bâtir ces maisons ouvrières et les louer à bas prix, très souvent même à « perte, en ce sens que le patron abandonne l'intérêt « du capital dépensé pour la construction et ne fait « payer que les frais d'entretien. A l'usine de Bacca- « rat, les ouvriers sont logés gratuitement. Au Creu- « sot, le prix des loyers variait de 8 francs à 1 fr. 25, « par mois ; et même le logement est fourni gratuite- « ment, dans certains cas, pour les veuves, pour les « ouvriers retraités, etc...¹. »

A vrai dire, cette initiative était une nécessité pour tous les chefs d'entreprise dont les usines étaient situées loin des villes ; s'ils n'avaient pas fourni à leur personnel le moyen de se loger, ils eussent été dans l'impossibilité de recruter leur main-d'œuvre. C'est ainsi qu'ont pris naissance de grandes agglomérations ouvrières autour des hauts-fourneaux du Creusot.

1. Gide : *loc. cit.*, p. 277.

Mais le caractère philanthropique du but poursuivi mettait les patrons dans une situation très délicate quand il leur fallait se procurer du crédit pour la construction de cités ouvrières. L'impossibilité de servir aux capitalistes disposés à s'intéresser à l'opération un intérêt aussi élevé que celui du marché entravait le développement des habitations ouvrières et contraignait les industriels à les construire avec leurs seules ressources quand ils ne pouvaient pas supporter, personnellement, les charges d'un emprunt.

En présence de la *crise actuelle du logement*, les industriels de la métallurgie ont estimé qu'il convenait de renoncer aux errements suivis jusque-là et de s'engager résolument dans une voie nouvelle. Ils ont considéré qu'il était nécessaire, pour le développement du logement salubre, en France, de donner aux capitaux une rémunération normale et de commercialiser cette opération si on voulait que des fonds importants fussent mis à la disposition de l'Industrie pour être employés à cette destination spéciale. La nécessité s'imposait donc de fonder un organisme qui, dégagé des anciens préjugés, ferait un large appel aux capitaux privés et leur offrirait une rémunération suffisante.

Telle est l'origine de la *Caisse Foncière de Crédit pour l'amélioration du logement dans l'Industrie*, créée en 1918, à l'instigation de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, et, bientôt¹, doublée par

1. Le Comptoir date de l'année suivante.

l'organisation du *Comptoir général du Logement Economique*. Le Comptoir est destiné à compléter, au point de vue construction, l'effort accompli par la Caisse Foncière au point de vue des facilités de crédit.

*I. — La Caisse Foncière de crédit pour l'amélioration
du Logement dans l'Industrie.*

La Caisse Foncière a pour rôle de se procurer, sur le marché, au moyen d'emprunts, les fonds dont elle a besoin pour mener à bien les opérations dont elle se charge (prêts aux sociétés d'habitations à bon marché, ou achat et construction d'immeubles pour les vendre ou les louer); et, avec le produit de ses opérations, elle se libère vis-à-vis de ses créanciers. Aussi, pour trouver plus facilement du crédit, s'est-elle constituée sous forme de société anonyme, mais avec cette particularité qu'elle prête seulement à ses actionnaires, car elle est essentiellement une *Mutuelle d'émission d'obligations*.

Son organisation administrative est semblable à celle de toutes les sociétés anonymes assujetties à la loi du 24 juillet 1867, et ne présente pas de particularités dignes de remarques; il suffit donc de la mentionner sans y insister davantage.

Par contre, le fonctionnement de cette intéressante institution mérite un examen plus approfondi.

D'après l'article 4 de ses statuts, la Caisse Foncière a pour objet :

« 1^o D'effectuer des prêts à des sociétés immobilières placées ou non sous le régime de la Législation des Habitations à Bon Marché, et ayant pour but la construction, l'aménagement et l'amélioration du logement dans l'industrie ;

« 2^o D'acquérir, de construire, ou de prendre en location des immeubles destinés au logement dans l'industrie, en vue de les vendre contre paiement immédiat ou différé, ou de les louer directement ou indirectement, soit à des Sociétés Immobilières de la nature de celles qui sont visées au paragraphe précédent, soit à des Etablissements industriels, soit à des personnes occupées dans l'industrie.

« Les opérations de la Société s'étendent également aux installations préparatoires ou complémentaires du logement, telles que : aménagement de viabilité et d'hygiène, rues, égouts, bâtiments à usage collectif, ainsi qu'aux dépendances ou annexes des logements, telles que jardins, bains et lavoirs ».

Il est vraisemblable que la Caisse Foncière continuera, comme par le passé, à se consacrer presque exclusivement à la première de ces tâches qui correspond mieux à sa destination ; il ne faut pas oublier, en effet, qu'elle est surtout un organisme intermédiaire entre les capitalistes et les industriels à la recherche des fonds nécessaires à la construction des habitations ouvrières.

Quand elle est sollicitée par un chef d'entreprise

de lui consentir un prêt dans ce but, la Caisse ne lui donne satisfaction que s'il devient actionnaire et que s'il constitue une société immobilière à laquelle elle accorde le prêt.

Les conditions de ce prêt sont déterminées par le Conseil d'Administration. Le taux de l'intérêt est, en général, sensiblement le même que celui du marché¹; quant aux délais de paiement, ils sont établis d'après les conditions particulières à chaque opération et en tenant compte de la nature de l'industrie exploitée par l'employeur. En principe, leur durée est de trente ans; toutefois, dans certains cas exceptionnels qui font l'objet d'une délibération spéciale du Conseil d'Administration, ils peuvent cependant être accordés pour une durée supérieure, mais sans pouvoir dépasser quarante ans.

Une fois en possession du montant de ce prêt la Société immobilière construit les maisons, les loue et en perçoit les loyers au moyen d'agents de perception spéciaux; puis, avec le produit des loyers, elle rembourse la Caisse dans le délai prévu au moment du prêt; ce remboursement se fait par annuités comprenant à la fois l'intérêt et l'amortissement des sommes prêtées.

La création de la Société immobilière correspond à une double préoccupation de la Caisse Foncière.

D'abord, hypothèse presque invraisemblable, mais

1. L'intérêt de ces prêts pourrait être plus faible si la Caisse Foncière, comme les Sociétés d'habitations à bon marché, était exemptée du régime fiscal auquel sont assujetties les sociétés commerciales.

impossible à ne pas envisager sans manquer à la prudence la plus élémentaire, il faut éviter que l'établissement industriel, désireux d'assurer des logements à son personnel, n'ait la possibilité de détourner une partie des fonds fournis, dans ce but, par la Caisse, pour remédier à des embarras de trésorerie momentanés.

Mais, aussi et surtout, la constitution d'une société immobilière est indispensable si on veut accroître les chances de paix sociale, grâce à l'amélioration des logements ouvriers. En général, en effet, l'ouvrier éprouve fort peu de sympathie pour son propriétaire. Il ne faut pas espérer que cet état d'esprit changera si son propriétaire est en même temps son patron. Cette réunion sur la même tête de deux incarnations également détestées aura, au contraire, pour effet de lui faire écouter, avec plus de complaisance, les excitations de ses tribuns lui parlant d'un nouveau servage rétabli au profit d'une autre féodalité. L'initiative patronale risque donc, en pareil cas, d'aboutir à un résultat bien différent de celui qu'on en attendait. Pour remédier à cette situation et donner à l'ouvrier l'impression que, rentré chez lui, il n'est plus chez son patron comme à l'atelier, on a imaginé de créer des sociétés spéciales chargées de construire les maisons ouvrières et de les louer. Telle est la raison d'être de la Société Immobilière dont la Caisse Foncière impose la Constitution avant de venir en aide aux chefs d'entreprise qui lui demandent son concours.

Ce concours ne leur est pas accordé sans garantie.

Pendant toute la durée des prêts qui leur sont faits,

les sociétés emprunteuses doivent s'interdire de consentir une garantie quelconque à un créancier autre que la Caisse Foncière¹. De plus, dans certains cas approuvés souverainement par le Conseil d'Administration, la Caisse demande l'établissement à son profit d'une hypothèque sur les biens de la Société. En toute hypothèse, la Société emprunteuse est obligée de tenir la Caisse au courant des événements qui peuvent diminuer la valeur de ses biens, et, en cas d'aliénation ou d'inobservation de ces formalités, sa dette devient immédiatement exigible; il en est de même quand des faits de ce genre compromettent les garanties de la Caisse Foncière.

Enfin, garantie beaucoup plus sérieuse, la Caisse exige que l'établissement industriel², dont le personnel profitera des maisons ouvrières, se porte caution vis-à-vis d'elle « de toutes les obligations pécuniaires « résultant pour la Société Immobilière de la teneur « du contrat de prêt intervenu entre la dite Société et « la Caisse Foncière de Crédit ».

Cet engagement de l'établissement industriel ne correspond pas simplement au désir de la Caisse d'augmenter le nombre de ses garanties, mais à une nécessité impossible à négliger sans faire crouler tout le système sur lequel repose la Caisse. Une maison ouvrière

1. Sinon, la dette devient immédiatement exigible.

2. Aux termes de l'article 10 des statuts, « le garant a l'obligation d'imposer cette charge à son successeur dans l'exploitation de son industrie et la Caisse Foncière a, même dans ce cas, le droit d'exiger le maintien de la première garantie, si mieux n'aime le premier garant effectuer la libération intégrale du prêt consenti ».

de quatre pièces revient en moyenne à 25.000 francs, sans parler des dépenses à effectuer pour l'acquisition des terrains et de celles à engager pour les travaux de voirie et de canalisation, s'il s'agit d'une cité. Le loyer de chacune de ces maisons devrait donc être de 1.500 francs au moins, mais il est rare qu'une famille ouvrière consacre à son logement plus de 600 francs par an. La Société d'Habitations à bon marché serait donc incapable de faire intégralement face aux obligations qu'elle a contractées vis-à-vis de la Caisse Foncière avec le seul produit des loyers, si l'établissement industriel ne venait pas combler le déficit qui provient de la différence existant entre le montant des loyers perçus et les annuités à payer à la Caisse Foncière.

C'est pourquoi, avant de consentir un prêt, le Conseil d'Administration de la Caisse se fait remettre par le Directeur un rapport indiquant les garanties offertes à la Caisse et contenant toutes les indications susceptibles de faire connaître la véritable situation financière de l'établissement qui veut construire des habitations ouvrières¹. Aux termes mêmes des Statuts, à ce rapport doivent être annexés :

Le Bilan du garant de l'opération établi en fin du dernier exercice social et certifié conforme ;

Le relevé des nantissements pouvant frapper le fonds de commerce et le matériel de ce dernier ;

1. Ces études nécessitent des frais auxquels il est fait face, comme aux autres dépenses, au moyen d'une somme versée par l'établissement emprunteur et calculée forfaitairement, à raison de 1/4 % du montant du prêt sollicité.

Le relevé du cadastre et de la situation hypothécaire des immeubles appartenant au garant, s'il en est fait état dans le rapport.

Si l'établissement est en mesure de tenir les engagements qu'on lui demande de prendre, la Caisse consent à la Société immobilière un prêt dont le montant est fixé par les statuts. « Le minimum des sommes engagées par la Caisse Foncière de Crédit dans une première opération avec le même garant est de 250.000 francs; le maximum des opérations faites sous une même garantie ne peut dépasser une somme égale au cinquième du capital social et des réserves du garant ¹ ».

La raison de cette disposition est facile à comprendre; on veut éviter d'accorder des prêts trop faibles ou trop importants. Les premiers sont insuffisants pour permettre la construction d'un assez grand nombre d'immeubles. Les autres priveraient la caisse de garanties indispensables à son fonctionnement régulier.

Avant de voir comment elle se procure les fonds dont elle a besoin, il faut indiquer brièvement en quoi consistent les opérations auxquelles elle peut se livrer en dehors des prêts. Elle peut aussi, en effet, acquérir, construire et louer des maisons ouvrières pour les revendre, les louer, ou les sous-louer à des sociétés immobilières, à des entreprises industrielles ou même aux ouvriers.

Ces ventes ou ces locations ne sont faites qu'avec des garanties analogues à celles qu'elles demandent

1. Article 20 des statuts.

en cas de prêt ; en outre, avant d'y procéder, elle prend aussi des renseignements sur la solvabilité du garant.

La Caisse foncière se procure les sommes nécessaires à la réalisation de ses opérations en émettant des obligations à la suite d'une délibération du Conseil d'administration qui en détermine les conditions d'émission, le taux d'intérêt, le mode d'amortissement et les garanties. Elles sont placées dans le public par un consortium de banques et cotées au parquet. D'après le règlement de la caisse, leur montant est limité à une somme égale à cinq fois son capital social. Aussi, pour satisfaire aux nombreuses demandes dont elle a été l'objet, la caisse a dû procéder, au cours de l'année 1920, à une augmentation de son capital qui est ainsi passé de 5 à 20 millions. Grâce à cette augmentation de capital, elle a pu procéder à l'émission de 75 millions d'obligations¹ et donner ainsi satisfaction à ceux qui sollicitaient son concours². Si l'on ajoute à ces 75 millions d'obligations, les 25 millions mis en souscription en novembre 1919, on constate que, le 31 décembre 1920, la Caisse avait consenti pour plus de 100 millions de prêts ; à cette date, d'ailleurs, elle songeait à procéder à une nouvelle augmentation de

1. Cette opération a été réalisée, au mois de juillet 1920, par la création de 150.000 obligations de 500 frs, amortissables en 40 ans, productives d'intérêt au taux de 6 % nets d'impôts présents et futurs.

2. Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1920, la Caisse Foncière a eu à examiner des demandes de prêts pour une somme globale de 100.200.000 francs. Sur ce chiffre, elle n'a admis des prêts que pour 79.687.000 francs qui ont été attribués à trente-neuf sociétés immobilières pour la création ou l'extension de cités ouvrières dans les diverses régions industrielles de France.

capital pour faire face à de nouveaux besoins. Le succès des émissions précédentes permet d'envisager l'avenir avec sécurité et donne à la Caisse la certitude de continuer à remplir heureusement ses hautes fonctions sociales.

Pour donner une idée plus précise du fonctionnement de la caisse foncière, il nous semble utile de le matérialiser à l'aide d'un exemple concret.

Soit un industriel qui désire emprunter 5 millions pour construire une cité ouvrière. Saisie de sa demande, la Caisse se renseigne sur sa situation financière; elle réclame notamment son bilan et le relevé des nantissements pouvant frapper son fonds de commerce. Si cette enquête aboutit à un résultat favorable, elle lui fait souscrire des actions pour un million, c'est-à-dire pour une somme qui correspond à 20 % de son prêt, mais il ne verse que le quart de cette somme; son versement se trouve ainsi limité à 5 % du prêt qu'il cherche à se faire consentir. Cette souscription d'actions est destinée à conserver à la Caisse Foncière son caractère de mutuelle d'émission d'obligations. Une fois que l'industriel a souscrit ses actions, la Caisse procède à l'émission des obligations qui lui procurent les fonds ¹ dont elle a besoin pour accorder un prêt et, pendant ce temps, le Société immobilière avec laquelle la Caisse contracte se forme; et, quand elle est constituée, l'industriel lui apporte sa garantie de façon à donner à la Caisse la certitude d'être remboursée quoi qu'il arrive.

1. A moins qu'elle ne les ait déjà émises

Enfin, comme il s'écoule un certain temps entre le moment où les obligations sont placées sur le marché et celui de la réalisation du prêt, l'industriel s'engage, jusqu'à ce moment, à couvrir la Caisse d'une somme égale au montant des intérêts du prêt qui sera consenti par elle à la Société immobilière.

II. — Le comptoir général du logement économique.

Le Comptoir général du logement économique a été fondé sur la même initiative que la Caisse Foncière de Crédit, au moment de la crise de sous-production qui a marqué la fin des années de guerre.

« A cette époque si agitée de la vie commerciale
« et industrielle du pays, le prix des produits industriels n'avait cessé de monter dans des proportions
« chaque jour plus grandes. A l'immensité des besoins engendrés par les ravages de la guerre ne répondait qu'une production insuffisante et, par suite,
« une instabilité de prix inusitée.

« Aucune commande n'était enregistrée à des prix
« fermes et les matériaux étaient facturés à la livraison avec 30 et 40 % d'écart et plus sur les prix
« de commande. Les délais de livraison également
« ne comportaient aucun engagement de la part des fabricants ou commerçants. Ils atteignaient couramment six mois et un an. Certains matériaux
« étaient pratiquement introuvables à quelque condition que ce fût.

« Il y avait là une œuvre sociale à accomplir pour
« un organisme nouveau, décidé à lutter coûte que
« coûte contre ces difficultés, pour insurmontables
« qu'elles pussent paraître. En outre, il y avait une
« action féconde à accomplir au point de vue de l'ex-
« tension, à la construction des logements ouvriers,
« des méthodes de standardisation dont l'influence
« est si caractéristique sur le prix de revient des ma-
« tériaux¹ ».

C'est dans ce but que le Comptoir général fut constitué, le 29 décembre 1919, sous forme de Société anonyme au capital de 500.000 francs. Il avait comme raison première d'obtenir :

- 1^o La stabilisation du cours des matériaux;
- 2^o Des délais de livraison minima;
- 3^o Des matériaux aux prix de revient les plus réduits;
- 4^o La suppression des intermédiaires.

C'est pourquoi, il a pour objet l'achat de tous matériaux ouvrés ou non, ainsi que de tout outillage, matériel et fournitures accessoires destinées à l'aménagement ou à l'amélioration de logements économiques et aux installations préparatoires et complémentaires. Ces achats sont faits par la Société en vue d'en effectuer la revente.

Depuis sa création, le Comptoir s'est efforcé de remplir la mission qui lui incombait.

Dès les premiers jours de 1920, il a établi sur les

1. *Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale du 23 juin 1921, p. 1.*

données pratiques résultant d'une enquête minutieuse, les types standardisés qu'il convenait de faire fabriquer. Son premier effort a porté sur les articles de Menuiserie, Serrurerie et Quincaillerie, qui sont à la fois les plus coûteux et les plus sujets à des mal-façons ou à des vices de fabrication. Il ouvrit, ensuite, une vaste enquête parmi les différents fabricants français, placés à la tête du marché, chacun dans leur spécialité, et en retint un certain nombre offrant les plus solides garanties industrielles et morales.

A ceux-ci, qui avaient particulièrement bien compris le but du Comptoir, qui, partageant ses vues, avaient consenti à organiser une fabrication spéciale à des prix suffisamment réduits, il fit des ouvertures de crédit importantes, pour leur permettre l'achat de matières premières par grosses quantités. Il passa des marchés destinés à donner tout apaisement à ces industriels et à leur assurer une fabrication régulière et continue.

Pratiquement, des productions entières lui furent réservées, ce qui lui permit d'exercer un contrôle sur ses fabricants.

Le Comptoir a pu ainsi, en pleine crise économique, arriver à fournir, avec des délais de livraison scrupuleusement observés, des marchandises de qualité irréprochable.

Il a vu venir à lui toute une clientèle non seulement de gros industriels, mais même de gros entrepreneurs qui n'ont pas hésité, comprenant les avantages qu'ils pouvaient tirer d'une telle organisation, à lui passer

très régulièrement leurs commandes. Grâce à ces circonstances favorables, il a pu augmenter, d'une façon continue et sans à coup, le nombre des articles inscrits à ses tarifs. C'est ainsi que la *Charpente*, la fabrication des *Escaliers*, la *Vitrierie*, les *Carrelages*, la *Peinture*, etc... parurent successivement dans ses tarifs et circulaires et furent accueillis avec la même faveur.

A l'heure actuelle, le Comptoir est en état de livrer à peu près tous les matériaux ouvrés entrant dans la construction des logements, à l'exclusion des matériaux de gros œuvre. Malgré les obstacles qu'il a rencontrés, il est donc arrivé à réaliser une grande partie de son programme.

« Par contre, son action, en ce qui concerne la
« standardisation, a rencontré et rencontre encore
« les plus grandes difficultés. Il semble que l'esprit
« particulariste français soit encore très éloigné de la
« discipline collective qui, seule, peut permettre
« une fabrication à très grande échelle, aboutissant
« à l'abaissement maximum du prix de revient des
« matériaux. Si, théoriquement, tout le monde est
« d'accord pour reconnaître les bienfaits de la standar-
« disation, depuis le client jusqu'à l'architecte qu'il
« charge de la confection des plans, jusqu'à l'entre-
« preneur à qui est confiée l'exécution, pratiquement,
« chacun veut faire dominer ses conceptions parti-
« culières au détriment de la standardisation d'en-
« semble. On en arrive ainsi à une forme de standar-
« disation très atténuée, ou plus exactement à une

« juxtaposition de standardisations individuelles dont
« l'intérêt est beaucoup plus limité ¹ ».

Il ne faudrait cependant pas croire que le Comptoir ait l'intention de favoriser la construction de cités ouvrières dont la repoussante uniformité donne une impression de tristesse et d'ennui. Son but est tout autre. Il encourage, autant qu'il le peut, les architectes et les entrepreneurs à construire des habitations ouvrières toutes différentes en combinant, de façon ingénieuse, les matériaux standardisés mis à leur disposition. Il cherche, en effet, par tous les moyens, à élever des maisons ouvrières ayant chacune leur cachet propre pour constituer un ensemble qui amuse les yeux et qui favorise le repos de l'esprit. Mais il voudrait faire mieux encore et faire revivre les vieilles architectures locales qui la plupart correspondaient aux exigences climatiques de chaque région.

On ne peut que souhaiter le succès d'une entreprise semblable et se féliciter de voir les abords des usines se transformer en riantes évocations du passé.

Sans parler des 6.000 logements dont il a assuré la construction ², le Comptoir a estimé utile d'établir des liens plus intimes avec ses clients de province; Dans ce but, il a créé, en 1921, des Agences Régionales. Ces agences sont constituées au moyen d'accords avec des sociétés d'habitation à bon marché possédant

1. *Rapport à l'Assemblée Générale du 23 juin 1921*, p. 5.

2. Au cours de l'année 1920, il a fait effectuer pour plus de 5 millions de travaux de menuiserie; en 1921, il en a fait effectuer pour 3 millions.

l'activité et la vitalité nécessaires pour permettre au Comptoir un rayonnement plus grand dans les milieux populaires. Un accord a été conclu avec la Société d'habitations à bon marché de Marseille; d'autres sont en préparation, notamment à Lille et à Hirson, et tout permet d'espérer que ces Agences constitueront un centre de renseignements pour les constructeurs et d'influence sociale pour le Comptoir.

L'avenir de cette institution semble, dès maintenant, s'annoncer plein de promesses. « Le Comptoir « a su, en effet, se faire connaître très rapidement et « apprécier de tous. Si sa création avait éveillé, parmi « certains fabricants ou entrepreneurs et même quelques chambres syndicales, des appréhensions injustifiées, ces dernières se sont très rapidement dissipées devant l'attitude loyale de la Société. Chacun « a compris qu'un abaissement du prix de revient « des matériaux était de l'intérêt général et l'on peut « estimer que le but social du Comptoir est aujourd'hui saisi de tous ¹ ».

SECTION III. — LES SYNDICATS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE ET LA PROTECTION DE L'OUVRIER CONTRE LES RISQUES QUI LE MENACENT.

Au cours de son existence, tout homme est exposé à certains risques (maladie, invalidité, vieillesse) dont la réalisation, en le rendant incapable de gagner sa

1. *Rapport à l'Assemblée Générale du 23 juin 1921*, p. 6.

vie, peut le réduire à la misère, lui et les siens, s'il n'a pas su prévoir cette menace et prendre, à temps, les mesures nécessaires pour y parer.

Dans les classes bourgeoises, la constitution d'une épargne plus ou moins importante ou la souscription d'une police d'assurance permet, en général, à ceux que l'avenir inquiète, d'en envisager la venue avec plus de sérénité.

Mais aucun de ces moyens n'est accessible à l'ouvrier que la maladie, la vieillesse ou même un simple accident du travail réduirait presque toujours à la mendicité s'il était abandonné à ses seules ressources. Aussi le travailleur est-il hanté par la crainte de ces maux. Epargner en prévision de ces éventualités, il n'y songe pas : *Carpe diem*, telle est, semble-t-il, sa règle de conduite.

C'est pourquoi le patronat a compris qu'il manquerait à son devoir de solidarité sociale s'il ne venait pas en aide à ses modestes collaborateurs chassés des ateliers par l'âge ou les infirmités et s'il ne leur donnait pas toute tranquillité sur la situation qui sera la leur à ce moment critique de leur vie. La mise en application de ces idées généreuses était du domaine des Syndicats patronaux spécialement organisés pour mener à bien cette grande œuvre de justice sociale ; et, c'est en effet sur l'initiative du Comité des Forges et de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières qu'ont pris naissance les organismes destinés à mettre les salariés de la sidérurgie à l'abri des risques sociaux auxquels ils sont exposés.

Comment ces groupements ont-ils organisé l'assurance du personnel de leurs adhérents contre la maladie, les accidents du travail, l'invalidité et la mort?

Telles sont les questions qu'il faut examiner pour connaître les efforts immenses et trop souvent ignorés accomplis, dans ce but, par les chefs d'entreprise de la Métallurgie française.

I. — L'Assurance contre la maladie : l'Association métallurgique et minière contre la tuberculose et les Sociétés de Secours Mutuels.

Depuis longtemps, les épidémies importées d'Extrême-Orient, comme la peste ou le choléra, ont vivement inquiété l'opinion; pour s'en préserver, elle a imposé aux Pouvoirs Publics, l'établissement de barrières protectrices d'une efficacité d'ailleurs douteuse, sous forme de quarantaines, de désinfections et même de cordons sanitaires renforcées de pénalités pouvant aller jusqu'à la mort¹.

Cette hantise subsiste toujours malgré l'absence de toute épidémie de ce genre; et, récemment encore, nombre de gens, s'étaient émus à l'annonce du décès, dans les hôpitaux parisiens, de quelques Orientaux victimes de la peste qu'ils avaient apportée. Il n'en avait pas fallu davantage aux esprits prompts à s'inquiéter et oublieux des progrès de l'hygiène et de la prophylaxie² pour voir la France en proie à ce fléau.

1. Loi du 3 mars 1822 (art. 7).

2. La peste a débarqué, plusieurs fois, dans nos ports, au début

Par contre, combien de gens songent à un mal autrement redoutable auquel nous sommes constamment exposés, et qui rôde dans les rues et sur les places de nos cités où il guette impitoyablement ses victimes? Ce mal qui, avant la guerre, causait chez nous la mort de 85.000 individus, la plupart dans la force de l'âge¹, et auquel presque tout le monde attachait moins d'importance qu'aux maladies comme la peste dont les victimes se comptaient par unités, a nom la *tuberculose*².

Quelques années avant la guerre, ému du péril que la dépopulation faisait courir à notre Pays, l'on entreprit une propagande vigoureuse pour organiser la lutte contre les maladies contagieuses, contre la tuberculose en particulier. Malgré les efforts ainsi dépensés, la France venait encore, en 1914, en tête des autres Puissances au point de vue du taux de la mortalité par tuberculose pulmonaire, comme le prouvent les indications suivantes :

Proportion des décès par 1.000 habitants	{	France	1.76
		Allemagne	1.30
		Angleterre	1.04
		Belgique	0.93

Ces chiffres montrent comment, tandis que la Belgique perdait 100 tuberculeux, l'Angleterre en perdait 112, l'Allemagne 140 et la France 190.

du xx^e siècle, mais c'est elle qui a péri à son arrivée après avoir fait de rares victimes.

1. 44 % de ses victimes mouraient entre 20 et 40 ans.

2. Avant la guerre, on évaluait à 600.000 le nombre des Français tuberculeux.

Ce taux était d'autant plus excessif que les conditions climatiques sont chez nous bien meilleures que celles de l'Allemagne et surtout de l'Angleterre¹.

L'Association Métallurgique et Minière contre la tuberculose.

La guerre en plongeant des millions d'hommes dans un état de misère physiologique incroyable a augmenté dans une proportion formidable, le nombre des décès imputables à la tuberculose; leur importance faisait peser une lourde menace sur le développement industriel et économique de notre pays privé ainsi d'une grande partie de sa main-d'œuvre, déjà raréfiée auparavant.

L'intérêt national exigeait donc l'organisation d'une véritable *croisade contre la tuberculose* à laquelle devaient participer tous ceux qui disposaient d'une autorité quelconque ou de moyens d'actions si minimes fussent-ils.

Les origines de l'Association. — Le premier, M. Léon Bourgeois, eut l'idée de faire appel à l'industrie pour lui demander de prendre part à cette grande œuvre de solidarité nationale. Dans une conférence, faite en décembre 1916, sous les auspices du *Comité des Forges* et de l'*Union des Industries Métallurgiques et Minières*, à laquelle assistaient les représentants les plus autorisés de l'industrie française, il fit un tableau

1. Néanmoins, en Allemagne, le nombre des décès par tuberculose qui avait été de 2.240 par million d'habitants en 1891-1895, avait été ramené à 1.573 en 1907.

En Angleterre, de 1868 à 1870, on comptait 36.262 morts de tuberculose par million d'habitants et, en 1908, seulement 1.585, soit **e 40 ans une réduction de mortalité de moitié.**

saisissant des ravages causés par cette maladie, qui sévissait sur notre territoire plus que partout ailleurs. Il n'hésitait pas à attribuer un tel état de choses, capable de priver le pays des fruits de la victoire, à l'insuffisance des instruments de lutte dont disposait notre corps médical. A l'étranger, au contraire, principalement en Angleterre et en Allemagne, une organisation rationnelle et scientifique avait donné des résultats qui dictaient la conduite à suivre pour enrayer ce mal guérissable si on le soigne à ses débuts. Plaçant la grande industrie en face de cette situation, M. Léon Bourgeois, lui demanda d'apporter d'abord son concours financier aux soins que réclamaient les anciens militaires tuberculeux.

Sans hésiter un instant, les chefs d'entreprise affiliés aux Chambres syndicales adhérentes à l'*Union des Industries Métallurgiques et Minières* répondirent à l'appel qui leur était adressé en faveur des *blessés de la tuberculose*. Ils comprirent, du reste, que l'œuvre à laquelle ils allaient apporter leur aide aurait une portée beaucoup plus considérable, s'ils ne bornaient pas leurs efforts à secourir les anciens militaires tuberculeux, mais s'ils profitaient des moyens d'action ainsi mis à leur disposition, pour engager la lutte anti-tuberculeuse dans les milieux ouvriers où elle faisait plus de victimes que la plus sanglante bataille.

Le 2 janvier 1917, on ouvrait, parmi eux, une souscription dont le produit devait être affecté à la création d'un sanatorium destiné, pendant la guerre, au

traitement des soldats tuberculeux¹, et ensuite, à celui des ouvriers des industries métallurgiques et minières.

En outre, une Commission d'Etudes fut constituée; on y trouvait réunis aussi bien les représentants de la sidérurgie et des mines que les membres les plus qualifiés du corps médical et les spécialistes les plus autorisés des Etudes Sociales. Cette commission établit un programme de lutte anti-tuberculeuse dans l'industrie; le résultat de ses travaux a fait l'objet de rapports dans lesquels elle préconisait l'installation de dispensaires et de sanatoria et, aussi, l'étude des grands problèmes d'hygiène sociale qui intéressent les milieux ouvriers.

C'est pour réaliser ce programme qu'est née l'*Association Métallurgique et Minière contre la tuberculose*, reconnue d'utilité publique par décret du 10 mars 1918.

En même temps, par cette création, l'Union complétait son système d'assurances sociales en garantissant les ouvriers de la sidérurgie contre la maladie la plus grave et la plus fréquente à laquelle ils sont exposés².

L'Organisation de l'Association. — Aux termes de l'article premier de ses statuts, l'Association a pour but « de combattre la tuberculose dans les centres industriels et d'améliorer les conditions d'hygiène

1. Au cours de la guerre, il y a eu 120.000 soldats réformés pour cause de tuberculose et 25.000 décès.

2. La loi du 25 octobre 1919 a posé pour les maladies professionnelles des règles analogues à celles qui sont édictées par la loi du 9 avril 1898 en matière d'accidents du travail.

de la population ouvrière. » Sa durée est illimitée, mais, en cas de dissolution, ses biens doivent être attribués à des établissements publics ou d'utilité publique analogues, de manière à assurer la continuité de la lutte contre ce fléau.

Les membres de l'Association, particuliers, établissements d'utilité publique, associations déclarées conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 et sociétés régulièrement constituées en font partie en qualité de membres sociétaires, de membres honoraires, de membres fondateurs ou de membres d'honneur.

Pour pouvoir y être admis, les membres sociétaires et les membres fondateurs doivent être agréés par le Conseil d'Administration et appartenir à un Syndicat adhérent à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

Les membres d'honneur sont recrutés par le Conseil d'administration parmi les personnes qui rendent des services signalés à l'Association.

Enfin, le titre de membre fondateur peut être décerné par le Conseil d'Administration à tout souscripteur ayant participé pour 5.000 francs, au moins, à la souscription ouverte le 2 janvier 1917, à la suite de la Conférence de M. Léon Bourgeois.

Les adhérents cessent de faire partie de l'Association par démission et aussi par radiation prononcée par le Conseil d'Administration en cas de non-paiement de la cotisation ou de motifs graves, le membre radié ayant été préalablement appelé à fournir ses explications, sauf recours à l'Assemblée Générale.

Le fonctionnement de l'Association est assuré par un Conseil d'Administration et par des Assemblées générales.

Le Conseil d'Administration est composé de neuf à trente Membres choisis parmi les membres sociétaires et les membres donateurs. Ils sont élus pour trois ans par l'Assemblée Générale et rééligibles à l'expiration de leurs pouvoirs; leur renouvellement se fait par tiers.

Les Administrateurs dont les fonctions ne sont pas rétribuées se réunissent tous les deux mois et chaque fois qu'ils sont convoqués par leur Président ou que le quart de leurs collègues le demandent.

Le Conseil élit son bureau choisi dans son sein et nomme le personnel dirigeant des établissements créés par l'Association; il délibère, en outre, sur toutes les questions relatives au fonctionnement de celle-ci dans les conditions fixées par la loi ou les Statuts de l'Association.

L'Assemblée générale se réunit une fois par an et sur convocation du Président ou à la demande du quart au moins de ses membres; elle est composée des Membres sociétaires, des Membres donateurs et des Membres d'honneur.

Elle entend des rapports sur la gestion du Conseil d'Administration et sur la situation financière de l'association. En outre, elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget et délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Conseil d'Administration,

Enfin, des règles particulières sont édictées en ce qui concerne les assemblées chargées de modifier les Statuts ou de prononcer la dissolution de l'Association.

Les ressources de l'Association sont constituées par un fonds de réserve et par des recettes annuelles.

Le fonds de réserve comprend :

1^o la dotation qui se compose :

a) d'une somme de 100.000 francs,

b) des immeubles affectés à l'accomplissement du but poursuivi par l'association;

2^o le dixième au moins des revenus nets des biens de l'Association;

3^o les sommes versées pour le rachat des cotisations;

4^o les trois-quarts du capital provenant des libéralités sans affectation spéciale;

5^o le capital provenant des libéralités avec affectation spéciale dont l'emploi immédiat n'aura pas été ordonné;

6^o les subventions en capital.

Quant aux ressources annuelles,¹ elles proviennent des cotisations de ses membres, des subventions que l'Association pourra recevoir et du revenu de ses biens.

L'action de l'Association. — Le programme d'action arrêté par la Commission d'Etudes ouvrait à l'activité de l'Association un champ immense. Mais

1. La cotisation annuelle minima est de 200 fr. pour les membres sociétaires et de 100 fr. pour les membres fondateurs.

pour ne pas éparpiller les ressources et les efforts de l'Association entre de trop nombreuses œuvres sociales, on les limita, momentanément, à l'organisation de dispensaires, à la construction d'un sanatorium et à l'examen de différentes questions touchant à l'hygiène sociale.

Les dispensaires constituent la base même de la lutte contre la tuberculose; ce sont, en effet, des organes de prophylaxie collective, d'éducation et de préservation anti-tuberculeuse, de surveillance des maladies contagieuses et, au besoin, d'assainissement du foyer familial.

Voici, d'ailleurs, comment M. le Docteur Guinon, Membre d'honneur de l'Association a défini dans son rapport à la Commission d'Etudes, le rôle dévolu au Dispensaire :

Il le chargeait de :

« 1^o Dépister la tuberculose dans les milieux
« ouvriers, de rechercher les sujets atteints ou mena-
« cés, de les attirer à lui pour :

« A. Faire leur éducation hygiénique et prophyla-
« xique à l'égard de leur famille et de leurs voisins;

« B. Introduire l'hygiène et assurer la prophylaxie
« dans la famille par l'usage du crachoir, le nettoyage,
« la désinfection des linges souillés et du logement;
« toutes ces fonctions sont assurées par les soins d'un
« personnel spécial (infirmière visiteuse spécialisée
« ou visiteur enquêteur formé dans ce but);

« C. Accessoirement, soigner les malades, en lais-
« sant autant que possible ce devoir aux médecins de

« la ville, des Sociétés de Secours Mutuels ou du Bureau de Bienfaisance.

« 2^o Classer et diriger les malades suivant leur état définitif ou passager vers :

« les maisons de convalescents,

« les cures d'air,

« les sanatoria,

« les hôpitaux et hospices.

« 3^o Prévenir l'extension de la maladie dans la famille :

« A. En attirant l'attention du médecin de la famille sur l'état des sujets menacés ;

« B. En provoquant, par l'intermédiaire d'œuvres appropriées, l'envoi des enfants en colonies sanitaires (écoles de plein air, stations maritimes ou d'altitude) ;

« C. En créant ou en faisant créer des stations de cure préventive destinées aux femmes et aux jeunes filles prédisposées.

« 4^o Améliorer l'alimentation et le logement du malade et de sa famille par :

« La distribution de bons de viande ou de lait ;

« L'assainissement du logement ou le transfert de la famille dans un logement salubre et plus vaste.

« Cette dernière partie du programme peut être exécutée soit par le dispensaire lui-même, soit par les œuvres privées avec lesquelles il est en rapport, soit par les chefs d'industrie qui y envoient leurs ouvriers, soit, enfin, par les organisations ouvrières, les sociétés de secours mutuels et les sociétés d'ha-

« bitations à bon marché avec lesquelles il est en contact ».

Les Dispensaires sont donc un rouage indispensable de l'organisation à établir pour entreprendre la lutte anti-tuberculeuse avec quelque chance de succès. Leur installation est d'ailleurs assez simple : elle comporte une salle d'attente, une salle de consultation, un petit laboratoire de bactériologie, une pièce pour la radiologie, une buanderie et un petit magasin de matériel et d'ingrédients pour la prophylaxie. Quant à leur personnel, il n'a pas besoin d'être beaucoup plus considérable : un médecin spécialiste, un ou deux adjoints et quelques infirmières visiteuses suffisent à le composer très complètement.

Quand le malade est amené au Dispensaire, le médecin formule son diagnostic et lui donne les conseils que nécessite son état.

Après la consultation, commence le rôle de l'infirmière visiteuse, si ce n'est pas elle qui a amené le malade à la consultation. Elle se rend à son domicile pour procéder à une discrète enquête médico-sociale et se rendre compte par elle-même des conditions d'hygiène dans lesquelles il vit, lui et les siens. Là, elle donne aux membres de sa famille les indications prophylaxiques nécessaires pour se protéger contre la contagion à laquelle ils sont particulièrement exposés et elle surveille ceux qui lui paraissent présenter un terrain bien approprié au développement du bacille de Koch. Enfin, elle introduit, dans un milieu où elles sont trop souvent ignorées, les mesures de propreté

et d'hygiène indispensables pour empêcher le mal d'augmenter le nombre de ses victimes : crachoir, désinfection des linges et objets souillés, etc...

S'il y a lieu, elle fait distribuer des secours matériels sous forme de bons de viande ou autres qui permettront de pratiquer la suralimentation grâce à laquelle l'organisme se trouve en meilleure *forme* pour résister aux invasions microbiennes. Si ces moyens préventifs sont insuffisants pour améliorer l'état du malade ou de son entourage, elle fait transporter ceux qui en ont besoin dans les établissements où ils trouveront une ambiance plus favorable à leur rétablissement définitif : colonies de vacances, envoi en pension dans les fermes à la campagne et, pour ceux qui sont plus gravement atteints, sanatorium.

Malgré toute l'importance des dispensaires au point de vue de l'amélioration de l'hygiène sociale, la France n'en comptait que 50 en 1914, bien que le premier de tous ceux qui étaient répartis sur les différents points du globe ait été organisé à Lille par le Docteur Calmette, où il donnait des résultats merveilleux. En Allemagne, où la lutte contre les maladies contagieuses a toujours préoccupé ceux qui ont la lourde tâche d'assurer la conservation de la race, il existait, à la même époque, 1.500 dispensaires.

Au cours de la guerre, les Pouvoirs Publics se sont émus de cette situation grosse de menaces et ils ont compris la nécessité d'établir dans toute agglomération industrielle un dispensaire public ou privé et

même d'en organiser un véritable réseau dans les grands centres pour embrasser l'ensemble des quartiers entre lesquels se répartit la population ouvrière. Dans ce but, la loi du 15 avril 1916 a prévu la constitution de « dispensaires d'hygiène sociale et de préservation anti-tuberculeuse ».

L'Association ne voulut pas contrarier l'action de ces organismes dont le fonctionnement ne méritait que des éloges; aussi s'est-elle donné pour mission d'y affilier les établissements industriels dont le personnel est à même d'en profiter.

Dans ce but, les établissements remettent à l'Association une somme établie sur la base d'un versement de 10 centimes pour 100 francs de salaires payés à leurs ouvriers ou employés. En échange de ces sommes, l'Association remet aux chefs d'entreprises autant de cartes d'admissions gratuites pour leur personnel (et leur famille) qu'ils en désirent; et, d'autre part, elle paie au dispensaire 25 francs pour la première consultation de chaque malade et 15 francs pour les suivantes.

Dans les villes où il n'y a pas de dispensaires, l'Association estime qu'il faut laisser les initiatives locales s'exercer librement à l'égard de ces créations. Son rôle se borne à être l'instigatrice de ces initiatives et, au moment opportun, à susciter les bonnes volontés, à les grouper et à les aider à surmonter les premières difficultés qu'elles peuvent rencontrer.

Du reste, l'Association offre son concours désintéressé à tous les industriels, ses adhérents, qui dé-

sirent engager pratiquement la lutte contre la tuberculose et elle met à leur disposition sa documentation, son expérience, et les conseils de ses collaborateurs techniques.

On a beaucoup prôné l'usage du sanatorium dans le traitement à employer pour guérir les tuberculeux. En réalité, les malades envoyés dans ces établissements ne se remettent définitivement que si les lésions pulmonaires dont ils sont victimes sont de date récente, sinon la durée de leur existence est simplement prolongée.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne qui avait vu apparaître sur son sol les premiers sanatoria les a multipliés, par la suite, dans de grandes proportions. En 1914, elle avait 14.000 lits à mettre à la disposition de ses ouvriers tuberculeux, pendant que la France ne pouvait leur en fournir que 1200.

Mise en possession du produit de la souscription ouverte le 2 janvier 1917, l'Association se préoccupa de construire un sanatorium destiné aux ouvriers des entreprises adhérant à l'Union des Industries métallurgiques et Minières par l'intermédiaire de leurs Chambres syndicales, à condition que leur maladie n'ait pas une tendance évolutive inquiétante.

Elle se procura donc, après les recherches et les enquêtes indispensables, un terrain propice au but à réaliser, et l'on y entama immédiatement les travaux qui ne sont pas encore achevés. Situé dans le Massif de la Grande-Chârtreuse à 1.100 mètres d'altitude, sur le plateau de Saint-Hilaire, en un site pittoresque, d'où

la vue s'étend sur les montagnes du Dauphiné, derrière lesquelles se silhouettent les hautes cimes des Alpes, le sanatorium renfermera 350 lits réservés aux ouvriers de la Métallurgie et des Mines. On accédera à cette installation, édifiée d'après les données de la science et de l'hygiène la plus moderne, par une bonne route et par un funiculaire qui le reliera aux chemins de fer du fond de la vallée.

Bien entendu, pour éviter l'encombrement, on n'y admettra que les malades ayant le plus de chances de retirer en peu de temps les plus grands avantages de la cure et d'être récupérés, en grande partie, sinon en totalité, par la main-d'œuvre.

En attendant l'ouverture du sanatorium de Saint-Hilaire, l'Association a voulu permettre à ses adhérents de faire bénéficier immédiatement quelques malades d'une cure sanatoriale; à cet effet, elle s'est assurée la disposition de plusieurs lits au sanatorium de Bligny, en Seine-et-Oise; ces lits sont attribués, au fur et à mesure des vacances, aux fondateurs de l'Association moyennant des versements dont chacun permet d'y faire traiter une personne (homme ou femme), pendant six mois¹. Le bénéfice retiré de ces cures par les malades permet d'attendre les meilleurs résultats de la généralisation des séjours dans les sanatoria.

Le développement de la tuberculose est presque toujours la conséquence de l'inobservation par le

1. Du 1^{er} avril 1920, au 1^{er} avril 1922, 28 malades seulement, faute d'un plus grand nombre de lits disponibles, ont pu faire une cure à Bligny.

malade des principes de l'hygiène, principes auxquels sa condition sociale l'empêche de se soumettre.

Aussi, dès ses débuts, l'Association s'est rendue compte qu'elle ne pouvait négliger, sous peine de remplir incomplètement son importante fonction sociale, de rechercher et d'étudier les solutions pratiques que les industriels sont appelés à envisager, en ce qui concerne l'assistance à la maternité, la puériculture, la lutte contre l'alcoolisme, la lutte contre les maladies vénériennes, l'hygiène spéciale des ateliers, etc...

Trop récemment constituée pour se livrer efficacement dans ce domaine immense à une action active, elle se borne, pour l'instant, et en attendant le moment où son développement lui permettra de jouer un rôle plus important, à se tenir au courant de ces graves problèmes. Elle peut ainsi, le cas échéant, documenter et aider d'avis autorisés ceux de ses membres qui jugeraient à propos de faire appel à ses conseils.

Les Sociétés de secours mutuels.

Pour compléter le tableau des institutions organisées par les groupements patronaux de la métallurgie, en vue de mettre leur personnel à l'abri des conséquences pécuniaires de la maladie, il reste à parler des sociétés de secours mutuels à l'établissement desquelles la plupart de ces groupements ont participé.

Sans entrer dans le détail du fonctionnement de ces Sociétés régies par une législation spéciale dont l'examen déborderait les cadres de cette étude, il faut

cependant indiquer le but dont elles poursuivent la réalisation. A cet égard, les statuts de la Société de secours mutuels de la ville et du canton de Saint-Dizier sont particulièrement nets. Cette Société, fondée à l'instigation du Comité métallurgique de Champagne, a pour but :

« 1^o De fournir les soins médicaux et les médicaments nécessaires à ses membres participants, malades ou blessés, en dehors des cas prévus par la loi du 9 avril 1898;

« 2^o De leur payer une indemnité, pendant la durée de l'incapacité de travail, due aux malades et aux blessés, en dehors des cas prévus par la loi du 9 avril 1898;

« 3^o De fournir à leurs femmes et enfants les soins médicaux et médicaments nécessaires;

« 4^o D'accorder aux membres participants, malades ou blessés, en dehors des cas prévus par la loi du 9 avril 1898, infirmes ou incurables, et à leur famille, en cas de besoins urgents, des secours exceptionnels;

« 5^o De pourvoir à leurs funérailles;

« 6^o D'allouer, en cas de besoin, des secours au conjoint survivant, aux ascendants et aux membres participants décédés;

« 7^o D'accorder des secours de maternité aux femmes légitimes des membres participants ».

Tous les ouvriers métallurgistes des entreprises adhérant aux Chambres syndicales formant le Comité Métallurgique de Champagne, font obligatoirement

partie de cette Société de secours mutuels; le droit d'entrée auquel leur admission donne lieu est payé par leur patron; ce dernier paie également les cotisations de l'ouvrier à la Société au moyen de retenues effectuées sur son salaire.

En cas de maladie, les membres ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques pendant une durée de 90 jours par maladie; ils reçoivent en outre une indemnité journalière de 30 francs par 100 francs de salaires; si la maladie se prolonge plus de trois mois, ces allocations sont remplacées par une indemnité fixée par le Conseil d'Administration de la Société de Secours Mutuels.

*II. — L. protection contre les accidents du travail :
la Caisse syndicale d'Assurance mutuelle des
Forges de France contre les Acci-
dents du travail.*

Avec le développement industriel continu qui est un des traits caractéristiques de notre époque, le nombre des accidents du travail s'est multiplié sans cesse, réduisant la capacité professionnelle des victimes, partiellement ou momentanément et, quelquefois, pour le reste de leur existence.

Quelle que soit la cause de ces accidents, faute du patron, de l'ouvrier, ou force majeure, la loi du 9 avril 1898 a proclamé le droit du blessé à être indemnisé. Auparavant, aucun texte spécial n'avait réglé cette question qui se trouvait ainsi soumise

aux règles du droit commun. Celles-ci avaient conduit les jurisconsultes à élaborer plusieurs systèmes opposés, destinés à déterminer les bases juridiques de la responsabilité incombant au chef d'entreprise en cas d'accident du travail.

La responsabilité du patron avant la loi du 9 avril 1898.

Théorie de la responsabilité délictuelle. — Cette théorie, basée sur l'article 1382¹ du Code Civil, consistait à appliquer aux accidents du travail les principes du droit commun et était celle de la jurisprudence. L'ouvrier ne pouvait donc obtenir légalement une indemnité qu'à la charge de prouver la faute de son patron; cette obligation le privait presque toujours de tout recours. Comment pouvait-il, en effet, justifier sa prétention en établissant le mauvais état du matériel ou des installations, après une explosion, un éboulement ou un incendie? Même si les chantiers étaient restés intacts, il fallait des témoins; les camarades parleraient-ils sans avoir à craindre un renvoi? les contre-maitres, en faute peut-être, ne feraient-ils pas tous leurs efforts pour étouffer la vérité? Autant de questions troublantes dont le seul effet était de laisser dans l'ombre et l'inconnu la cause du sinistre et de faire d'un bon ouvrier un être déchu et trop souvent réduit à la misère. Il est vrai que l'odieux de ce système était atténué par l'intervention spon-

1. Article 1382 — « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

tanée du patron qui remédiait à cette situation inique, en accordant presque toujours un secours pécuniaire à la victime de l'accident.

Théorie de la responsabilité contractuelle. — Préoccupés de remédier à cet état de choses, des auteurs discutaient la valeur du système de la jurisprudence et proposaient d'y substituer une théorie nouvelle faisant reposer la responsabilité du patron, en matière d'accident du travail, non plus sur l'idée de faute délictuelle, mais sur celle d'une *faute contractuelle*, dérivant du contrat de louage de travail¹. Le contrat de travail, d'après ces auteurs, oblige le patron, non seulement à payer le salaire, mais encore à *assurer la sécurité de l'ouvrier*. Le patron est donc en faute si, par incurie ou sordide esprit d'économie, il compromet la vie ou la santé de son personnel, et, en cas d'accident, sa responsabilité se trouve engagée.

« Le but pratique était d'arriver au *renversement de la preuve*, qu'on projetait, à cette époque, d'obtenir par une présomption légale de faute contre le patron; on arrivait au même résultat en proclamant le caractère contractuel de l'obligation du patron. L'ouvrier, créancier en vertu d'un contrat, n'avait pas de preuve à faire, son titre (le louage de travail) n'étant pas contesté; c'était alors au patron, d'après les principes généraux, à prouver sa libération, comme doit le faire tout débiteur;

1. Cette opinion a été exposée simultanément par M. Sainctelette, en Belgique (*Responsabilité et Garantie* 1884) et par M. Sauzet en France (*Responsabilité des Patrons, Rev. Critique*, 1883).

« à lui donc d'établir l'absence de faute, s'il voulait
« éviter une condamnation¹. ».

Théorie de la responsabilité légale du fait des choses. — La théorie de la responsabilité contractuelle n'a jamais été admise par la jurisprudence française : il n'en a pas été de même d'un autre système proposé également pour faire échec à celui de la responsabilité délictuelle. On soutient ici que la responsabilité patronale dérive, non seulement de l'article 1382, du Code Civil, mais aussi de la règle ainsi posée dans l'article 1384 : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, *ou des choses que l'on a sous sa garde.* » Le patron qui fournit les outils, les machines, les matières premières, crée le risque. Il doit donc répondre de l'accident causé par les objets dont il est propriétaire, même s'il y a cas fortuit, car il serait inique que ces risques tombassent à la charge d'autrui.

La jurisprudence sembla un moment s'engager dans cette voie. Un arrêt de la Cour de Cassation (Chambre Civile) en date du 16 juin 1896², affirma la responsabilité du propriétaire d'une machine (d'un remorqueur) qui avait fait explosion, bien que cette explosion fût due à un vice de construction auquel il était étranger. Quelques tribunaux se rallièrent à cette théorie, mais la Cour de Cassation la condamna

1. Planiol : *Traité élémentaire de Droit civil*, 7^e édition, tome II n° 1856.

2. D. P. 97, I. 433. S. 97, I. 17.

définitivement dans plusieurs arrêts¹. Néanmoins, ce système contribua à préparer les esprits à la notion nouvelle du risque professionnel que la loi de 1898 allait bientôt introduire dans la législation.

Théorie du risque professionnel. — Cette théorie repose sur un principe nouveau. Les accidents du travail sont fréquents et inévitables. Peu importe qu'ils soient imputables à une faute du chef d'entreprise, de l'ouvrier ou à un cas fortuit; ils constituent un risque inhérent à toute profession, risque que le patron doit prendre à sa charge et faire rentrer dans son prix de revient, comme tous les autres risques qui constituent un élément de ses frais généraux (incendie, vol, perte ou détérioration des marchandises dont il assure lui-même le transport ou qu'il conserve dans ses magasins); et il est juste qu'il en soit ainsi : le patron recueille seul les profits; seul aussi, par conséquent, il doit supporter les dépenses.

Les projets de loi sur les accidents du travail et la constitution de la Caisse Syndicale. — Le législateur s'était inquiété, dès 1880, de la situation peu équitable faite aux victimes d'accidents du travail par suite de l'adhésion des Tribunaux à la théorie de la responsabilité délictuelle. A partir de cette époque, la Chambre fut saisie d'un certain nombre de propositions de lois destinées à remédier à cet état de choses. La première date du 29 mars 1880 et était due à l'ini-

1. Req. 30 mars 1897, D. P. 97.1.433. S. 98.1.65; Civ. 31 juillet 1905, D. P. 1905, 1. 532. S. 1909. 1.143.

tiative de MM. Martin Nadaud et Raspail qui préconisaient l'établissement d'une présomption légale de faute, contre le patron¹.

Appelée à se prononcer sur la question du régime nouveau à adopter en matière d'accidents du travail, la Chambre vota, le 10 juillet 1888, un texte qui faisait entrer dans notre législation un système basé sur la notion du risque professionnel et sur l'assurance *facultative* organisée par l'Etat. Saisi, à son tour, de ce texte, le Sénat se montra hostile aux principes qu'il contenait, et le projet n'aboutit pas.

Le Gouvernement revint à la charge et proposa un nouveau texte inspiré des dispositions de la loi allemande du 6 juillet 1884; ce texte cherchait à introduire chez nous le double principe du risque professionnel et de l'assurance obligatoire organisée par l'Etat. La Chambre vota ce projet, mais le Sénat refusa de ratifier la partie qui avait trait à la question de l'assurance. Ce fut le point de départ, entre les deux Assemblées, d'un conflit qui ne prit fin que le 28 octobre 1897, grâce à la solution transactionnelle imaginée par M. Boucher, alors ministre du Commerce, sous la forme d'un fonds de garantie destiné à protéger les bénéficiaires de rente contre l'insolvabilité éventuelle de leurs employeurs².

1. Cette réforme aurait eu pour résultat pratique de faire supporter par le patron tous les accidents dont la cause était inconnue.

Ces accidents étaient d'ailleurs les plus nombreux. D'après des statistiques établies avant le vote de la loi de 1898, ils représentaient 68 % de l'ensemble des accidents du travail; d'après la même source, 12 % étaient imputables au patron et 20 % à la victime.

2. C'est cette insolvabilité que l'on voulait éviter en rendant l'assurance obligatoire.

La constitution de la Caisse Syndicale et le vote de la loi du 9 avril 1898. — Le projet déposé par le gouvernement, en 1890, provoqua une grande émotion dans les milieux industriels; on admettait sans difficulté l'introduction dans la loi en préparation de la notion du risque professionnel, mais on était hostile au système de l'assurance obligatoire, en tant surtout qu'elle devait être une assurance d'Etat. « De l'expérience déjà faite à l'étranger ressortaient « les graves inconvénients et les dangers qu'offrait une organisation d'Etat centralisée à l'extrême, « comportant l'intervention des tribunaux à la suite « de chaque accident et autorisant l'ingérence des « fonctionnaires publics dans les affaires intérieures « des usines; il était en outre à craindre que les charges pécuniaires qui allaient peser sur le patronat « en fussent singulièrement alourdies ¹. »

Les statistiques allemandes montraient d'une manière particulièrement alarmante les dangers de l'assurance obligatoire qui s'était révélée, outre-Rhin, comme une prime accordée à l'incurie ou à l'imprudence et comme une cause de litiges sans fin. En 1887, la proportion des accidents survenus à 1.000 ouvriers était de 23 %; en 1897, elle était de 37,90 %; et, fait particulièrement caractéristique, la proportion des accidents mortels était restée aux alentours de 0, 70%, tandis que celle des sinistres légers entraînant une incapacité de plus de 90 jours avait aug-

1. R. Senly : *L'organisation sociale de la sidérurgie française*, dans *La Sidérurgie française*, p. 481.

menté de 165 %; quant aux accidents plus légers encore (entraînant une incapacité de travail de moins de 90 jours), ils accusaient une augmentation de 225 % pendant la même période. D'autre part, le nombre des procès se multipliait : pour la seule année 1890, on en avait compté en chiffres ronds, 38.000 dont 9.000 avaient été portés devant la juridiction supérieure par voie d'appel. La même année, 300.000 accidents avaient été déclarés, mais 75.000 seulement avaient donné lieu à indemnité¹.

En présence des dangers que le principe de l'assurance obligatoire risquait de faire courir à l'industrie française en général et à la sidérurgie en particulier, il importait au Comité des Forges de prendre au plus tôt les dispositions susceptibles de parer à cette redoutable éventualité. Le 26 mars 1891, M. Darcy avait signalé au Comité les lourdes charges imposées au patronat par le projet gouvernemental qui n'accordait, en même temps, aux ouvriers que le minimum de garanties. Aussi, les Présidents du Comité des Forges et du Comité des Houillères proposèrent-ils à leurs adhérents de chercher à éviter ces inconvénients par la création d'une Caisse d'Assurance Mutuelle pour chacune des industries métallurgiques et Minières et par l'institution d'un système de réassurance entre les Caisses des deux Comités². Ils estimaient,

1. Cette différence entre les deux chiffres ci-dessus tient à ce que, seules, les incapacités de travail de plus de 13 semaines donnent droit à indemnité.

2. Seul, le Comité des Forges donna suite à cette suggestion.

en effet, que si l'initiative privée et l'assurance libre parvenaient aux mêmes résultats que l'assurance obligatoire d'Etat, cette dernière n'aurait plus aucune raison d'être.

Le Comité des Forges chargea donc une Commission spéciale de lui soumettre un projet en ce sens. Cette Commission se mit immédiatement au travail et elle arrêta les grandes lignes d'une « mutualité professionnelle, limitée à la seule industrie métallurgique, n'ayant par conséquent à gérer que des risques de même nature et procédant d'une tarification uniforme, modifiable, au besoin, d'après les résultats d'une statistique que la similitude des risques garantis permettrait d'établir avec précision.

« Une telle association pourrait et devrait assurer à ses adhérents une grande sécurité, tant au point de vue de leurs responsabilités patronales, qu'à celui des obligations qu'elle leur imposait elle-même, en limitant d'une façon précise le montant des contributions qu'ils auraient à verser à la caisse commune.

« Elle centraliserait les contributions de ses adhérents et se mettrait à leur disposition pour la gestion et le règlement des sinistres.

« Le montant des indemnités serait, d'autre part, fixé sur des bases communes à tout le groupement et proportionnées à la diminution de capacité ouvrière qui subsisterait après la consolidation définitive de la blessure.

« Ainsi se trouverait effectivement consacré par la

« libre volonté de l'employeur et avant qu'il le fût
« législativement, le principe du droit à la réparation
« pour tout accidenté du travail, sans qu'il lui fût
« désormais nécessaire de faire la preuve d'une faute
« commise à son préjudice.

« Dans un sentiment de sage prévoyance, cette
« réparation devait être réalisée par l'attribution
« d'une rente viagère, incessible et, par conséquent,
« destinée à fournir à l'ouvrier, privé d'une partie
« de sa capacité de travail, une compensation plus
« durable que ne l'eût pu faire un capital suscepti-
« ble d'être rapidement dissipé.

« Dès la première heure, les fondateurs de l'œuvre
« s'inspirèrent du principe « Mieux vaut prévenir que
« réparer. » Il leur apparut dès lors indispensable de
« comprendre parmi les obligations que l'institution
« imposerait à ses adhérents celle d'avoir à prendre,
« dans leurs usines, toutes les mesures susceptibles de
« diminuer les chances d'accidents.

« Il convenait donc d'imposer aux sociétaires l'obli-
« gation de se soumettre à des visites périodiques
« d'ingénieurs spécialisés en ces matières, qui seraient
« chargés d'examiner dans chaque établissement,
« l'état de l'outillage, les conditions particulières
« de l'exploitation et surtout les mesures prises ou à
« prendre, pour assurer la sécurité des travailleurs ¹. »

Après avoir pris connaissance des propositions
de la Commission, le Comité adopta, le 5 juin 1891,

1. R. Senly : *loc. cit.*, p. 482.

la résolution suivante : « Le Syndicat professionnel
« des Forges de France vote la constitution d'une
« Caisse syndicale d'Assurance Mutuelle contre les
« accidents du travail. Les Etablissements ci-après
« énumérés y adhèrent dès à présent et une Commis-
« sion est chargée de rédiger les Statuts définitifs
« et le règlement dont l'avant-projet est adopté. »

Le 25 juin, le Comité des Forges se réunissait en Assemblée Générale extraordinaire pour ratifier les dispositions statutaires du nouvel organisme : *La Caisse Syndicale d'Assurance Mutuelle des Forges de France contre les Accidents du Travail* était née. Dès sa constitution, elle groupa 21 adhérents, occupant 41.000 ouvriers et versant 45.250.000 francs de salaires annuels.

« En quatre mois, l'initiative du Comité des Forges
« de France, devançant de sept ans l'œuvre législa-
« tive, créait et organisait, sous la forme d'une So-
« ciété d'assurance mutuelle, une institution destinée
« à assurer la réparation pécuniaire des accidents du
« travail, institution dont la Commission du Travail,
« de la Chambre des Députés reconnaissait, par l'or-
« gane de M. Ricard, rapporteur du projet de loi
« de 1898, l'intérêt et la portée utile et dont l'existence
« et le fonctionnement ne furent pas sans déterminer
« les principes généraux sur lesquels est basée cette
« loi¹ ».

Le fonctionnement de la Caisse fut, d'ailleurs, ri-

1. Robert Pinot : *L'organisation syndicale de la Sidérurgie française*, dans *La Sidérurgie française*, p. 451.

goureusement conforme aux principes qui avaient présidé à son organisation.

« Les indemnités à accorder aux sinistrés étaient
« prévues sur des bases uniformes et échelonnées sui-
« vant la gravité des suites accidentelles ; elles étaient
« décomptables proportionnellement aux salaires an-
« nuels, à concurrence d'un maximum fixé à 3.000 fr.

« Les versements à faire au fonds de prévoyance
« étaient basés sur un groupement des différentes
« branches d'industrie en trois classes de risques. pré-
« sumées équivalentes et, par suite, également
« taxées.

« En outre, les sociétaires étaient appelés à béné-
« ficier d'un dégrèvement individuel, dans le cas où
« ils réussiraient à diminuer le nombre des accidents
« dans leurs usines et à réduire les charges normale-
« ment prévues pour la catégorie dans laquelle était
« classée leur industrie ¹ ».

Après la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898, la Caisse n'eut, pour se conformer aux prescriptions légales, qu'à verser un cautionnement à la Caisse des Dépôts et Consignations. Elle effectua du reste ce versement en prélevant sur ses réserves libres les fonds nécessaires sans avoir besoin de recourir à l'emprunt, ni de réclamer à ses adhérents la moindre contribution supplémentaire.

Toutefois, sur la demande même de ses sociétaires, elle modifia légèrement ses statuts pour étendre sa

1. R. Senly : *loc. cit.*, p. 483.

garantie aux petits accidents suivis d'une simple incapacité temporaire de moins de trois mois. Primitivement, elle n'intervenait pas en pareil cas et la loi de 1898 ne changeait rien à cet usage puisqu'elle autoriasit les chefs d'entreprise, sous certaines conditions, à se décharger sur des sociétés de secours mutuels des obligations qui leur incombaient de ce fait ¹.

La réorganisation de la Caisse Syndicale en 1907. — Au cours de l'Exercice 1906, la Caisse se trouva aux prises avec des difficultés multiples, impossibles à prévoir, au moment de sa constitution, et qui la mettaient dans une situation incertaine. Seule une réorganisation sérieuse était susceptible de rendre aux assurés de la mutualité la sécurité à laquelle ils avaient le droit de prétendre. Les différentes réformes à opérer furent étudiées pendant l'année 1907; elles donnèrent lieu à une importante refonte des dispositions statutaires qu'une Assemblée générale extraordinaire approuva le 16 octobre 1908.

Quelles étaient ces difficultés?

Quelle en était la cause?

Comment y obvia-t-on?

La Caisse se débattait surtout au milieu d'embarras financiers qui rendaient l'équilibre des comptes annuels tout à fait incertain.

Cet état de choses tenait à l'augmentation progressive des charges qui prenait des proportions échappant à toute prévision.

1. La plupart ne pouvaient pas ou ne voulaient pas user de cette faculté.

La multiplication continue¹ des accidents depuis la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898 en était la principale cause. « Le nombre des accidents déclarés
« pour l'année 1906 dépassait en effet de 47,50 %
« pour les petits et de 87 % pour les graves, les chiffres relevés en 1900. Les augmentations pour les
« seules années 1905 et 1906 avaient été respectivement de 38 % et de 43,6 %. Parallèlement, le montant des indemnités payées ou perçues s'était accru
« de : 105,70 % pour les premiers et de 48,6 % pour les seconds, tandis que les taux moyens des cotisations qui étaient, en 1900, de 0,8 % pour les premiers
« et de 1,75 % pour les seconds, n'étaient en 1906 que de 1,015 % et de 2,168 %² ».

A cette cause d'augmentation des dépenses de la Caisse, il fallait ajouter la facilité avec laquelle les tribunaux accordaient des indemnités à tout accidenté portant des traces de sa blessure, même si ces traces n'altéraient en rien sa capacité professionnelle, et aussi l'institution du libre choix du médecin. Grâce, en effet, à la complicité ou même aux conseils de certains médecins « marrons », dont plusieurs ont été condamnés pour escroquerie, bon nombre d'ouvriers exagéraient ou simulaient des accidents insignifiants pour s'accorder des journées de congé en partie payées.

Enfin, à partir de 1903, date de la constitution de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, la Caisse dut prendre de nouvelles dispositions pour é-

1. Ce phénomène n'était pas particulier à la France; on l'a constaté dans tous les pays qui ont organisé législativement la réparation des accidents du travail.

2. R. Senly : *loc. cit.*, p. 486.

tendre sa garantie aux industries comprises dans ce groupement ¹.

Pour ces différentes raisons, la Caisse avait versé, à la fin de l'année 1906, des indemnités atteignant une somme de près de 24 millions à des ouvriers assurés sous le bénéfice de l'ancien régime (1891-98) ou du nouveau.

En outre, pour conserver dans ses comptes le montant des capitaux constitutifs des rentes servies aux ouvriers, il lui avait fallu porter son cautionnement à un million, opération réalisée grâce au concours de quelques-uns de ses adhérents. En instituant ce mode de capitalisation et en gérant elle-même ses réserves mathématiques, au lieu de les verser dans les caisses de l'Etat, elle a pu, par la suite, faire bénéficier ses sociétaires des avantages que lui procurent les résultats de ses opérations du fait de la mortalité propre aux ouvriers métallurgistes.

Pour faire face à ces dépenses, la Caisse avait relevé le montant des cotisations de ses adhérents, car elle constatait des variations dans la proportion des accidents se produisant dans différentes branches d'industries également taxées à l'origine.

Malgré tout, à la fin de l'année 1906, ces mesures apparaissaient seulement comme des palliatifs insuffisants et incapables d'assurer méthodiquement l'équilibre des budgets annuels. Il était à craindre que

1. Les établissements adhérents aux Chambres syndicales formant l'Union avaient été autorisés par le Comité des Forges à bénéficier de cette institution (la Caisse syndicale) dont les avantages étaient auparavant réservés aux seuls membres du Comité.

« les excédents de charges, relevés par les comptes de
« 1906, ne dussent encore être augmentés par les rè-
« glements définitifs des sinistres en cours qui dépas-
« seraient certainement les prévisions établies sur
« d'anciennes moyennes, et par les frais des sinistres
« dont les sociétaires, en vertu d'habitudes anciennes,
« avaient assuré le règlement ou entamé la gestion
« sans en informer la Caisse syndicale¹ ».

Des réformes profondes étaient donc indispensables.

Pour rétablir l'équilibre budgétaire et constituer une provision suffisante destinée à éviter le report, d'un exercice à l'autre, des frais des sinistres restant à régler, on fit un appel partiel au fonds de garantie pour l'exercice 1907. En même temps, on examina les modifications à apporter aux statuts pour assurer la prospérité de la Caisse dans l'avenir.

« Les augmentations et les ristournes individuelles
« furent dorénavant calculées sur les résultats moyens
« de plusieurs années consécutives.

« Ce système offrait à l'assuré l'avantage de lui
« éviter toute majoration dans le cas où son excédent
« déficitaire serait compensé par les bons résultats
« des autres années entrant dans la période envisagée.

« Un régime analogue fut prévu pour les dégrève-
« ments ; les ristournes furent réparties proportionnel-
« lement à la situation individuelle de chacun et pré-
« levées sur le solde bénéficiaire de l'exercice après
« constitution des différentes réserves ou amortisse-
« ments.

1. R. Senly : *loc. cit.*, p. 487.

« D'autre part, pour assurer la stabilité absolue des règlements financiers des exercices, il parut utile de
« créer une réserve spéciale destinée à parer aux insuffisances d'évaluation des sinistres en cours.

« La constitution de cette réserve spéciale était une
« innovation dans le fonctionnement des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. Elle permet à la direction au moment de l'établissement des
« comptes annuels d'évaluer largement les sinistres non réglés sans crainte d'imposer aux sociétaires
« une charge excessive, puisque l'excédent de ses évaluations est ristourné aux adhérents après liquidation définitive des sinistres auxquels elle s'applique.

« Elle met les sociétaires à l'abri de tout rappel ultérieur quand les évaluations faites en fin d'année se sont révélées insuffisantes.

« L'expérience a prouvé, dans les deux sens, l'intérêt de cette création.

« En effet, à fin 1912, il fut ristourné aux sociétaires, sur la réserve constituée antérieurement, la somme
« de 398.085 francs. Les évaluations précédentes avaient été trop élevées.

« A la fin de 1913, au contraire le montant des sinistres ayant entraîné un décaissement supérieur de
« 142.365 francs au montant des prévisions, la réserve spéciale d'évaluations fournit la somme nécessaire
« sans que les sociétaires aient eu à supporter la moindre majoration ¹ ».

1. R. Senly : *loc. cit.*, p. 488.

On décidait aussi que la Caisse Syndicale accepterait seulement les sinistres déclarés dans un délai déterminé et qu'elle ne prendrait plus à sa charge les dépenses engagées par un chef d'entreprise à l'occasion d'un accident, si elles n'avaient pas été soumises à son approbation.

Enfin, les règlements furent effectués depuis d'une façon uniforme, ce qui permit d'accorder la même indemnité pour tous les accidents et d'abolir la pratique du rachat des petites rentes, dont l'expérience avait révélé les inconvénients.

La Caisse Syndicale se montre très large dans l'octroi des rentes, mais, comme la loi le prévoit expressément, au bout de trois ans, elle procède à la révision du montant de la rente servie, si l'état physique du blessé le permet. Grâce à cette méthode, elle parvient presque toujours à aboutir à un accord amiable, soit directement, soit par l'intermédiaire du Président au cours du préliminaire de conciliation. Ainsi sont évités les frais judiciaires qui augmentent considérablement les dépenses des Compagnies d'Assurances et les conflits entre ouvriers et employeurs qui sont toujours nuisibles à la bonne tenue des ateliers.

Les résultats de ces réformes n'ont pas tardé à se faire sentir; dès 1908, l'équilibre se trouvait rétabli entre les dépenses et les recettes, et, à la clôture des comptes de l'exercice 1911, la Caisse syndicale restituait à ses sociétaires une somme de 1.087.196 francs. Trois ans plus tard, la réserve d'évaluation atteignait son maximum de un million, et la Caisse

achevait de rembourser l'emprunt contracté, en 1906, pour compléter son cautionnement.

A la veille de la guerre, en 1914, la Caisse assurait plus de 250.000 ouvriers touchant des salaires formant un total d'environ 3 millions; les cotisations allaient en atteindre 12 sans que le taux des frais généraux représentât plus de 2,50 % du montant des cotisations. Ce taux est à rapprocher de ceux qui étaient pratiqués dans les autres institutions d'assurance dans lesquelles il variait de 20 à 28 %.

Tels ont été les moyens employés pour rétablir l'équilibre financier, mais il fallait aussi lutter contre la progression constante du nombre des accidents et éviter les abus auxquels donnait lieu le libre choix du médecin. Dans ce but, la Caisse développa le service de l'inspection technique et constitua un service médical central.

Le service de l'inspection technique destiné à améliorer la situation des usines, en vue de prévenir les accidents, fonctionnait depuis la fondation de la Caisse.

En 1908, grâce, en grande partie, à ses efforts, les organes dangereux des machines étaient protégés dans tous les grands établissements par des dispositifs appropriés : appareils de sûreté, avertisseurs automatiques, couvertures d'engrenages, aspirateurs de fumée et de poussières, etc... Mais il n'en était pas de même dans les entreprises moins importantes où ces appareils étaient souvent rudimentaires. La situation était particulièrement grave dans le Bassin de Briey où une main-d'œuvre hâtivement recrutée, ignorant

à la fois les conditions du travail en commun et la langue servant à indiquer les consignes à observer, était victime d'accidents dont le nombre et la gravité augmentaient sans cesse dans une proportion inquiétante.

C'est pourquoi les services de l'inspection technique, complètement réorganisés, procédèrent à de minutieuses enquêtes pour déterminer les causes de la fréquence des accidents, enquêtes dont les résultats étaient portés à la connaissance des intéressés.

« Sous l'impulsion donnée par l'inspection technique,
« les chefs d'établissements s'employèrent active-
« ment à faire comprendre à leur personnel de tous
« ordres que l'hygiène de l'atelier et la prévention des
« accidents sont plus indispensables encore que l'orga-
« nisation des secours médicaux et la réparation pécu-
« niaire du dommage causé aux victimes.

« Chacun se rendit compte que, pour être féconde,
« l'idée préventive devait être cultivée avec persévé-
« rance à tous les degrés de la hiérarchie.

« Le travailleur lui-même doit en effet, dès son en-
« trée à l'atelier, être averti des conséquences fâ-
« cheuses qui résultent pour lui ou pour ses camarades
« de son inobservation des consignes. Il acquiert ainsi
« la preuve que ses chefs immédiats ne se contente-
« ront pas seulement de « l'envoyer à l'assurance »
« s'il est blessé à leur service, mais qu'ils veillent
« avec une réelle sollicitude à la sécurité de leur
« personnel ¹ ».

Enfin, en 1908, la Caisse créa un service médical spécial composé de praticiens spécialistes des accidents du travail.

Dès sa création, le Service médical central collabora à la gestion des sinistres en exerçant une action régulatrice sur les appréciations des médecins traitants et sur l'opinion des experts.

« Quels que soient, en effet, le dévouement et la science des médecins d'usines, il est certain que tous n'ont pas la même capacité ni la même pratique des accidents du travail; en outre, leur éloignement des grands centres ne leur permet pas de se tenir au courant des progrès de la science chirurgicale, ni d'être utilement documentés sur la jurisprudence spéciale à cette matière¹ ».

Aussi le service médical est-il en relation constante avec eux; il leur fournit, par correspondance, tous les renseignements sur les bases d'appréciation des incapacités permanentes et sur les nouvelles méthodes chirurgicales. En cas de besoin, d'ailleurs, ses médecins inspecteurs vont sur place résoudre les difficultés, assister aux expertises et examiner, en consultation, les cas difficiles.

La Caisse Syndicale s'est aussi préoccupée de faire donner rapidement les premiers secours et effectuer convenablement, par la suite, les pansements quotidiens. Pour y parvenir, elle perfectionna les installations sanitaires existant déjà dans les principales usines

1. R. Senly : *loc. cit.*, p. 493.

et elle contribua à l'organisation de nouvelles dans les autres. « Des dispensaires collectifs pourvus d'infirmiers diplômés furent créés et installés dans les « centres métallurgiques où se trouvaient groupés des « établissements individuellement trop peu importants « pour motiver une semblable organisation¹ ». Un hôpital chirurgical de 200 lits, construit et aménagé d'après les données de la science moderne, fut créé dans le Bassin de Briey², sur l'initiative de la Caisse Syndicale qui lui prêta son concours financier, sous forme de prêt hypothécaire et en se chargeant de sa gestion administrative.

Les modifications apportées au fonctionnement de la Caisse Syndicale donnèrent les résultats que leurs auteurs en attendaient, comme on a pu le constater à propos de l'effet des réformes apportées au système financier, et elles contribuèrent, incontestablement, pour une large part, à accroître la prospérité de la Caisse réorganisée.

L'organisation actuelle de la Caisse Syndicale. — Depuis 1908, la Caisse Syndicale n'a pas vu apporter de modifications importantes aux grandes lignes de son organisation qu'il suffit par conséquent d'indiquer sommairement.

1. R. Senly : *loc. cit.*, p. 494.

2. L'absence de toute ressource médicale et chirurgicale dans un assez vaste rayon compliquait et pouvait même compromettre le traitement des ouvriers de la région.

La Caisse Syndicale avait pour objet de garantir ses adhérents contre les accidents du travail survenus à leur personnel; depuis la promulgation de la loi du 25 octobre 1919, elle les garantit également des conséquences des maladies professionnelles dont leurs ouvriers et employés peuvent être victimes.

Sa garantie peut, en outre, s'étendre à la responsabilité civile de ses adhérents en ce qui concerne les accidents survenus à leur personnel et ceux qui sont causés par leurs salariés à des tiers.

Ses opérations s'étendent sur toute la France, elles s'étendront aux colonies françaises quand la législation sur les accidents du travail y sera applicable. Mais, dès maintenant, la Caisse Syndicale peut faire bénéficier de ses dispositions les ouvriers occupés hors de France si le contrat de travail a été passé en France ou dans un pays où la loi de 1898 est applicable.

Quant à ses adhérents, ils doivent obligatoirement faire partie du Comité des Forges de France ou d'un syndicat professionnel affilié à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, s'ils veulent en bénéficier; ils sont d'ailleurs libres de s'assurer à un autre organisme ou de rester leur propre assureur.

Les ressources normales de la Caisse sont constituées par les cotisations¹ des adhérents qui constituent le fonds de prévoyance : ce fonds permet à la Caisse de procéder au règlement des sinistres et des frais de ges-

1. Au cours de l'année 1920, la Caisse a encaissé 27 1/2 millions, correspondant aux 700 millions de salaires payés, la même année, aux 125.000 ouvriers assurés à la Caisse Syndicale.

tion et d'administration de l'exercice sans attendre l'arrêté des comptes annuels par l'Assemblée Générale.

En cas d'insuffisance du fonds de prévoyance destiné à faire face aux dépenses sociales, tous les adhérents sont solidairement garants des obligations de la Caisse. Toutefois, cette solidarité est limitée à un maximum égal au double de leur cotisation au fonds de prévoyance : cette contribution éventuelle forme le fonds de garantie.

En outre, chaque année, le Conseil d'Administration compare les versements annuels de chaque adhérent au fonds de prévoyance pendant les cinq années précédentes avec le montant des sommes payées ou mises en réserve pour le règlement de ses sinistres en cours, augmenté de sa quote-part dans les frais de gestion et d'administration de la société ; et, si les charges ainsi définies dépassent de plus de 10 % le montant des cotisations acquises au fonds de prévoyance pendant la même période, le sociétaire est frappé d'une augmentation individuelle limitée au montant de sa cotisation annuelle au fonds de prévoyance.

La cotisation annuelle au fonds de prévoyance est payable trimestriellement et est établie en appliquant aux salaires attribués par le sociétaire à son personnel, au cours du trimestre écoulé, les taux déterminés par l'Assemblée Générale annuelle dans la limite fixée par les statuts et selon la nature du risque assuré.

L'adhésion à la Caisse Syndicale est constatée par

une police. La Caisse en a supprimé toutes les clauses de déchéance pour retard dans l'envoi des déclarations de salaires, dans le paiement des cotisations, dans les déclarations et modifications de risques, dans la transmission des avis d'accidents. Elle n'applique que des pénalités légères en rapport avec le retard apporté ou le préjudice causé à l'assureur, afin que, néanmoins, celui-ci ait, en temps utile, tous les éléments nécessaires à sa gestion financière.

Quant à l'administration de la Société, elle est assurée par un Conseil d'Administration et des Assemblées générales dont le fonctionnement ne présente pas de particularités.

Au 31 décembre, grâce à la forme mutualiste de l'institution qui n'a pas à rémunérer de capital social et qui s'adresse directement aux chefs d'entreprise, sans aucune publicité, grâce aussi à l'économie qui préside aux dépenses de frais généraux, grâce enfin aux soins apportés à la gestion des réserves libres, la cotisation se trouve n'avoir aucune des charges qui frappent très lourdement les entreprises concurrentes ni d'autre contrepartie que le paiement strict des sinistres.

C'est pourquoi, comme avant la guerre, ses frais de gestion sont maintenant encore les plus réduits de toutes les Compagnies d'Assurances contre les Accidents du travail, puisqu'ils varient de 4 à 5 % des cotisations annuelles au fonds de prévoyance. Au 31 décembre 1920, les cotisations au fonds de prévoyance

de l'exercice s'étaient totalisées par la somme de 27.635.473 fr. 95. Le total des ristournes distribué aux sociétaires avait atteint pour le même exercice une somme de 7.136.542 fr. 78.

On voit par là que la prospérité de la Caisse n'a pas cessé de croître et qu'elle justifie toujours les éloges prononcés, en 1901, par M. Levasseur dans son rapport à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, au moment où la Caisse Syndicale recevait une des grandes médailles d'or de la fondation Audéoud¹, rapport dans lequel il rendait hommage à « cette initiative à la fois généreuse et prudente » et constatait qu'elle était « une institution fondée sur une base financière solide ». D'ailleurs, dans toutes les expositions internationales, auxquelles elle a participé, la Caisse Syndicale a remporté les plus hautes récompenses : aux expositions suivantes, elle s'est vue décerner des grands prix : en 1904, à celle des Etats-Unis en 1905 à celle de Liège ; en 1906, à celle de Milan ; en 1913, à celle de San-Francisco ; en 1914, à celle de Lyon.

III. La protection contre la vieillesse, l'invalidité et la mort : la Caisse Syndicale de Retraites des Forges, de la Construction Mécanique, des Industries électriques et de celles qui s'y rattachent.

Vivre au delà de 55 ans, c'est-à-dire jusqu'au moment où il lui devient presque impossible de se faire

1. Ce prix est attribué, tous les 4 ans, à des établissements, des institutions ou des œuvres ayant pour but l'amélioration du sort des classes ouvrières ou le soulagement des pauvres.

embaucher, c'est, sans conteste, le risque le plus redoutable qui menace l'ouvrier.

Il semble pourtant que l'on craigne, en général, de mourir avant d'avoir atteint un grand âge et non de quitter ce monde dans un âge avancé. Tel n'est cependant pas le cas pour le salarié de l'industrie auquel la vieillesse ne laisse que la perspective de terminer ses jours à l'hospice ou celle, plus redoutable encore, de tomber à la charge de ses proches et de détruire ainsi l'équilibre toujours instable de leur faible budget.

Est-il au moins possible à l'ouvrier d'épargner la somme nécessaire pour se mettre à l'abri de tout souci pendant ses vieux jours?

Il ne le semble pas.

« La constitution d'une pension de retraite par la
« voie de l'épargne individuelle imposerait à l'ouvrier
« une lourde charge et, surtout, une régularité invrai-
« semblable. Un ouvrier gagnant, par exemple, 2.000
« fr. par an, qui voudrait s'assurer, à partir de
« l'âge de 60 ans, un revenu égal seulement à la moi-
« tié de son salaire, soit 1.000 francs de rente (rente
« seulement *viagère* comme le salaire lui-même) de-
« vrait amasser un capital de 10.000 francs environ, ce
« qui suppose, pour une durée de trente années de
« travail, une épargne annuelle d'environ 300 francs
« par an ¹ ».

Ce n'est donc pas sans raison, que la vieillesse est le cauchemar du travailleur, effrayé à la pensée du

1. Gide : *Economie politique*, II. p. 387.

sort qui l'attend quand il ne pourra plus, par son travail, subvenir à ses besoins. Le mettre à l'abri de la misère quand cette éventualité se produira est donc une nécessité sociale que la Caisse Syndicale est parvenue à réaliser quatorze ans avant le législateur français.

La Caisse des retraites avant la loi du 5 avril 1910. — Les Maîtres de Forges français se sont toujours préoccupés de la situation troublante faite à leurs ouvriers que l'âge chassait des ateliers; et, à leur instigation, en 1893, le Comité des Forges décidait la création d'une Caisse Syndicale destinée à assurer des pensions de retraites au personnel des établissements sidérurgiques qu'il groupait. M. de Nervo fut chargé d'étudier cette question; et, à la suite du rapport qu'il fit à ce sujet, l'Assemblée générale du 9 mars 1894, vota la constitution, sous la forme de société anonyme, de la *Caisse patronale de Retraites en faveur des ouvriers des Forges de France*.

Les statuts et le règlement annexe de cet organisme instituaient un système de retraites ouvrières basées uniquement sur les libéralités des chefs d'entreprise.

Ces derniers visaient à assurer une pension de retraite à tout ouvrier français ou étranger, ayant travaillé pendant douze ans au moins dans un ou plusieurs établissements affiliés à la Caisse. La pension comprenait d'ailleurs une partie fixe (180 francs) constituée par la capitalisation des libéralités patronales, continuées pendant trente ans sans interrup-

tion et une partie variable extérieure à la vocation de la Caisse, déterminée par le montant des versements que les ouvriers étaient libres d'effectuer à leur gré¹. Cette faculté pour les bénéficiaires de la pension d'en augmenter le montant était destinée à développer le goût de l'épargne dans un milieu où cette notion était trop souvent inconnue.

Quant aux chefs d'entreprises, ils étaient tenus à un versement trimestriel de 5 francs au maximum et uniforme, quel que fût l'âge de l'ouvrier au moment du premier versement.

Ce système fut assez rapidement modifié sous l'influence des données de l'expérience. Il était indispensable, en effet, de « mettre les versements en rapport
« avec les capitalisations et avec le plus ou moins de
« proximité de l'entrée en jouissance des ouvriers de
« tout âge, à qui leurs patrons entendaient préparer
« une pension de retraite, dont il avait été décidé que le
« chiffre serait fixe. D'autre part, le maximum de
« versement, fixé à 5 francs par trimestre, se trouvait
« devenir insuffisant devant la baisse de l'intérêt et
« le taux croissant des capitalisations.

« La Caisse Patronale se trouva donc amenée, dans
« l'Assemblée Générale extraordinaire du 25 juin
« 1896, à rejeter à la fois le système d'un maximum
« invariable de cotisations et le système d'une coti-
« sation moyenne, établie sans tenir compte de l'âge

1. La pension fixe était augmentée de 20 francs pour les ouvriers qui avaient travaillé, pendant trente ans, dans le même établissement.

« de l'ouvrier, faisant, la première fois, l'objet du versement patronal.

« Elle adopta un tarif à paliers par périodes sexennales, la première embrassant les ouvriers âgés de plus de vingt-quatre ans et de moins de trente ans; la deuxième, ceux de trente à trente-six ans; la troisième, ceux de trente-six à quarante-deux ans; la quatrième, ceux de quarante-deux à quarante-huit ans; la cinquième, ceux de quarante-huit à cinquante-quatre; la sixième, ceux de cinquante à soixante ans¹. »

Sur ces bases ainsi modifiées, la Caisse continua à fonctionner et à rendre les plus grands services, comme le prouvent les conclusions de l'enquête entreprise à la demande de la Commission de Prévoyance et d'Assurance sociale de la Chambre. « Il serait désirable, y lisait-on², que cette institution se développât. Par son organisation financière établie sur des bases exactes, elle offre des garanties comparables à celles de la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse. De plus, elle a le mérite d'être une institution exclusivement patronale et de ne rien coûter aux bénéficiaires. Il est donc à souhaiter que les grandes entreprises de la Métallurgie viennent grossir le nombre actuel encore restreint des sociétaires, et cela, tant dans l'intérêt du patron qui se trouvera déchargé de la responsabilité qu'en-

1. R. Senly: *l'organisation sociale de la Sidérurgie française*, dans *La Sidérurgie française*, p. 473.

2. Passage cité par M. R. Senly.

« traîne la gestion d'une Caisse spéciale, que dans
« celui de l'ouvrier auquel cette Caisse offre les avan-
« tages d'une garantie absolument certaine. Les au-
« tres industries ne perdraient rien, d'ailleurs, à ré-
« pondre à l'appel si autorisé qui leur a été adressé
« de la part du Conseil d'Administration ».

Néanmoins, à partir de 1896, en présence de la
préférence marquée des milieux gouvernementaux et
administratifs pour l'établissement légal d'un régime
de retraites ouvrières obligatoire, le développement
de la Caisse Patronale des Retraites subit un temps
d'arrêt. Puis, après l'échec des différentes propositions
qui tendaient à faire disparaître tous les organismes
de retraites institués par l'initiative privée, le Conseil
d'Administration estima opportun de mettre en évi-
dence la situation acquise par cette institution patro-
nale. « Le moment est peut-être venu, disait-il, dans
« son rapport à l'Assemblée Générale de 1908, de
« constater la valeur de notre œuvre et d'y recourir.
« L'exemple que vous a donné, dans une autre ma-
« tière, notre Caisse Syndicale d'Assurance contre les
« Accidents du Travail, lors du vote de la loi de 1898,
« n'est peut-être pas à dédaigner, lorsque viendra,
« si jamais elle sonne, l'heure de l'organisation des
« retraites obligatoires.

« Notre Caisse Patronale pourrait alors, à n'en pas
« douter, amener le législateur à laisser aux initiati-
« ves individuelles créatrices, la large place qui leur
« revient. »

Cet espoir s'est réalisé, puisqu'au cours des discus-

sions relatives au vote de la loi du 5 avril 1910, le législateur, reconnaissant les services rendus par la Caisse Syndicale aux ouvriers métallurgistes, fit insérer, dans le texte en préparation, les dispositions nécessaires pour permettre à cet organisme de continuer à fonctionner.

L'Organisation de la Caisse syndicale après le vote de la loi du 5 avril 1910. — Au lendemain du vote de la loi du 5 avril 1910, la Caisse modifia ses statuts pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives et aussi pour étendre le bénéfice de ses dispositions au personnel employé par tous les membres des syndicats patronaux adhérant à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. En même temps, elle changeait sa dénomination et prenait le titre de *Caisse Syndicale de Retraites des Forges, de la Construction Mécanique, des Industries électriques et de celles qui s'y rattachent*.

Après avoir soumis ses nouveaux statuts à l'approbation ministérielle, la Caisse fut autorisée, par le décret du 12 juillet 1911, à effectuer les opérations prévues par la loi du 5 avril 1910 pour tous les Membres des Syndicats adhérant à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

Elle se présente donc aujourd'hui, sous la forme d'une société anonyme au capital de 500.000 francs dont un quart versé¹. Ce capital est entièrement sous-

1. Quand le nombre des ouvriers adhérents dépassera 500.000, ce capital devra être porté à un million.

crit par les chefs d'entreprise et est réparti entre eux proportionnellement à l'importance des ouvriers qu'ils emploient.

La forme de société anonyme n'a nullement été choisie pour permettre de réaliser des profits, ce qui serait contraire à la nature de l'institution, mais pour limiter la responsabilité des participants. C'est pourquoi, les statuts ont fixé, par avance, à 3 % du capital versé, le maximum des dividendes qui pourront être distribués aux actionnaires. Le surplus des bénéfices sert à constituer une réserve extraordinaire ou à attribuer des avantages supplémentaires aux salariés bénéficiaires.

Le fonctionnement de la Caisse est le même que celui de toutes les sociétés anonymes; elle est donc administrée par un Conseil d'administration nommé par les chefs d'entreprises affiliés, mais dont les membres ne reçoivent aucun jeton de présence.

A côté du Conseil d'Administration, il a été prévu, comme dans toutes les sociétés anonymes, un Comité de Surveillance, dont les membres, nommés par l'Assemblée Générale, sont obligatoirement choisis, pour moitié au moins, parmi les bénéficiaires de la loi de 1910, c'est-à-dire parmi les salariés adhérant à la Caisse Syndicale.

Le fonctionnement de la Caisse par application de la loi de 1910. — D'après le système organisé par la loi, la perception des cotisations se fait de la manière

suivante. En payant le salaire¹, le patron retient la somme correspondant à la cotisation de l'assuré; il y ajoute une somme égale qui constitue sa contribution personnelle² et colle sur la carte annuelle, que doit présenter l'assuré, un timbre retraite représentant le total de ces deux sommes.

Cette obligation de coller les timbres à chaque paie est une des raisons principales qui nuisent à l'application de la loi, et qui la rendraient même complètement inapplicable dans les établissements à personnel nombreux, si les ouvriers mettaient à profiter de ses dispositions tout l'empressement escompté par le législateur.

Le système adopté par la Caisse Syndicale, tout en offrant de nombreux avantages aux patrons et aux ouvriers, est beaucoup plus simple et montre, d'une façon éclatante, la supériorité des méthodes de l'initiative privée.

Chaque chef d'entreprise affilié à la Caisse lui achète un ou plusieurs carnets de quittances de cotisations³. Ces carnets ont l'aspect extérieur d'un carnet de chèques; « ils comprennent chacun un certain nombre (10, 25, 50 ou 100) de quittances, dont chacune « représente elle-même le total des versements, soit

1. Aux termes de la loi du 7 décembre 1909, le salaire doit être payé tous les 15 jours.

2. La cotisation patronale ou ouvrière est de 9 francs par an pour les hommes, de 6 francs pour les femmes et de 4,50 pour les mineurs de moins de dix-huit ans.

3. Cette quittance de cotisation remplace les timbres même vis-à-vis des ouvriers qui n'ont pas choisi la Caisse syndicale comme caisse d'assurance.

« patronaux, soit patronaux et ouvriers combinés,
« correspondant à une année entière de 300 jours de
« travail. Ces quittances sont de différents types,
« suivant la catégorie de travailleurs à laquelle elles
« répondent (hommes, femmes ou mineurs de dix-
« huit ans), la loi ayant établi pour chacune des ver-
« sements de montant différent.

« L'employeur, comme il le faisait autrefois en ache-
« tant les timbres spéciaux émis par l'ancienne Caisse
« Patronale, se constitue un avoir à la Caisse syndi-
« cale en lui achetant des carnets de quittance de co-
« tisations au fur et à mesure de ses besoins. Il dis-
« pose de ce crédit en le fractionnant au moyen des dites
« quittances sur les multiples têtes des ayants-droit.

« Si le salarié a travaillé pendant l'année entière,
« l'industriel qui a, par la voie du précompte, effectué,
« à chaque paie, sur les salaires, la retenue des verse-
« ments ouvriers, appose en fin d'année, sur la carte
« annuelle du salarié, la quittance entière correspon-
« dant au total de la double contribution.

« Si, au contraire, le salarié n'a travaillé qu'une
« partie de l'année ou s'il a quitté son patron en cours
« d'année, celui-ci ne collera sur la carte qu'une par-
« tie de quittance correspondant à la fraction due du
« double versement.

« A cet effet, la quittance de cotisation est détaillée
« en un certain nombre de carrés de montants divers,
« de façon à permettre, par voie de découpage, la
« composition d'un effet de la valeur exactement vou-
« lue suivant le nombre des carrés y compris. Le pa-

« tron compose ainsi, en vignettes, le montant de la
« somme à coller sur la carte de son ouvrier.

« Le surplus de la quittance, avec les vignettes
« qu'il porte, reste attaché à la souche. Les souches
« et fractions de quittances non utilisées y atta-
« chées sont retournées par l'employeur à la Caisse
« Syndicale qui le crédite d'autant. Il n'a, à aucun
« moment, à donner des listes d'ouvriers, ni à notifier
« à la Caisse les embauchages et les débauchages¹ ».

Les avantages retirés par les patrons de leur
adhésion à la Caisse Syndicale sont nombreux.

D'abord la dispense de l'apposition des timbres,
qu'il leur faudrait faire effectuer deux fois par mois
au moins, évite d'employer à ce travail improductif,
pendant un temps variable selon le nombre de leurs
ouvriers, la plus grande partie de leur personnel de
caisse. Ils réalisent donc, de ce chef, une économie de
frais généraux qui n'est pas négligeable. .

En outre, la Caisse Syndicale, comme tous les or-
ganismes d'assurance libre, permet d'éviter l'accumu-
lation de capitaux considérables dans les Caisses de
l'Etat, que la mise en vigueur de la loi ne manque-
rait pas d'y faire affluer rapidement sans grand
profit pour la collectivité.

Enfin, au point de vue de l'application de la loi,
l'affiliation à la Caisse Syndicale constitue pour le pa-
tron dont les ouvriers seraient réfractaires à cette loi,
le moyen de manifester son désir de la faire observer

1. R. Senly : *l'Organisation sociale de la Sidérurgie française*, dans
La Sidérurgie française, p. 477.

dans ses ateliers. Le 8 août 1916, une circulaire du Ministre du Travail a autorisé les industriels à se libérer en ce qui concerne les contributions patronales afférentes aux ouvriers qui refusent de laisser opérer sur leurs salaires le précompte prévu par la loi du 5 avril 1910, par l'intermédiaire de la Caisse Syndicale des Retraites. Cette circulaire permet ainsi aux Chefs d'entreprise d'échapper au système de versements prévu par l'article 23 de la loi de 1910¹, à charge pour la Caisse Syndicale qui perçoit leurs contributions d'ouvrir et de tenir à jour un compte individuel d'attente pour chacun des ouvriers auxquels se réfèrent les versements.

« Le mécanisme adopté pour la mise en œuvre de ce mode de libération est extrêmement simple.

1. « L'employeur ou l'assuré par la faute duquel l'apposition des timbres, prescrite par la présente loi, n'aura pas eu lieu, sera passible d'une amende égale aux versements omis, prononcée par le Juge de simple police, quel qu'en soit le chiffre, sans préjudice de la condamnation par le même jugement, au paiement de la somme représentant les versements à sa charge et qui sera porté au compte individuel de l'assuré.

« L'amende sera versée au fonds de réserve.

« L'employeur qui a été dans l'impossibilité d'apposer les timbres prescrits pourra se libérer de la somme à sa charge, en la versant à la fin du mois, directement ou par la poste, au greffier de la Justice de Paix ou à l'organisme, reconnu par la loi, auquel serait affilié l'assuré ».

Tel est le texte de cet article 23 d'où l'administration avait prétendu faire découler l'obligation, pour le patron à qui l'assuré refuserait de présenter sa carte, d'opérer sur le salaire de l'assuré la retenue de la cotisation à sa charge et d'en faire le versement, avec le montant de sa contribution personnelle, au greffe de la Justice de Paix.

Mais la Cour de Cassation, dans deux arrêts, du 11 décembre 1911 et du 22 juin 1912, a rejeté cette prétention excessive et décidé que le texte invoqué par l'Administration à l'appui de sa demande n'autorisait pas le patron à opérer sur le salaire de l'ouvrier la retenue de sa cotisation, et, en outre, que les termes mêmes de cet article n'obligeaient nullement le patron à verser au Greffe de la Justice de Paix sa contribution personnelle.

« Désormais, il suffit au Chef d'entreprise qui veut
« recourir à l'intermédiaire de la Caisse Syndicale de
« retraites, d'adresser à celle-ci une déclaration aux
« termes de laquelle il s'engage à établir au nom de
« chacun de ses ouvriers non munis de la carte annuel-
« le délivrée par la mairie, « des cartes fiches » qui se-
« ront mises à leur disposition par la Caisse Syndicale
« et à y apposer une fois par an, comme pour leurs
« ouvriers adhérents, des quittances ou parties de
« quittances de cotisations pour une valeur équiva-
« lente à sa contribution patronale.

« A la fin de chaque année seulement, ces cartes-
« fiches sont transmises par l'employeur à la Caisse
« Syndicale et le total des quittances de cotisation y
« apposées doit correspondre au total des contribu-
« tions patronales dues pour tous les ouvriers réfrac-
« taires employés dans l'usine au cours de l'année
« écoulée.

« Dès réception de ces cartes-fiches, la Caisse Syn-
« dicale adresse à l'employeur la quittance justifica-
« tive que M. le Ministre du Travail l'a autorisée à
« lui délivrer et qui le libère des obligations mises à
« sa charge par la clause des marchés de guerre.

« En même temps, la Caisse Syndicale ouvre un
« compte à chacun des ouvriers mentionnés sur les
« cartes-fiches et elle y affecte le montant des verse-
« ments contractés sur les cartes¹ ».

Ce mode de libération qui établit une similitude

1. *Annuaire de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières*,
p. 136.

d'opérations pour tous les ouvriers d'une même usine, qu'ils soient ou non adhérents à la loi, permet d'éviter de nombreux inconvénients : vérification de la comptabilité par l'administration, tenue d'un compte d'Assurances retraites, établissement de listes mensuelles individuelles des ouvriers réfractaires à la loi.

Les avantages retirés par les ouvriers de la Caisse Syndicale des Retraites ne sont pas moins importants.

Ils évitent, grâce à cette institution, le souci et l'ennui de faire timbrer leur carte au moment de chaque paie. De plus, ils peuvent, à bon droit, espérer un rendement plus élevé des fonds gérés par cette Caisse : les Caisses Syndicales de Retraites sont les seules, en effet, à pouvoir consentir des prêts sur les immeubles appartenant aux entreprises adhérentes (article 19 de la loi). D'autre part, même dans les placements prévus pour toutes les caisses, une caisse autonome n'a pas la même tendance naturelle qu'ont les Caisses d'Etat à effectuer la plus grande partie de leurs placements en fonds d'Etat ; elle peut donc mieux chercher à assurer un rendement élevé aux sommes qui lui sont confiées. C'est ainsi que dès les premières années d'application de la loi, les tarifs de retraite de la Caisse Syndicale étaient supérieurs de 10 % à ceux de la Caisse Nationale.

De plus, les adhérents sont appelés à bénéficier immédiatement d'une partie des fonds destinés à leur retraite, grâce aux prêts de toutes sortes accordés par la Caisse Syndicale aux institutions de prévoyance et d'assistance, prêts dont l'importance est appelée à

croître. Dans la répartition de ses ressources entre ces différentes institutions (maisons à bon marché, jardins ouvriers, dispensaires, hôpitaux, sanatoria), la Caisse tient compte de l'importance des fonds recueillis dans la région où elles se constitueront et y proportionne sa subvention.

« Au point de vue particulier du taux de capitalisation, il convient de noter que dans la Caisse Syndicale de Retraites, comme dans toutes les Caisses professionnelles, les retraites sont calculées d'après une table de mortalité spéciale à la profession et donnent forcément, de ce fait, des résultats plus avantageux que les Caisses dont les retraites sont calculées sur une table de mortalité générale, comme prenant certaines catégories d'assujettis comme les ouvriers agricoles et les domestiques pour lesquels la statistique a reconnu jusqu'ici une longévité exceptionnelle¹».

Enfin, il est impossible de ne pas indiquer comment, en réalité, l'ouvrier exerce un contrôle effectif sur les opérations de la Caisse syndicale, indépendamment du contrôle assuré par les Ministres des Finances et du Travail, la moitié du Conseil de surveillance étant composée de salariés. De plus, il reçoit chaque année un état qui le fixe, de façon certaine, sur la situation de son compte de retraites : il peut d'ailleurs demander, à tout instant, les renseignements qui lui sont nécessaires et prendre connaissance, chez son patron, des

1. R. Senly : *loc. cit.*, p. 478.

documents fournis par toute société anonyme à ses actionnaires : rapports, bilans, état de portefeuille, etc...

Les ouvriers ont fort bien compris ces avantages, comme l'attestent les 213.651 comptes qu'ils s'étaient fait ouvrir au 31 décembre 1920. A ces chiffres, il faut ajouter les 6.475 comptes ouverts avant la loi de 1910 et qui étaient encore en cours à la même époque.

La Caisse syndicale et la Protection du personnel des entreprises métallurgiques contre les risques d'Invalidité et de Mort. — Les chefs d'entreprises dont le personnel profitait des avantages de la Caisse Syndicale, pour la constitution de leur pension de retraite, ont vite aperçu les lacunes de la loi de 1910; ils se sont efforcés d'y remédier dans la mesure de leurs moyens.

C'est pourquoi, ils ont organisé un système de retraite pour ceux de leurs collaborateurs qui ne sont pas soumis à cette législation ou qui veulent augmenter le montant de la pension à laquelle ils peuvent prétendre. En même temps, par un procédé à la fois simple et ingénieux, la Caisse garantit les adhérents de cette catégorie contre les risques d'invalidité et de mort auxquels ils sont exposés. Dans ce but, deux institutions qu'il est instructif d'examiner ont été créées : l'initiative privée se trouve ainsi devancer et suppléer, une fois de plus, l'action des Pouvoirs Publics dans le domaine de la prévoyance sociale.

a) *Les comptes d'Epargne à destination de retraites du personnel administratif.* — Ce régime, instauré en 1912, est destiné au personnel *employé* des Etablissements industriels, auquel la loi de 1910 n'accorde que des retraites tout-à-fait insuffisantes, quand le chiffre de leur traitement, ne les fait pas complètement échapper aux dispositions légales. Le système imaginé « participe à la fois, dans une certaine mesure, « de l'assurance mixte et de la retraite proprement « dite et juxtapose les avantages que présente la « constitution combinée d'un capital et d'une rente « viagère¹. »

Voici en quoi consiste cette heureuse combinaison.

A partir de 60 ans, et, exceptionnellement, à partir de 55, tout agent, titulaire d'un emploi permanent, a droit, outre la retraite prévue par la loi, à une retraite supplémentaire constituée au choix de la Caisse Syndicale, soit directement à elle-même, soit au moyen d'un organisme d'assurance autorisé et dont le calcul est fait selon les tarifs alors en vigueur dans ces organismes.

Ces retraites sont obtenues au moyen de la capitalisation des contributions de l'employé et du patron dans les conditions fixées par le règlement de la Caisse.

La titularisation de tout agent emporte adhésion à ce règlement qui constitue une annexe à son contrat de travail; elle a donc pour effet de l'obliger à subir

1. *Annuaire de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières*, p. 139.

sur son traitement, indépendamment de celle prévue par la loi de 1910, une retenue égale à 2.50 % de son salaire. De son côté, l'établissement affilié verse à la Caisse Syndicale une somme égale¹ et distincte de la contribution dont il est tenu aux termes de la législation sur les retraites ouvrières.

En plus de ces versements obligatoires, tout agent peut, par voie de retenue mensuelle, opérer des versements supplémentaires équivalant soit à 1 % soit à 2 % de son traitement. Dans ce cas, l'établissement employeur verse à la Caisse Syndicale une somme égale au double de la retenue supplémentaire subie par l'agent.

A partir du moment où il est affilié à la Caisse, tout agent est titulaire d'un compte individuel au crédit duquel est inscrit, le 31 décembre de chaque année, le total des sommes versées par les établissements sous deux titres différents correspondant aux contributions du patron et de l'agent.

Sous le titre *Versements personnels*, figurent les retenues obligatoires et facultatives effectuées sur le traitement ainsi que les intérêts calculés au taux fixé par la Caisse Syndicale.

Quant à la rubrique *Allocations en cours d'acquisition* correspondant aux versements patronaux, elle indique le montant des contributions obligatoires et supplémentaires versées par l'établissement, le montant des intérêts de ces sommes et la quote-part du

1. Comme celui de l'employé, le versement de l'employeur est de 2,50 % du salaire.

titulaire du compte dans les répartitions de fonds disponibles effectuées, dans certains cas, entre les employés affiliés.

Normalement, l'âge auquel a lieu la liquidation de la retraite est fixé à 60 ans (cependant, sur la demande de l'établissement affilié, cet âge peut être avancé de cinq années¹).

A ce moment, les sommes inscrites au compte individuel de l'agent sous le titre de *versements personnels*, qui constitue en tout état de cause sa propriété, lui sont remises en espèces, sauf s'il préfère les consacrer à la constitution d'une retraite immédiate ou différée.

Quant aux *Allocations en cours d'acquisition*, elles lui sont intégralement attribuées, à titre de libéralités, quand, ayant atteint l'âge de la retraite, il a effectué, au moins trente années de services dans le même établissement. Il peut, en pareil cas, demander que ces sommes servent « soit à lui constituer une retraite
« qui sera, s'il est marié, réversible pour moitié
« sur la tête de son conjoint non séparé de corps, soit
« à lui acquérir des titres de rente française ou des
« obligations de chemins de fer français avec certifi-
« cat nominatif, dont les titres, frappés d'insaisis-
« sibilité et d'inaliénabilité, pendant la vie du béné-
« ficiaire, demeureront déposés, jusqu'au décès du
« titulaire, dans la caisse de l'établissement qui

1. Au moment de la liquidation du compte, les contributions patronales prennent fin, mais celles de l'agent peuvent être continuées jusqu'à ce qu'il ait atteint 65 ans.

« l'employait au jour de la liquidation de sa retraite
« pour être alors remis à ses ayants-droit.

« Dans des circonstances exceptionnelles, qu'il se
« réserve le pouvoir d'apprécier, l'établissement qui
« emploiera l'agent au moment de la liquidation de
« la retraite pourra, — sur la demande de celui-ci —
« consentir à ce qu'il soit fait en outre emploi des
« sommes inscrites sous le titre « Allocations en cours
« d'acquisition » et décider notamment qu'elles se-
« ront remises en espèces au bénéficiaire ¹. »

Tel est le système de retraites organisé par la Caisse Syndicale au profit des salariés qui n'ont pas droit à une retraite constituée d'après les principes de la loi de 1910 ou qui en trouvent le montant insuffisant. Le tableau de la page 339, qui contient quelques exemples de ce système, donne une idée nette et précise de l'importance de ces retraites ².

Il n'y a pas que la vieillesse qui empêche l'homme de gagner sa vie, l'invalidité peut également lui interdire tout travail quand il est encore dans la force de l'âge, et sa mort peut plonger les siens dans un dénûment complet.

Contre l'invalidité due à un accident de travail, l'ouvrier est protégé par la loi du 8 avril 1898 qui a organisé un régime d'indemnité empêchant la victime d'être complètement réduite à la misère. Par contre, rien n'a encore été fait par la législation française pour

1. Article 11 du règlement des comptes d'Epargne.

2. Au 1^{er} janvier 1921, on comptait 1.389 titulaires de comptes d'Epargne (déduction faite des comptes liquidés).

mettre les salariés et leurs familles à l'abri des conséquences de l'invalidité et de la mort. Il appartient donc aux chefs d'entreprise de combler cette lacune.

C'est pourquoi, la *Caisse Syndicale de Retraites des Forges de la Construction Mécanique, des Industries Electriques et de celles qui s'y rattachent*, a décidé d'assurer contre ces risques ceux de ses adhérents qui seraient titulaires d'un Compte d'Epargne.

D'après le Règlement des Comptes d'Epargne, l'agent obligé de quitter l'Etablissement auquel il appartenait à la suite de maladie incurable ou d'infirmité permanente dûment établie a droit, quels que soient son âge et le nombre de ses années de service, à l'attribution intégrale des sommes figurant à son compte sous le titre *Versements en cours d'attribution*. Il peut en faire le même usage que s'il était arrivé à l'âge de prendre sa retraite. Bien entendu, ses contributions personnelles lui sont restituées avec le produit des intérêts.

De même, si l'agent affilié à la Caisse vient à décéder en activité de service, le montant des sommes figurant à son compte au titre *versements personnels* est attribué en espèces à sa succession; et quant au montant de celles qui y figurent au titre *Allocations en cours d'acquisition*, l'établissement auquel appartenait l'agent décédé les attribue partiellement, en espèces ou autrement, à la famille du défunt.

Il est facile de comprendre combien cette institution présente d'avantages à la fois pour le patron et l'employé. Pour le premier, « les sacrifices qu'elle com-

Comptes d'Épargne à destination de Retraites du Personnel administratif

EXEMPLES D'APPLICATION DU RÈGLEMENT avec liquidation à l'âge de 60 ans

TYPES DE TRAITEMENT D'EMPLOYÉS	Versements égaux de l'employeur et de l'employé équivalant ensemble à 5 % du traitement	OBLIGATOIRES		Versements progressifs de l'employeur par rapport à ceux de l'employé équivalant ensemble à 11 % du traitement
		Versements de l'employé..	Versements de l'employeur	
		2,50 %	2,50 %	
		2,50 %	2,50 %	
		LIQUIDATION DU COMPTE à la fin de la 35 ^e année (60 ans d'âge)		LIQUIDATION DU COMPTE à la fin de la 35 ^e année (60 ans d'âge)
Employé gagnant 4.000 francs à 25 ans, à son entrée chez l'employeur, augmenté de 500 francs tous les 5 ans et gagnant 6.000 francs depuis sa 20 ^e année de présence.	RENTE VIAGÈRE	RENTE VIAGÈRE	RENTE VIAGÈRE	RENTE VIAGÈRE
	de	de	de	de
	1.925 francs ¹	3.080 francs ¹	4.240 francs ¹	6.710 francs ¹
Employé gagnant 4.000 francs à 25 ans, à son entrée chez l'employeur, augmenté de 2.000 francs tous les 5 ans et gagnant 12.000 francs depuis sa 20 ^e année de présence.	RENTE VIAGÈRE	RENTE VIAGÈRE	RENTE VIAGÈRE	RENTE VIAGÈRE
	de	de	de	de
	3.050 francs ¹	4.880 francs ¹	6.710 francs ¹	6.710 francs ¹

(1) Non compris la retraite légale prévue par la loi du 5 avril 1910.

NOTA. — Le calcul de la rente viagère servie à la liquidation a été fait sur une seule tête. La rente est servie sur deux têtes si le bénéficiaire est marié (art. 11 du Règlement). Cette réversibilité diminue la rente, dans les cas moyens, dans la proportion de 100 à 85. Il n'a pas été tenu compte dans ces calculs des bonifications qui, du fait de l'application des articles 16 et 17 du Règlement, augmentent le montant des allocations en cours d'acquisition.

« porte se trouvent compensés, d'un côté, par la
« stabilité, le rendement du travail et la sélection que
« permet l'appoint de retraites atteignant, pour un
« employé moyen 2.000 à 3.000 francs, de l'autre,
« par le puissant levier de moralité et de protection
« familiale introduit par l'industriel donateur et ar-
« bitre tout ensemble de la répartition la plus judicieu-
« se de ses libéralités ¹ ». Quant à l'employé, il ne peut
que gagner à bénéficier d'un régime semblable qui
apporte, quoi qu'il arrive, la sécurité à son foyer.

Aussi, depuis 1912, date de sa constitution, le régime des Comptes d'Epargne n'a pas cessé de se développer. En 1913, le montant des cotisations reçues (déduction faite des annulations de l'année) était de 69.077 fr. 66; il a été de 1.394.852 fr. 49 pour la période de 6 ans s'étendant du 31 décembre.1913 au 31 décembre 1919, soit 232.475 fr. 41 en moyenne par année; en 1920, ce même chiffre s'est élevé à 959.793 fr. 82.

La réserve mathématique pour versements inscrits sur les livrets est passée de 1.527.970 fr. à 2.405.670 fr. 23, en 1920, soit une augmentation de 877.700 fr 21.

Enfin, au cours de l'exercice 1920, 348 nouveaux comptes ont été ouverts; quant au taux de capitalisation, il a été maintenu à 4,50 % en 1920 comme en 1919.

1. *Annuaire de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières*, p. 140.

b) *Les retraites supplémentaires de celles prévues par la loi de 1910.* — Cette institution fonctionne depuis le 1^{er} octobre 1919; elle tend à assurer au personnel *ouvrier* assujetti ou non à la loi de 1910 des avantages qui s'ajoutent à ceux que leur accorde cette loi, et à remédier, aussi, dans une certaine mesure, au mauvais accueil fait par les ouvriers à la législation sur les retraites.

Ces derniers ne se soucient pas de prélever sur leurs salaires un impôt (dont beaucoup d'entre eux, tous ceux qui mourront avant 60 ans, ne pourront pas profiter), à seule fin de constituer une retraite notablement insuffisante, pour subvenir aux besoins de leurs vieux jours, retraite qui, du reste, ne serait pas en rapport avec le salaire qu'ils étaient habitués à recevoir à l'atelier. Aussi, malgré tous les efforts faits par les Chefs d'établissement et les pouvoirs publics, il n'y avait, avant la guerre, que six millions et demi d'assurés obligatoires, au lieu de 10; quant aux assurés facultatifs, ils étaient 600.000 (on espérait en compter deux millions), et, naturellement, ils étaient recrutés parmi ceux qui, déjà proches de la limite d'âge, avaient peu à verser et, relativement, beaucoup à toucher.

Pour tâcher d'en augmenter le nombre, la Caisse syndicale a organisé un système de pensions de retraites venant se juxtaposer à celles de la loi de 1910, système complété par des dispositions spéciales en cas de décès et d'invalidité et par un ingénieux mécanisme d'assurance dans le cas où l'un de ces risques

survient au cours des dix premières années d'affiliation. Cette dernière disposition permet d'attribuer, dès le début, à tout bénéficiaire ou à sa famille, une rente ou un capital appréciable alors que la liquidation anticipée du compte de l'ouvrier n'aurait normalement produit qu'une somme insignifiante.

Ces différents avantages sont constitués au moyen de la capitalisation des cotisations ouvrières et patronales dont l'établissement employeur détermine le taux ¹.

Le bénéfice des cotisations ouvrières est toujours acquis aux salariés qui les ont versées, mais les avantages procurés par les contributions patronales correspondantes ne leur sont attribuées que par tranches successives à l'expiration des périodes quinquennales égales à 5, 10, 15, 20 années de services.

La perception des cotisations est assurée par l'établissement employeur au moyen de retenues sur les salaires, effectuées lors de chaque paye. La constatation de cette perception ainsi que du versement des contributions patronales a lieu par l'apposition annuelle sur un livret spécial, qui demeure entre les mains de l'ouvrier, de vignettes de valeurs déterminées qui ont été préalablement remises au patron par

1. A côté de cette contribution, tout affilié peut, comme dans le régime des Comptes d'Epargne, verser, en outre, des cotisations supplémentaires. En pareil cas, l'Etablissement employeur verse, aussi, une cotisation complémentaire dont il fixe lui-même le montant en tenant compte du nombre d'années de services de l'ouvrier et de l'importance de la contribution supplémentaire de ce dernier,

la Caisse Syndicale contre paiement de leur valeur nominale.

« Le patron n'a donc à fournir à la Caisse Syndicale
« aucun relevé, aucun bordereau. Il se borne à lui ache-
« ter des vignettes qu'il appose, une fois par an, sur
« les livrets de ses ouvriers. De son côté, la Caisse se
« trouve ainsi saisie du montant des fonds dont la
« gestion lui est confiée. Le livret tient lieu de titre,
« et c'est sur la présentation de ce livret demeuré en-
« tre les mains du bénéficiaire que la Caisse procède,
« le moment venu, à la liquidation du compte après
« vérification du droit à la pension et de la sincérité
« du livret.

« Ce dernier contrôle a lieu par le rapprochement du
« livret et d'un talon qui en a été détaché par l'Eta-
« blissement employeur lui-même après apposition
« des vignettes; la concordance du livret qui forme
« souche et du talon qui est adressé à la Caisse par
« l'établissement, ainsi que des fragments de vignet-
« tes adhérant de part et d'autre suffit à éviter toute
« possibilité de fraude ¹ ».

Quand la liquidation d'un compte individuel est faite en vue de l'établissement d'une retraite ², le produit de ce compte est affecté à la constitution d'une rente viagère au profit de l'ouvrier affilié et réversible

1. *Annuaire de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières*, p. 142.

2. La liquidation en vue de la constitution d'une retraite n'est pas possible si l'ouvrier ne remplit pas les conditions d'âge exigées de ses assujettis par la loi sur les Retraites ouvrières et paysannes pour la liquidation de leurs retraites.

pour moitié sur la tête du conjoint non séparé de corps. A défaut de conjoint, la rente est réversible, pour le même montant, sur la tête des enfants mineurs jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 16 ans. Enfin, à défaut de conjoints et d'enfants mineurs de 16 ans, l'affilié peut demander que la rente soit réversible pour moitié sur la tête d'un tiers, désigné au moment de la demande de liquidation.

D'après l'article 14 du règlement des retraites supplémentaires, « en cas d'invalidité permanente dûment établie, quelle qu'en soit la cause, survenue avant la constitution de la retraite, l'affilié peut demander la liquidation de son compte et le capital produit par cette liquidation est affecté à la constitution d'une rente viagère immédiate sur sa tête ». Mais si l'invalidité est permanente et partielle, avec cependant un minimum de 60 %, l'affilié dont la retraite n'a pas encore été liquidée peut seulement demander¹ que la moitié du capital provenant de la liquidation de son compte soit affectée à la constitution à son profit, d'une rente viagère immédiate, à capital aliéné et non réversible. L'autre moitié du produit de la liquidation de son compte reste soumise aux dispositions ordinaires prévues pour la liquidation des retraites.

En cas de décès de l'affilié survenu avant l'attribution de sa retraite, le capital provenant de la liquidation de son compte individuel est affecté à la constitu-

1. A condition que cette invalidité ne résulte ni d'une maladie ni d'une cause lui permettant d'obtenir réparation du préjudice subi par application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

tion d'une rente viagère attribuée au conjoint **non** séparé de corps et réversible, en totalité, sur la tête des enfants âgés de moins de 16 ans, au moment du décès ; l'attribution du capital est faite, dans les conditions que l'affilié aura pu fixer, aux personnes vivant sous son toit ou recevant de lui des secours périodiques à l'époque de sa mort. A défaut de désignation faite par l'affilié, l'établissement adhérent par les soins duquel ont été effectuées les dernières retenues, désigne à la Caisse Syndicale la ou les personnes qui lui ont justifié avoir été à la charge du défunt au moment de son décès, soit en vivant sous son toit, soit en recevant des secours périodiques. Enfin, si aucune des règles précédentes ne peut être observée, le montant du capital provenant du compte du défunt est versé pour moitié à ses descendants ou ascendants directs, le reste est réparti dans les proportions fixées par les statuts, entre un fonds de prévoyance, un fonds de majoration et la Caisse Syndicale pour lui permettre de constituer une réserve de garantie supplémentaire, affectée à l'ensemble des opérations portant sur les comptes d'Epargne à destination de retraites, sur les retraites supplémentaires et sur la prise en charge des pensions de retraites.

Le fonds de prévoyance alimenté par les intérêts produits par les contributions patronales pendant les deux premières années qui suivent l'affiliation de l'ouvrier et par certains versements prévus par le règlement et par les intérêts de ces sommes, est destiné à faire face aux charges imposées à la Caisse en cas de décès ou d'invalidité permanente.

Exemples d'Application du Règlement de Retraites Supplémentaires de celles prévues par la Loi du 5 Avril 1910

Un affilié de 24 ans, au moment du premier versement et ayant un salaire constant
de 5.000 Fr. par an
aura à 60 ans

(Retraite légale non comprise)

PREMIER CAS (1)

DEUXIÈME CAS (2)

Une rente d'environ **1150 francs** (3) | Une rente d'environ **2.320 francs** (3)

**Si cet affilié a interrompu ses versements après 20 ans
d'affiliation, il aura, à 60 ans**

(Retraite légale non comprise)

PREMIER CAS (1)

DEUXIÈME CAS (2)

Une rente d'environ **720 francs** (3) | Une rente d'environ **1.625 francs** (3)

Si cet affilié vient à décéder après 20 ans d'affiliation,
son conjoint, ou à défaut ses enfants, ou à défaut les personnes à sa charge
bénéficieront de la rente que leur assurera le produit de la liquidation du
compte, ce produit étant d'environ :

PREMIER CAS (1)

DEUXIÈME CAS (2)

3.750 francs

8.450 francs

Un affilié âgé de 35 ans au moment du premier versement et ayant un salaire constant
de 5.000 Fr. par an
aura à 60 ans

(Retraite légale non comprise)

PREMIER CAS (1)

DEUXIÈME CAS (2)

Une rente d'environ. **550 francs** (3) | Une rente d'environ. **1.190** (3)

1. Le premier cas vise l'hypothèse où l'affilié n'a versé que la cotisation minimum, c'est-à-dire 1 % de son salaire, à laquelle vient s'ajouter une allocation patronale minimum égale à 1 % du salaire quand l'ouvrier a de 0 à 10 ans de service; 2 % du salaire de 11 à 20 ans de services, 3 % du salaire après 20 ans de services.

2. Le deuxième cas est celui où l'affilié, outre sa cotisation minimum, a versé une cotisation complémentaire de 1 % de son salaire, à laquelle vient s'ajouter, outre l'allocation patronale minimum une allocation patronale complémentaire constante et égale à 2 %.

3. Le calcul de la retraite supplémentaire a été fait sur la tête de l'affilié seulement sans tenir compte de la réversibilité de moitié sur

**S'il a interrompu ses versements au bout de 15 ans,
il aura à 60 ans,**

(Retraite légale non comprise)

PREMIER CAS ⁽¹⁾	DEUXIÈME CAS ⁽²⁾
Une rente d'environ. 350 francs ⁽²⁾	Une rente d'environ. 810 francs

S'il vient à décéder après 15 ans d'affiliation

son conjoint ou à défaut, ses enfants, ou à défaut, les personnes à sa charge
bénéficieront de la rente viagère que leur assurera le produit de la liquidation
du compte, ce produit étant de :

PREMIER CAS ⁽¹⁾	DEUXIÈME CAS ⁽²⁾
2.350 francs	5.500 francs

CAS DE DÉCÈS OU D'INVALIDITÉ *surveus au cours des 10 premières années d'affiliation.*

Un affilié à un salaire constant et égal à 5.000 Fr. par an :

S'il vient à décéder au cours des 10 premières années d'affiliation
la CAISSE SYNDICALE verse à son compte la somme nécessaire pour porter
le produit de ce compte à

PREMIER CAS ⁽¹⁾	DEUXIÈME CAS ⁽²⁾
1.200 francs	3.000 francs

S'il est atteint d'invalidité permanente totale dans le même délai,
la CAISSE SYNDICALE verse à son compte la somme nécessaire pour porter
le produit de ce compte à

PREMIER CAS ⁽¹⁾	DEUXIÈME CAS ⁽²⁾
1.200 francs	3.000 francs

S'il est atteint d'invalidité permanente partielle d'au moins 60 0/0
dans le même délai,

Si l'invalidité se produit par exemple au bout de 5 ans,
la CAISSE SYNDICALE verse à son compte la somme nécessaire pour porter
le produit de ce compte à environ :

PREMIER CAS ⁽¹⁾	DEUXIÈME CAS ⁽²⁾
875 francs	2.185 francs

la tête du conjoint. Cette réversibilité réduit le montant de la rente,
dans les cas moyens, dans la portion de 100 à 85.

1. Voir la note de la page précédente.

2. Même observation.

Quant au fonds de majoration constitué au moyen de différents versements et des intérêts produits par ces sommes, il permet d'augmenter les allocations allouées aux ouvriers et à leur famille, atteints d'invalidité ou décédés au cours des dix premières années d'affiliation, et d'assurer le versement d'indemnités relativement importantes.

En cas de décès et d'invalidité permanente, le produit de la liquidation du compte individuel de l'ouvrier est ainsi majoré de la somme nécessaire pour porter ce produit à douze fois la moyenne annuelle des versements faits précédemment au compte du titulaire.

En cas d'invalidité permanente partielle de 60 %, cette majoration est fixée à la moitié de la précédente.

Les exemples ci-contre mettent en lumière les avantages de cette institution dont bénéficiaient 3.700 ouvriers¹, au 1^{er} janvier 1921, c'est-à-dire 15 mois seulement après sa mise en vigueur. Dès cette première année, son développement a été important, puisque le total des réserves mathématiques inscrites au bilan à cette date s'élevait à 1.744.098 fr. 36, se décomposant comme suit :

Versements annuels représentés en

vignettes	817.341 fr. 61
Versements rétroactifs	843.759 fr. 75

1. Déduction faite des ouvriers décédés, de ceux dont la retraite a été liquidée et de ceux qui ont quitté l'établissement employeur. ,

Capitaux représentatifs des rentes

liquidées	82.993 fr. »
-----------------	--------------

Total.....	1.744.098 fr. 36
------------	------------------

Quant au taux de capitalisation, il est le même que celui des Comptes d'Epargne; il a donc été de 4 fr. 50 % au cours de l'année 1920.

La prise en charge par la Caisse Syndicale des Pensions de retraits. — En vertu de décisions ministérielles qui l'y ont autorisée, la Caisse Syndicale peut se charger, comme la Caisse Nationale des Retraites du service des pensions constituées par les Chefs d'entreprise au profit de leurs ouvriers et employés et de leur famille, moyennant le versement des capitaux représentatifs de ces pensions.

La situation des industriels qui ne se seraient pas conformés à la loi se trouve ainsi régularisée; la Caisse syndicale se substitue alors à eux pour assurer le fonctionnement ou la continuation du système de retraites qu'ils auraient institué en faveur de leur personnel en dehors des principes de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières.

Les arrérages des pensions correspondantes sont servis directement aux intéressés par la Caisse Syndicale ou continuent à être payés à leur personnel par les chefs d'entreprise si ceux-ci le désirent. Dans ce cas, ces arrérages leur sont remboursés par la Caisse Syndicale.

Au 31 décembre 1920, les réserves mathématiques

affectées à ces opérations atteignaient la somme de 557.814 francs, se décomposant de la façon suivante :

Réserves pour retraites d'invalidité, (Victimes du bombardement).....	18.807 fr.
Réserves pour pensions de retraites..	539.007 fr.
Total	557.814 fr.

SECTION IV. — LES SYNDICATS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE ET LES GRÈVES

Depuis la constitution de la Confédération Générale du Travail en 1902, le syndicalisme révolutionnaire a pris une importance de plus en plus grande. Ce parti a ainsi augmenté son activité et il a considéré les ouvriers syndiqués comme les soldats de l'armée révolutionnaire destinés, quand on leur en donnerait le signal, le jour de la grève générale, à se ruer à l'assaut de la société capitaliste pour instaurer, sur ses ruines, l'ordre social nouveau. En attendant l'arrivée de cet événement, les dirigeants de ce parti entretiennent constamment leurs troupes en haleine au moyen de grèves qu'ils décident et qu'ils terminent le plus souvent sans consulter les ouvriers. C'est ce qui explique la progression du nombre des grèves au cours des premières années du xx^e siècle.

« De 1894 à 1898, ce nombre oscillait entre 356 et
« 476. Depuis 1899, il a toujours dépassé 500 et s'est
« élevé à deux reprises aux maxima inconnus chez
« nous, jusqu'alors, de 1902 (en 1900) et de 1.026 (en

« 1904). Le nombre des grévistes qui subit, lui aussi,
« des fluctuations énormes, d'une année à l'autre, est
« devenu, lui aussi, beaucoup plus considérable :
« 222.000 grévistes en 1900, 212.000 en 1902, 271.000
« en 1904; ce sont là des chiffres qui n'étonneraient
« pas en Angleterre, mais auxquels, en France, nous
« n'étions pas habitués¹ ».

En présence de cette tendance, le patronat de la métallurgie était unanime à reconnaître la nécessité d'une organisation destinée à le protéger contre la tyrannie ruineuse à laquelle l'exposaient les revendications excessives du syndicalisme ouvrier et aussi contre les troubles provoqués, par voie de répercussion, dans les ateliers, du fait des conflits survenus dans les établissements voisins.

Les grèves à caractère nettement politique qui frappèrent si durement les industries métallurgiques, mécaniques et électriques, à l'occasion du 1^{er} mai 1906, firent comprendre aux patrons de ces branches de l'activité nationale la nécessité d'agir sans retard en vue d'une action commune. M. Blanc, Président du Syndicat des Mécaniciens Chaudronniers et Fondateurs de France, prit l'initiative de convoquer les groupements patronaux intéressés pour examiner

1. Rist : *La progression des grèves en France et sa valeur symptomatique*, dans la *Revue d'Economie politique* de 1907, page 161.

Pour l'éminent professeur, le nombre des grèves est en raison directe de la courbe des exportations et en raison inverse de la courbe des chômages. Ce seraient donc la prospérité économique et la demande croissante de travail qui favoriseraient l'augmentation du nombre des grèves, puisque, en période de stagnation et de crise, le nombre de celles-ci diminue.

avec eux les mesures à prendre et, le 16 mai, plus de 500 industriels, représentant 28 chambres syndicales et employant quelque 70.000 ouvriers se réunissaient à l'Hôtel des Ingénieurs Civils. Tous se déclarèrent prêts à donner leur adhésion à un organisme d'assurance patronale contre les grèves analogue à ceux qui existaient déjà dans certains pays étrangers, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis. L'Union des Industries Métallurgiques et Minières, particulièrement qualifiée pour remplir ce rôle, fut chargée de préparer cette organisation. Les avantages que l'on pouvait attendre de cette institution par la suite se firent immédiatement sentir : quelques jours après la décision prise par les industriels réunis rue Blanche, toutes les grèves prenaient fin.

Sur quelles bases reposerait cet organisme?

Comment serait-il organisé?

Tels étaient les deux problèmes que la Commission nommée par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières avait à résoudre.

I. Les bases de l'organisation patronale contre les Grèves.

La Commission avait tout à créer, car il n'existait rien encore, en France, dans cet ordre d'idées. Par contre, les Etats-Unis et surtout l'Allemagne fournissaient des modèles remarquables d'institutions de ce genre¹. La Société d'indemnisation en cas de cessation de travail de la Fédération des Métallur-

1. La plus ancienne organisation allemande date de 1891.

gistes allemands, comptait le 1^{er} janvier 1906, c'est-à-dire après six mois de fonctionnement, 742 adhérents; leur personnel recevait 139 millions de marks de salaires annuels et comprenait 119.443 ouvriers¹. Quant au solde de ses comptes, il se traduisait par un excédent bénéficiaire de 15.338 marks 76.

Ces institutions, on vient de le voir par un exemple, fonctionnaient avec succès dans leur pays d'origine, mais, transportées dans un milieu différent, il est vraisemblable qu'elles n'auraient pas donné d'aussi bons résultats. Les membres de la Commission pouvaient donc s'en inspirer; ils ne pouvaient pas les copier servilement. C'est, d'ailleurs, ce qu'ils firent, et ils organisèrent l'assurance patronale contre la grève sur les bases suivantes.

Par suite de sa nature particulière, il n'est pas possible de déterminer la fréquence du risque de grève en se basant sur des données statistiques complétées et corrigées par d'autres observations, comme on le fait pour les risques de mort ou d'incendie.

Ce n'est pas, cependant, faute de statistiques; il existe, en effet, des statistiques de grève fort bien faites où est relevé le nombre des grèves et des grévistes, ainsi que celui des jours de chômage par années et par périodes, par professions et par régions. Ces indications, très précieuses au point de vue documentaire, sont malheureusement presque sans aucune valeur, en matière d'assurance, car, dans le domaine

1. Les années suivantes, ce groupement a réuni de nombreuses adhésions nouvelles.

des faits sociaux, le passé n'est pas un indice sûr de l'avenir. La progression des conflits entre patrons et ouvriers semble très difficile, pour ne pas dire impossible, à déterminer. La raison de cette constatation tient à l'importance du rôle joué par les causes d'ordre général et moral qui ont une influence prépondérante dans la détermination des chances de grève. On peut citer notamment les progrès du syndicalisme révolutionnaire, le taux des salaires, l'inexistence d'institutions patronales : service médical et pharmaceutique, logements ouvriers, caisses de retraites, etc...

En outre, faute de porter sur des chiffres assez forts, ni le calcul des probabilités, ni la loi des grands nombres ne peuvent être utilisés dans cette branche d'assurance.

Pour ces raisons, il ne fallait pas songer à la constitution d'assurances à primes fixes qui eussent été vouées à la faillite à brève échéance ou contraintes de demander des primes excessives, leur fonctionnement normal reposant sur la connaissance raisonnée des risques à garantir.

Par contre, grâce à sa grande souplesse, la forme mutuelle pouvait et devait réussir, tout en n'exigeant que des cotisations plus faibles ; la forme de mutualité fut donc admise d'autant plus qu'elle pouvait « faire dis-
« paraître de chaque conflit les causes et les circons-
« tances qui auraient pu agir sur un patron pour l'em-
« pêcher de se décider en toute indépendance, ou
« ayant en vue d'autres directives que celles qui doi-

« vent lui faire avoir les intérêts supérieurs de son
« industrie ¹. »

La forme mutuelle étant admise, une autre question se présentait. Comment appliquer à l'assurance contre la grève le principe de la division des risques qui est à la base de toute opération d'assurance digne de ce nom ?

La division numérique du risque ne faisait pas de difficultés ; il n'en était pas de même de la division territoriale, aussi importante. L'on pouvait grouper les assurés en mutuelles régionales ou professionnelles, et chacune de ces combinaisons présentait à la fois des avantages et des inconvénients.

La forme de groupement régional permettait de mettre l'assuré à l'abri du péril que lui ferait courir la cessation simultanée du travail dans un grand nombre d'entreprises de la même industrie, événement qui se produit assez fréquemment ; la prudence commandait donc de l'adopter, mais la difficulté de trouver, pour des industries différentes, une commune mesure équitable pour la prime et l'indemnité l'a fait écarter.

Pour pallier les dangers de la mutuelle professionnelle à laquelle il a fallu se rallier, on a organisé au-dessus des mutuelles une caisse centrale à laquelle elles adhèrent toutes. Le rôle de cette caisse consiste à les solidariser et à les aider à supporter les indemnités qu'elles doivent à leurs membres. Elle étend ainsi les bases de l'assurance et élargit

1. Maumet : *Les Sociétés Métallurgiques d'Assurance Mutuelle contre les risques du chômage forcé*, dans *la Sidérurgie française*, p. 497.

la mutualité dont le premier degré est constitué par les sociétés professionnelles.

L'assurance est essentiellement un *contrat d'indemnisation* destiné à réparer le préjudice causé par le sinistre ; elle ne peut donc se transformer en *cause d'enrichissement en aucun cas*, sans se dénaturer. La connaissance exacte du dommage subi par l'assuré prend ainsi une grande importance. Le système le plus simple pour parvenir à ce résultat consisterait à procéder à une enquête après la réalisation du risque, mais cette procédure est inutilisable dans certaines hypothèses, en matière d'assurance-vie par exemple ; aussi, la jurisprudence a-t-elle reconnu, en pareil cas, la validité de la clause fixant l'indemnité à forfait.

Admettre pour l'assurance contre la grève le principe de l'indemnité intégrale, c'était contraindre l'assureur à se livrer à des enquêtes impossibles à mener à bien, et presque encourager l'assuré à susciter des conflits entre lui et son personnel sans aucun dommage pour lui. Le souci d'éviter ces deux inconvénients a fait admettre le principe du forfait avec lequel l'assuré reste en partie son propre assureur.

Restait à fixer la nature du forfait à adopter, forfait *absolu* ou forfait *indiciaire*.

Le premier système consiste à déterminer, d'avance et arbitrairement, le montant de la somme qui sera versée après la réalisation du risque. C'est celui qui est pratiqué en cas d'assurance-vie.

« Le second tente de se rapprocher le plus possible
« de l'indemnité qui réparerait le dommage réel, si

« celui-ci pouvait être connu. Il consiste à faire choix
« de certains *indices*, qui servent de base à l'indemni-
« té.

« C'est ce système qu'emploiera l'assurance contre
« la grève, comme toutes les assurances où le dommage
« échappe à l'appréciation directe.

« Certains éléments de dommages seront donc pris
« en considération, à l'exclusion de tous autres; ils
« serviront seuls au calcul de l'indemnité, en fonction
« de laquelle se détermine la cotisation, et qui laisse
« ainsi en dehors d'elle les autres causes possibles d'ag-
« gravation du préjudice ¹ ».

En 1906, on a reconnu que le dommage de grève résultait surtout de la perte sans compensation des frais généraux qui deviennent improductifs par suite de l'arrêt total ou partiel du travail : ce sont donc ces frais généraux qui sont l'objet de l'assurance. Sous cette rubrique, on peut rencontrer, selon les bilans, les dépenses les plus diverses, aussi les statuts des sociétés primaires d'assurance mutuelle contre la grève énumèrent-ils limitativement les frais généraux dont elles consentent à se charger.

L'assurance contre la grève ne peut pas indemniser les industriels de toutes les grèves dont ils ont été victimes sans manquer à sa fonction sociale. Seules, les conséquences pécuniaires des conflits injustes ²

1. P. Saint-Girons : *l'Assurance patronale contre la grève*, p. 243.

2. Par là, il faut entendre tout conflit que le patron n'a pu éviter, bien qu'il ait donné satisfaction à toutes les revendications ouvrières compatibles avec l'équité et l'existence de l'industrie à laquelle il appartient.

doivent être réparées par l'assurance selon les conditions convenues dans la police. Ce principe contre lequel personne ne protesta fut assez difficile à mettre en application.

Confier le soin de résoudre la question de la légitimité de la grève au comité directeur, c'était exposer la société d'assurance mutuelle aux rigueurs de l'article 1174 du Code Civil qui prohibe l'insertion de toute clause potestative dans les contrats.

D'autre part, stipuler, dans les statuts, que cette question serait tranchée par des arbitres n'était pas possible non plus, la Jurisprudence, pour se conformer aux dispositions de l'article 1006 du Code de Procédure Civile, annulant toute convention d'arbitrage ne désignant pas l'objet du litige et le nom des arbitres.

Ces deux objections ont été évitées grâce au système préconisé par M. Albert Gigot beaucoup moins dans le but de « donner satisfaction à un scrupule de légalité... ou de tourner un texte gênant... » que de faire une œuvre plus considérable et d'une « plus haute portée..., une œuvre de paix sociale¹ ». Pour éviter toute difficulté, il faut déterminer exactement dans les statuts l'objet de la société d'assurance et le risque contre lequel elle garantira ses membres.

Voici à cet égard ce qui a été proposé : « qu'un certain nombre d'industriels se groupent ; que, préala-

1. Conférence de M. Albert Gigot à la Société d'Economie sociale, le 15 avril 1907, sur la *Défense patronale en cas de grève*. Réforme sociale, 1^{er} juin 1907, p. 819.

« blement à la constitution d'une société d'assurance
« mutuelle, ils constituent une association indépen-
« dante qui pourra être placée sous le régime de la loi
« du 1^{er} juillet 1901 et qui se composera de membres
« pris en partie dans le monde de l'industrie et en par-
« tie parmi les grandes autorités sociales; que cette
« association ait pour but de prévenir et de faire ces-
« ser ou terminer les grèves, en intervenant toutes les
« fois que son intervention sera demandée dans un
« conflit entre employeurs et employés au sujet des
« salaires ou des conditions du travail, et que, dans
« le cas où cette intervention aura été inefficace, elle
« constate que ses efforts n'ont pu aboutir sans que la
« faute en doive être imputée au chef d'industrie. Une
« fois qu'aura été formée cette association, qui ne se-
« ra autre chose qu'une grande institution de paix so-
« ciale, rien ne s'opposera à ce qu'une société d'assu-
« rance mutuelle contre les grèves insère dans ses sta-
« tuts une clause en vertu de laquelle les seuls risques
« garantis par la Société seraient les conflits qui au-
« raient été signalés par les sociétaires dans un délai
« déterminé à l'association dont il vient d'être ques-
« tion et qui auraient été subis, suivis et terminés
« d'accord avec cette dernière¹ ».

L'adoption de ce système a permis de faire appré-
cier la légitimité des grèves par un organisme composé
de personnalités compétentes et impartiales malgré
les entraves résultant des articles de nos Codes².

1. Conférence citée de M. Albert Gigot : réforme sociale p. 818.

2. M. Saint-Girons, dans son ouvrage bien connu, p. 258 et suivantes,
a très habilement montré le peu de valeur de l'argument tiré de l'ar-

Une fois ces différents principes dégagés, huit Sociétés Métallurgiques d'Assurance Mutuelle contre les risques du chômage forcé, qui, maintenant, englobent les différentes catégories de l'industrie métallurgique, se sont successivement constituées aux dates suivantes :

La Construction Mécanique et électrique (groupement des mécaniciens de toute nature), 27 avril 1907.

Le Matériel de chemins de fer (constructeurs de wagons), 8 mai 1907.

La Forge (maîtres de Forges, producteurs de cuivre, nickel, etc.), 15 mai 1907.

La Construction Métallique (ponts, charpentes métalliques), 24 mai 1907.

La Fonderie (fonderie de deuxième fusion du fer, de l'acier, du cuivre, de l'aluminium), 28 mai 1907.

La Métallurgie Ardennaise (mutuelle régionale pour toutes les industries du métal), 5 novembre 1907.

L'Electro-Métallurgie et l'Electro-Chimie, 30 juillet 1913.

L'Automobile, 9 juillet 1914.

Au-dessus de ces différentes sociétés, que l'on peut qualifier de Caisses primaires, il s'est créé, le 3 juillet 1907, une Caisse centrale métallurgique qui les réunit toutes.

Enfin, le Comité Central s'est formé au faite de cet édifice, sous la forme d'un corps spécial, et en

dehors des sociétés métallurgiques d'assurance mutuelle contre les conséquences du chômage forcé; composé de personnes choisies en raison de leur honorabilité incontestable, de leurs connaissances techniques et des hautes situations qu'elles ont occupées dans les affaires, il possède toute l'autorité et l'indépendance nécessaires pour remplir ses délicates fonctions.

II. L'Organisation et le fonctionnement des sociétés métallurgiques d'assurance mutuelle contre les conséquences du chômage forcé.

Toutes les sociétés primaires sont organisées sur les mêmes bases; il suffit donc d'indiquer comment fonctionne l'une d'entre elles pour être au courant de l'activité de toutes. La Forge, que nous étudierons, à titre d'exemple, est organisée de la façon suivante.

L'Organisation et le fonctionnement d'une Caisse d'Assurance primaire :

La Forge. — La Société a pour objet de garantir ses membres contre une partie des conséquences pécuniaires résultant de la cessation totale ou partielle du travail dans leurs établissements, à la suite des grèves subies, suivies et terminées en accord avec le Comité Central.

L'assurance porte sur les frais généraux assurés dont les charges sont supportées par le chef d'entreprise, malgré la fermeture des ateliers. Les polices

de la Forge rangent dans cette catégorie : 1^o Le loyer des immeubles industriels occupés par les usines et par les services administratifs, ou, si le sociétaire est propriétaire de ces bâtiments, la valeur représentative du loyer, calculée sur le pied de 3 % de leur valeur locative; 2^o Les appointements (traitements fixes) de la direction (chefs d'entreprises, administrateurs-délégués ou directeurs), du personnel des services techniques et commerciaux, des services de comptabilité, et, en général, de tous les agents ou employés (contremaitres, etc.) payés au mois, mais seulement en ce qui concerne ceux de ces emplois ou services (totalité ou partie) susceptibles de devenir improductifs du fait de l'arrêt du travail; 3^o L'éclairage, le service des eaux, le téléphone, les frais de publicité, etc.; 4^o Les assurances diverses contre l'incendie, contre les accidents (personnel assuré du paragraphe 2); 5^o Les impôts divers; 6^o Le service des transports (nourriture des chevaux et salaire du personnel voiturier payé au mois), ou les frais d'abonnement pour ce service; 7^o Les annuités des brevets.

« Il a été en outre admis que certains frais généraux, « non compris dans cette nomenclature et spéciaux « à certaines industries, pourraient être ajoutés à « l'assurance, chaque cas particulier étant soumis à « l'examen du Conseil d'Administration de la mutuel- « le intéressée.

« Il va de soi que les adhérents des mutuelles ne « sont pas obligés d'assurer la totalité de leurs frais « généraux, et qu'ils ont la faculté de rester pour par-

« tie leur propre assureur, la proportion maximum
« adoptée dans ce cas étant généralement de 50 %
« des frais généraux. Cette faculté permet aux indus-
« triels de limiter l'étendue du sacrifice qu'ils désirent
« faire dans cet ordre d'idées et s'adresse, en parti-
« culier, à ceux d'entre eux qui, étant rarement éprou-
« vés eux-mêmes par les grèves, désirent cependant
« se prémunir contre la contagion des conflits pos-
« sibles de leurs collègues moins favorisés ¹. »

De plus, la Société garantit les assurés contre les conséquences civiles des actions judiciaires que leurs ouvriers ou employés pourront leur intenter à l'occasion des grèves pour lesquelles ils ont droit à une indemnité; mais elle limite sa garantie à ces seuls dommages et ne l'étend à aucun autre, comme par exemple, les dommages-intérêts et pénalités dûs pour inexécution des marchés ou retard dans les livraisons.

Quant aux adhérents de *La Forge*, ils doivent nécessairement faire partie du Comité des Forges ²; faute de remplir cette condition, l'entrée de la société leur est rigoureusement refusée.

La Société est administrée par un Conseil d'Administration, des Commissaires et des Assemblées générales au cours desquelles les sociétaires procèdent à la nomination des Administrateurs et des Commissaires.

1. A. Maumet : *loc. cit.* p. 500.

2. Les patrons des autres industries doivent adhérer au Syndicat de leur profession, pour faire partie des autres sociétés d'assurance correspondant à leur industrie.

Le Conseil, composé de cinq à neuf membres, choisis parmi les sociétaires ayant au moins 100.000 fr. de valeurs assurées, est chargé de l'administration de la Société. Pour mener à bien cette tâche délicate, il est investi des pouvoirs les plus larges et sans aucune espèce de restriction.

Quant aux Commissaires, pris ou non parmi les sociétaires, ils ont pour mission de faire à l'Assemblée Générale, qui suit celle au cours de laquelle ils ont été nommés, un rapport sur la situation de la société.

En dehors de la nomination des Administrateurs, et des Commissaires, l'Assemblée Générale ordinaire statue sur l'approbation des comptes et délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises et qui ne sont pas du ressort de l'Assemblée Générale extraordinaire. Cette dernière, a compétence pour modifier les statuts, le taux des cotisations et prononcer la dissolution anticipée de la Société, ou, au contraire, en proroger la durée, quand elle arrive au moment prévu pour sa liquidation.

Ces sociétés sont des mutuelles à responsabilité limitée. Leurs ressources sont donc constituées comme celles de toutes les Mutuelles par un fonds de prévoyance, un fonds de garantie, et un fonds de réserve.

Le fonds de garantie est constitué par l'ensemble des cotisations maxima annuelles qui peuvent être demandées aux assurés pour faire face au paiement des charges communes; mais, du fait que la Mutuelle est à responsabilité limitée, chaque adhérent ne peut être responsable personnellement des sinistres sur-

venus au cours d'un exercice, quelle que soit leur importance, au-delà du maximum fixé par les statuts à 3 % des frais généraux assurés par lui.

Si, après l'appel de ce maximum, le déficit n'était pas comblé, on répartirait entre les indemnités à payer, le montant du déficit au marc le franc. « Mais, « en fait, et pour ménager les intérêts des assurés, « les Caisses primaires ne peuvent appeler plus de « 1 fr. 50 % des frais assurés, l'appel complémentaire « de 1 fr. 50 % étant réservé pour le cas où les res- « sources premières seraient insuffisantes ¹. »

Pour faire face aux dépenses courantes, chaque assuré paie une portion de la contribution maxima dont il est passible; l'ensemble de ces cotisations dont le montant est au plus égal à la moitié de la contribution sociale maxima constitue le fonds de prévoyance.

Enfin, les excédents bénéficiaires de chaque exercice servent à alimenter un fonds de réserve, destiné à suppléer, le cas échéant, à l'insuffisance du fonds de prévoyance et du fonds de garantie.

Le fonctionnement de la Caisse Centrale. — La puissance des différentes Caisses primaires eût été trop inégale pour leur permettre de fonctionner toutes dans des conditions satisfaisantes, si la Caisse Centrale Métallurgique n'était venue régulariser cet état de choses en les rendant toutes solidaires les unes des autres.

1. Maumet : *loc. cit.* p. 500.

L'organisation de cette Caisse est la même que celle des sociétés primaires, il est donc inutile de la décrire à nouveau. Elle n'intervenait à l'origine que « pour fournir un complément de ressources, lorsqu'une des Caisses primaires avait complètement épuisé les fonds dont elle pouvait disposer, mais la pratique a montré que, dans ces conditions, la Caisse Centrale devenait un simple organe de thésaurisation qui n'aurait à intervenir que très rarement, et ce défaut s'accroissait d'année en année, à mesure que croissaient les réserves des Caisses primaires.

« Les statuts de cette société ont été modifiés et elle fonctionne actuellement à deux degrés de la manière suivante :

« Elle intervient au premier degré dès qu'une Mutuelle a épuisé une partie déterminée de son fonds de prévoyance. Cette partie a été fixée, pour l'année 1914, à 0 fr. 60 %, c'est-à-dire presque la totalité de sa recette, puisque les Caisses primaires recevant 1 fr. 50 %, prélèvent 75 centimes pour la Caisse Centrale et à peu près 15 centimes pour leur gestion (tout au moins au début, car, à l'heure actuelle, les intérêts des réserves paient presque complètement les frais d'administration).

« Dès que ces 60 centimes ont été épuisés, la Caisse Centrale met à la disposition des Caisses primaires une somme fixée chaque année et qui, à l'heure actuelle, est établie sur la base de 0 fr. 25 % sur l'ensemble des sommes assurées. Cette subvention du premier degré peut être affectée, en totalité, à une

« caisse primaire si celle-ci, seule, y fait appel; si
« plusieurs entrent en compétition, il est fait une ré-
« partition proportionnelle aux sommes assurées;
« mais, en tout état de cause, la Caisse Centrale a
« pris l'engagement de compléter, au besoin, ce se-
« cours de manière à ce que chaque Caisse primaire,
« réserve, au premier degré, une somme pouvant
« aller au moins jusqu'aux $\frac{4}{5}$ de la contribution
« qu'elle a versée à la Caisse Centrale.

« En fait, si l'on met à part un prélèvement fait
« pour les frais de gestion de la Caisse Centrale, cette
« Société s'interdit de faire aucun bénéfice sur les
« versements opérés par les Caisses primaires, lors-
« que les charges à supporter par celles-ci le justifient.

« Lorsque les Caisses primaires ont épuisé les res-
« sources du premier degré de la Caisse Centrale Mé-
« tallurgique, elles recourent à leur propre fonds de
« garantie (1.50 %) et épuisent ensuite la moitié de
« leur fonds de réserve personnel; si ces ressources
« ne suffisent pas, elles s'adressent à la Caisse Centrale
« qui les secourt jusqu'à la limite de sa puissance ¹ ».

Le rôle du comité central. — Le contrôle auquel se livre le Comité Central n'a jamais donné lieu à la moindre difficulté par suite du soin apporté au choix de ses membres.

« La règle fondamentale qui domine toute son ac-
« tion est que, lorsqu'une grève éclate dans un éta-
« blissement industriel, le chef de cet établissement

1. A. Maumet : *loc. cit.* p. 501.

« est plus compétent que personne pour démêler les
« causes du conflit, l'esprit qui anime ses ouvriers, les
« moyens à employer pour calmer leur mécontente-
« ment, si celui-ci est à certains égards justifié, et les
« concessions raisonnables qui seraient de nature à
« les ramener au travail.

« Le comité se garde donc d'amoindrir, dans une
« mesure quelconque, la liberté d'action qui est né-
« cessaire dans ces circonstances critiques aux chefs
« d'industrie et il a soin de laisser ces derniers entiè-
« rement maîtres chez eux et en présence de leurs ou-
« vriers. Son rôle est celui d'une autorité qui doit être
« consultée, mais qui n'apparaît pas dans le conflit.

« Sa mission de contrôle s'exerce sans porter at-
« teinte à ces principes. Dès qu'il a reçu des chefs d'é-
« tablissement la déclaration de conflit exigée par les
« statuts des caisses mutuelles, il se met en rapport,
« par lettre, avec ces industriels, les invite à lui don-
« ner des renseignements sur l'origine et la nature du
« différend survenu entre eux et leur personnel et
« sollicite leur avis sur la solution qu'il comporte.

« Il leur recommande de lui faire connaître les di-
« vers incidents, au fur et à mesure de leur produc-
« tion. Enfin, il se met à leur disposition pour leur
« donner les conseils qu'ils estimeraient utile de lui
« demander.

« Lorsqu'un industriel ne répond pas à la deman-
« de de renseignements qui lui est faite, il ne perd pas
« nécessairement par là son droit à une indemnité.
« Mais il devra justifier plus tard qu'il a observé dans

« le conflit une conduite conforme à l'équité et à l'intérêt général¹ ».

En donnant au Comité tous les renseignements qu'il lui demande, le patron, victime d'une grève, a l'avantage de recevoir les conseils du Comité qui sont souvent précieux pour des industriels habitués surtout à l'étude des questions techniques. D'ailleurs, le Comité n'impose nullement ses conseils, il demande seulement qu'on lui fasse connaître, quand le travail a repris, les raisons qui ont inspiré telle ou telle mesure.

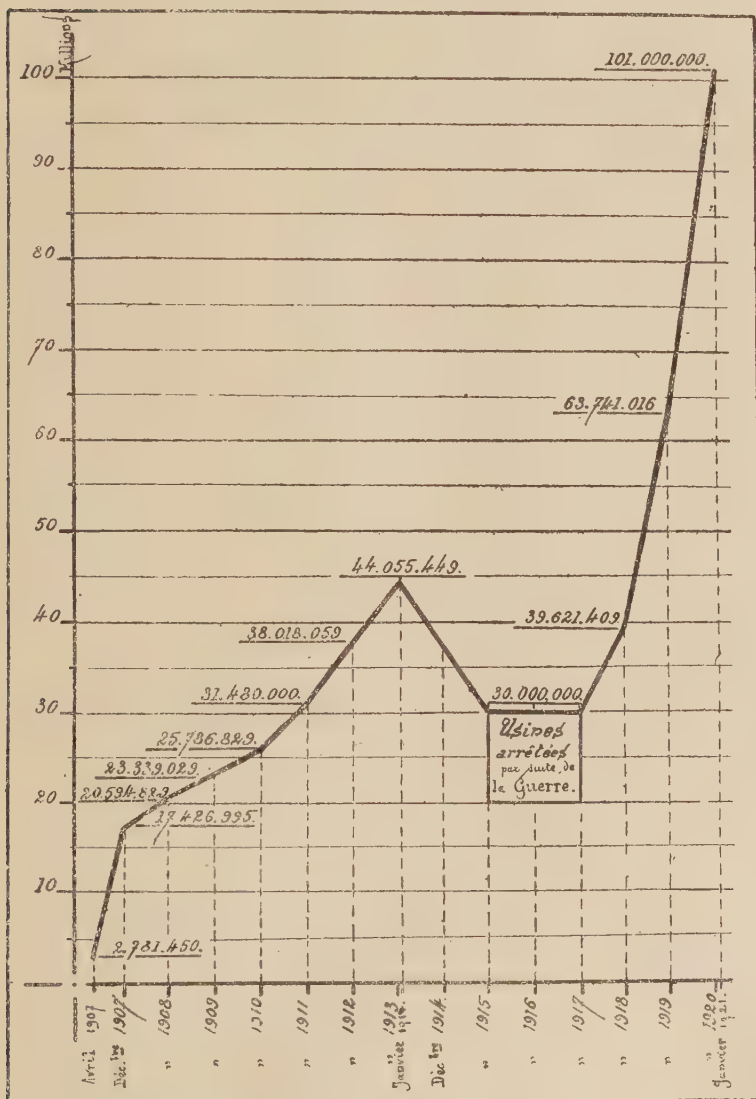
« Le conflit terminé, le Comité central examine l'attitude observée par l'assuré au cours de celui-ci. Il procède à cet examen avec un large esprit d'équité et de bienveillance, et dans le cas même où ses conseils n'ont pas été suivis, il tient compte des circonstances qui ont pu pousser l'assuré à conduire la grève dans des conditions qui pour n'être pas entièrement conformes à ses propres vues, n'étaient pas cependant de nature à porter atteinte à l'intérêt général. D'ailleurs, le Comité prend, s'il y a lieu, sur ce dernier point, l'avis de la Chambre syndicale à laquelle l'assuré appartient.

« Lorsque cet examen est achevé, si le comité central estime que l'attitude de l'assuré lui donne droit à l'indemnité, il lui délivre un certificat d'accord qui lui permet de réclamer à la Caisse d'assurance le montant de cette indemnité² ».

1. A. Maumet : *loc. cit.* p. 503.

2. A. Maumet : *loc. cit.* p. 503.

Tableau montrant la progression des frais généraux¹
assurés par la Caisse centrale



1. En millions de francs.

Le Comité central joue un rôle important, même en l'absence de toute grève, en s'efforçant de maintenir en bons termes le chef d'entreprise et ses ouvriers. Dans ce but, il étudie et indique aux intéressés les mesures préventives générales ou particulières qui lui apparaissent susceptibles de diminuer les causes de conflit. C'est ainsi qu'il a réuni une très riche documentation sur toutes les questions d'organisation du travail, par exemple, sur les règlements d'atelier; il a fait de même pour les institutions ouvrières, comme les habitations à bon marché et les caisses de secours. Aussi, pour tous ces problèmes dont l'importance se fait chaque jour sentir davantage, le Comité est-il un auxiliaire précieux pour les industriels.

L'importance de l'appui apporté aux patrons dont les ouvriers avaient quitté le travail a toujours été considérable. Au cours des seules années 1919 et 1920, les Sociétés métallurgiques d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé ont suivi près de 650 grèves, au cours desquelles elles ont été d'un précieux secours à leurs adhérents atteints par ces conflits; l'aide financière qu'elles ont apportée à ces industriels s'est manifestée par le paiement d'indemnités s'élevant à trois millions et demi. D'ailleurs le tableau ci-joint permet de se rendre compte, de façon tangible, de l'importance de cette institution.

CHAPITRE IV

Les syndicats patronaux de la métallurgie et les problèmes d'intérêt général

Chargés par la législation de défendre les intérêts de la Métallurgie, les groupements patronaux ont tout naturellement été amenés à étudier les questions d'intérêt général. C'était, d'ailleurs, pour eux une nécessité. Ils ne peuvent pas, en effet, quoi qu'on ait dit, régler leur ligne de conduite selon leur bon plaisir et sans avoir égard aux événements qui se produisent dans les autres branches de l'activité nationale et des répercussions que leurs décisions y provoqueront.

Tel est, par exemple, le cas pour le régime douanier ou la question des tarifs de transport.

Sans doute, il faut assurer aux Maîtres de Forges une protection suffisante pour leur permettre de soutenir la concurrence étrangère, mais il ne faut pas, par là, entraver le développement des industries consommatrices et mettre ainsi obstacle à la vulgarisation de marchandises fabriquées à un prix trop élevé pour être accessible à la masse des acheteurs. Les Maîtres de Forges seraient, du reste, les premières victimes d'un système semblable, puisqu'ils seraient empêchés d'écouler tous leurs produits. Le problème est délicat,

mais il n'est pas insoluble quand on connaît bien l'économie générale d'une nation. Et c'est justement aux Syndicats patronaux qu'il appartient, en pareil cas, de rechercher dans quelle mesure ils peuvent demander aux pouvoirs publics, avec quelque chance de succès, d'établir des tarifs protecteurs.

De même, le prix des transports touche, à la fois, à l'existence même de la sidérurgie et à celle des autres industries, mais on la ruinerait si, pour la faire bénéficier d'avantages trop considérables, on prohibait, en fait, les expéditions des autres produits ou si on détournait les grands courants commerciaux qui ont fait la prospérité des différentes régions de la France.

Il serait facile de multiplier les exemples et de montrer comment toute faveur accordée à une industrie quelconque, au détriment des autres, ne tarde pas à se retourner contre elle. Aussi, de tout temps, les syndicats patronaux de la Métallurgie ont-ils pris soin de subordonner toute leur politique professionnelle à l'intérêt général; et, si on examinait, une à une, toutes les décisions qu'ils ont prises ou toutes les mesures qu'ils ont sollicitées du Parlement ou du Gouvernement, on n'en trouverait pas une dont l'effet ait pu être préjudiciable à la prospérité du pays. Néanmoins, c'est depuis la guerre seulement qu'ils se sont organisés pour agir en liaison avec les Syndicats des autres industries et pour se documenter complètement d'une façon objective et scientifique sur tous les grands problèmes sociaux et économiques nés au lendemain d'un

conflit qui a ébranlé toute l'organisation industrielle du monde.

En 1919, en effet, s'est constituée la Confédération Générale de la Production Française, grâce à laquelle, on le sait, le patronat est à même d'étudier utilement les problèmes qui se posent à l'attention générale. A la même époque, le Comité des Forges de France a créé un service d'Etudes économiques dont l'importance s'est vite accrue.

SECTION I. — LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DE LA PRODUCTION FRANÇAISE.

En 1919, au milieu des difficultés de toutes sortes qui entravaient le retour à l'équilibre et l'essor de la production, il était indispensable que toutes les forces vives de la Nation s'unissent pour intensifier la vie économique et rendre à la France son ancienne prospérité. Telles sont, on l'a vu, les conditions dans lesquelles se forma la Confédération Générale de la Production Française, à l'instigation de M. Clémentel, alors Ministre du Commerce.

Les Syndicats patronaux de la Métallurgie donnèrent immédiatement leur adhésion à ce groupement, et, depuis, ils n'ont cessé de prendre une part active à l'étude de toutes les questions économiques, sociales et fiscales d'intérêt général qui rentrent dans le champ d'activité de la Confédération.

Au point de vue économique, la Confédération a ainsi, avec le concours constant des principales Cham-

bres syndicales de l'Industrie Française, au premier rang desquelles il faut citer, de toute justice, celles de la Métallurgie, examiné et donné son appui à toutes les mesures susceptibles de concourir au développement de la production et des exportations, et de hâter par là le relèvement du pays. Après la solution de la crise des transports, la réorganisation du régime des chemins de fer a retenu toute son attention ; de nombreuses questions douanières, questions d'admission temporaire, révision des tarifs étrangers, accords commerciaux en général, des questions de transports maritimes ou fluviaux, de débouchés et de crédits pour l'exportation, ont fait l'objet de ses délibérations soit spontanément, soit sur la demande répétée des pouvoirs publics.

« Dans le même ordre d'idées, et avec le concours de
« ses groupements, la Confédération a contribué
« à éclairer le Ministère du Commerce sur la répercus-
« sion que pouvait avoir, pour nos exportations, l'a-
« doption de nouveaux tarifs douaniers dans certains
« pays et aux colonies. Les services du Ministère du
« Commerce se sont plu à reconnaître que les rensei-
« gnements ainsi recueillis auprès de nos Syndicats
« adhérents leur avaient procuré des arguments d'un
« grand intérêt pour leur permettre d'intervenir en
« faveur de notre industrie nationale¹ ».

D'autre part, elle a fait tous ses efforts pour obtenir enfin un retour complet au régime de liberté commer-

1. *Rapport à l'Assemblée Générale du 11 mars 1921.*

ciale indispensable à la sécurité des transactions. Elle ne pouvait donc que se montrer hostile aux propositions de lois destinées à renforcer les pénalités déjà trop rigoureuses établies par la loi du 20 avril 1916 sur la spéculation illicite qui a créé un délit dont il n'a pas encore été possible de déterminer les éléments. Sans doute, les bouleversements provoqués par la guerre ont donné lieu à des abus inévitables et répréhensibles, mais le meilleur moyen d'en empêcher le retour est de laisser les choses suivre leur libre cours et de mettre un terme à cette constante intervention de l'Etat dans un domaine où elle n'a provoqué que des désordres.

Dans le domaine social, la Confédération est intervenue dans les mêmes conditions. Elle a éclairé l'opinion publique sur les dangers de certaines revendications : nationalisation des entreprises, grèves dans les services publics, etc... Elle a également demandé que les intéressés (employeurs et salariés) règlent les différends qui peuvent s'élever entre eux seuls et comme bon leur semble, en tenant compte des circonstances particulières ou locales. Elle étudie aussi avec la plus grande attention l'application des lois en vigueur et les moyens opportuns de concilier les besoins légitimes des travailleurs avec les nécessités de la production. Enfin, à propos du contrôle syndical réclamé par la Fédération de Métaux, « La Confédération » n'a pas cru devoir encore faire connaître publiquement son sentiment, mais elle ne saurait jamais admettre que l'autorité nécessaire des chefs d'entre-

« prises puisse être diminuée et que, sous prétexte de
« vérifier l'application de lois ou de conventions, de
« véritables soviets soient institués dans chaque mai-
« son et exproprient les industriels et commerçants
« de leurs droits les plus essentiels pour la bonne mar-
« che de leurs affaires¹ ».

L'activité déployée par la Confédération dans le domaine fiscal n'a pas été moins considérable. Soucieuse de collaborer au rétablissement de l'équilibre budgétaire, la Confédération n'a pas hésité à signaler aux pouvoirs publics les dangers de certaines mesures et les inconvénients de certaines autres. Elle est intervenue au cours de l'élaboration de nouvelles lois pour faire prévaloir, quand il était temps encore, les solutions les plus conformes à l'intérêt général. Elle suit pas à pas l'application des textes législatifs, défendant vis-à-vis de l'administration les intérêts de ses adhérents, donnant à ceux-ci des directives et des conseils pour l'accomplissement de leur devoir fiscal. D'une façon générale, étant la première à reconnaître la nécessité de demander aux contribuables des sacrifices qui n'ont jamais été si lourds, la Confédération ne cesse d'insister pour que les charges nouvelles soient équitablement réparties, pour que les ressources budgétaires ainsi obtenues servent avant tout à améliorer la situation économique et pour qu'au « gaspillage infécond des deniers publics succède enfin leur utilisation productive. »

1. *Rapport de l'Assemblée Générale du 11 mars 1921.*

Il ne suffisait pas aux groupements patronaux de se réunir pour examiner, en commun, les problèmes auxquels ils sont tous intéressés; il leur fallait aussi, pour faire produire à ces réunions le maximum d'effets, disposer d'une documentation abondante et méthodiquement conçue. Les Syndicats de la Métallurgie l'ont compris les premiers, et c'est à eux que l'on doit la création de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques dont tous les chefs d'entreprises ont vite apprécié les services.

SECTION II. — LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS ECONOMIQUES.

Dès leur constitution, ces groupements avaient organisé un service de documentation à base de statistiques; ces services s'étaient développés à mesure qu'eux-mêmes prenaient de l'importance.

Mais, au lendemain de l'armistice, cette source de documentation était manifestement insuffisante. Le développement extraordinaire de l'industrie dans le monde entier, l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs, conséquence de l'inflation fiduciaire, la nécessité de restaurer les régions ruinées par la guerre, enfin l'âpreté de la concurrence obligeaient les industriels à suivre de très près le développement des moyens de production et les mouvements de consommation de tout l'Univers. La plupart cherchèrent à s'organiser dans ce but et chargèrent quelques-uns

de leurs collaborateurs de dépouiller les journaux et les périodiques français et étrangers pour en extraire les articles susceptibles de les intéresser. Cependant, c'était encore insuffisant, et pour arriver à un résultat tangible, dans cet ordre d'idées, il leur était indispensable d'avoir à leur disposition un service d'Etudes capable de commenter pour leur plus grand profit les faits économiques de chaque jour.

« L'homme, si instruit fût-il, qui à l'heure actuelle
« aurait la fatuité de tirer de son propre fonds tout
« ce qui concerne sa profession, pourrait être considéré
« comme un insensé, d'abord parce qu'il est impossi-
« ble de tout apprendre, ensuite et surtout parce
« qu'une foule d'autres hommes travaillent de leur côté
« le même sujet, le fouillent, l'approfondissent et
« en font sortir des nouveautés incessantes. Celui qui
« les ignore se met en état d'infériorité, et c'est mal-
« heureusement le cas d'un très grand nombre¹ ».

Aussi, l'année 1919 a-t-elle vu la création ou la réorganisation d'importants centres de renseignements économiques². Tel fut le cas de l'Agence économique de l'Indo-Chine, fondée à peu près à cette époque, et de l'Office National du Commerce Extérieur qui date de 1898, mais qui a été complètement réorganisé par la loi du 25 août 1919.

[Les Métallurgistes en particulier avaient besoin plus que d'autres d'un service d'Etudes économiques. Le

1. Victor Cambon : *Où allons-nous ?*

2. Nous laissons de côté les institutions de documentation bibliographiques qui existaient bien avant la guerre.

Traité de Paix, en incorporant le Bassin de la Sarre dans le système douanier français, allait avoir pour résultat de faire doubler la production du minerai de fer, de la fonte et de l'acier, et de permettre le développement des exportations ; mais, d'autre part, le déficit charbonnier était plus considérable qu'avant 1914, et il était indispensable d'y parer par une plus large utilisation des forces hydrauliques et même par l'importation.

En présence des multiples problèmes à résoudre, le Comité des Forges estima qu'il manquerait à son rôle de gardien des intérêts de l'industrie métallurgique, s'il n'organisait pas un service spécial chargé d'étudier toutes les questions économiques et sociales susceptibles d'exercer une influence quelconque sur la prospérité de la sidérurgie.

Les études de ce service ont vite dépassé les bornes de la seule industrie métallurgique, elles se sont peu à peu répandues dans les milieux patronaux, où elles se sont imposées par leur exactitude, leur impartialité et leur constant souci de tout subordonner à l'intérêt général. Devant ce succès mérité, le Comité des Forges estima impossible de refuser le bénéfice de cet avantage aux autres branches de l'activité nationale. Leur ouvrir l'accès de ce service était un moyen simple de leur donner satisfaction ; mais n'était-ce pas risquer de leur donner l'impression — inexacte — que les problèmes y étaient examinés sous un angle particulier ? Il était possible de faire mieux et de donner à ce service l'autorité dont il avait besoin pour bien rem-

plir son rôle. Le Comité des Forges renonça donc à recourir seul à cet organisme qui se sépara complètement de lui pour devenir la Société d'Etudes et d'Informations Economiques, société anonyme fondée le 25 mars 1920.

Cette Société fournit à tous ceux qui le lui demandent des renseignements d'ordre social ou économique donnés au seul point de vue pratique et scientifique.

Voici, d'ailleurs, comment l'Administrateur-délégué, répondait, l'an dernier, à l'interview d'un rédacteur du *Producteur* qui cherchait à se renseigner sur l'esprit et les méthodes de la Société : « Ici, nous nous
« efforçons de rassembler pour l'usage des industriels
« et des commerçants, des hommes d'affaires, des
« grands syndicats de producteurs et des grands syn-
« dicats ouvriers, des journalistes, des hommes poli-
« tiques, etc. l'essentiel des faits d'ordre économique,
« social et politique, qu'il importe de connaître pour
« suivre d'un esprit averti, et en quelque mesure,
« prévoir le cours des événements. Par là, nous espé-
« rons contribuer utilement à éclairer l'esprit pu-
« blic et à servir l'intérêt général du pays. La guerre
« nous a enseigné l'importance des problèmes éco-
« nomiques, et, c'est pourquoi vous nous voyez ap-
« pliquer à leur étude des facultés qui, en d'autres
« temps, se fussent tournées vers les lettres. Le monde
« aujourd'hui est plus petit qu'il n'était hier. Dans
« une même nation, l'individu n'est plus maître de
« s'abstraire de ce qui l'entoure et de se cantonner
« dans son domaine spécial. Dans l'univers, les na-

« tions ne peuvent plus s'isoler, elles subissent le
« contre-coup de tous les mouvements qui se produi-
« sent chez leurs proches ou leurs lointains voisins.
« L'interdépendance mutuelle s'est développée dans
« une proportion considérable. Il faut donc, plus que ja-
« mais, savoir ce qui se passe, être renseigné, tenir
« les oreilles ouvertes et les yeux en éveil. C'est à
« quoi nous voulons aider de notre mieux. Libre à
« chacun de tirer de notre documentation les conclu-
« sions qu'il juge bonnes. Nous indiquons les nôtres,
« d'ailleurs, parce qu'il nous semble qu'un travail
« n'est vraiment vivant que s'il porte la marque de
« celui qui l'a fait et qu'il y a plus d'objectivité réelle
« dans une tendance franchement soulignée, que dans
« une neutralité apparente, mais impossible à observer
« dans le fonds. L'essentiel est que les faits, les tex-
« tes, les chiffres, les opinions, soient rapportés et
« recueillis sans déformation, et, s'il est permis d'em-
« ployer un mot un peu pédant : scientifiquement.
« Nous n'avons pas d'autre règle.

« Au reste, nous faisons bon marché des théories
« et des doctrines. Nous nous préoccupons de ce qui
« est viable, vivant, utile au plus grand nombre, bien
« plus que des problèmes d'école. Nous cherchons à
« faire œuvre saine, œuvre réaliste, sans préjugé d'au-
« cune sorte. »

Pour mener à bien l'œuvre qu'elle a entreprise et dont l'utilité n'a pas besoin d'être démontrée, la Société d'Etudes et d'Informations Economiques s'est organisée en tenant compte de tous les instruments

et de toutes les méthodes de travail les plus perfectionnés. Tout y est conçu en vue du labeur facile, agréable même, simplifié, ordonné et d'un rendement intense.

La Société comprend quatre services : Production et Commerce ; Questions ouvrières et sociales ; Transports et Travaux Publics ; Questions financières, dont sont chargés des techniciens particulièrement qualifiés.

Chacun de ces services constitue des dossiers, bourrés de chiffres et de documents français et étrangers, grâce auxquels il est possible, en quelques instants, de se documenter rapidement et de façon précise, sur toute question importante. De plus, un système ingénieux de répertoires et de fiches permet de se procurer toutes les indications bibliographiques utiles.

Tous les jours, la Société publie un Bulletin de la valeur d'une grosse Revue, il comprend des documents officiels ou non, des informations de tous genres, des articles originaux, une bonne revue de presse, le tout classé sous deux rubriques : « Les Faits du Jour et « Les Etudes et Informations Economiques. »

En outre, de temps à autre, des Mémoires ou Documents sont consacrés à des études plus ou moins importantes portant sur des questions particulièrement intéressantes.

Des Correspondances mensuelles de l'Etranger complètent ces moyens d'information et permettent à ceux qui reçoivent les publications de la Société de suivre, en connaissance de cause, le mouvement des idées et des faits dans le monde entier.

Enfin, la Société d'Etudes et d'Informations Economiques publie des ouvrages et des brochures qui apportent leur contribution impartiale et éclairée aux grands problèmes qui agitent les peuples ou qui s'offrent aux méditations de l'élite du pays.

Ouverte à tous ceux qui désirent se renseigner, quelle que soit leur opinion ou leur situation, la Société d'Etudes et d'Informations Economiques est, sans conteste possible, le plus remarquable organisme de documentation privée existant en France, et elle peut, sans crainte, soutenir la comparaison avec les institutions analogues de l'étranger où elle contribue, pour une large part, au rayonnement de l'influence française. Elle fait honneur à ses fondateurs, on peut le dire sans exagération.

CHAPITRE V

Les Syndicats patronaux de la métallurgie et les problèmes mondiaux

La question des exportations a toujours préoccupé les Syndicats Patronaux de la Métallurgie et, dès avant la guerre, plusieurs comptoirs s'étaient constitués à leur instigation, pour faciliter à leurs adhérents la recherche des débouchés à l'étranger et régulariser ainsi la production. « La consommation intérieure « variait sensiblement d'une année à l'autre; si donc « on voulait maintenir la production pendant une « période où la consommation diminuait, il fallait « forcément expédier au-dehors l'excédent de production. Sans cette précaution, on aurait été obligé « d'arrêter un certain nombre d'appareils et de licencier des ouvriers. » ¹. Un exemple fera saisir toute l'utilité des comptoirs. En six ans, le Comptoir d'Exportation des Produits Métallurgiques était parvenu à quintupler le montant des exportations françaises de rails et de poutrelles qui passèrent de 40.000 à 200.000 tonnes.

En 1913, la production française était sur le point

1. Robert Pinot : *Le Comité des Forges de France au service de la Nation*, p. 16.

de dépasser la capacité d'absorption de la consommation et allait contraindre les Maîtres de Forges à se lancer résolument à la conquête des marchés étrangers.

Cette conquête aurait été singulièrement plus facile si les Pouvoirs Publics avaient pris l'habitude d'imposer aux Etats, qui empruntaient, en France, les fonds nécessaires à la création ou au renouvellement de leur outillage de paix ou de guerre, l'obligation de donner à l'industrie française, les commandes en vue desquelles ces emprunts étaient contractés.

Les groupements patronaux particulièrement intéressés à cette solution : Chambre Syndicale des Fabricants et Constructeurs de Matériel pour Chemins de fer ; Chambre Syndicale des Constructeurs de Navires et des Machines Marines ; Chambre Syndicale des Fabricants et Constructeurs de matériel de Guerre, firent admettre ce principe sans difficulté. Mais il s'en fallait encore de beaucoup pour que, en 1914, il fût entré dans le domaine des réalités ; et, à cette époque, en dépit des incessantes protestations des groupements de la sidérurgie, le produit de trop nombreux emprunts étrangers servait à assurer l'activité de métallurgies concurrentes.

SECTION I. — LE PROBLÈME DES EXPORTATIONS

A L'HEURE ACTUELLE

Depuis l'armistice, la prospérité de la sidérurgie française est étroitement liée au développement des exportations.

En 1913, la production de fonte a été de 5. 200.000 tonnes et celle de l'acier de 4.700.000. Maintenant, la capacité de production des usines françaises ou du moins celle qui pourra être atteinte après la reconstruction des hauts-fourneaux et des aciéries situés dans les régions dévastées, peut être évaluée à 10 millions et demi pour la fonte et à 9 millions pour l'acier, compte tenu de la production lorraine et sarroise.

En face de ces formidables possibilités de fabrication, les besoins du marché intérieur sont restés, à peu de chose près, les mêmes qu'avant la guerre. Il faut donc placer à l'étranger, non seulement les 100.000 tonnes de fonte et les 900.000 tonnes d'acier qu'exportait l'ancienne France, mais également le tonnage de ces produits correspondant à la production de la Lorraine et de la Sarre et à l'augmentation de production des usines rénovées de 1914. Tel est le résultat auquel les Syndicats patronaux s'efforcent de parvenir.

On pourrait donc légitimement penser que la production des fontes et des aciers français est devenue considérable et que, grâce à elle, les exportations ont fait un bond en avant.

L'examen des statistiques conduit, cependant, à un tout autre résultat. La production de fonte accuse, en 1921, une diminution de plus de 56 % par rapport à 1913. Quant à celle de l'acier, elle est également loin d'avoir augmenté. Voici, d'ailleurs, les chiffres correspondant à ces deux espèces de produits (en tonnes) :

	Fonte	Acier
1913	5.207.197	4.686.866
1919	2.374.000	2.151.000
1920	3.265.200	2.914.800
1921	2.974.132	2.602.000

On voit par là que hauts-fourneaux et aciéries n'ont pas fabriqué proportionnellement à leur capacité et ce, malgré une sensible augmentation des exportations françaises. Les exportations de fonte se sont, en effet élevées en 1921, à 595.000 tonnes au lieu de 268.000, l'année précédente; il en a été de même des rails et des fers et aciers laminés ou forgés en blooms, billettes et barres dont le tonnage placé à l'étranger a respectivement atteint 128.000 et 590.000 tonnes, contre 54.000 et 394.000, en 1920.

Cet état de choses est imputable à la concurrence allemande; favorisée par la dépréciation du mark, elle rend singulièrement difficile la recherche des débouchés fermés la plupart à l'Angleterre et aux États-Unis, et parfois même à la France.

C'est ainsi que la métallurgie allemande se fit adjudger, récemment, une fourniture en Argentine en offrant ses produits à un prix inférieur de 40 % à l'offre française, inférieure elle-même de un million au prix de revient. Les événements de ce genre ne sont malheureusement que trop fréquents; ils expliquent comment la production allemande est actuellement la seule à augmenter, malgré une diminution de 42 % pour la fonte par rapport à 1913 :

	Fonte (en tonnes)	Aciers (en tonnes)
1913	19.309.172	18.935.089
1919	6.192.000	7.644.000
1920	7.000.000	8.400.000
1921	8.000.000	9.400.000

Quant aux exportations allemandes, elles ont largement bénéficié de cette situation; au cours du troisième trimestre de 1921, elles ont atteint pour le fer et l'acier 696.158 tonnes, alors que l'année précédente, il leur avait fallu trois fois autant de temps pour arriver à la moitié de ce résultat (exportation de 1.229.641 tonnes en trois trimestres).

La rareté des demandes susceptibles de s'accommoder des offres anglaises a entraîné une diminution de la production et des exportations britanniques : le tonnage exporté, pendant le premier semestre de 1921, accuse une diminution de 78 % par rapport à celui de 1920; il est passé de 360.292 tonnes (de 1016 kilos) à 77.786. De leur côté, et par voie de conséquence, les quantités produites se sont abaissées à 2.564.000 tonnes pour la fonte et à 3.611.000 pour l'acier :

	Fonte (en tonnes)	Acier (en tonnes)
1913	10.260.315	7.663.876
1919	6.920.000	7.894.000
1920	8.007.600	9.056.400
1921	2.564.600	3.611.600

Pour une raison analogue, les États-Unis n'ont pas échappé à cet arrêt de la production métallurgique qui n'a été en 1921 que de 16.293.120 tonnes pour la fonte

et de 20.861.000 pour l'acier, c'est-à-dire peu de chose à côté de leurs possibilités effectives, et de leur production des années précédentes¹.

	Fonte (en tonnes)	Acier (en tonnes)
1913	30.966.152	32.321.618
1919	30.586.000	34.671.232
1920	36.414.114	42.132.934
1921	16.293.120	20.861.000

Cette diminution de la fabrication est, en grande partie, la conséquence de la faiblesse des exportations. On peut assurer, d'après les renseignements relevés au cours des onze premiers mois, qu'elles ne dépasseront guère, en 1921, 2.195.000 tonnes au lieu de 4.961.815, l'année précédente.

Bref, exception faite pour l'Allemagne, la métallurgie de tous les grands Etats producteurs de fonte et d'acier se trouve dans une situation assez précaire par suite de la fermeture des débouchés indispensables à l'écoulement d'une production dont la guerre a considérablement accru le tonnage.

Imputer cet état de choses à la crise qui sévit dans tous les pays, ce n'est pas expliquer pourquoi la sidérurgie du monde entier a dû cesser presque toute activité, si on ne recherche pas les causes de cette crise.

Sans doute, la crise provient, en partie, de la surproduction, mais elle provient aussi et surtout des obstacles naturels ou artificiels qui entravent le mouve-

1. En 1918, ils ont produit 39.051.991 tonnes de fonte et 44.527.000 tonnes d'acier.

ment des échanges et obligent à se suffire à elles-mêmes des nations incapables de se passer du concours de l'étranger où les stocks s'accumulent.

La période de surproduction traversée actuellement par la métallurgie est la conséquence directe de la guerre. De 1914 à 1918, en vue de mettre à la disposition de leurs armées les tonnages de plus en plus élevés qu'exigeait la conduite des opérations militaires, les belligérants ont porté au maximum leurs possibilités de production. En même temps, et pour la même raison, ils suspendaient toute exportation qui n'était pas destinée à la fabrication du matériel de guerre. Cet arrêt des exportations mit dans une situation critique les peuples habitués jusque-là à leur demander le métal nécessaire à leurs besoins. Ces peuples cherchèrent dès lors à remédier à cette situation désastreuse pour leur économie générale par tous les moyens, et, principalement, en créant de toutes pièces, sur leur propre territoire, une industrie sidérurgique susceptible de les affranchir de cette dépendance ruineuse; il leur a été ainsi possible de produire eux-mêmes, sinon la totalité, du moins une grande partie de la fonte et de l'acier indispensables à leur consommation.

Cet accroissement universel des moyens de production était sans inconvénient à une époque où les demandes étaient toujours supérieures aux offres, mais, après l'armistice, il n'en fut plus de même : la cessation des fabrications de guerre priva les hauts fourneaux et les aciéries de leur principal débouché. Sur le marché intérieur, ces entreprises étaient donc ré-

duites à travailler pour leur clientèle ordinaire du temps de paix, c'est à-dire à fabriquer des produits nécessaires à l'industrie du bâtiment, à la réalisation de grands programmes de travaux publics et à l'équipement des armées de terre et de mer; après quelques mois d'activité fiévreuse, elles durent interrompre leur fabrication, et, aujourd'hui, dans tous les pays, *le bâtiment ne va pas*; il en est de même des grands travaux publics : les difficultés éprouvées par tous les Etats à équilibrer leur budget leur interdit de s'engager dans cette voie aussi complètement qu'il le faudrait; quant aux fournitures destinées à l'armée et à la marine, les entreprises métallurgiques n'y doivent plus guère compter car la course aux armements a vécu. D'ailleurs, les décisions prises à la Conférence de Washington ne sont pas faites pour donner à ces entreprises l'espoir d'enregistrer, à brève échéance, des commandes de ce genre.

En présence de la faible capacité d'absorption de leurs marchés intérieurs respectifs, les producteurs européens considèrent l'exportation comme le seul espoir de salut. Mais ici encore, ils se heurtent à toutes sortes de difficultés, car les modalités de l'économie mondiale ont changé : maintenant, les anciens débouchés ont disparu. Une production nationale qui n'y existait pas autrefois est née pendant la guerre dans les circonstances déjà signalées, et, aujourd'hui, elle satisfait complètement — ou presque — les demandes locales; elle laisse seulement aux anciens fournisseurs dont les offres sont plus nombreuses une clientèle raré-

fiée qui, lorsqu'elle n'a pas complètement disparu, a perdu l'habitude de s'adresser à eux. A la faveur de la guerre et de leur longue neutralité, les Etats-Unis ont pu remplacer l'Allemagne et l'Angleterre sur les principales places neutres, notamment en Extrême-Orient et dans l'Amérique du Sud, et, grâce à la puissance de leur métallurgie, devenue plus considérable encore que par le passé¹, ils se sont très solidement installés sur ces marchés; et sans l'existence du facteur change qui réduit, dans une plus ou moins grande proportion, leur prix de revient, les Maîtres de Forges du vieux monde seraient obligés de renoncer à faire à la sidérurgie américaine une concurrence efficace.

Avec cette question du change, qui entrave les exportations des Etats-Unis vers l'Europe², nous arrivons aux obstacles, les uns naturels, les autres artificiels, qui empêchent de satisfaire les demandes de produits métallurgiques les plus importantes.

Les obstacles naturels tiennent à la pénurie des moyens de paiement éprouvée par certains acheteurs; quant aux obstacles artificiels, ils sont la conséquence de l'établissement de barrières douanières élevées par les Etats-Unis dans le but de réserver leur marché intérieur à leur seule industrie.

La monnaie de certains peuples est aujourd'hui

1. Bien qu'au cours de l'année 1921, elles n'avaient travaillé qu'à 25 % de leur capacité, les usines américaines ont produit une quantité de métal égale, à peu de chose près, à la moitié de celle de 1913.

2. Dans une mesure moindre, le même phénomène se produit pour les exportations anglaises.

tellement dépréciée qu'elle a perdu tout pouvoir d'achat sur le marché international où que ce pouvoir d'achat est devenu insignifiant. Ces peuples sont ainsi empêchés de se procurer les produits dont ils ont cependant un besoin pressant. Les peuples consommateurs ont donc été contraints de cesser leurs achats ou de les restreindre au moment où leurs fournisseurs étaient outillés pour satisfaire à des demandes plus abondantes que par le passé. Il s'en est suivi une profonde perturbation dans l'économie mondiale déjà bouleversée par la guerre et où, maintenant, seuls les neutres et les vainqueurs se livrent à des transactions réduites quand ils n'étouffent pas sous l'abondance de leur production sans acquéreur. Dans ce dernier cas, c'est à brève échéance le chômage, la diminution de l'activité industrielle, l'arrêt des entreprises, la cessation de toute opération commerciale, malaises dont les peuples anglo-saxons souffrent encore plus que la France.

Les souffrances provoquées par le déséquilibre général sont encore aggravées par la méconnaissance de la *loi des débouchés* violée par les Etats sur le territoire desquels la vie économique n'est pas encore complètement éteinte. Soucieux de mettre leur industrie à l'abri de la concurrence étrangère, ils s'entourent de barrières douanières; ce faisant, ils empêchent les importations étrangères, mais, en même temps, ils réduisent un peu plus leurs propres exportations qu'ils cherchent cependant à développer; désormais, leurs acheteurs se trouvent dans l'impossibi-

lité de payer leurs acquisitions avec des marchandises importées¹. Le remède est donc pire que le mal.

En temps normal, le libre jeu des lois économiques suffit à rendre aux monnaies dépréciées leur pouvoir d'achat sur le marché mondial. La certitude d'acquiescer des créances payables en or ou en monnaie moins dépréciée que la leur incite les industriels à développer leurs exportations; et, si la valeur des signes monétaires dépréciés reste constante, la prime du change, c'est-à-dire le taux de dépréciation de la monnaie nationale par rapport à l'or ou à une monnaie moins dépréciée, ira, peu à peu, en s'atténuant jusqu'au moment où elle disparaîtra complètement.

Mais actuellement les émissions de papier-monnaie désordonnées auxquelles procèdent l'Allemagne, la Russie, l'Autriche, empêchent leur change de remonter ou même de se stabiliser. En agissant ainsi, l'Allemagne cherche à s'assurer la maîtrise des débouchés étrangers où ses produits viennent concurrencer victorieusement les fabrications locales à des prix très inférieurs à ceux du marché, en dépit de tous les droits de douane qu'on leur oppose avec plus ou moins de succès, pendant que les exportations des autres Etats sont rendues quasi impossibles².

1. Ce système pratiqué par tous les peuples industriels l'est particulièrement aux Etats-Unis où il contribue, pour une large part à prolonger le malaise qui y règne.

2. Il ne faudrait cependant pas se figurer, comme on l'a trop souvent répété, que la dépréciation du change favorise les exportations indéfiniment et sans entraîner de graves inconvénients.

SECTION II. — LES GROUPEMENTS PATRONAUX DE LA MÉTALLURGIE ET LA SOLUTION DU PROBLÈME DES EXPORTATIONS.

Les Syndicats patronaux de la métallurgie auraient manqué à l'une des parties les plus essentielles de leur tâche s'ils ne s'étaient pas préoccupés de mettre fin à cette situation menaçante pour la prospérité du monde entier et s'ils n'avaient pas cherché à y apporter les remèdes qui s'imposent en s'efforçant d'ouvrir aux exportations de leurs adhérents les débouchés indispensables.

Naturellement, il ne leur appartient pas de préparer les plans de la reconstruction économique de l'Europe. Cette tâche n'est pas de leur compétence; néanmoins, elle ne saurait être menée à bien sans leur concours technique et leurs avis éclairés. A ce propos, il n'est pas sans intérêt de rappeler comment les négociateurs du Traité de Versailles, en ne tenant pas compte de leurs suggestions, à propos du problème charbonnier, ont empêché la métallurgie française de tirer tout le parti possible du minerai de fer dont elle dispose. La France est, en effet, aujourd'hui, le seul grand pays dont la sidérurgie doit compter avec une production déficitaire de houille, comme on peut s'en rendre compte par les indications suivantes :

PRODUCTION EN MILLIONS DE TONNES

	Charbon	Minerai	Fonte	Acier	Excédent ou déficit de la production de houille sur la consommation.	
	—	—	—	—		
France.....	57	43	10,5	9	—	22
Allemagne.....	175	7	11,5	12,3	+	32
Angleterre.....	287	16	11	7,7	+	77
Etats-Unis.....	550	63	31 »	32 »	+	21

En tout cas, la leçon semble avoir porté ses fruits. Le gouvernement français a choisi comme délégué à la Conférence tenue à Londres, dans les derniers jours de février 1922, pour reconstruire l'Europe, le Président d'honneur du Comité des Forges, M. Eugène Schneider.

Malgré tout l'intérêt qu'il y aurait à faire participer à nouveau, à la vie économique de l'Europe des peuples qui auront, le jour où il sera possible de renouer des échanges avec eux, des besoins immenses à satisfaire, notamment en produits métallurgiques, cette tâche ne peut pas être le souci principal des syndicats de la Sidérurgie.

Ils ont un devoir plus urgent à remplir : assurer à leurs adhérents la possibilité de placer à l'étranger l'excédent de leur production malgré les difficultés qui s'y opposent en concluant, dans ce but, des accords internationaux avec les groupements d'autres Etats se trouvant dans une situation analogue,

Actuellement, des négociations sont en cours avec la Belgique et le Luxembourg pour former avec ces Puissances un cartel qui comprendrait éventuellement l'Angleterre. Sans rien divulguer de ces négociations et même sans en connaître l'esprit, il est possible d'examiner comment le problème se pose à l'attention des groupements patronaux français.

La Belgique et le Luxembourg sont en train de réaliser une union étroite dans le domaine métallurgique : leurs parlements respectifs discutent le régime douanier qui sera incessamment celui des produits sidérur-

giques des deux Etats en question. Aux termes de ce projet, les barrières douanières qui entravent les échanges des produits sidérurgiques fabriqués sur le territoire des Puissances signataires seront supprimées et elles formeront ainsi un bloc représentant 5 millions de tonnes de fonte.

Grâce à cet accord, les deux pays vont s'entendre pour régler la question des débouchés et surtout pour lutter contre la concurrence allemande qui leur cause un très grand préjudice. La réalisation de ce vaste programme rendrait à l'industrie métallurgique du monde entier son ancienne prospérité; mais livrés à leurs seules ressources, y parviendront-ils?

Il est permis d'en douter, car leur approvisionnement en matières premières n'est pas entièrement assuré par leur production nationale. La Belgique importe la totalité des minerais nécessaires à ses besoins, mais, par contre, elle produit une quantité de charbon à coke supérieure à sa consommation. Quant au Luxembourg, il tire de l'étranger les deux tiers du minerai nécessaire à l'alimentation de ses hauts fourneaux.

La situation changerait du tout au tout, si la France adhéraît à cette entente.

Aujourd'hui, la France est, incontestablement, la nation européenne la plus riche en minerai de fer; elle peut en extraire de son sol 43 millions de tonnes, et il ne serait pas impossible de faire parvenir ce tonnage à plus de 50 millions avec la mise en valeur des gisements de l'Ouest.

D'autre part, compte tenu de l'augmentation des hauts fourneaux, de la construction de nombreux appareils nouveaux, et des besoins de l'Alsace-Lorraine, la consommation ne dépassera vraisemblablement pas plus de 26 millions de tonnes; il restera donc pour l'exportation entre 16 et 20 millions au lieu de 10 avant la guerre.

Mais on sait déjà que le manque de combustibles est l'obstacle qui s'oppose à l'essor de la sidérurgie française. Sans doute, un accord international lui assure du charbon allemand, mais cet accord est limité à une durée de six années, et il est probable qu'à son expiration, l'Allemagne suivra à nouveau, en matière de charbon, sa politique d'avant-guerre dont on a vu les conséquences néfastes à l'égard de la métallurgie française.

En adhérant à la convention signée entre la Belgique et le Luxembourg, la France se prémunirait contre l'avenir; échangeant son minerai contre du charbon, elle aurait la certitude d'assurer l'approvisionnement de ses hauts fourneaux, surtout si l'Angleterre faisait partie de ce groupement.

De plus, son minerai ne servirait à accroître la production mondiale qu'à bon escient; ou n'aurait donc pas à craindre que la crise générale en soit aggravée comme elle le serait à coup sûr, s'il était cédé, sans garantie, à des fabricants désireux de jeter leur production sur un marché déjà saturé de fonte et d'acier.

Un accord semblable entre la Belgique, le Luxem-

bourg et éventuellement l'Angleterre, ne serait, d'ailleurs, pas sans danger pour le marché intérieur français ouvert aux produits métallurgiques belges et luxembourgeois (et peut-être anglais) qui pourraient faire une concurrence redoutable aux produits similaires français et aggraver ainsi le déséquilibre existant entre l'offre et la demande.

Pour éviter ce danger, il faudrait prévoir un organisme chargé de fixer les prix et de vendre seuls les produits susceptibles d'être contrôlés par lui, aussi bien sur le territoire des Etats signataires qu'à l'étranger. Il serait, en outre, indispensable de mettre à sa disposition des moyens d'action puissants, par exemple, de lui confier le soin de répartir entre les adhérents les quantités de combustibles nécessaires pour réaliser la production leur incombant.

Un groupement de ce genre qui, en définitive, ferait perdre toute autonomie aux entreprises le formant, aurait-il quelque chance de succès? C'est peu probable.

Faut-il donc désespérer de mettre fin à la production anarchique ruineuse pour tous, qui prive toutes les métallurgies de débouchés? Nous ne le pensons pas.

Il suffirait, pour mettre un terme à cette situation, que les producteurs des principaux Etats, y compris les Etats-Unis, répartissent entre eux les différents marchés étrangers et complètent cette organisation en s'assurant mutuellement le charbon et le minerai indispensables à leurs besoins.

Une entente de cette espèce ne saurait, en effet, aboutir aux résultats espérés si les Etats-Unis n'en font pas partie : ils sont, en effet, les plus gros producteurs de fonte et d'acier, et si leur faculté d'exportation est momentanément limitée par suite de leur change, il n'en sera plus de même le jour où les facilités de paiement accordées permettront aux autres peuples d'entrer en relations commerciales avec eux sur une vaste échelle. L'Amérique semble, d'ailleurs, entrer dans cette voie ; après avoir pensé, au lendemain de l'armistice, à cesser les exportations vers l'Europe, les dirigeants du Nouveau Monde ont compris, lors de la crise de 1920, qu'ils conduiraient leur pays à la ruine, s'ils persévéraient dans cette politique à courte vue. Aujourd'hui, en effet, les relations économiques sont devenues si complexes que les différents peuples du globe sont rattachés les uns aux autres par de multiples liens d'interdépendance mutuelle dont ils ne peuvent pas impunément s'affranchir. Telle est la constatation faite ces dernières années par les esprits éclairés des Etats-Unis qui ont enfin compris l'impossibilité où ils étaient de se désintéresser de la situation économique de l'Europe malgré la répugnance que leur inspire le vieux monde.

C'est pourquoi une entente avec eux, sur les bases précitées pourrait faciliter l'écoulement de la production métallurgique des Etats exportateurs en mettant fin à la concurrence ruineuse qu'ils se font tous sans profit pour aucun.

CONCLUSION

Nés des perturbations provoquées dans l'organisation économique par les transformations industrielles qui ont caractérisé le ^{xix}^e siècle, les groupements patronaux de la métallurgie ont vite pris de l'importance. Néanmoins, jusqu'en 1884, le législateur a retardé leur développement en les privant de toute existence juridique; à partir de cette époque, ils sont devenus plus nombreux; cependant il a fallu attendre la guerre pour les voir s'organiser sur leurs bases actuelles et parvenir à leur plein épanouissement.

Leur autorité s'est beaucoup accrue, et, maintenant, ils sont, pour le plus grand intérêt de la sidérurgie (et de la prospérité générale), consultés à propos de toutes les questions intéressant cette industrie, par les pouvoirs publics. Ceux-ci ont ainsi un moyen commode d'entrer en relations avec les chambres syndicales dont ils ne peuvent pas se désintéresser.

On a vu, à propos des questions économiques, comment celles-ci ont constamment soutenu et guidé leurs adhérents désireux de développer leur production en dépit des obstacles de toutes sortes qu'il leur fallait surmonter. Cette entente des organismes patronaux et des chefs d'entreprise est indéniable; malheureusement, il ne nous a pas toujours été possible

de montrer, avec toute la précision voulue, comment elle s'est exercée. En pareille matière, on se trouve un peu comme dans un sanctuaire sacré dont l'accès est réservé aux seuls initiés. Les profanes sont donc obligés de se contenter des indications plus ou moins explicites qu'on veut bien leur fournir. La nature des questions traitées empêche, d'ailleurs, les syndicats d'agir autrement : étudier, au vu et su de tous, les problèmes d'ordre économique serait courir à un échec certain, pour le seul profit de la concurrence étrangère directement intéressée à ce qu'aucun n'aboutisse.

Quoi qu'il en soit, les avantages de ce système se justifient par leurs résultats. Avant la guerre, malgré la pénurie de combustible, les syndicats patronaux de la sidérurgie étaient arrivés, par ce moyen, à donner aux Maîtres de Forges français la possibilité de produire des quantités de métal toujours plus considérables et grâce auxquelles la France occupait un rang honorable parmi les autres Etats producteurs de fonte et d'acier.

Pendant la guerre, leur action a été plus importante encore. Les circonstances mettaient constamment obstacle à la marche régulière des fabrications nécessaires à la Défense Nationale et obligeaient à recourir sans cesse à de nouvelles adaptations ou à de nouvelles improvisations ; la réalisation de ces mesures de fortune eût été souvent impossible sans l'aide des syndicats patronaux, toujours à la disposition de ceux qui jugeaient utile de faire appel à leur concours. Parmi ces organismes, le Comité des Forges de France a

joué un rôle de tout premier plan ; connaissant la compétence et l'abnégation de ses dirigeants, les pouvoirs publics n'ont pas hésité à le charger des missions les plus lourdes et les plus délicates ; de l'aveu unanime, il s'est acquitté de ces tâches ingrates au mieux des intérêts du pays.

Toutes les chambres syndicales ont joué, simplement et sans jamais songer à en retirer le moindre profit, un rôle presque surhumain, heureuses seulement de collaborer, dans la mesure où elles le pouvaient, au salut de la Patrie en danger. Leur concours a été également apprécié par tous ceux qui avaient alors la lourde charge de conduire la France à la victoire, et qui, sans distinction de parti ni d'opinion, se sont plu, tour à tour, à reconnaître et proclamer dans les termes les plus élogieux les services rendus au pays par les syndicats patronaux de la Métallurgie.

La cessation des hostilités n'a pas mis fin à leur activité ; et maintenant, ils consacrent leurs efforts à mettre, sur le marché mondial, la sidérurgie française à la place à laquelle son importance lui donne droit.

Les Groupements patronaux ne se sont pas bornés développer avec une régularité et une continuité parfaites la production française de fonte et d'acier ; ils ont estimé qu'ils manqueraient à une de leurs fonctions essentielles s'ils ne se préoccupaient pas d'assurer une existence meilleure au personnel de leurs adhérents. Grâce à leur action, les Chefs d'entreprise ont pu multiplier les œuvres sociales et protéger leurs ou-

vriers contre tous les risques auxquels ils sont exposés.

On sait comment, sous cette influence, les travailleurs de la métallurgie sont aujourd'hui, non seulement mieux payés, mieux logés et plus instruits, mais encore mis à l'abri des conséquences que la maladie, les accidents, l'invalidité ou la mort peuvent avoir pour eux et leur famille. En vue d'assurer le fonctionnement régulier de ces multiples institutions de prévoyance et d'assistance sociales, le patronat de la sidérurgie n'a reculé devant aucun sacrifice; il n'a pas hésité, toutes les fois qu'il le fallait, à grever lourdement le chapitre de ses frais généraux, quand il pouvait espérer assurer ainsi à ses plus modestes collaborateurs l'amélioration de leur sort.

D'autre part, sous la même influence, l'aménagement intérieur des usines a été complètement modifié. Au lieu de ces vastes bâtiments monotones, privés d'air et de jour, où les ouvriers travaillaient dans des conditions hygiéniques désastreuses, on a construit des ateliers clairs, gais, entourés de verdure, et dans lesquels le soleil et la lumière entrent à flot. En même temps, on procédait, grâce à un outillage des plus perfectionnés et à des observations physiologiques attentives, à toutes les transformations tendant à supprimer tout effort et toute fatigue inutiles.

Le patronat en général, et celui de la sidérurgie, en particulier, apparaissent, dès lors, sous un aspect profondément différent de celui sous lequel on a l'habitude de les dépeindre; ils ne ressemblent en rien à ce

patronat égoïste et hostile à toute amélioration du sort des classes laborieuses, tel que des esprits mal informés — nous voudrions pouvoir le penser — se sont plu à les présenter.

Le patronat de la Métallurgie est ainsi tout près de réaliser la forme nouvelle du patronat avec laquelle on cherche à porter au maximum le rendement individuel de l'ouvrier, tout en ne lui demandant que le minimum d'effort. La mise en vigueur de ces principes est liée à l'organisation d'un rythme rationnel du travail qui, facilitant l'accroissement de la production, permet d'augmenter la rémunération de l'ouvrier. D'autre part, pour que ce système soit possible, il faut placer le travailleur, exempt de tout souci, dans un milieu à la fois sain et confortable, où il puisse produire davantage, en réduisant au minimum toute dépense d'énergie; la multiplication des œuvres sociales s'impose donc, non plus seulement pour donner au chef d'entreprise un moyen de fortifier son autorité ou d'accomplir un devoir moral, mais aussi pour arriver à augmenter la production.

Telle est la voie dans laquelle s'engage le patronat de la sidérurgie.

ANNEXE

Liste des groupements patronaux existant, à notre connaissance, au 1^{er} janvier 1922 (1)

A. — SYNDICATS

I. — Syndicats nationaux.

*Chambre syndicale des fabricants d'*Accessoires et pièces détachées d'automobiles*, de cycles et d'appareils aériens, fondée en 1910. Siège social, à Paris, 8, place de la Concorde, 58 membres ².

*Chambre syndicale des Industries *Aéronautiques*, 1908. S. S. à Paris, 9 rue Anatole de la Forge, 151 membres ³.

Chambre syndicale de l'*Automobile* et des Industries qui s'y rattachent, 1898, S. S. à Paris, 161, avenue Malakoff, 359 membres ² (cette chambre syndicale a une bibliothèque mise à la disposition de ses membres).

*Chambre syndicale des constructeurs d'*Automobiles*, 1909. S. S. à Paris, 59, avenue Hoche, 55 membres

1. On trouvera, à côté de chaque groupement, quelques renseignements sur son importance et sur son activité. Sauf indication contraire, ces renseignements se rapportent à la date du 1 janvier 1922; malheureusement la difficulté de se les procurer empêche d'affirmer qu'ils sont complets.

Le signe * indique que le syndicat fait partie de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

2. Le 1^{er} janvier 1914.

3. Le 1^{er} janvier 1920.

(cette chambre syndicale publie un annuaire et un bulletin mensuel).

*Chambre syndicale des fabricants de *Boîtes, emballages et tableaux métalliques*.

*Chambre Syndicale de la *Boulonnerie*, 1889, S. S. à Paris, 41, rue Manin, 37 membres¹.

*Syndicat professionnel des fabricants de *Fils et câbles électriques*, 1918, S. S. à Paris, 18 rue Duphot, 20 membres (ce syndicat publie un annuaire).

*Chambre syndicale des *Carrossiers* de Paris et des départements, 1844, S. S. à Paris, 35, rue Desrenaudes, 296 membres¹ (cette chambre syndicale publie un bulletin mensuel et a organisé des cours professionnels).

*Chambre syndicale du *Chauffage* par l'eau et la vapeur, 1889, S. S. à Paris, 10 rue de Lancry, 25 membres¹.

*Syndicat des constructeurs de matériel de *Chauffage électrique* de France.

*Chambre syndicale des fabricants et constructeurs de matériel pour *Chemins de fer et tramways*, 1899, S. S., à Paris, 7 rue de Madrid, 75 membres¹ (cette chambre syndicale publie un annuaire et un bulletin; ses membres disposent, en outre, d'une bibliothèque).

*Chambre syndicale des Entrepreneurs de *Constructions* métalliques de France, 1886, S. S. à Paris, 7, rue de Madrid, 39 membres¹.

1. Le 1 janvier 1914.

Chambre syndicale du *Cycle et de l'automobile*, 1890, S. S., à Paris, 30, rue de Tilsit, 220 membres ¹.

Chambre syndicale des *Fabricants de Cycles*, 1900, S. S., à Paris, 161, avenue Malakoff, 33 membres ¹ (les adhérents de cette chambre syndicale disposent d'une bibliothèque).

*Chambre syndicale des industries du *Décolletage*.

*Chambre syndicale des *Etireurs et fabricants de tubes* en tous métaux.

*Syndicat professionnel des fabricants de *Fermelures, persiennes, stores en fer et en bois*.

*Chambre syndicale des *Fondeurs en cuivre et en bronze*, 1870, S. S., à Paris, 8, rue Saint-Claude, 40 membres ¹ (cette chambre syndicale a organisé des cours professionnels et un bureau de placement).

*Syndicat général des *Fondeurs en fer* de France, 1897 S. S., à Paris, 10 rue de Lancry, 650 membres (ce syndicat publie un annuaire et un bulletin trimestriel).

*Chambre syndicale des *Forces hydrauliques* de l'électrométallurgie, de l'électrochimie et des industries qui s'y rattachent, 1901, S. S. à Paris, 7 rue de Madrid, 137 membres (cette chambre syndicale publie un annuaire et un bulletin mensuel; une bibliothèque est, en outre, à la disposition de ses adhérents).

*Comité des *Forges* de France, 1864, S. S., à Paris, 7 rue de Madrid, 277 membres (ce groupement publie un annuaire et un bulletin; une bibliothèque est, en outre, à la disposition de ses adhérents).

1. Le 1^{er} janvier 1914.

*Union des fabricants de *Limes*, S. S., à Paris, 55, rue de Châteaudun.

*Chambre syndicale des constructeurs de *Machines à coudre*, 1888, S. S., à Paris, 163, rue Saint-Honoré.

Chambre syndicale des *Fabricants français de machines à coudre* (Négociants et fabricants), 1878, S. S., à Paris, 48 bis, rue de Rivoli, 80 membres¹.

*Chambre syndicale des *Constructeurs de machines d'imprimerie*, 1899, S. S., à Paris, 117, boulevard Saint-Germain, 18 membres¹.

*Chambre syndicale des constructeurs de *Gros matériel électrique*. S. S., à Paris.

*Chambre syndicale des constructeurs de *Matériel de guerre*, 1903, S. S., à Paris, 7, rue de Madrid, 39 membres (cette chambre syndicale publie un annuaire et dispose d'une bibliothèque).

*Chambre syndicale des *Métaux*, 1862, S. S., à Paris, 13 rue Auber, 34 membres¹.

*Syndicat des *Mécaniciens chaudronniers et fondeurs de France*, 1861, S. S., à Paris, 94 rue d'Amsterdam, 560 membres¹. (Ce syndicat publie un annuaire et un bulletin mensuel; il a organisé, en outre, des cours professionnels; de plus, il possède une bibliothèque).

*Chambre syndicale de la *Motoculture*, du moteur agricole, et des industries qui s'y rattachent, S. S., à Paris, 30, avenue de Messine.

*Chambre syndicale des constructeurs de *Navires et de machines marines*, 1899, S. S., à Paris, 7, rue de Madrid, 24 membres¹ (cette chambre syndicale publie un annuaire et a une bibliothèque).

*Chambre syndicale du commerce et de la fabrication de la *Quincaillerie*, 1861, S. S., à Paris, 7, rue de Madrid, 71 membres (fabricants); cette chambre syndicale publie un bulletin mensuel et a organisé des cours professionnels.

*Chambre syndicale des fabricants de *Robinerie* et tourneurs en cuivre, 1899, S. S., à Paris, 3, rue de Lutèce 74 membres¹.

*Chambre syndicale des fabricants de *Tôlerie*.

*Chambre syndicale des *Tréfileurs et dénatureurs* de fil d'acier et de fer, 1919, S. S., à Paris, 68, rue Cau-martin, 51 membres.

*Syndicats des constructeurs de *Turbines hydrauliques* de France, S. S., à Paris.

*Chambre syndicale des maîtres fondeurs *Typographe*s français, 1897, S. S., à Paris, 117 boulevard Saint-Germain, 10 membres¹.

II. — Syndicats régionaux

a) Région du Nord

I. — PAS-DE-CALAIS

Syndicat des constructeurs et marchands de *Machines agricoles* de la région du Nord, fondé en 1908, S. S., 27, rue Gambetta, à Arras, 33 membres¹.

*Syndicat des *Industries métallurgiques* de la construction mécanique, électrique et métallique de Calais, S. S., à Calais.

1. Le 1^{er} janvier 1914.

II. — NORD

*Syndicat de la *Construction métallurgique* de Dunkerque et environs, 1901, S. S. rue Lhermite à Dunkerque, 13 membres¹.

*Syndicat de la *Fonderie de cuivre* de Lille et environs, 1900, S. S., à Lille, 116, rue de l'Hôpital-Militaire, 17 membres¹.

*Syndicat régional des *Fonderies en fer* du Nord, 1906, S. S. à Lille, 116 rue de l'Hôpital-Militaire, 30 membres¹.

*Syndicat des constructeurs *Mécaniciens* et chaudronniers du Nord de la France, S. S., 116 rue de l'Hôpital-Militaire à Lille, 90 membres¹.

*Chambre syndicale *Métallurgique* de Lille et du Nord, 1880, S. S., 116 rue de l'Hôpital-Militaire à Lille, 45 membres¹.

Syndicat de la *Métallurgie et de la construction mécanique*, 1907, S. S., 6 rue Auber à Lille, 33 membres¹.

Syndicat des *Fonderies en fer* de Roubaix-Tourcoing et leurs cantons, 1909, S. S., 8 bis, rue de Tourcoing à Roubaix, 18 membres¹.

*Chambre syndicale des constructeurs *Métallurgistes* de Roubaix-Tourcoing, et environs, 1891, S. S., 8 bis, rue de Tourcoing, à Roubaix, 40 membres¹.

*Chambre syndicale patronale des *Métallurgistes* de la région de Maubeuge, 80 membres.

*Groupe des *Industries métallurgiques* de la région de Valenciennes.

1. Le 1^{er} janvier 1914.

III. — ARDENNES

Chambre syndicale ardennaise de la *Boulonnerie*, 1892, S. S., cours d'Orléans à Charleville, 9 membres¹.

*Chambre syndicale des *Industriels de Nouzon*, 1902, S. S., place de Gambetta, à Nouzon, 20 membres.

b) Région de l'Est

*Chambre syndicale *Métallurgique* de Troyes, fondée postérieurement à 1914.

*Syndicat de la *Construction mécanique* métallurgique et électrique de Champagne, fondée postérieurement à 1914, S. S., à Saint-Dizier

*Syndicat des *Fondeurs, mécaniciens* et chaudronniers de Champagne, fondé postérieurement à 1914, S. S., à Saint-Dizier.

*Syndicat de la *Petite métallurgie* de Champagne, fondé postérieurement à 1914, S. S., à Saint-Dizier.

*Syndicat de la *Grosse métallurgie* de Champagne, fondé postérieurement à 1914, S. S., à Saint-Dizier.

*Chambre syndicale des *Constructeurs* et fondeurs de l'Est, 1910, S. S., à la Bourse de Commerce de Nancy, 63 membres.

**Comité des forges* et des Mines de fer de l'Est, 1906 S. S., à la Chambre de commerce de Nancy, 34 membres¹.

Chambre syndicale de l'*Industrie du Bas-Rhin* et des régions limitrophes².

1. Le 1^{er} janvier 1914.

2. Cette chambre syndicale est en instance d'adhésion à l'union des Industries Métallurgiques et Minières.

*Chambre syndicale des *Construcleurs mécaniciens* du Bas-Rhin.

*Chambre syndicale de la *Mécanique* de la métallurgie et des industries connexes du Haut-Rhin.

CÔTE D'OR

Chambre syndicale des *Construcleurs* mécaniciens chaudronniers et fondeurs de la Côte-d'Or, 1907, S. S., à la Bourse de Commerce, 15 membres ¹.

NIÈVRE

Chambre syndicale des *Industries métallurgiques* et mécaniques de la région nivernaise, fondée postérieurement à 1914, S. S., à Nevers.

CHER

Groupement patronal de la 15^e région économique ¹ (Bourges), fondé postérieurement à 1914, S. S., à Bourges.

ALLIER

Chambre syndicale des *Industriels métallurgistes* de Vichy.

c) Région du Centre.

Groupe des fabricants de *Limes* du Chambon-Feu-gerolles, 1911, S. S., rue Gambetta, 12 membres.

Syndicat des *Construcleurs mécaniciens* et marchands de cycles, automobiles et accessoires de Roan-

1. Ce groupement est en instance d'adhésion à l'Union des Industries métallurgiques et minières.

ne et du Coteau, 1904, 22 membres¹, S. S., rue de Lycée à Roanne.

Comité des Forges de la Loire, 1901, S. S., Hôtel des ingénieurs à Saint-Etienne, 13 membres¹ (ce groupement publie un bulletin)

*Chambre syndicale des *Constructeurs mécaniciens*, chaudronniers et fondeurs de la Loire, 1910, S. S., Hôtel des Ingénieurs à Saint-Etienne, 49 membres¹, (cette chambre syndicale publie un bulletin).

Chambre syndicale des fabricants de *Coutellerie* de Saint-Rémy-sur-Durolle, 1907, 12 membres¹.

Chambre syndicale des fabricants de *Coutellerie* de l'arrondissement de Thiers, 1901, 80 membres¹.

d) *Région de Lyon.*

Syndicat des constructeurs d'*Automobiles* de Lyon, 1913, S. S., 72 rue Pierre Corneille, 10 membres¹.

Union syndicale des commerçants et *Fabricants de cycles* et motocyclettes de Lyon et de la région, 1904, S. S., 6 place des Terreaux, 23 membres¹.

Association *Métallurgique* du département du Rhône, 1879, S. S., 72 rue Pierre-Corneille, 160 membres¹ (ce syndicat possède une bibliothèque).

*Chambre syndicale des *Industries Métallurgiques* et connexes du département du Rhône et de la région.

Syndicat catholique de la *Métallurgie* et de la construction mécanique de la région lyonnaise, 1921,

2. Le 1^{er} janvier 1914.

S. S., 30 rue Sainte-Hélène, 24 membres (ce syndicat a organisé des cours professionnels).

e) *Région de l'Isère et de la Drôme.*

* Syndicat des *Constructeurs* mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de l'Isère, 1906, S. S., à la Chambre du Commerce de Grenoble, 28 membres¹.

* Chambre syndicale des industriels de la *Métallurgie* de Valence et environs, fondée postérieurement à 1914, S. S., à Valence.

f) *Région du Sud-Est.*

Syndicat général des *Industries Métallurgiques* et connexes de Marseille², fondé postérieurement à 1914, S. S., à Marseille.

g) *Région du Sud-Ouest.*

Syndicat des *Industriels métallurgistes* de Toulouse², 1906, S. S., place du Capitole à Toulouse, 32 membres¹.

Chambre syndicale de Bordeaux et du Sud-Ouest de l'*Automobile*, de la carrosserie et des industries qui s'y rattachent, 1907, S. S., 105 rue Paulin, à Bordeaux, 40 membres¹ (cette chambre syndicale publie un bulletin).

Chambre syndicale des patrons *Fondeurs* en fer et en cuivre de Bordeaux, 1901, 13 membres¹.

* Syndicat patronal de la *Métallurgie* de Bordeaux et

1. Le 1^{er} janvier 1914.

2. Le syndicat est en instance d'adhésion à l'Union des Industries métallurgiques et minières.

du Sud-Ouest, 1908, S. S., à Bordeaux, 17, rue du Champ de-Mars, 44 membres¹.

Syndicat du travail des *Métaux* de la Charente, fondée postérieurement à 1914², S. S., à Angoulême.

*Syndicat des *Métaux* du Limousin, fondé postérieurement à 1914, S. S., à Limoges.

h) *Région de l'Ouest.*

Syndicat des *Fondeurs* en fer et en cuivre de Nantes et de la région, 1912, S. S., 34 rue de la Fosse, 10 membres¹.

*Syndicat patronal des *Constructions mécaniques et navales* de Nantes et de la Loire-Inférieure, 1881, S. S., 4, rue Molière.

Groupement des *Industries des bois et métaux* du département de Maine-et-Loire, fondé postérieurement à 1914, S. S., à Angers.

*Union patronale de la *Métallurgie et des industries connexes* du département de la Sarthe, S. S., au Mans.

*Chambre syndicale des *Industries Métallurgiques* de la région de Cherbourg, fondée postérieurement à 1914, S. S., à Cherbourg.

Syndicat *Métallurgique* des cantons de Tinchebray et de Sourdeval, 1897, S. S., à Tinchebray (Orne) 12 membres¹.

*Chambre syndicale *Métallurgique* de Rennes², fondée postérieurement à 1914, S. S., à Rennes.

1. Le 1^{er} Janvier 1914.

2. Cette chambre syndicale est en instance d'adhésion à l'Union des Industries métallurgiques et minières.

i) *Région du Nord-Ouest*

*Chambre syndicale des *Constructeurs mécaniciens, chaudronniers*, fondeurs et des industries qui s'y rattachent de l'arrondissement du Havre, 1881, S. S., 34, rue Chilou, 43 membres¹.

*Chambre syndicale des *Industries métallurgiques de la construction mécanique, de la chaudronnerie, de la fonderie* et des professions qui s'y rattachent de l'arrondissement de Rouen, fondée postérieurement à 1914, S. S., à Rouen.

*Groupe des *Industriels* des régions de Creil, Montataire, Nogent-sur-Oise et environs, fondé postérieurement à 1914.

Syndicat des constructeurs et marchands de *Machines agricoles* du département de l'Oise, 1908, S. S., 67 rue de Beauvais, à Saint-Just en Chaussée (Oise) 34 membres¹.

*Groupe des industriels de la *Métallurgie et de la mécanique* d'Amiens, fondé postérieurement à 1914, S. S., à Amiens.

*Chambre syndicale des *Industriels métallurgiques* du Vimeu (Somme), fondée postérieurement à 1914, S. S., au Vimeu.

j) *Région parisienne.*

*Groupe des *Industries métallurgiques mécaniques*, et connexes de la région parisienne, fondée en 1917, S. S., à Paris, 106, rue Lauriston, 1003 membres.

1. Le 1^{er} janvier 1914.

B. — UNIONS ET FÉDÉRATIONS DE SYNDICATS

I. — Unions et Fédérations nationales

Union des industries métallurgiques et minières de la construction mécanique, métallique, électrique et des industries qui s'y rattachent, fondée en 1901, S. S., à Paris, 7, rue de Madrid, 83 chambres syndicales adhérentes.

Fédération de l'automobile, fondée en 1912, S. S., à Paris, 59, avenue Hoche, 18 chambres syndicales adhérentes.

Fédération de la mécanique, en formation, S. S., à Paris, 94, rue d'Amsterdam.

II. — Unions locales.

a) unions professionnelles.

Association des syndicats métallurgiques de la Loire, fondée en 1911, S. S., à Saint-Etienne, Hôtel des Ingénieurs, 4 syndicats adhérents¹.

Comité métallurgique de Champagne, fondé en 1919, S. S., à Saint-Dizier; (D'après ses statuts, ce groupement a pour objet de réunir les syndicats métallurgiques de la Haute-Marne, de la Marne et de l'Aube).

b) unions interprofessionnelles²

Aube. — Syndicat général du commerce et de l'industrie du département de l'Aube, fondé en 1908, S. S., à Troyes, 10, place Audiffred, 16 syndicats adhérents¹.

1. Le 1^{er} Janvier 1914.

2. Il ne s'agit bien entendu, que des unions interprofessionnelles auxquelles adhèrent ou peuvent adhérer les groupements métallurgiques régionaux en raison du rayon dans lequel elles exercent leur action.

Bouches-du-Rhône. — Fédération des syndicats patronaux du commerce, de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie de la commune de Marseille, fondée en 1899, S. S., à Marseille, 5, rue des Dominicaines, 33 syndicats adhérents¹.

Côte-d'Or. — Union des Chambres syndicales du commerce et de l'industrie de la Côte-d'Or, fondée en 1890, S. S., à Dijon, à la Bourse de Commerce, 16 syndicats adhérents¹.

Haute-Garonne. — Syndicat Général du commerce et de l'industrie de Toulouse et du Sud-Ouest, fondé en 1895, S. S., à Toulouse, 2 rue du Taur, 11 syndicats adhérents¹.

Gironde. — Union générale des syndicats girondins, fondée en 1885, S. S., à Bordeaux, 2 rue Guillaume-Brochon, 39 syndicats adhérents¹.

Fédération économique des Syndicats patronaux de la Gironde, fondée en 1912, S. S., à Bordeaux, 2 rue Guillaume-Brochon, 68 syndicats adhérents¹.

Ille-et-Vilaine. — Conseil départemental du commerce et de l'industrie, fondé en 1907, S. S., à Rennes 5 rue Coetquen, 13 syndicats adhérents.

Loire. — Union des chambres syndicales patronales de Saint-Etienne et de la région, fondée en 1896, S. S., 10 rue de la Bourse, 35 syndicats adhérents¹.

Loire-Inférieure. — Union des syndicats du commerce et de l'industrie de Nantes et de la Loire-Inférieure, fondée en 1886, S. S., à Nantes, 4 rue Voltaire, 49 syndicats adhérents.

1. Le 1^{er} janvier 1914.

Rhône. — Union des chambres syndicales lyonnaises, fondée en 1885, S. S., à Lyon, 1 rue du Bât d'Argent, 51 syndicats adhérents.

Alliance des chambres syndicales patronales de la ville de Lyon, fondée en 1890, S. S., à Lyon, 6, rue Thomassin, 26 syndicats adhérents ¹.

Seine. — Syndicat général du commerce et de l'industrie (Union des chambres syndicales de France) fondée en 1858, S. S., à Paris, 165 rue Saint-Honoré, 227 syndicats adhérents.

Comité central des chambres syndicales (Union des syndicats professionnels), fondé en 1867, S. S., à Paris, 44 rue de Rennes, 48 syndicats adhérents ¹.

Alliance syndicale du commerce et de l'industrie, fondée en 1889, S. S., à Paris, 10 rue de Lancry, 131 syndicats adhérents ¹.

Syndicat central des Unions Fédérales, fondé en 1901, S. S., à Paris, 358 rue Saint-Honoré, 23, syndicats adhérents ¹.

Seine-Inférieure. — Syndicat général du commerce et de l'industrie, fondé en 1882, S. S., au Havre, 34 rue du Chilou, 29 syndicats adhérents ¹.

Union des syndicats professionnels rouennais, fondé en 1893, S. S., à Rouen, 10 place du Gaillardbois, 13 syndicats adhérents ¹.

1. Le 1^{er} janvier 1914.

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire de la Chambre syndicale des constructeurs d'Automobiles*, 1921-22.
- Annuaire de la Chambre syndicale des constructeurs de navires et de machines marines*, 1921-22.
- Annuaire de la Chambre syndicale des constructeurs de matériel pour chemins de fer et tramways*, 1921-22.
- Annuaire de la Chambre syndicale des forces hydrauliques, de l'électrométallurgie, de l'électrochimie, et des industries qui s'y rattachent*, 1921-22.
- Annuaire de la Chambre syndicale des Industries aéronautiques*, 1920.
- Annuaire du Comité des Forges de France*, 1921-22.
- Annuaire des syndicats professionnels* 1914 (publication du Ministère du Travail).
- Annuaire du syndicat général des fondeurs de France*, 1921.
- Annuaire du syndicat des mécaniciens chaudronniers et fondeurs de France*, 1919.
- Annuaire de l'Union des industries métallurgiques et minières de la construction mécanique, métallique, électrique et des industries qui s'y rattachent*, 1921-22.
- Barthou**. — *L'Action syndicale*, Paris 1904, in-8°.
- Brice**. — *Les institutions patronales; leur état actuel; leur avenir*, Paris 1895, in-8°.
- Bry**. — *Les lois du travail industriel et de la prévoyance sociale*. Paris, 1920, in-8°.
- Cauwès**. — *Cours d'économie politique*, Paris in-8°.
- Cestre**. — *Production industrielle et justice sociale en Amérique*, Paris 1921, in-16°.

Chaleix. — *Les syndicats professionnels patronaux en France*, Paris 1902 in-8° (thèse).

Comité des Forges de France. — *La sidérurgie française*, Paris 1919, in-4°.

— *Tableaux de la production sidérurgique et minière des principaux pays, 1864-1913*, Paris 1919, in-4°.

— *La Métallurgie et le Traité de paix*, Paris 1919, in-4° (Rapport présenté à la Commission de Direction du Comité des Forges par la Commission d'Etudes nommée par l'Assemblée des Maîtres de Forges le 11 août 1915).

Colson. — *Cours d'Economie politique*, Paris 1915, in-8°.

Desorbaix. — *La grosse métallurgie dans l'arrondissement de Valenciennes. Les usines productrices de fer et d'acier*. Lille 1910, in-8° (thèse).

Doumer. — *La métallurgie du fer*, Paris 1912, in-8°.

Dutot. — *Les groupements de producteurs. Etude sur les ententes et les fusions de producteurs*, Caen 1918, in-8° (thèse)

Expert-Bezançon. — *Les organisations de défense patronale*, Paris, in-8° 1911, (thèse).

Férasson. — *La question du fer. Le problème franco-allemand du fer*, Paris 1918, in-8° (thèse).

Germain-Martin. — *Les associations ouvrières au XVIII^e siècle, 1700-1792*, Paris 1900, in-8°.

— *Conférences sur l'évolution économique des grandes nations aux XIX^e et XX^e siècle (méthodes et résultats)*, Le Caire et Paris, 1910 in-8°.

— *Cours d'Economie politique*. Le Caire et Paris, 1910, in-8°.

— *Le patronat est-il organisé en France?* (conférence faite à la Société d'Economie Politique le 5 mai 1919).

Gide. — *Cours d'économie politique*, Paris 1919, in-8°.

— *Les Institutions de progrès social*, Paris 1921, in-16°.

Gras. — *Histoire économique de la métallurgie de la Loire*, St-Etienne, 1908, in-8°.

Hubert-Valleroux. — *Les associations ouvrières et les associations patronales*, Paris 1899, in-8°.

- Jackson.** — *James Jackson et ses fils. Notice sur leur vie et les établissements qu'ils ont fondés ou dirigés en France*, Paris 1893, in-8°.
- Keynes.** — *Les conséquences économiques de la paix*, Traduction Franck, Paris 1920, in-16°.
- Leroy-Beaulieu.** — *Traité théorique et pratique d'économie politique*, Paris 1896, in-8°.
- Levasseur.** — *Histoire de l'industrie et des classes ouvrières de France, de 1789 à 1870*, Paris 1903 in-8°.
- Merlin.** — *Les associations ouvrières et patronales*, Paris 1899, in-8°.
- Michel Georges.** — *Le congrès des Chambres syndicales de patrons*, dans l'*Economiste français* 1887, 2^e semestre, p. 627
- Paulet.** — *Les syndicats patronaux et ouvriers* dans le *Progrès économique* du 1^{er} février 1894.
- Perreau.** — *Cours d'économie politique*, Paris, in-8°.
- Picard.** — *Le bilan d'un siècle*, Paris 1906, in-8°.
- Pinot.** — *La métallurgie, la construction mécanique, et la révision du tarif douanier*, dans la *Revue politique et parlementaire* des 10 mai et 10 juin 1909.
- *Le comité des Forges de France au service de la nation*, Paris 1919, in-16.
- Planiol.** — *Traité élémentaire de Droit civil*, Paris 1917, in-8°.
- Renard.** — *L'évolution industrielle et agricole depuis 150 ans*, Paris 1912, in-16.
- Richemond.** — *Allocation pour charges de famille et caisse de compensation*, dans la *Revue d'économie politique* de juillet 1920.
- *Allocations familiales et caisses de compensation. La caisse de compensation de la région parisienne* (conférence faite à la Chambre de commerce de Paris le 15 février 1922).
- Rist.** — *La progression des grèves en France et sa valeur symptomatique* dans la *Revue d'économie politique* 1907.

de Rousiers. — *Les syndicats industriels de producteurs*, (Trusts cartels, et syndicats) Paris 1912, in-16°.

Saint-Girons. — *L'assurance patronale contre la grève*, Paris, 1908, in-8°.

— *Les allocations familiales et l'assurance*, dans la *Revue hebdomadaire* du 26 mars 1921.

Truchy. — *Cours d'Economie politique*, Paris 1919, in-8°.

Villain. — *Le fer, la houille et la métallurgie à la fin du XIX siècle*, Paris 1901, in-16.

L'Economiste français.

L'Illustration économique et financière.

Le Journal des économistes.

La Journée industrielle.

Le Journal officiel.

Le Monde économique.

La Revue d'économie politique.

Vu

Le Doyen :

F. LARNAUDE

Vu :

Le Président de la thèse

GERMAIN-MARTIN

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL.

ERRATA

*Page 45, dernière ligne, lire : débouchés d'exportation, u
lieu de : débouchés d'importation.*

*Page 103, ligne 5, lire : Une activité comparable à celle du
Comité des Forges et des Groupements qui en
étaient issus ou même du Syndicat des mécan-
iciens, chaudronniers et fondeurs, d'autant plus
au lieu de : Une activité comparable à celle du Co-
mité des Forges, d'autant plus...*

Page 160, ligne 16, lire : se laissaient, au lieu de : se laissent.

*Page 213, ligne 22, lire : 8 millions de tonnes, au lieu de :
12 millions de tonnes.*

Page 337, ligne 24, lire : 9 avril, au lieu de : 8 avril.

BORDEAUX. — IMP. J. BIÈRE, 18-20-22, RUE DU PEUGUE

